

Commission d'enquête sur les relations entre
les Autochtones et certains services publics :
écoute, réconciliation et progrès

Annexes

Commission d'enquête
sur les relations
entre les Autochtones
et certains
services publics

Québec 

Commission d'enquête sur les relations entre
les Autochtones et certains services publics :
écoute, réconciliation et progrès

Annexes

NOTE AUX LECTEURS

Dans le respect des langues autochtones, la Commission a tenté le plus possible de concilier la terminologie employée avec l'orthographe préconisée par les peuples autochtones eux-mêmes. Ainsi, les noms utilisés pour désigner les communautés des Premières Nations sont ceux en usage dans les langues autochtones. Il en va de même des nations. Le caractère invariable de certains mots en langue autochtone (ex. : Inuit) a en outre été respecté.

L'appellation Premières Nations inclut les Abénakis, les Anishnabek (Algonquins), les Atikamekw Nehirowisiw, les Eeyou (Cris), les Hurons-Wendat, les Innus, les Malécites, les Mi'gmaq, les Mohawks et les Naskapis. L'expression peuples autochtones désigne quant à elle les Premières Nations et les Inuit collectivement.

CRÉDITS

Cette publication a été rédigée à la suite des travaux de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès.

Révision linguistique et traduction

Versacom

Conception graphique et mise en page

La Boîte Rouge vif

Dépôt légal – 2019

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

ISBN : 978-2-550-84757-1 (version imprimée)

ISBN : 978-2-550-84758-8 (version PDF)

© Gouvernement du Québec, 2019

Cette publication, ainsi que le rapport final et le rapport synthèse, sont disponibles sur le site Web de la Commission : www.cerp.gouv.qc.ca.

LISTE DES ANNEXES AU RAPPORT

ANNEXE 1	9
Décret concernant la constitution de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès	
ANNEXE 2	15
Règles de procédure et de fonctionnement de la Commission	
ANNEXE 3	31
Liste des personnes ayant été à l'emploi de la Commission	
ANNEXE 4	35
Liste des témoins entendus dans le cadre des audiences de la Commission	
ANNEXE 5	83
Liste des pièces déposées en preuve devant la Commission	
ANNEXE 6	143
Initiatives prometteuses	
ANNEXE 7	178
Nombre de dossiers d'enquête ouverts par peuple autochtone	
ANNEXE 8	179
Liste des visites effectuées par l'équipe de relations avec les Autochtones	
ANNEXE 9	204
Liste des mémoires reçus par la Commission	
ANNEXE 10	206
Liste des participants à la consultation en vue de l'élaboration du rapport final	
ANNEXE 11	207
Décret concernant la prolongation de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès	
ANNEXE 12	210
Limites méthodologiques du Registre des Indiens, du Registre des bénéficiaires cris et naskapis et du Registre des bénéficiaires inuits	
ANNEXE 13	213
Données populationnelles par nation et par communauté – Premières Nations	
ANNEXE 14	216
Données populationnelles par village – Inuit	
ANNEXE 15	217
Âge moyen et médian par peuple autochtone	
ANNEXE 16	218
Données relatives aux familles des Premières Nations	

ANNEXE 17	222
Données relatives aux familles inuit	
ANNEXE 18	223
Locuteurs en langues autochtones au Québec	
ANNEXE 19	224
Statistiques relatives à la langue maternelle et à la langue d'usage dans les communautés autochtones et villages inuit du Québec	
ANNEXE 20	229
Profil des populations carcérales autochtones du Québec	
ANNEXE 21	230
Carte de la desserte policière en milieu autochtone	
ANNEXE 22	231
Nombre d'années de services des policiers à l'emploi d'un corps de police autochtone	
ANNEXE 23	232
Détail des frais imposés aux candidats autochtones et allochtones pour le programme de formation en patrouille-gendarmerie	
ANNEXE 24	233
Desserte des communautés autochtones et des villages inuit du Québec en matière de justice	
Annexe 25	235
Régions administratives de desserte de la Direction générale des services correctionnels et établissements liés au Québec	
ANNEXE 26	236
Lois et règlements applicables en matière de santé et de services sociaux au Québec	
ANNEXE 27	239
Établissements publics et privés de santé désignés comme devant offrir des services en anglais à leur clientèle	
ANNEXE 28	243
Synthèse des ententes de partage de responsabilités partiel avec les communautés non conventionnées en protection de la jeunesse	
ANNEXE 29	245
Tableau synthèse des langues autochtones parlées par les interprètes des différentes régions en matière de justice	
ANNEXE 30	246
Accusations criminelles portées par peuple autochtone	
Annexe 31	247
Infractions en matière de violence conjugale et à caractère sexuel concernant les Autochtones	
ANNEXE 32	249
Budgets accordés aux programmes de justice communautaire	

ANNEXE 33	250
Budgets accordés aux comités de justice du Nunavik	
ANNEXE 34	251
Nombre de dossiers / Programme de mesures de rechange	
ANNEXE 35	253
Statut des accusés autochtones lors de leur comparution en poursuites criminelles	
ANNEXE 36	254
Nombre de séjours en détention provisoire et durée / 2012-2016	
ANNEXE 37	255
Cautionnement des accusés lors des enquêtes sur cautionnement en matière de poursuites criminelles	
ANNEXE 38	256
Infractions contre l'administration de la justice / 2010-2017	
ANNEXE 39	257
Nombre de rapports Gladue produits par peuple autochtone	
ANNEXE 40	258
Délais d'admission dans un centre d'intervention en dépendance en milieu autochtone	
ANNEXE 41	259
Cas de suicide au Nunavik, 2001-2016	
ANNEXE 42	260
Traitement différencié / Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	
ANNEXE 43	261
Taux d'occupation des unités de réadaptation en protection de la jeunesse / Nunavik	

ANNEXE 1

DÉCRET CONCERNANT LA CONSTITUTION DE LA
COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE
LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS
AU QUÉBEC : ÉCOUTE, RÉCONCILIATION ET PROGRÈS



21 DÉCEMBRE 2016

DÉCRET

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

NUMÉRO 1095-2016

CONCERNANT la constitution de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

---ooo0ooo---

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral a annoncé, le 3 août 2016, la constitution de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;

ATTENDU QUE la commission d'enquête fédérale a notamment comme mandat de procéder à un examen et produire un rapport sur les causes systémiques qui sous-tendent la violence faite aux femmes et aux filles autochtones, ainsi que sur leur plus grande vulnérabilité à la violence, en examinant les tendances et les facteurs sous-jacents qui pourraient expliquer les taux de violence plus élevés à leur égard;

ATTENDU QUE des événements récents ont révélé, entre autres, l'existence de possibles pratiques discriminatoires envers les Autochtones dans le cadre de la prestation de services publics au Québec;

ATTENDU QUE des femmes autochtones à Val-d'Or et ailleurs au Québec ont fait état d'inconduite de la part de certains membres de corps de police;

ATTENDU QUE ces allégations ont donné lieu à des enquêtes du Service de police de la Ville de Montréal, dont l'impartialité et l'intégrité ont été constatées par une personne indépendante et qu'il est maintenant opportun d'examiner les causes structurelles menant à de telles situations;

ATTENDU QU'un rapport intitulé « La judiciarisation de l'itinérance à Val-d'Or » de l'Observatoire sur les profilages fait état de constats qui contribuent à faire ressortir des problématiques qui

appellent une réflexion sur les relations entre les Autochtones et les intervenants de certains services publics au Québec;

ATTENDU QU'au-delà des faits précis concernant des cas individuels, il y a lieu de faire la lumière plus globalement sur les enjeux systémiques caractérisant la relation entre les Autochtones et les intervenants de certains services publics au Québec;

ATTENDU QU'il est de la volonté du gouvernement d'identifier les causes sous-jacentes à toute forme de violence, de discrimination systémique et de traitements différents qui pourraient exister à l'égard des Autochtones dans le cadre de la dispensation de certains services publics au Québec;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 1 de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37), lorsque le gouvernement juge à propos de faire faire une enquête sur quelque objet qui a trait au bon gouvernement du Québec, sur la gestion de quelque partie des affaires publiques, sur l'administration de la justice ou sur quelque matière importante se rattachant à la santé publique ou au bien-être de la population, il peut, par une commission émise à cette fin, nommer un ou plusieurs commissaires pour conduire cette enquête;

ATTENDU QU'il est opportun dans les circonstances de décréter la tenue d'une telle enquête et qu'un commissaire soit nommé pour mener celle-ci, dont la rémunération doit être fixée par le gouvernement;

ATTENDU QU'il est opportun qu'une commission d'enquête soit constituée afin d'enquêter, de constater les faits et de formuler des recommandations quant aux actions correctives concrètes et efficaces à mettre en place par le gouvernement du Québec et par les autorités autochtones;

ATTENDU QU'une telle commission d'enquête permettra, entre autres, aux femmes autochtones, aux personnes autochtones et aux intervenants des services publics, dont les policiers, de partager leurs expériences et leurs préoccupations et de s'exprimer à l'égard des solutions pouvant être apportées afin de rendre de meilleurs services publics aux Autochtones;

ATTENDU QUE cette commission devra être basée sur l'écoute des préoccupations exprimées par tous les intervenants dans le but de favoriser leur réconciliation, contribuant ainsi au progrès des relations entre les Autochtones et le gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE le gouvernement entend mettre en place un mécanisme d'évaluation et de suivi des recommandations formulées par la commission d'enquête;

ATTENDU QUE le gouvernement, en collaboration avec les communautés autochtones, souhaite rapidement trouver des solutions pouvant être mises en œuvre pour faire face aux difficultés rencontrées sans attendre que la commission ait complété ses travaux;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 1 de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37), soit constituée la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec;

QUE M. Jacques Viens, juge à la retraite de la Cour supérieure, soit nommé commissaire pour mener cette enquête à compter du 21 décembre 2016 et qu'il reçoive des honoraires de 1200\$ par jour;

QUE la Commission ait pour mandat, en tenant compte des enjeux mentionnés dans le préambule, d'enquêter, de constater les faits, de procéder à des analyses afin de faire des recommandations quant aux actions correctives concrètes, efficaces et durables à mettre en place par le gouvernement du Québec et par les autorités autochtones en vue de prévenir ou d'éliminer, quelles qu'en soient l'origine et la cause, toute forme de violence et de pratiques discriminatoires, de traitements différents dans la prestation des services publics suivants aux Autochtones du Québec : les services policiers, les services correctionnels, les services de justice, les services de santé et services sociaux ainsi que les services de protection de la jeunesse;

QUE la Commission décide de ses règles de fonctionnement, établisse ses priorités d'action ainsi que toute autre règle qu'elle estimera utile à son bon fonctionnement;

QUE la Commission tienne des audiences à Val-d'Or, ainsi que dans des communautés autochtones touchées et d'autres régions du Québec, si elle l'estime nécessaire dans l'accomplissement de son mandat;

QUE les audiences de la Commission soient publiques et que celle-ci puisse, lorsqu'elle l'estime approprié, mener ses travaux à huis clos ou prendre toute autre mesure afin de protéger l'identité de témoins et les renseignements personnels, tant à l'audience que lors de la communication de son rapport;

QUE, dans la mesure où la Commission l'estime approprié et dans le respect de l'équité procédurale, la Commission puisse mener ses travaux au moyen de processus informels en vue de permettre, entre autres, aux femmes autochtones, aux personnes autochtones et aux policiers, de s'exprimer sur leurs expériences et leurs préoccupations et de proposer des solutions afin de rendre de meilleurs services publics aux Autochtones;

QUE la Commission recoure à tout expert utile à la réalisation de ses travaux;

QUE l'enquête puisse porter sur les 15 dernières années;

QUE la Commission ne porte aucun blâme et ne formule aucune conclusion ou recommandation à l'égard de la responsabilité civile, pénale ou criminelle de personnes ou d'organisations;

QUE la Commission exerce ses fonctions de manière à ne nuire à aucune enquête en cours ou à venir, notamment une enquête de nature criminelle, pénale, déontologique ou disciplinaire ainsi qu'à des procédures judiciaires en cours ou pouvant en découler;

QUE la Commission puisse obtenir des informations pertinentes à ses travaux de la commission chargée de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et qu'elle puisse elle-même communiquer à cette dernière des informations recueillies dans le cadre de ses travaux, sous réserve des renseignements protégés;

QUE la Commission dispose du budget nécessaire pour couvrir les coûts associés à son fonctionnement;

QUE les frais relatifs à la rémunération du personnel de la Commission et au paiement des honoraires professionnels grèvent le Fonds général du Fonds consolidé du revenu, et que les autres frais émanent du budget du Secrétariat du Conseil du trésor;

QUE la personne nommée commissaire en vertu du présent décret soit remboursée des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux Règles sur les frais de déplacement des présidents, vice-présidents et membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983;

QUE la Commission exécute ses travaux et soumette son rapport, comprenant ses constatations, conclusions et recommandations, au plus tard le 30 novembre 2018. Le rapport devra être présenté dans un format permettant sa divulgation au public, sous réserve des lois applicables;

QUE le présent décret prenne effet à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif



ANNEXE 2

RÈGLES DE PROCÉDURE ET DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

RÈGLES DE PROCÉDURE ET DE FONCTIONNEMENT

Janvier 2018

TABLE DES MATIÈRES

I. MANDAT DE LA COMMISSION.....	1
II. ADOPTION, MODIFICATION ET APPLICATION DES RÈGLES.....	1
III. INTERPRÉTATION ET DÉFINITIONS	2
IV. QUALITÉ POUR AGIR.....	3
V. DROIT À L'AVOCAT ET REPRÉSENTATION DEVANT LA COMMISSION.....	4
VI. DEMANDES ET REQUÊTES.....	5
VII. ENTREVUES PRÉALABLES AVEC LES TÉMOINS.....	5
VIII. MESURES DE SÉCURITÉ	6
IX. AUDIENCES.....	6
X. HUIS CLOS ET ORDONNANCES D'INTERDICTION DE DIVULGATION, DE PUBLICATION OU DE COMMUNICATION	6
XI. PREUVE	7
XII. INTERROGATOIRES	7
XIII ENGAGEMENTS	8
XIV. EXPERTISES	9
XV. GESTION DOCUMENTAIRE.....	9
XVI. COUVERTURE MÉDIATIQUE.....	9
XVII. RECHERCHE	10
XVII. FORMULAIRES.....	10
ANNEXE A	11
ANNEXE B	12
ANNEXE C.....	13

I. MANDAT DE LA COMMISSION

1. Par décret du 21 décembre 2016, portant le numéro 1095-2016, le gouvernement du Québec a constitué la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès (ci-après la «Commission») avec mandat:

- a) d'enquêter, de constater les faits, de procéder à des analyses afin de faire des recommandations quant aux actions correctives concrètes, efficaces et durables à mettre en place par le gouvernement du Québec et par les autorités autochtones en vue de prévenir ou d'éliminer, quelles qu'en soient l'origine et la cause, toute forme de violence et de pratiques discriminatoires, de traitements différents dans la prestation des services publics suivants aux Autochtones du Québec : les services policiers, les services correctionnels, les services de justice, les services de santé et services sociaux ainsi que les services de protection de la jeunesse;
- b) de tenir des audiences à Val d'Or ainsi que dans les communautés autochtones touchées et d'autres régions du Québec, si elle l'estime nécessaire dans l'accomplissement de son mandat;

Pour mener à bien son mandat, la Commission pourra :

- c) dans la mesure où elle l'estime nécessaire et dans le respect de l'équité procédurale, mener ses travaux au moyen de processus informels en vue de permettre, entre autres, aux femmes autochtones, aux personnes autochtones, aux policiers et autres intervenants, de s'exprimer sur leurs expériences et leurs préoccupations et de proposer des solutions afin de rendre de meilleurs services publics aux autochtones;
- d) obtenir des informations pertinentes à ses travaux de la commission chargée de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et qu'elle puisse elle-même communiquer à cette dernière des informations recueillies dans le cadre de ses travaux, sous réserve des renseignements protégés;

La portée de ce mandat est assujettie à certaines limites. C'est ainsi que :

- e) Les travaux d'enquête de la Commission porteront sur les 15 dernières années;
- f) La Commission ne portera aucun blâme et ne formulera aucune conclusion ou recommandation à l'égard de la responsabilité civile, pénale ou criminelle de personnes ou d'organisations;
- g) La Commission exercera ses fonctions de manière à ne nuire à aucune enquête en cours ou à venir, notamment une enquête de nature criminelle, pénale, déontologique ou disciplinaire ainsi qu'à des procédures judiciaires en cours ou pouvant en découler;
- h) La Commission devra exécuter ses travaux et soumettre son rapport, comprenant ses constatations, conclusions et recommandations au plus tard le 30 novembre 2018;

2. Le Commissaire nommé en vertu du décret numéro 1095-2016 pour mener cette enquête à compter du 21 décembre 2016 est l'honorable Jacques Viens, juge à la retraite de la Cour supérieure du Québec.

II. ADOPTION, MODIFICATION ET APPLICATION DES RÈGLES

3. Le Commissaire adopte les Règles de procédure et de fonctionnement qui lui paraissent indiquées pour la conduite de l'enquête.

Les Règles de procédure entrent en vigueur au moment de leur publication sur le site Internet de la Commission.

4. S'il le juge nécessaire, le Commissaire peut, au cours du mandat de la Commission, modifier les présentes Règles ou dispenser de l'observation de celles-ci pour améliorer le déroulement de l'enquête.

Les modifications entrent en vigueur au moment de leur publication sur le site Internet de la Commission.

5. Tous les témoins, participants et intervenants, et leurs avocats seront réputés avoir pris l'engagement d'observer les Règles. Ils peuvent signaler tout manquement à celles-ci au Commissaire.

6. Le Commissaire rend ses décisions en conformité avec les présentes Règles et, en l'absence de règles précises, de manière à s'assurer de l'efficacité du processus d'enquête, dans le respect des droits des parties, des témoins et des personnes impliquées et dans un esprit d'équité procédurale.

7. Le Commissaire a le devoir d'assurer la saine gestion de l'enquête et de veiller à son bon déroulement. Il peut, de sa propre initiative, prendre toutes les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif.

8. Le commissaire a discrétion pour dispenser quiconque de l'application des Règles aux conditions qu'il détermine. Il a discrétion pour modifier tout délai prescrit par les Règles sur demande motivée.

III. INTERPRÉTATION ET DÉFINITIONS

9. Dans les Règles, le masculin et le singulier peuvent également désigner le féminin et le pluriel, et vice-versa.

10. À moins d'indication contraire, les termes suivants signifient :

(a) Adresse du site Internet de la Commission : www.cerp.gouv.qc.ca.

Adresse courriel : greffe@cerp.gouv.qc.ca;

(b) Procureur de la Commission : un avocat dont les services ont été retenus par la Commission et qui a pour mandat d'assister la Commission et de veiller à son bon fonctionnement et dont la responsabilité principale consiste à représenter l'intérêt public lors de l'enquête sur les faits, notamment à s'assurer que toutes les questions ayant un rapport avec le mandat de la Commission et l'intérêt public soient portées à l'attention du Commissaire;

(c) Commission : la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès (CERP);

(d) Document : tout support sur lequel sont conservés des éléments d'information ou des données et, notamment, tout support papier ou électronique, bande ou disque sonore ou vidéo, analogique ou numérique, photographie, carte, graphique ou microfiche;

(e) Greffe de la Commission : les bureaux de la Commission situés au C.P. 547, Val d'Or, J9P 4P5 ;

(f) Intervenant : personne à qui le Commissaire a accordé ce statut;

(g) Numéro de télécopieur de la Commission : (819) 354-3132

(h) Participant : personne à qui le Commissaire a accordé ce statut;

(i) Partie : un participant ou un intervenant au sens des Règles;

(j) Personne : désigne un individu, un groupe, un organisme, une association, une nation autochtone, un conseil de bande, un service public et toute autre entité, incluant le gouvernement, une ville ou une municipalité;

(k) Règles : les présentes Règles de procédure et de fonctionnement;

IV. QUALITÉ POUR AGIR

11. Participant :

(a) Le Commissaire accorde le statut de participant à une personne qui a un intérêt important et direct concernant l'un des sujets de l'enquête et qui est susceptible d'être affectée par le rapport de la Commission;

(b) Le Commissaire fixe les conditions de participation de cette personne, la nature et la portée de sa participation de même que les parties de l'enquête auxquelles elle pourra participer;

(c) Le Commissaire peut en tout temps, après avoir donné au participant l'occasion de se faire entendre, modifier son statut ou les conditions de sa participation ou lui retirer son statut de participant;

(d) Le Commissaire peut ordonner que plusieurs participants ayant des intérêts similaires soient représentés conjointement et partagent un seul octroi de qualité.

12. Intervenant :

(a) Le Commissaire accorde le statut d'intervenant à toute personne qui a un intérêt réel concernant les sujets de l'enquête ou qui jouit d'une expertise particulière qui pourrait contribuer à l'exécution du mandat de la Commission;

(b) Le Commissaire fixe les conditions de participation de cette personne, la nature et la portée de sa participation de même que les parties de l'enquête auxquelles elle pourra participer;

(c) Le Commissaire peut en tout temps, après avoir donné à l'intervenant l'occasion de se faire entendre, modifier son statut ou les conditions de sa participation ou lui retirer son statut d'intervenant;

(d) Le Commissaire peut ordonner que plusieurs intervenants ayant des intérêts similaires soient représentés conjointement et partagent un seul octroi de qualité.

13. Avant d'octroyer la qualité pour agir, le Commissaire tient compte de l'ensemble des demandes soumises à la Commission et s'assure que le temps et les coûts envisagés demeurent proportionnels à la nature et à la finalité du mandat.

14. Toute personne désirant obtenir le statut de participant ou d'intervenant présente une demande écrite à la Commission avant la date déterminée par le Commissaire ou, par la suite, à tout moment jugé acceptable par le Commissaire, en indiquant :

(a) Son nom, son adresse, ses numéros de téléphone et de télécopieur, ainsi que son adresse courriel;

(b) La nature de son intérêt pour les travaux de la Commission;

(c) Le statut recherché ainsi que les motifs justifiant cette demande;

(d) La contribution qu'elle est susceptible d'apporter aux travaux de la Commission;

(e) L'identité de l'avocat la représentant ainsi que ses coordonnées tel que prévu à l'alinéa a).

15. La demande est accompagnée d'une déclaration sous serment du requérant indiquant, en outre, qu'il a pris connaissance des présentes Règles et qu'il s'engage à les respecter.

16. Les personnes désirant obtenir qualité pour agir auront le droit de faire des représentations orales à la date fixée par le Commissaire ou à tout autre moment fixé subséquemment.

17. Sous réserve des conditions établies par le Commissaire lors de l'octroi de son statut, la participation d'une personne ayant obtenu la qualité de participant comprendra :

- (a) L'accès aux documents que les procureurs de la Commission ou les procureurs d'un participant entendent mettre en preuve devant la Commission, sous réserve de toute ordonnance rendue aux termes des Règles;
- (b) La réception des résumés de témoignage anticipé (RTA) des témoins devant être entendus par la Commission, aux conditions énoncées dans les Règles ou les ordonnances rendues en vertu de celles-ci;
- (c) Une place à la table des avocats durant les parties de l'enquête pour lesquelles la personne a obtenu le statut de participant;
- (d) La possibilité de proposer aux procureurs de la Commission de convoquer certains témoins, couvrir certains aspects lors de témoignages ou déposer certains documents, ou encore demander une ordonnance exigeant la convocation d'un témoin ou le dépôt d'un document en preuve;
- (e) Le droit de soulever des objections et d'interroger les témoins dans les limites de son intérêt et sur les points touchant à l'obtention de son statut de participant;
- (f) Le droit de faire des observations verbales finales et de présenter un mémoire écrit dans les limites des conditions fixées par le Commissaire à la Règle 11 b).

18. Sous réserve des conditions établies par le Commissaire lors de l'octroi de son statut, la participation d'une personne ayant obtenu la qualité d'intervenant comprendra :

- (a) L'accès aux documents que les procureurs de la Commission ou d'un participant entendent mettre en preuve devant la Commission, sous réserve de toute ordonnance rendue aux termes des Règles;
- (b) La réception, dans la mesure de son intérêt, des résumés de témoignage anticipé (RTA) des témoins devant être entendus par la Commission, aux conditions énoncées dans les Règles ou les ordonnances rendues en vertu de celles-ci;
- (c) Une place à la table des avocats durant les parties de l'enquête pour lesquelles la personne a obtenu le statut d'intervenant;
- (d) La possibilité de proposer aux procureurs de la Commission d'interroger un témoin sur certains points précis ou, avec la permission du Commissaire, d'interroger ce témoin sur des points précis;
- (e) Le droit de faire des observations verbales finales sur les sujets reliés à l'obtention de son statut d'intervenant et, avec la permission du Commissaire, de présenter un mémoire écrit sur les mêmes sujets.

19. Les procureurs de la Commission ont, en tout temps, qualité pour agir devant la Commission de même que pour agir au nom de la Commission devant les tribunaux judiciaires.

20. Dès leur entrée en fonction, les avocats, les enquêteurs et les autres membres du personnel de la Commission prêtent le serment de confidentialité requis par le Commissaire.

V. DROIT À L'AVOCAT ET REPRÉSENTATION DEVANT LA COMMISSION

21. Tout participant et tout intervenant ont le droit d'être représentés par un avocat devant la Commission.

22. Toute personne convoquée comme témoin par la Commission a le droit d'être assistée par un avocat. Celui-ci ne pourra pas poser de questions au témoin mais pourra formuler des objections relativement aux droits fondamentaux du témoin.

23. Toute personne autre qu'un individu a l'obligation d'être représentée par un avocat devant la Commission.

24. Les frais d'avocat sont assumés par les participants, les intervenants et les témoins qui sont représentés ou assistés.

VI. DEMANDES ET REQUÊTES

25. Sauf si elle fait l'objet d'une dispense par le Commissaire, toute demande est présentée par écrit à la Commission. Elle doit être appuyée d'une déclaration sous serment attestant la véracité des faits n'apparaissant pas au dossier de la Commission, accompagnée d'un avis de présentation et déposée au greffe de la Commission en trois copies au moins (5) jours francs avant la date prévue pour sa présentation.

26. Les demandes qui risquent d'affecter les droits d'une ou plusieurs parties autres que la partie requérante ne peuvent être déposées au greffe de la Commission qu'après avoir été signifiées à ces parties. Le Commissaire indique alors à quel moment la demande sera entendue et quelles seront les modalités applicables à cette fin.

27. La signification peut être faite par courriel, par télécopieur ou par huissier. Les assignations à comparaître sont toutefois signifiées à personne par huissier ou par un agent de la paix.

VII. ENTREVUES PRÉALABLES AVEC LES TÉMOINS

28. Les procureurs ou les agents aux enquêtes de la Commission pourront interroger, préalablement aux audiences, les personnes qui possèdent des renseignements ou des documents ayant un rapport avec le sujet de l'enquête.

29. Si les procureurs de la Commission décident qu'une personne sera convoquée comme témoin à la suite d'une entrevue, ils rédigent un résumé de témoignage anticipé (RTA) et lui en remettent un exemplaire pour examen avant qu'elle compareisse devant la Commission.

30. Préalablement à la déposition d'un témoin, les procureurs de la Commission fournissent aux avocats des parties un exposé de son témoignage anticipé ainsi que les documents qu'ils prévoient déposer en preuve dans le cadre de ce témoignage, sous réserve d'un engagement écrit de leur part de les garder confidentiels, de prendre les moyens pour assurer cette confidentialité, de les détruire à la fin des audiences et de ne s'en servir dans aucune autre instance quelle qu'elle soit conformément à l'engagement apparaissant à l'annexe A des Règles.

31. Les avocats n'ont le droit de fournir ces documents ou renseignements à leurs clients et experts respectifs que conformément aux engagements pris, le cas échéant, et que si ces clients et experts signent eux-mêmes des engagements au même effet conformément à l'annexe B des Règles.

32. Les engagements pris conformément aux règles 30 et 31 ne s'appliquent plus à un document ou à un renseignement déposé au dossier public de la Commission.

33. Le Commissaire peut, sur demande, dégager une partie ou son avocat, en totalité ou en partie, de l'engagement pris relativement à un document ou à un renseignement particulier.

34. Sauf décision contraire du Commissaire, les résumés de témoignage anticipés (RTA), ne peuvent être utilisés pour les confronter lors de leur interrogatoire, ni être versés en preuve lors des audiences.

35. Les procureurs de la Commission peuvent requérir des témoins qui y consentent une déclaration sous serment qui peut ensuite, à leur discrétion, être déposée en preuve pour tenir lieu de témoignage.

VIII. MESURES DE SÉCURITÉ

36. Les personnes qui se présentent dans les locaux de la Commission doivent se conformer aux prohibitions ainsi qu'aux contrôles de sécurité qui peuvent y être appliqués. Ils doivent aussi se conformer aux directives des agents de sécurité et/ou constables spéciaux sur place.

IX. AUDIENCES

37. La Commission fixe la date, l'heure et le lieu de ses audiences. À moins d'avis contraire, celles-ci débutent à 9 h 30 pour se terminer à 16 h 30.

38. À l'heure prévue pour le début de l'audience, les personnes présentes dans la salle prennent place et gardent silence. La greffière annonce le début de l'audience.

39. Durant les audiences, les procureurs de la Commission et les avocats des parties sont autorisés à demeurer assis lorsqu'ils s'adressent à un témoin ou au Commissaire.

40. Les témoins demeurent assis pour témoigner.

41. Ceux qui assistent aux audiences doivent se comporter avec respect, garder le silence et s'abstenir de manifester leur approbation ou leur désapprobation. Les téléphones cellulaires et les appareils intelligents doivent être fermés en tout temps.

42. Tout ce qui porte atteinte au décorum et au bon ordre des audiences est interdit.

X. HUIS CLOS ET ORDONNANCES D'INTERDICTION DE DIVULGATION, DE PUBLICATION OU DE COMMUNICATION

43. Les audiences de la Commission sont publiques sauf si le Commissaire ordonne de les tenir à huis clos.

44. Le Commissaire détermine, selon les circonstances, l'identité des personnes autorisées à assister aux audiences à huis clos ainsi que, le cas échéant, les conditions particulières applicables à chacune de ces personnes.

45. Le Commissaire peut en outre, pour toute cause suffisante, ordonner la non-divulgence, la non-publication, ou la non-communication/diffusion d'un témoignage, d'un élément de preuve, d'une demande ou d'une observation, ou rendre toute autre ordonnance visant à en préserver la confidentialité.

46. À moins d'une décision contraire du Commissaire, toute audience à huis clos est assujettie à une ordonnance de non-divulgence, de non-publication et de non-communication/diffusion.

47. Toute demande de huis clos, de non-divulgence, de non-publication, de non-diffusion ou autre ordonnance de confidentialité peut être présentée par écrit à la Commission ou verbalement lors des audiences. Le Commissaire indique alors à quel moment la demande sera entendue et quelles seront les modalités applicables à cette fin.

48. S'il existe des motifs sérieux, un témoin peut demander au Commissaire d'adopter des mesures pour protéger son identité. Le témoin peut, entre autres, demander d'être entendu à huis clos et demander l'application de toute mesure visant à protéger la confidentialité de son témoignage. Si la demande est approuvée, le témoin bénéficie d'un traitement « confidentiel » qui, aux fins de l'enquête, inclut le droit à l'utilisation d'initiales non identificatoires à la place de son nom. Aucune reproduction de l'image du témoin, où qu'il soit, ou de sa voix, n'est alors permise par quelque moyen que ce soit, à quelque moment que ce soit.

XI. PREUVE

49. Le Commissaire peut recevoir toute preuve qu'il juge pertinente à son mandat, que celle-ci soit admissible devant une cour de justice ou non. Les règles de preuve sont appliquées de façon à en favoriser la recevabilité, sous réserve cependant de sa valeur probante, de son effet inutilement préjudiciable à quiconque, du respect des droits fondamentaux et du mandat de la Commission.

50. À moins que le Commissaire n'en décide autrement, la preuve est présentée par les procureurs de la Commission.

51. Les procureurs de la Commission ont toute la latitude pour refuser de convoquer un témoin ou permettre la présentation d'une preuve.

52. En cas de refus des procureurs de la Commission de convoquer un témoin ou de présenter une preuve, un participant peut demander au Commissaire que ce témoin soit convoqué ou que cette preuve soit présentée. La demande précise le nom et l'adresse du témoin, contient un résumé de son témoignage ou la description de la preuve souhaitée et en décrit la pertinence. Si le participant entend aussi verser au dossier de la Commission une preuve documentaire ou matérielle, il en joint une copie à sa demande ou explique en quoi cela lui est impossible.

Si la demande est accueillie, les procureurs de la Commission convoquent le témoin ou présentent la preuve.

53. Toute personne peut demander à la Commission l'autorisation de témoigner selon les mêmes conditions.

54. La Commission s'attend à ce que toute information et tout document pertinent à son mandat lui soient fournis par toute personne citée à comparaître et ce, même si la citation à comparaître ne réfère pas à l'information ou au document concerné.

55. Toute personne qui connaît l'existence d'un document ou d'un élément de preuve pertinent qui n'a pas déjà été déposé en preuve ou remis aux procureurs de la Commission, et dont la divulgation n'est pas interdite par la loi, peut le leur communiquer.

56. Toute partie ou témoin qui désire soulever une question de privilège à l'égard d'informations ou de documents qu'il est tenu de fournir doit, dès que possible, en informer le Commissaire par écrit pour qu'il en soit décidé.

L'objection peut également être faite oralement à l'audience.

57. Lors des audiences, la Commission fait prendre les dépositions des témoins par sténographie, sténotypie, ou enregistrement mécanique ou numérique et en requiert la transcription.

58. Dans les transcriptions, les initiales non identificatoires remplacent le nom des témoins auxquels le Commissaire a accordé un traitement confidentiel. Il en va de même dans les rapports de la Commission qui utilisent la preuve fournie par ces témoins.

XII. INTERROGATOIRES

59. Les témoins sont entendus à l'audience, en personne ou, si le Commissaire l'autorise, par visioconférence.

Les témoins peuvent s'exprimer en français, en anglais, ou dans la langue d'une des nations autochtones présentes dans la Province de Québec.

La Commission prendra les dispositions nécessaires pour retenir les services d'interprètes selon les besoins.

60. Tout témoin doit faire le serment de dire la vérité. Le greffier voit à ce que la formule du serment soit lue au témoin et comprise par lui.

61. Les procureurs de la Commission interrogent d'abord le témoin. Ils peuvent lui poser des questions suggestives.

62. Les avocats des parties peuvent ensuite interroger le témoin, aux conditions et dans l'ordre établis par le Commissaire et, chacun, dans les limites de son intérêt.

63. Le Commissaire peut circonscrire les sujets de l'interrogatoire et imposer une limite de temps.

64. À la suite du témoignage d'un participant, l'avocat qui le représente peut l'interroger aux conditions prescrites par le Commissaire.

65. Le Commissaire peut, même d'office, limiter ou mettre fin à un interrogatoire s'il est d'avis qu'il n'est pas pertinent ou qu'il est répétitif, abusif ou vexatoire.

66. L'avocat qui compte utiliser un document en interrogatoire doit en communiquer une copie aux procureurs de la Commission au moins trois (3) jours francs avant la date prévue pour le début de l'interrogatoire du témoin.

L'avocat doit aussi l'avoir mis à la disposition du témoin et de toutes les parties au plus tard la veille du jour prévu pour son témoignage.

Les originaux des documents ainsi communiqués doivent être fournis aux procureurs de la Commission sur demande.

67. Le témoin peut être réinterrogé par les procureurs de la Commission.

68. Le Commissaire peut poser au témoin toutes les questions qu'il juge utile.

69. Après qu'un témoin a prêté serment de dire la vérité au début de sa déposition, aucun avocat, autre que celui de la Commission, sauf si le Commissaire l'y autorise, ne peut lui parler de son témoignage avant qu'il n'ait achevé sa déposition.

70. Si nécessaire, pour les fins du mandat de la Commission un témoin peut être interrogé plus d'une fois.

71. Dans le cas d'une audience à huis clos, le Commissaire décidera quels avocats pourront être présents, quelle est la portée de l'interrogatoire qu'ils pourront faire du témoin et dans quelle mesure il leur sera permis de discuter de la preuve ainsi recueillie avec la personne qu'ils représentent ou assistent. Tout avocat ainsi autorisé à assister aux séances à huis clos devra prêter serment de respecter toutes les conditions de sa participation.

XIII ENGAGEMENTS

72. Un témoin doit, à la demande du Commissaire, prendre l'engagement de communiquer au procureur de la Commission un document ou renseignement demandé par lui-même, par le procureur de la Commission ou l'avocat d'un participant, dès le lendemain ou dans le délai qu'il fixe.

73. Les engagements sont notés dans un ordre séquentiel par le greffier de la Commission et identifiés sous la cote E.

XIV. EXPERTISES

74. Un participant qui souhaite faire entendre un expert doit donner un avis écrit aux procureurs de la Commission et leur remettre, ainsi qu'aux parties, une copie du rapport écrit sur lequel le témoignage portera au moins dix (10) jours avant la date convenue pour le témoignage de l'expert.

À cette occasion, une copie du curriculum vitae de l'expert, de même qu'une liste des sources sur lesquelles il entend s'appuyer, le cas échéant, sont également remises aux procureurs de la Commission ainsi qu'aux parties.

75. Si les procureurs de la Commission ou d'une partie s'objectent au témoignage de cet expert, le Commissaire décidera après avoir donné aux parties l'occasion de se faire entendre.

76. Les expertises présentées par la Commission sont soumises aux mêmes règles, *mutatis mutandis*, à l'exception de toute présentation faite par la Commission, à titre introductif aux audiences, qui n'est soumise à aucune formalité.

XV. GESTION DOCUMENTAIRE

77. Les participants fourniront aux procureurs de la Commission tous les documents, tant sur papier que sur support numérique, qu'ils entendent déposer à titre de pièces ou auxquels ils entendent se référer pendant les audiences, au moins trois (3) jours francs avant celui où ils déposeront un document ou s'y référeront.

78. Certains documents pourront, en tout ou en partie, être confidentiels, faire l'objet d'une ordonnance de non-divulgence, de non-publication ou de non-communication/diffusion ou n'être disponibles que pour les avocats de tous les participants et de tous les intervenants ou de certains d'entre eux (*Lawyers' eyes only*).

79. La preuve documentaire déposée devant la Commission ainsi que la transcription des témoignages sont identifiées par la cote « P » pour les audiences publiques, dans l'ordre numérique, et par la cote « C », également dans l'ordre numérique, pour les audiences à huis clos ou les audiences où les documents pour lesquels une ordonnance de non-divulgence, de non-publication, de non-communication/diffusion ou autre ordonnance de confidentialité a été prononcée.

80. Dès que possible, une copie des transcriptions « P » et des pièces « P » est diffusée sur le site Internet de la Commission.

81. Seul le Commissaire, aux conditions qu'il détermine, peut autoriser l'accès aux transcriptions de témoignages ainsi qu'aux pièces « C ».

XVI. COUVERTURE MÉDIATIQUE

82. La Commission prendra les dispositions nécessaires pour que les audiences publiques soient diffusées en direct sur son site Internet et qu'elles soient également disponibles en direct pour tous les diffuseurs.

Les audiences seront également disponibles en différé sur le site Internet de la Commission.

83. Des caméras et des microphones seront placés à des endroits prédéterminés dans la salle d'audience.

Seules les caméras fixes dotées d'un système d'éclairage installé par la Commission sont autorisées dans la salle d'audience.

84. À moins d'autorisation spéciale de la part du Commissaire, aucun point de presse ni aucune entrevue ne sont autorisés dans la salle d'audience ou ailleurs que dans un lieu extérieur à la salle d'audience, désigné par la Commission.

85. Le Commissaire peut autoriser un photographe, aux moments et aux conditions qu'il détermine, à prendre des photographies dans la salle d'audience avant le début des travaux.

Les photographies devront toutefois être mises à la disposition des autres médias.

86. Aucune autre forme ou méthode d'enregistrement, de rediffusion ou de photographie que celles prévues par ces Règles n'est permise dans la salle d'audience, sauf avec l'autorisation expresse du Commissaire.

87. Les représentants des médias sont tenus de respecter les directives de la Commission.

88. Chaque fois que la Commission tient une audience à huis clos ou prononce une ordonnance de non-divulcation, de non-publication, de non-communication/diffusion ou toute ordonnance de confidentialité, les médias doivent prendre les mesures pour que les appareils d'enregistrement visuel ou sonore soient inopérants et que les ordonnances soient respectées pendant toute leur durée.

89. S'ils ne sont pas interdits, les reportages couvrant la déposition d'un témoin qui bénéficie d'un traitement confidentiel ne doivent contenir aucun renseignement susceptible de révéler son identité.

XVII. RECHERCHE

90. La Commission peut, en sus des audiences publiques, à sa seule discrétion et à tout moment, avoir recours à divers moyens de recherche relativement aux questions liées à son mandat.

91. Elle peut solliciter la présentation de mémoires à ce sujet. Les mémoires reçus seront publiés sur le site Internet de la Commission.

XVII. FORMULAIRES

92. Les formulaires reproduits aux annexes A, B et C variés pour convenir aux cas d'espèce, sont censés être bons, valables et suffisants dans les circonstances auxquelles ils pourvoient respectivement.

ANNEXE A

Engagement de l'avocat(e) envers la Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

Je, _____ (*nom en lettres moulées*),
avocat(e) de _____ (*nom de la partie*)
agissant à titre d'intervenant ou de participant devant la Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès (ci-après « La Commission »), m'engage à garder confidentiels les renseignements indiqués comme étant confidentiels divulgués par la Commission dans ma boîte sécurisée ou sous une autre forme auxquels j'aurai accès pendant les travaux de la Commission et à prendre tous les moyens nécessaires pour assurer cette confidentialité, notamment auprès de la partie que je représente et de ses représentants.

À ce sujet, je comprends que je suis autorisé(e) à partager ces renseignements avec un représentant de ma cliente, dans la mesure où ce partage est nécessaire aux fins de sa participation, a lieu dans un lieu propre à en protéger la confidentialité et à condition que ce représentant signe l'engagement de confidentialité d'une partie devant la Commission dont j'aurai remis sans délai l'original aux procureurs de la Commission.

Je m'engage en outre à ne me servir de ces renseignements que pour les besoins de ma participation aux travaux de la Commission.

À ce titre, je reconnais que conformément à l'article 34 des Règles de procédure de la Commission, les résumés de témoignage anticipés ne peuvent être utilisés dans le but d'interroger un témoin ni être versés au dossier de l'audience.

Je reconnais également que de tels résumés seront en outre toujours assujettis aux dispositions de confidentialité prévues dans les Règles de procédure de la Commission.

Conformément à l'article 30 des Règles de procédure de la Commission, je m'engage à détruire tous les exemplaires des résumés à la fin des audiences de la Commission et de ne m'en servir dans aucune autre instance, quelle qu'elle soit.

Je m'engage finalement à respecter l'ensemble des Règles de procédure adoptées par la Commission, incluant toute modification future.

Me _____ (*nom en lettres moulées*)
Avocat(e) de la partie intervenante/participante

Signature _____

Date _____

ANNEXE B

Engagement des représentants de la partie devant la Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

Je, _____ (nom en lettres moulées), représentant(e) de _____ (nom de la partie) agissant à titre d'intervenante ou de participante devant la Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès (ci-après « La Commission »), m'engage à garder confidentiels les renseignements indiqués comme étant confidentiels divulgués par la Commission dans ma boîte sécurisée ou sous une autre forme que mon procureur me transmettra et à prendre tous les moyens nécessaires pour assurer cette confidentialité.

Je m'engage en outre à ne me servir de ces renseignements que pour les besoins de ma participation aux travaux de la Commission.

Cet engagement vise expressément le ou les documents suivants :

M./Mme _____ (nom en lettres moulées)

Représentant(e) de la partie intervenante/participante

Signature _____

Date _____

ANNEXE C

Engagement de la personne assistant un(e) avocat(e) envers la Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

Je, _____ (*nom en lettres moulées*),
assistant(e) de Maître _____ (*nom de l'avocat(e)*),
représentant(e) de _____ (*nom de la partie*) agissant à
titre d'intervenant ou de participant devant la Commission d'enquête sur les relations entre les
autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès (ci-après « la
Commission »), m'engage à garder confidentiels les renseignements indiqués comme étant
confidentiels divulgués par la Commission dans ma boîte sécurisée ou sous une autre forme
auxquels j'aurai accès pendant les travaux de la Commission et à prendre tous les moyens
nécessaires pour assurer cette confidentialité, notamment auprès de la partie que représente
l'avocat(e) dont je relève ainsi que ses représentants.

Je m'engage en outre à ne me servir de ces renseignements que dans l'exercice de mes fonctions
de soutien auprès de l'avocat(e) dont je relève dans le cadre des travaux de la Commission.

Je m'engage finalement à respecter l'ensemble des Règles de procédure adoptées par la
Commission, incluant toute modification future.

M./Mme _____ (*nom en lettres moulées*)
Assistant(e)

(*signature de l'avocat(e)*)

Me _____ (*nom en lettres moulées*)
Avocat(e) responsable de la partie intervenante/participante

(*signature de l'avocat(e)*)

Date _____

ANNEXE 3

LISTE DES PERSONNES AYANT ÉTÉ À L'EMPLOI DE LA COMMISSION

Commissaire

L'honorable Jacques Viens

Service juridique

M^e Christian Leblanc, procureur en chef¹

M^e Marie-Josée Baril-Gosselin, procureure en chef adjointe²

M^e Suzanne Arpin, procureure et procureure en chef³

M^e Donald Bourget, procureur

M^e Paul Crépeau, procureur

M^e Marie-Andrée Denis-Boileau, procureure

Nicole Durocher, adjointe administrative

M^e Édith-Farah Elassal, procureure

M^e Arianne Martel, avocate et procureure

Sylvie Messier, coordonnatrice

Jacinthe Poisson, agente de recherche en droit

M^e Christine Renaud, avocate et procureure

M^e Geneviève Richard, avocate et procureure

Sofia Tomei, technicienne juridique

Rodrigue Turgeon, agent de recherche en droit

Service de la recherche

Suzy Basile, codirectrice de la recherche

M^e Sébastien Brodeur-Girard, codirecteur de la recherche⁴ et agent de recherche en droit

Frédérique Cornellier, codirectrice de la recherche⁵

Émilie Auclair, agente de recherche et coordonnatrice des relations avec les expertes⁶

Véronique Audet, agente de recherche

Élise Blais-Dowdy, agente de recherche

Patricia Bouchard, agente de recherche

1 De janvier 2017 à septembre 2018

2 De mai 2017 à septembre 2018

3 À compter de septembre 2018

4 À compter de septembre 2018

5 De mai 2017 à septembre 2018

6 De décembre 2017 à septembre 2018

Guylaine Boucher, rédactrice principale et coordonnatrice de la production du rapport
Louise Bryce, coordonnatrice des relations avec les expertes⁷
Sophie Cardin, agente de recherche
Alexandre Carrier, agente de recherche en droit
Valérie Charrette, agente de recherche
Simon Dabin, agent de recherche
Michael Deetjens, agent de recherche
Marie-Christine Dugal, agente de recherche
Mathieu Gagnon, agent de recherche
Kéven Gariépy, agent de recherche⁸
Andrew Grégoire-Smith, agent de recherche en droit
Ève Laoun, agente de recherche en droit
Audrey Lepage, adjointe administrative et coordonnatrice des relations avec les expertes
Gabrielle Lupien, agente de recherche⁹
Caroline Nepton Hotte, agente de recherche
Geneviève Rouleau-Lafrance, agente de recherche / Archives
Guillaume Sirois, agent de recherche en droit¹⁰
Annie Vézina, agente de recherche
Cyndy Wylde, agente de recherche¹¹

Service des enquêtes

Annick Larose, coordonnatrice aux enquêtes

Alexandra Ambroise, agente aux enquêtes
Denise Caron, agente aux enquêtes
Diane Chilton, agente aux enquêtes¹²
Geneviève Collard, agente aux enquêtes
Michelle De Champlain, agente aux enquêtes
Annie Desaulniers, préposée aux renseignements et soutien aux enquêtes
Annie Duciaume, agente aux enquêtes
Marie-Hélène Francoeur-Malouin, agente aux enquêtes
Emmanuel Morin, agent aux enquêtes
Gina Richmond Mainville, agente aux enquêtes¹³
Marie-Andrée Roy, agente aux enquêtes
Benoît Théoret, agent aux enquêtes
Annick Wylde, agente aux enquêtes

7 Du mois d'août 2017 à avril 2018

8 De juillet 2017 à septembre 2018

9 De janvier 2018 à juillet 2018

10 De mai 2018 à novembre 2018

11 De juillet 2017 à septembre 2017

12 De septembre 2017 à mars 2018

13 De mai 2017 à octobre 2017

Service des relations avec les milieux

Janet Mark, coordonnatrice relations avec les Autochtones
Lucy Grey, coordonnatrice adjointe relations avec les Autochtones / Nunavik
Sharon Hunter, coordonnatrice adjointe relations avec les Autochtones
Michel Michaud, coordonnateur des relations avec les services publics

Gisèle Bacon, agente de liaison relations avec les Autochtones
Stella Bearskin, agente de liaison relations avec les Autochtones
Marésol Caron, agente de liaison relations avec les Autochtones
Terrence Duff, agent de liaison relations avec les Autochtones
Chantal Gervais, adjointe administrative
Marie-Aimée Labbé, agente de liaison relations avec les Autochtones
Bérénice Mollen-Dupuis, agente de liaison relations avec les Autochtones
Manon Richmond, agente de liaison relations avec les Autochtones

Service de soutien et mieux-être

Roch Riendeau, coordonnateur du service de soutien et mieux-être

Andréa Chartrand, agente de soutien mieux être
Christine Desrochers, agente de soutien mieux être
Mira Fréchette, agente de soutien mieux-être
Lise Malec, agente de soutien mieux-être
Mélanie Roy, agente de liaison pour les témoins citoyens
Francoise Ruperthouse, agente de soutien mieux-être
Armande St-Arnauld, agente de soutien mieux-être

Secrétariat général et administration

Julie Camirand, secrétaire et administratrice générale

Alain Lauzier, conseiller

Gestion des ressources humaines, matérielles et financières

Sylvain Roy, responsable de l'administration

Greffé

Anne-Marie Leduc, coordonnatrice du greffe
Marjorie Audet, greffière
Claudette Roby, greffière
Diane Trudel, greffière

Communications

Benoit Bigué-Turcotte, coordonnateur aux communications
Catherine Bérubé-Leblanc, conseillère aux communications
Geneviève Bigué-Turcotte, graphiste

Soutien informatique

Yves Bilodeau, technicien informatique

Gestion documentaire

Christian Bolduc, conseiller en gestion documentaire

Ekwalla Paul Ekollo, responsable des archives

Soutien administratif

Thérèse Godbout, adjointe administrative

Mélanie Harvey, adjointe administrative

ANNEXE 4

LISTE DES TÉMOINS ENTENDUS DANS LE CADRE DES AUDIENCES DE LA COMMISSION

(ordre alphabétique)

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Minnie Abraham	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1060)	2018-11-19
Pasha Abraham	Éducatrice spécialisée Garderie Awash Estchees	2018-11-16
Johnny N. Adams	President First Air	2018-11-23
Johnny Mark Agnatuk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1098)	2018-11-19
Tamara Ainscow	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-806)	2018-09-14
Mary Aitchison	Vice-présidente Isuarsivik Treatment Centre	2018-11-23
Johnny Akpahatak	Témoin citoyen	2018-11-20
Marc Alain	Professeur au Département de psychoéducation Université du Québec à Trois-Rivières	2017-11-24
Annie Alaku	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1063)	2018-11-19
Matthewsie Alariaq	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-808)	2018-09-14
Lloyd Alcon	Conseiller Conseil de bande de Listuguj	2018-03-22
Lizzie Aloupa	Officier en prévention du crime Corps de police régional Kativik	2018-11-23
Jusipi Amarualik	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1067)	2018-11-19
William Amarualik	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-655)	2018-06-20
Marie-Claude Ambroise	Témoin citoyen	2018-05-09
Johnny Anautak	Témoin citoyen	2018-11-14
Marie-Renée André	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1064)	2018-11-19
Marguerite André	Témoin citoyen	2018-05-17
Noëlla André	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-659)	2018-06-20
Conrad Gérald André	Témoin citoyen	2018-05-09
M ^e Kate Andrew	Avocate au bureau du juge en chef Cour de justice de l'Ontario	2018-02-16
Marie-Agatha Andrew	Témoin citoyen	2018-05-18

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Marie-Hannah Angatookalook	Coordonnatrice du comité de justice / Kuujjuarapik	2018-11-16
Qalingu Angautigirk	Témoin citoyen	2018-11-15
Eli Angiyou	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1065)	2018-11-19
Elisapie Angiyou	Témoin citoyen	2019-11-14
Juanasi Angiyou	Témoin rapporté par Annick Wylde	2018-04-12
Bobby Angutinguak	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1066)	2018-11-19
Lazarusie Angutinguak	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1066)	2018-11-19
Willie Angutinguak	Témoin citoyen	2018-11-21
Adrienne Anichinapéo	Cheffe Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	2017-06-07
Catherine Anichinapéo	Conseillère Conseil de Bande de Kitcisakik	2017-12-07
Jerry Anichinapéo	Témoin citoyen	2018-08-24
Micheline Anichinapéo	Témoin citoyen	2018-04-10
Thomas Anichinapéo	Témoin citoyen	2017-12-07
Jimmy Joseph Annahatak	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1060)	2018-11-19
Sammy Annahatak	Témoignage rapporté par enquêteur	2018-04-09
Thomas Annack	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-682)	2018-08-15
Alicia Aragutak	Présidente Comité régional en prévention du suicide – Nunavik	2018-11-21
Sarah Arnaituk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-530)	2018-04-18
Charlie Arngak	Témoin citoyen	2018-11-22
Mary Arngak	Témoin citoyen	2018-11-22
M ^e Jean-François Arteau	Avocat Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	2018-12-11
D ^r Horacio Arruda	Directeur national de santé publique et sous-ministre adjoint Ministère de la Santé et des Services sociaux	2018-09-12
Serge Ashini-Goupil	Conseiller Nation Innue	2017-06-12
Phoebe Atagotaaluk	Coordonnatrice à la justice / Inukjuak	2018-11-16
Frances Atchynia	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-683)	2018-08-15
Ruby Atchynia	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-809)	2018-09-14
Robin Aubut-Fréchette	Adjoint exécutif au vice-protectorat Protecteur du citoyen	2018-03-14

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Robert Auclair	Directeur de la protection de la jeunesse Conseil Cri de la santé et de services sociaux de la Baie James	2017-06-14
Sylvie Audette	Sergent-détective Service de police de la Ville de Montréal	2018-08-16
Constant Awashish	Grand Chef Conseil de la Nation Atikamekw	2017-06-19
Timothée Awashish	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-739)	2018-08-23
Shaheen Azmi	Directeur intérimaire politiques, éducation, surveillance, sensibilisation et liaison Commission ontarienne des droits de la personne en matière de collecte de données ethno-raciales	2018-08-13
Fanny Bacon	Témoin citoyen	2018-05-16
Suzie Bacon-Hervieux	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-810)	2018-09-14
Manon Barbeau	Cinéaste, présidente-fondatrice et directrice-générale Wapikoni / Musique Nomade	2018-12-05
Chloé Baril	Étudiante en médecine en études autochtones et en dépendances Université Laval	2018-03-16
Annie Baron	Membre du conseil d'administration Association des femmes inuit du Nunavik, Saturviit	2017-09-28
Adéline Basile	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1068)	2018-11-19
Suzy Basile	Professeure École d'études autochtones, Université du Québec de l'Abitibi-Témiscamingue, campus de Val-d'Or et Directrice du laboratoire de recherche sur les enjeux relatifs aux femmes autochtones – Mikwatsiw	2017-06-19
Lucie Basile	Témoin citoyen	2018-08-13
Kim Basque	Coordonnatrice de la formation Association québécoise de prévention du suicide	2018-08-17
Lena Bates-Spencer	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1069)	2018-11-19
Elizabeth-Mina Bearskin	Témoin citoyen	2018-06-12
Laura Bearskin	Directrice exécutive adjointe pour le volet Nishiiyu Conseil cri de la Santé et des Services sociaux de Baie James	2018-06-14
Sarah Bearskin	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-883)	2018-10-05
Irene Bearskin-House	Aînée	2017-10-20
Nellie Bearskin-House	Témoin citoyen	2018-08-14
Lorraine Beaton	Témoin citoyen	2018-03-20

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
M ^e Claude Beaudet	Avocat de la défense	2018-04-19
Mina Beaulne	Integrated Youth and Family Services Advisor of Planning and Programming / Puvirnituk	2018-11-21
Paulusi Beaulne	Coordonateur de Puvirnituk / Projet Saqjuq	2018-11-19
Francine Beaupré	Adjointe administrative aux communications Office municipal d'habitation de La Tuque	2018-03-22
Nicolas Bédard	Directeur général Centre l'Envolée	2018-08-24
Jean-Étienne Bégin	Directeur des ressources humaines Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	2018-02-13
Marny Bell	Directrice des services éducatifs Commission scolaire de l'Or et des Bois	2018-04-03
Joly Bella	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-843)	2018-09-25
Charles-API Bellefleur	Aîné / Unamen Shipu	2018-05-15
Christine Bellefleur	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1071)	2018-11-19
Josiane Bellefleur	Témoin citoyen	2018-05-24
Maude Bellefleur	Directrice intérimaire des services sociaux Mamit Innuat	2018-09-10
Sylvanne Bellefleur	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Annie Duciaume	2018-10-23
Marie-Josée Bellerose	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-684)	2018-08-15
Céline Bellot	Professeure titulaire École de travail social, Université de Montréal et directrice de l'Observatoire sur les profilages	2017-09-19 2017-09-20 2018-03-23 2018-06-07
Linda Belzil	Intervenante psychosociale Communautés innues de la Côte-Nord	2018-05-11
David Bergeron	Directeur Service de police Eeyou Eenou	2018-06-11 2018-09-27
Nicolas Bergeron	Président du conseil d'administration Médecins du monde Canada	2018-02-23
D ^r Richard Bernier	Directeur médical du programme Évacuations aéromédicales du Québec Centre hospitalier Universitaire de Québec-Université Laval	2018-10-24
Elena Berthe	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1072)	2018-11-19
Nahka Bertrand	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1316)	2018-12-13
Pascal Bibeau	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1317)	2018-12-13

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Diane Bilodeau	Gestionnaire à la Direction Indemnisation des victimes d'actes criminels	2018-09-24
Brian Blackburn	Agent d'animation et de communication Réseau jeunesse des Premières Nations	2018-12-11
Cindy Blackstock	Professeure École de travail social, Université McGill Directrice générale Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada /	2018-09-04
Denis Blanchard	Directeur des activités et de la formation sur mesure / Procureur École nationale de police du Québec	2017-09-15 2017-12-08
M ^e Denis Blanchette	Avocat Gowling WLG	2017-09-15
James Bobbish	Ancien président du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et porte-parole , Gouvernement de la Nation Crie	2018-06-19
Nancy Bobbish	Directrice des ressources humaines Gouvernement de la Nation Crie	2018-09-27
Pauline Bobbish	Présidente du Comité régional sur la prévention du suicide Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	2018-08-17
Jacques Boissonneault	Ancien directeur général Centre de santé et de services sociaux de l'Abitibi- Témiscamingue	2017-10-26 2017-10-27
Nathalie Boisvert	Présidente-directrice générale Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie James	2018-10-26
Marcel Boivin	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-657)	2018-06-20
Pierre Boivin	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-885)	2018-10-05
Vicky Boldo	Co-présidente RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone de Montréal	2018-02-14 2018-02-21
Robert Bonspiel	Président Paramedics des Premières Nations	2018-03-19
Jocelyn Bonspille	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1074)	2018-11-19
Serge Bordeleau	Biologiste, réalisateur et producteur Nadagam Films	2018-12-06

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Abel Bosum	Grand Chef Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)/ Gouvernement de la Nation Crie	2018-06-20 2018-12-14
John Phillip Bosum	Témoign citoyen	2018-03-20
Nigel Bosum	Témoign citoyen	2018-03-20
Nancy Bouchard	Directrice générale Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de l'Abitibi-Témiscamingue	2018-09-24 2018-10-26
Serge Bouchard	Anthropologue	2017-09-25 2017-09-26
Jacinthe Boucher	Commandante Service de Police de la Ville de Montréal	2017-11-14
Jessica Boudreau	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1122)	2018-11-19
Line Boudreault	Directrice des services professionnels correctionnels Direction des services correctionnels de la Côte-Nord	2018-05-15
Jessyka Boulanger	Responsable des services de sage-femme Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	2018-06-14
Robert Seven Crows Bourdon	Aîné	2018-06-07
Marie-Pierre Bousquet	Professeure titulaire Directrice du programme en études autochtones Département d'anthropologie, Université de Montréal	2018-04-11
M ^e Marie-Chantal Brassard	Procureure en chef Directeur des poursuites criminelles et pénales, Bureau du Nord-du-Québec	2017-06-15 2018-10-22 2018-11-13
Renée Brassard	Professeure titulaire de criminologie École de travail social et de criminologie, Université Laval	2018-03-23
Carole Brazeau	Coordonnatrice Cercle national autochtone contre la violence familiale	2017-09-25
Jeannette Brazeau	Aidante naturelle Lac Simon	2018-04-12
Jennifer Brazeau	Coordonnatrice jeunesse Femmes Autochtones du Québec	2018-12-05
Allan Brien	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1318)	2018-12-13
Lizzie Brien	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1318)	2018-12-13
Patrick Brunelle	Sous-ministre adjoint Secrétariat aux affaires autochtones	2017-06-13

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Tommy Cain	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1076)	2018-11-19
Richard Carbonneau	Directeur Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels	2018-09-24
Éric Cardinal	Directeur des Affaires autochtones et d'acceptabilité sociale Cabinet de relations publiques National	2018-06-07
Martin Careau	Directeur de la protection de la jeunesse Baie d'ungava	2018-11-20
Marie-Noëlle Caron	Conseillère en santé publique Commission de la santé et des services sociaux des Premières nations du Québec et du Labrador	2018-09-04
Vivien Carli	Administratrice Centre de justice des Premiers peuples de Montréal	2018-02-20
Gaétan Carrier	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-886)	2018-10-05
Luc Castonguay	Sous-ministre adjoint à la direction générale de la planification, de l'évaluation et de la qualité Ministère de la Santé et des Services sociaux	2017-06-14 2018-10-22
Lucille Chabot	Juge coordonnatrice pour les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec Cour du Québec	2018-12-10
Angela Chachai	Témoin citoyen	2018-04-06
Cytia Chachai	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-685)	2018-08-15
Mario Chachai	Coordonnateur Comité de justice sociale d'Opitciwan	2018-06-18
Amy Chamberlin	Researcher	2018-03-23
David Chapman	Acting Director Open Door	2018-02-20
Carole Charron	Directrice des programmes Santé mentale, dépendance et l'itinérance Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	2018-10-01
Vicki Chartrand	Professeure agrégée Département de sociologie, Université Bishop's	2018-04-09
Alex Cheezo	Représentant Communauté anishnabe de Lac Simon	2017-10-24
Anna Cheezo	Témoin citoyen	2018-04-16
Margaret Chittspattio	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-740)	2018-08-23
Dorothée Chrétien	Intervenante Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	2018-01-16

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Caleb Clark	Previous director Open Door	2018-02-20
Édith Cloutier	Directrice générale Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	2017-06-08 2017-10-26 2017-10-27 2018-04-03 2018-08-20 2018-12-10
Bonnie Cole	Procureure et conseillère juridique Tribunal Mohawk D'Akwesasne	2018-02-15
Richard Coleman	Directeur du Bureau des relations avec les Autochtones Ministère de la Sécurité publique	2017-06-13 2018-03-21
Charlotte Commonda	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-887)	2018-10-05
Martine Constantineau	Local Director by interim Local community service center of Whapmagoostui	2018-11-16
Christian Coocoo	Chercheur et coordonnateur des services culturels Conseil de la Nation Atikamekw	2018-02-22
Louisa Cookie-Brown	Témoin citoyen	2018-11-15
Mary Coon	Aînée, témoin citoyen	2018-09-04 2018-09-05
Matthew Coon-Come	Grand Chief Grand Conseil des Cris Eeyou Istchee et Gouvernement de la Nation Crie	2017-06-14
Alfred Coonishish	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1319)	2018-12-13
Hattie Coonishish	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1319)	2018-12-13
Louise Coonishish	Agente de justice communautaire / Mistissini	2018-06-15
Clara Cooper	Responsable de la recherche et du développement des programmes Conseil cri de la Santé et des Services sociaux de la Baie James (volet Nishiiyuu)	2018-06-14
Johnny Cooper	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1079)	2018-11-19
Pierre Corbeil	Maire de Val-d'Or et préfet de la MRC de la Vallée- de-l'Or	2017-06-20
Danielle Côté	Juge à la Cour du Québec Palais de justice de Sherbrooke	2018-12-10
Pascal Côté	Commandant Service de police de la Ville de Montréal	2018-06-04

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Richard Côté	Juge coordonnateur pour les régions du Bas-St-Laurent, Côte-Nord, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine Cour du Québec	2018-12-10
Sylvie Côté	Coordonnatrice du programme Évacuations aëromédicales du Québec Centre hospitalier universitaire de Québec-Université Laval	2018-10-24
Maxime Couillard	Coordonnateur Clinique Droit de Cité	2018-09-06
Caroline Cournoyer	Inspecteur Service de police de la Ville de Montréal	2018-12-06
Maya Cousineau-Mollen	Témoin citoyen	2018-02-15
Aimée Craft	Professeure Université d'Ottawa à Winnipeg	2018-01-15
M ^e Lysane Cree	Lawyer Coalition of English-speaking First Nations Communities in Quebec	2018-03-23
Stan Cudek	Directeur Centre de guérison Waseskun	2018-09-07
Hélène Cyr	Greffière Cour municipale de la Ville de Val-d'Or	2017-12-07 2018-12-10
Henri Cyr	Étudiant de 2 ^e année en médecine admis via le Contingent des Premières Nations et des Inuits du Québec	2018-03-16
Corey Dandy	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-686)	2018-08-15
Carlos De Angelis	Agent Service de police de la Ville de Montréal	2017-11-14
Laurence De Angelis-Mongrain	Témoin citoyen	2018-09-13
Eva Deer	Témoin citoyen	2018-11-19
Kenneth Deer	Aîné, Négociateur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones	2018-02-19
Patrick Dekeyser	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1080)	2018-11-19
Soledad Delgado	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1122)	2018-11-19
M ^e Sophie Delisle	Procureure au Bureau de la directrice Directeur des poursuites criminelles et pénales	2018-10-19
Pascale Descary	Coroner en chef Bureau du coroner du Québec	2018-08-17
Danielle Descent	Psychologue	2018-05-08

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Kathleen Deschesnes-Cayer	Social Crisis Advisor Algonquins of Barriere Lake	2017-09-14
Yves Desjardins	Président-directeur général Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	2017-06-14 2018-08-20
Alexandre Deslauriers St-Jean	Directeur Centre de pédiatrie sociale à Manawan	2018-09-26
Rachel Deutsch	Coordonnatrice du projet « Cabot Square » / Coordonnatrice du programme de justice itinérance autochtone Foyer pour femmes autochtones de Montréal / Centre de justice des Premiers peuples de Montréal	2017-11-20 2018-02-14
Pauline Diamond	Témoin citoyen	2018-06-08
Elizabeth Dick	Aînée	2018-06-14
Robbie Dick	Aîné	2018-06-14
Billy-Paul Dominique	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-688)	2018-08-15
Lise Dominique	Témoin citoyen	2018-05-09
Cynthia Dow	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1320)	2018-12-13
Marc-André Dowd	Commissaire à la déontologie policière	2017-10-26
Danica Dragon-Jacimovic	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1081)	2018-11-19
Jean-Raphaël Drolet	Agent Sûreté du Québec	2018-10-02
D ^r Éric Drouin	Gastroentérologue pédiatre / Professeur agrégé, Programme de formation en santé des Premières Nations et Inuit du Québec CHU Ste-Justine / Université de Montréal	2018-03-16
Lucie Dubé	Conseillère spéciale au niveau clinique Système d'intervention d'autorité Atikamekw	2018-02-22
Emilien Dubé	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-690)	2018-08-15
Florence Dubé	Témoin citoyen	2018-03-20
Joséphine Dubé	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1084)	2018-11-19
Lise Dubé	Témoin citoyen	2018-01-19
Marguerite Dubé	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-691)	2018-08-15
Marika Dubé	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-692)	2018-08-15
Martine Dubé	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-693)	2018-08-15
Nathalie Dubé	Témoin citoyen	2018-03-20
Pascal Dubé	Directeur général intérimaire Première Nation Malécites de Viger	2018-09-14
Pauline Dubé	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-813)	2018-09-14

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Thérèse Dubé	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-694)	2018-08-15
Sylvain Dubé	Témoin citoyen	2018-03-20
Martine Dubuc	Commandant Service de police de la ville de Montréal	2018-12-06
André Dudemaine	Directeur et co-fondateur Terres en vues	2018-12-10
Brigitte Dufresne	Sergent-détective Service de Police de la Ville de Montréal	2018-08-14 2018-08-16
Daniel Dufresne	Témoin citoyen	2018-02-12
Johnny Dumont	Témoin citoyen	2018-04-06
Florence Dupré	Conseillère en égalité Secrétariat à la condition féminine	2017-09-12 2018-10-17
Capitaine Bruno Duquette	Chef, Service des enquêtes internes et du processus disciplinaire Sûreté du Québec	2018-10-18
M ^e François Duval	Avocat Société Makivik	2018-11-23
Laurent Dyke	Agent d'intervention en itinérance, Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance Service de police de la Ville de Montréal	2018-08-22
Simon Echaloock	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1082)	2018-11-19
Karine Echaquan	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1321)	2018-12-13
Roger Echaquan	Aîné	2018-06-07
Sandro Echaquan	Directeur général Conseil des Atikamekw de Manawan	2018-03-19
Deborah Einish	Témoin citoyen	2018-10-23
Sandy Einish	Témoin citoyen	2018-05-11
Annie Eljassiapik	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1083)	2018-11-19
Lizzie Ematuluk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1099)	2018-11-19
Maggie Emudluk	Membre du conseil d'administration Quarmaapik Family House	2018-11-23
Brenda Epoo	Coordonatrice Centre de santé d'Inuulitsivik	2018-11-20
Nathalie Esperon	Témoin citoyen	2018-11-16
Jimmy Etapp	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-661)	2018-06-20
Betsy Etildoie	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1073)	2018-11-19
Rhoda Ezekiel	Témoin citoyen	2018-11-20

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Catherine Ferembach	Sous-ministre associée Secrétariat à la condition féminine	2017-09-12 2018-10-17
Michèle Fiset	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-888)	2018-10-05
Josée Flageole	Cree Patients Services Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	2017-10-25
Alland Flamand	Témoin citoyen	2018-09-05
Camil-André Flamand	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-695)	2018-08-15
Francine-Hélène Flamand	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1084)	2018-11-19
Konik Flamand	Témoin citoyen	2018-03-20
Régis Flamand	Directeur Service de police de Manawan	2018-03-22
Sipi Flamand	Témoin citoyen	2018-03-20
Suzanne Flamand	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-696)	2018-08-15
M ^e Kevin Fleishcher	Commissioner Justice Mohawk Council of Kahnawà: ke	2018-02-15
D ^r Christopher Fletcher	Professeur titulaire Département de médecine sociale et préventive Université Laval	2018-03-16 2018-03-21
Arthémise Fontaine	Témoin citoyen	2018-05-17
Maya Fontaine	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1087)	2018-11-19
Paul-Emile Fontaine	Témoin citoyen	2018-05-07
M ^e Johanne Fortin	Directrice du Département de justice Gouvernement régional Kativik	2018-11-19
Isabelle Fortin	Directrice générale Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Côte-Nord	2018-09-24
Line Fortin	Directrice générale adjointe Réseau correctionnel de l'Ouest, Services correctionnels du Québec	2018-09-24
M ^e Anne Fournier	Avocate Conseil de la Nation Atikamekw	2018-02-22
Hadley Friedland	Professeure à la Faculté de droit University of Alberta	2017-12-04 2017-12-05 2017-12-06
Valérie Gabriel	Témoin citoyen	2018-03-23
Ellen Gabriel Katsitsakwas	Cultural Consultant Kanehsatà: ke	2017-12-08
Michelyne Gagné	Directrice de la protection de la jeunesse Outaouais	2017-10-18

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Philippe Gagné	Directeur de la protection de la jeunesse Abitibi-Témiscamingue	2017-10-18 2018-10-01
Marlene Gallagher	Directrice de la protection de la jeunesse de la Côte-Nord	2017-10-18 2018-09-11
Assunta Gallo	Directrice Protection de la jeunesse du Centre intégré de santé et des services sociaux de Montréal Ouest	2018-09-10
M ^e Françoise Gauthier	Présidente Commission québécoises des libérations conditionnelles	2018-09-12
Karine Gentelet	Présidente du conseil d'administration Amnistie internationale pour le Canada francophone	2017-09-29
Naomi George	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1322)	2018-12-13
Madeleine Giauque	Directrice Bureau des enquêtes indépendantes	2018-10-19
Étienne Gignac	Intervenant Centre d'amitié autochtones de Val-d'Or	2018-12-05
Yoan Girard	Directeur de la programmation et de la planification Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	2018-02-13 2018-11-21
Julia Glasco	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-889)	2018-10-05
Kitty Gordon	Directrice adjointe à la santé publique Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	2018-11-21
Evike Goudreault	Coordinator of Disability Programs Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	2018-08-21
M ^e Sébastien Grammond	Professeur, Faculté de droit Université d'Ottawa	2017-09-22
Richard Gray	Gestionnaire des services sociaux Commission de la santé et des services sociaux des Premières nations du Québec et du Labrador	2017-09-21 2018-03-14 2018-12-12
Mara Greene	Juge principale du tribunal Gladue Palais de justice de l'ancien hôtel de ville de Toronto	2018-02-16
Conrad Grégoire	Témoin citoyen	2018-05-07
Mélissa Grégoire	Témoin citoyen	2018-05-10
Nadia Grégoire	Témoin citoyen	2018-05-08
Lucie Grey	Témoin citoyen	2018-11-23

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Minnie Grey	Directrice générale Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	2018-02-13 2018-11-21
M ^e Mylène Grondin	Avocate Ville de Val-d'Or	2018-12-10
M ^e Paul-Mathieu Grondin	Bâtonnier du Québec Barreau du Québec	2018-04-19
Odette Guertin	Directrice Indemnisation des victimes d'actes criminels	2018-09-24
Sylvain Guertin	Directeur adjoint à la direction des enquêtes criminelles Sûreté du Québec	2018-10-26
Valerie-Lynn Gull	Témoin citoyen	2018-10-18
Eva Gunn	Executive Management Agent Régie régional de la santé et des services sociaux du Nunavik	2017-09-28
Mabel Gunner	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1323)	2018-12-13
Fahim Hacque	Stagiaire Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	2018-03-12
Prudence Hannis	Directrice associée Collège Kiuna	2017-10-25
Alan Harrington	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1324)	2018-12-13
Lance Haymond	Chef Communauté algonquine Anishinabeg de Keobawek	2018-03-22 2018-09-14 2017-09-22
Trishia Hazelhood	Youth Representative Algonquin Anishinabeg Nation Tribal Council	
Carolyn Henry	Témoin citoyen	2018-08-13
Marie-Louise Hervieux	Témoin citoyen	2018-10-23
Véronique Houle	Directrice des opérations nationales Médecins du Monde Canada	2018-02-23
Jimmy Hunter	Vice Grand Chef Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg	2017-06-06
Pam Hunter	Project Manager Coalition of English-speakers First Nations	2018-03-23
Sirqualuk Iligituk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-845)	2018-09-25
Pauline Inuarak-Harrison	Témoin citoyen Témoignage rapporté par enquêteur	2018-03-23
Shaomik Inukpuk	Témoin citoyen	2018-11-15

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Simeonie Inukpuk	Témoin citoyen	2018-11-15
Brandon Iserhoff-Cooper	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1085)	2018-11-19
Mylène Jaccoud	Professeur titulaire École de criminologie Université de Montréal	2018-02-16 2018-02-22
Diane Jacob	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-698)	2018-08-15
Claudine Jacques	Adjointe à la direction générale, qualité, performance, évaluation, éthique, soutien et administration Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie James	2018-10-26
M ^e Olivier Jarda	Lawyer Coalition of English-speaking First Nations Communities in Quebec	2018-03-23
Christine Jean	Présidente Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	2017-06-08
Manon Jeannotte	Cheffe Communauté Mi'qmaq de Gespeg	2017-09-15
Adrienne Jérôme	Cheffe Lac Simon	2017-06-07 2018-04-18
Alice Jérôme	Ex-directrice de Services sociaux Minokin Ex-Grande Cheffe du Conseil tribal de la Nation algonquine Anishinabeg Ex-Cheffe de la Première Nation Aitibiwinini	2018-01-22
Crystal Dawn Jérôme	Représentante du Conseil Jeunesse Femmes Autochtones du Québec	2018-12-05
Juliette-Lesbeth Jérôme	Témoin citoyen	2018-04-05
Kathleen Jérôme	Women Representative Algonquin Anishinabeg Nation Tribal Council	2018-04-20
Rosalie Jérôme	Témoin citoyen	2018-05-08
M ^e Paul Joffe	Avocat, Négociateur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones	2018-02-19
Johnny Johannes	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1086)	2018-11-19
Leigh Johnston	Directeur par intérim des services régionaux de réhabilitation Centre de santé Tulattavik d'Ungava	2018-11-20
Psegga Jones	Housing case worker Open Door	2018-02-20
Marie-Marthe Joseph	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-699)	2018-08-15
Marie-Agnes Jourdain	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-700)	2018-08-15

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Natasha Kanapé-Fontaine	Artiste multidisciplinaire et militante innue	2018-12-07
Saira Kanarjuaq	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1088)	2018-11-19
Etuk Kasudluak	Témoin citoyen	2018-02-12
Janice Kasudluak	Témoin citoyen	2018-11-15
Jobie Kasudluak	Témoin citoyen	2018-11-15
Anna Kasudluak Ohaituk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1089)	2018-11-19
George Kauki	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1090)	2018-11-19
Maggie Jessie Kauki	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1091)	2018-11-19
Jonh-Clarence Kawapit	Témoin citoyen	2018-04-09
Joyce King	Directrice Département de la justice d'Akwesasne	2018-02-15
David Kistabish	Chef Conseil de la Première Nation Abitibiwinini	2017-06-06
Oscar Kistabish	Président du conseil d'administration Centre d'amitié autochtone de Val-D'Or	2018-08-20
Richard Kistabish	Témoin citoyen	2017-11-16
D ^{re} Darlene Kitty	Présidente du Conseil des médecins, des pharmaciens et des dentistes et membre du conseil d'administration Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	2017-09-29
Tommy Koneak	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1325)	2018-12-13
Lisa Qiluqqi Koperqualuk	Anthropologue	2018-01-26
Emma Kroeker	Agente de développement Boscoville	2018-09-10
Julia Kumarluk	Témoin citoyen	2018-11-15
Lucy Kumarluk	Témoin citoyen	2018-11-12
Mary Pirti Kumarluk	Témoin citoyen	2018-11-13
Rynee Kumarluk Ohaituk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1092)	2018-11-19
Siasi Kumarluk-Bennett	Témoin citoyen	2018-11-13
Jacques Labrecque	Consultant Eeyou Eenou Police Force	2018-09-27
Maité Labrecque Saganash	Activiste / Chroniqueuse et poète Droits des Autochtones / Nation Magazine et au Métro Montréal	2018-06-11
Jean-Paul Lacasse	Professeur émérite Faculté de droit Section droit civil, Université d'Ottawa	2018-01-19

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Kathey Lacroix	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Annie Duciaume	2018-10-25
Jean-Mathieu Lafleur	Témoin citoyen	2018-11-21
M ^e Fannie Lafontaine	Observatrice civile indépendante pour l'Enquête du SPVM portant sur des allégations criminelles formulées par des Autochtones à l'égard de policiers d'autres corps de police sur l'ensemble du territoire québécois et professeure titulaire à la Faculté de droit de l'Université Laval	2018-06-06
Mathew Lafortune	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-846)	2018-09-25
M ^e Clara Lafrance-Egervari	Avocate	2018-09-06
M ^e Brigitte Lagacé	Directrice de la protection et de la promotion des droits de la jeunesse Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	2018-03-12
Julie Lahaie	Commissaire aux plaintes et à la qualité des services Centre intégré de Santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	2018-01-17
André Lajoie	Directeur des finances et directeur général intérimaire Mamit Innuat	2018-09-10
Jean-Sébastien Laliberté	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1122)	2018-11-19
Steve Lalo	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-815)	2018-09-14
Brigitte Lalo-Malec	Directrice générale Centre résidentiel communautaire Kapatakan Gilles Jourdain	2018-05-17
Joë Lance	Témoin citoyen	2018-09-05
Pascale Laneuville	Coordonnatrice, Bien-être pour Saturviit Association des femmes inuit du Nunavik	2017-09-28
Marlène Langlois	Direction générale adjointe aux programmes, au conseil et à l'administration Ministère de la Sécurité publique	2017-06-13 2018-09-24
Josée Larivière	Directrice générale Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes de l'Abitibi-Témiscamingue	2018-01-17
Widia Larivière	Agente éducation et coopération Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et militante Idle NoMore Québec	2017-06-12 2018-12-07
Stéphane Laroche	Chargé de projet Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	2017-11-17
Hollie Larocque	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1093)	2018-11-19

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Jean-Pierre Larose	Chef et directeur de la sécurité publique Corps de police régional Kativik	2018-11-22
Amélie Larouche	Chef conseillère aux ressources naturelles et territoire Première Nation Malécites de Viger	2018-09-14
Véronique Larouche	Directrice Santé et mieux-être collectif Mashteuiatsh	2017-11-16
Jennifer Lavallée	Adjointe à la directrice des programmes santé mentale, dépendance, itinérance et services sociaux généraux Centre intégré de santé et des services sociaux de la Côte-Nord	2018-09-11
Chantal Laverdure	Directrice de la protection de la jeunesse pour la Baie d'Hudson	2018-11-20
Paméla Lavoie	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1094)	2018-11-19
Sylvie Leblond	Directrice du programme jeunesse Centre intégré de Santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	2018-10-15
André Lebon	Consultant Régie régionale de la santé et des services sociaux de Nunavik	2018-11-20
Robert Lebrun	Sergent-détective Service de Police de la Ville de Montréal	2018-08-14 2018-08-16 2018-08-21 2018-09-28
M ^e Jean Leclair	Professeur titulaire Faculté de droit Université de Montréal	2018-02-19
Anny Lefebvre	Diagnostic Team Leader, Occupational Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	2018-08-21
M ^e Marc Lemay	Vice-président Barreau du Québec	2018-04-19
Pascale Lemay	Directrice des services aux jeunes et aux familles Ministère de la Santé et de Services Sociaux	2018-10-22
Pierre Lepage	Anthropologue	2017-06-15
Jacques Letendre	Consultant Service de police Eeyou Eenou	2018-09-27
Chantal Leverdure	Directrice provinciale de la Baie d'Hudson Protection de la jeunesse de la Baie d'Hudson	2018-11-20

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Carole Lévesque	Professeure titulaire Institut national de la recherche scientifique	2017-06-19 2017-10-17
André Lizotte	Directeur des services pré hospitaliers d'urgence Ministère de la Santé et des Services sociaux	2018-10-24
Jean-François Longtin	Sous-ministre associé à la direction générale des services correctionnels Ministère de la Sécurité publique	2018-09-24
Clifford Loon	Témoin citoyen	2018-06-13
Pelle Loon	Témoin citoyen	2018-10-18
Lorraine Loranger	Témoin citoyen	2018-03-16
Gregory Stanley Louttit	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1326)	2018-12-13
Gabriel Luneau	Artiste multidisciplinaire et militant	2018-12-06
Gabrielle J. Lupien	Agente de recherche Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès	2018-08-22
M ^e Bernard Lynch	Avocat Centre communautaire juridique de la Côte-Nord	2018-10-25
Marie-Claude Lyonnais	Assistante de recherche Centre de recherche du Centre Hospitalier Universitaire de Québec-Université Laval	2018-03-21
Maria Maccleod	Directrice, Services jeunesse Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	2018-09-10
M ^e Armand MacKenzie	Avocat	2017-10-20
Aileen MacKinnon	Coordonatrice régionale Projet Saqjuq	2018-11-19
François Mailloux	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-893)	2018-10-05
Lise Malec	Conseillère clinique Centre résidentiel communautaire Kapatan Gilles Jourdain et témoin citoyen	2018-05-17
Alma Mameanskum-Dominique	Témoin citoyen	2018-05-14
Gerry Mapachee	Directeur Service de police de Pikogan	2018-03-22
Isabelle Mapachee	Témoin citoyen	2018-04-06
Angie Maranda	Témoin citoyen	2018-04-05
Tammy Maranda	Témoin citoyen	2018-04-05

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Capitaine Patrick Marchand	Inspecteur responsable du Bureau des Affaires Autochtones Sûreté du Québec	2017-09-11 2018-10-18
Carole Marcil	Superviseure et intervenante Chez Willie à Val-d'Or	2018-04-13
Brian Mark	Chef Communauté d'Unamen Shipu	2018-01-23
Cécile Mark	Témoin citoyen	2018-05-23
Janet Mark	Coordonnatrice du dossier autochtones – Formation continue Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et coordonnatrice des relations autochtones Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics: écoute, réconciliation et progrès	2017-11-23 2018-06-04
Louise Mark	Témoin citoyen	2018-05-10
Mary Mark	Témoin citoyen	2018-05-14
Arianne Martel	Agente de recherche Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics: écoute, réconciliation et progrès	2018-08-22
Paul-Antoine Martel	Agent de liaison Ville de Val-d'Or	2017-06-20
Marianne Martin	Directrice Centre de pédiatrie Minnie's Hope Center	2018-11-16
Michel Martin	Adjoint exécutif Corps de police régional Kativik	2018-11-22
Réjeanne Martineau	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1122)	2018-11-19
Ruth Masty	Agente de justice communautaire Whapmagoostui	2018-06-15
Molly Matches-Natawapineskum	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1328)	2018-12-13
Steeve Mathias	Chef Long Point First Nation	2017-09-28 2018-03-22
Raymond Matte	Pharmacien communautaire	2018-10-25
Valérie Maurice	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1122)	2018-11-19
Louis-Philippe Mayrand	Ex-commissaire aux plaintes et à la qualité des services	2018-09-27
William Mazzoleni-Valin	Réalisateur	2018-12-11

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Donna McBride	Travailleuses indépendante	2017-11-23
Sharon McBride	Conseillère parajudiciaire et coordonnatrice pour les rapports Gladue Services parajudiciaires autochtones du Québec	2017-09-14
David McClaren	Directeur de la santé et conseiller Kebaowek First Nations	2017-09-22
Audrey-Lyse McKenzie	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-705)	2018-08-15
Françoise McKenzie	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-596)	2018-05-24
Jean-Guy McKenzie	Agent culturel Centre Kapatakan Gilles Jourdain	2018-05-17
Mike McKenzie	Chef Communauté d'Uashat mak Mani-Utenam	2018-05-23
Pierre-Jacques McKenzie	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1327)	2018-12-13
Réal McKenzie	Ex-chef Communauté de Matimekush	2018-05-25
Dean McNabb	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1337)	2018-12-13
Félix Medawar-Bouchard	Intervenant en santé mentale communautaire Kitisakik	2018-12-06
Ralph Méguish	Témoin citoyen	2018-02-13
Philippe Meilleur	Secrétaire-trésorier Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec et	2017-06-08 2018-12-11
Ann Ménard	Sergent-détective Service de Police de la Ville de Montréal	2018-08-21
M ^e Louis-Philippe Mercier	Avocat Aide juridique de Salaberry-de-Valleyfield	2018-08-24
M ^e Nicolas Mercier-Lamarche	Coordonnateur Programme d'accompagnement Justice-Itinérance à la cour municipale de Montréal	2017-11-13
Jessie Messier	Agente de programme – Services de Santé Non Assurés pour les Premières Nations et les Inuits Commission de la santé et des services sociaux des Premières nations du Québec et du Labrador	2018-09-04
Denis Mesténapéo	Chef Communauté Pakua Shipu	2018-01-23
Marie-Angèle Mesténapéo	Aînée	2018-05-15
Véronique Mestokosho	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-706)	2018-08-15

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Donna Metallic	Senior Director of Operations Listuguj Mi'gmaq Government	2018-03-23
Christine Mianscum	Témoin citoyen	2018-09-27
Mary-Ann Mianscum	Témoin citoyen	2018-04-12
William Mianscum	Témoin citoyen	2018-06-13
Roxanne Mianscum-Lizotte	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Annie Duciaume	2018-10-15
Carl Michel	Témoin citoyen	2018-05-18
Jacqueline Michel	Témoin citoyen	2018-04-16
Ken Michel	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-849)	2018-09-25
M ^e Patrick Michel	Procureur en chef Directeur des poursuites criminelles et pénales	2017-06-15 2018-10-19
Tina Michel	Témoin citoyen	2018-04-06
Virginie Michel	Conseillère Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam	2017-06-16
Vivianne Michel	Présidente Femmes Autochtones du Québec	2017-06-05 2018-09-14 2018-12-14
Winnie Mickeyook	Board member Centre de pédiatrie Minnie's Hope Center	2018-11-16
M ^e Rainbow Miller	Avocate Association des femmes autochtones du Québec	2018-09-14
Charlene Miniquaken	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1338)	2018-12-13
Clarence Miniquaken	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1097)	2018-11-19
Valérie Mirvil	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-707)	2018-08-15
Majorie Mistacheesick	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-848)	2018-09-25
Jessica Mitchell	Coordonnatrice à la santé Kawawachikamach	2018-05-22
Max Mitchell	Témoin citoyen	2018-05-23
Alexandre Moar	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-531)	2018-04-18
Arna Moar	Membre du Conseil d'administration / Coordonnatrice du principe de Jordan Centre Mihawoso / Manawan	2018-09-26
Clifford Moar	Chef Communauté de Mashteuiatsh	2017-11-16
Francine Moar	Directrice des services professionnels et de soutien / Témoin citoyen Centre de santé de Manawan	2018-03-19 2018-09-07
Hervé Moar	Témoin citoyen	2018-09-07

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Louise Moar	Témoin citoyen	2018-09-07
Gilles - The Bear Moashk-Kovacs	Témoin citoyen	2018-04-09
Paquerette Mollen	Témoin citoyen	2018-05-18
Melissa Mollen-Dupuis	Militante innue Idle no more Québec	2018-12-07
Josiane Mondoux	Intervenante Clinique Droit de Cité	2018-09-06
Derek Montour	Directeur exécutif Services communautaires de Kahnawà: ke	2018-03-20
Mélissa Montpetit	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1122)	2018-11-19
Rebecca Moore	Directrice Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1339)	2018-04-12 2018-12-13
D ^r Johanne Morel	Pédiatricien Centre de pédiatrie Minnie's Hope Center	2018-11-16
Judith Morency	Psychologue	2018-04-18
Jean-François Morin	Capitaine, Division Ouest Corps de police régional Kativik	2018-11-22
Michel Morin	Professeur Faculté de droit, Université de Montréal	2017-12-07
Louis Morneau	Sous-ministre adjoint aux affaires policières Ministère de la Sécurité publique	2018-10-15 2018-10-16
Terri-Lynn Morrison	Directrice Ango'tginen et Migmawei Mawiomi-Conseil tribal	2017-09-15
Xavier Moushoom	Témoin citoyen	2018-04-04
Jacques Mousseau	Conseiller parajudiciaire et coordonnateur Services parajudiciaires autochtones du Québec	2017-09-14
André Mowatt	Intervenant culturel et agent de développement touristique Pikogan	2018-04-11
Lisa Mucco	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1329)	2018-12-13
Natasia Mukash	Témoin citoyen	2017-10-16
Jennifer Munick	Ancienne présidente Administration régionale Kativik	2018-11-19
M ^{re} Paul John Murdoch	Avocat associé Murdoch Archambault	2018-06-18 2018-08-20

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
M ^e Annick Murphy	Directrice des poursuites criminelles et pénales	2018-10-19
Ricki Lynn Murrin	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1122)	2018-11-19
Nakuset	Directrice exécutive Foyer pour femmes autochtones de Montréal	2018-02-14 2018-02-21
Ida Naluiyuk	Témoin citoyen	2018-11-13
Sarah Naluiyuk	Témoin citoyen	2018-11-14
Alicie Nalukturuk	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Annick Wylde	2018-11-15
Simeonie Nalukturuk	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Benoit Théoret	2018-11-15
Bill Namagoose	Directeur exécutif Grand Conseil des Cris	2018-06-20 2018-12-14
Albilie Napartuk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1099)	2018-11-19
Tunu Napartuk	Ancien Maire Kuujuaq	2018-11-19
Moses Napash	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-850)	2018-09-25
Willard Napash	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-851)	2018-09-25
Val Napoleon	Professeure, Faculté de droit, Université de Victoria Directeur, Ingenious Law Resarch unit	2017-12-04 2017-12-05 2017-12-06
Qiallak Nappaaluk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1138)	2018-05-24
Alec Nassak	Témoignage rapporté par enquêteur	2018-04-09
Charlotte Nayassit	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-742)	2018-08-23
Ida Nayoumealuk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1100)	2018-11-19
Anna Neeposh	Intervenante régionale Centre d'aide aux victimes d'actes criminels	2018-06-15
Cassandra Neptune	Présidente du comité de justice dans le Nord Barreau de l'Abitibi-Témiscamingue	2018-04-19
Damien Newashish	Témoin citoyen	2018-04-06
Dennis Nicholas	Aîné Centre de guérison Waseskun	2018-09-07
Donald Nicolls	Directeur de la Justice et des Services correctionnels Gouvernement de la Nation Crie	2017-09-15 2018-06-15
Pitsiulaq Ningiuruvik	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1101)	2018-11-19
Fernand Niquay	Témoin citoyen	2018-09-05
Jean-Paul Niquay	Témoin citoyen	2018-03-19
Jeffrey Niquay	Témoin citoyen	2018-03-19
Jocelyne Niquay-Flammand	Témoin citoyen	2018-09-05

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Marie-Louise Niquay	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-743)	2018-08-23
M ^e Yvan Niquette	Président Commission des services juridiques	2018-10-25
Alec Nivixie	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1102)	2018-11-19
Daivee Nivixie	Témoin citoyen	2018-11-12
Anastésia Nolin	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1330)	2018-12-13
Barbara Northrup	Témoin citoyen Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1122)	2018-11-13 2018-11-19
Margaret Nossal	Témoin citoyen	2018-10-24
Jason Nowra	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-852)	2018-09-25
Susan Nulukie	Agente de planification, programmation et recherche Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	2018-11-21
Jeannie Nungak	Témoin citoyen	2018-11-22
Moses Nutaraluk	Témoin citoyen	2018-03-15
Sivuak Nutaraluk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1103)	2018-11-19
Jean O'Bomsawin	Formateur et ex-policier de la Sûreté du Québec	2017-11-23
Charlie Okpik	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1104)	2018-11-19
Maryse Olivier	Directrice de la protection de la jeunesse Lanaudière	2018-09-28
Johnny Oovaut	Témoin citoyen	2018-11-20
Jean-Roch Ottawa	Chef Conseil des Atikamekw de Manawan	2017-06-19 2018-03-19
Jolianne Ottawa	Infirmière	2018-03-19
Lucie Marie Ottawa	Témoin citoyen	2018-03-19
Odina Ottawa	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-820)	2018-09-14
Sikon Ottawa	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1084)	2018-11-19
Wylan Ottawa	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-897)	2018-10-05
Nooma Oweetaluktuk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1106)	2018-11-19
David Pachano	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Annick Wylde	2018-08-14
Ryan Pagé	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-898)	2018-10-05
Charlie Palliser Naluktuk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1108)	2018-11-19
Jason Papatie	Témoins citoyen	2018-05-18
Jimmy Papatie	Témoin citoyen	2018-04-16
Mathieu Papatie	Témoin citoyen	2018-01-16
Normand Papatie	Témoin citoyen	2018-04-13
Pierre Papatie	Aîné	2018-06-07

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Sarah Papialuk	Témoin citoyen	2018-02-20
Eva Papigatuk	Témoin citoyen	2018-09-05
Martin Papillon	Professeur agrégé Département de science politique, Université de Montréal	2018-06-11
M ^e Sophie Papillon	Conseillère juridique Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	2018-03-12
M ^e Yan Paquette	Sous-ministre adjoint à la Direction générale des affaires législatives et de l'accès à la justice Ministère de la Justice du Québec	2017-06-13 2018-12-12
Peggy Paradis	Sergent-détective Service de Police de la Ville de Montréal	2018-09-28
Isabelle Parent	Ex-enquêtrice Ministère de la Sécurité publique	2017-11-20
Patrick Parent	Sergent-détective Service de Police de la Ville de Montréal	2018-08-13 2018-08-15
Yannick Parent-Samuel	Lieutenant-détective Service de Police de la Ville de Montréal	2018-06-04 2018-08-16 2018-09-28
Laurence Patenaude	Coordonnatrice régionale intérimaire de Ma famille, ma communauté Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	2018-04-03
Chantale Pelletier	Juge en chef adjointe Cour du Québec, Chambre criminelle et pénale	2018-12-10
Jean-Pierre Pelletier	Inspecteur Sûreté du Québec	2018-10-02 2018-10-26
Julie Pelletier	Adjointe à la présidente-directrice générale, relations médias, communications et affaires juridiques Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie James	2018-10-26
Julien Pelletier-David	Conseiller spécial à l'accès à la Justice Barreau du Québec	2018-04-19
M ^e Nathalie Pelletier	Bâtonnière Abitibi-Témiscamingue	2018-04-19
Gloria Penosway	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1341)	2018-12-13
Marie-Esther Penosway	Témoin citoyen	2018-04-05

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Fabien Pernet	Adjoint à la directrice générale Régie régionale de la santé et des services sociaux de Nunavik	2018-11-20 2018-11-21
Paul-André Perron	Conseiller en recherche Bureau du coroner du Québec	2018-08-17
Bella Moses Petawabano	Présidente du conseil d'administration Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	2017-09-29 2018-12-14
Sandy Peter	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-597)	2018-05-24
Johnny Peters	Témoin citoyen	2018-11-21
Alice Petiquay	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1084)	2018-11-19
Almas Petiquay	Témoin citoyen	2018-03-19
Angèle Petiquay	Témoin citoyen Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1084)	2018-01-19 2018-11-19
Hélène Petiquay	Témoin citoyen	2018-06-19
Jeanne-d'Arc Petiquay	Témoin citoyen	2018-06-19
John-Ross Petiquay	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-900)	2018-10-05
Laurianne Petiquay	Directrice générale Centre d'amitié autochtone de La Tuque	2018-12-07
Francesca Petiquay- Ambroise	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-745)	2018-08-23
Katia Petit	Directrice générale des affaires ministérielles Ministère de la Sécurité publique	2017-06-13 2018-10-15 2018-10-16
Sylvain Pharand	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-746)	2018-08-23
Camil Picard	Président et vice-président jeunesse par intérim Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	2018-03-12
Denis Picard	Témoin citoyen	2018-09-05
Ghislain Picard	Chef régional Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador	2017-06-06 2018-03-22 2018-09-14 2018-12-13
Isabelle Picard	Anthropologue	2018-06-18
M ^e Maryse Picard	Témoin expert	2017-06-20
Pierre Picard	Consultant principal Groupe de recherche et d'interventions psychosociales en milieu autochtone	2017-11-21

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Sophie Picard	Gestionnaire des services de santé Commission de la santé et des services sociaux des Premières nations du Québec et du Labrador	2018-09-04
Jean-Charles Piétacho	Chef Conseil d'Ekuanitshit	2017-06-16
Jeannette Pilot	Témoin citoyen	2018-05-14
Joseph Jean-Denis Pinette	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-747)	2018-08-23
Frank Pinette	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-748)	2018-08-23
Anne-France Pinette	Témoin citoyen	2018-05-18
Jocelyn Pinette	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Alexandra Ambroise	2018-05-18
Jonathan Pinette-Grégoire	Directeur Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	2018-05-10
Mélanie Pinette	Témoin citoyen	2018-05-18
Audrey Pinsonneault	Coordonnatrice du centre de recherche et développement Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	2018-12-11
Annie Pisuktie	Vice-présidente Southern Quebec Inuit Association	2018-03-21
M ^e Sarah Plamondon	Avocate	2018-09-06
Sylvain Plouffe	Directeur général adjoint et directeur du programme jeunesse Centre intégré de santé et de service sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	2017-06-14
Carol Ann Poirier	Psychologue à la retraite	2018-03-20
Jacinthe Poisson	Intervenante Clinique Droits Devant Agente de recherche en droit Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès	2017-11-13 2017-11-14 2018-08-14 2018-08-22
Marie-Rose Poker	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1111)	2018-11-19
Verna Polson	Grande cheffe Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg	2017-06-06 2018-04-20
Jacinthe Poulin	Conseillère en santé et services sociaux Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	2017-10-26 2017-10-27
Réjean Porlier	Maire de Sept-Îles	2018-05-11

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
M ^e Jacques Prigent	Directeur du bureau des affaires autochtones Ministère de la Justice du Québec	2018-10-03 2018-10-05
Robert Proulx	Juge en chef adjoint Cour du Québec, Chambre de la jeunesse	2018-12-10
Serge Provencal	Director Hospital Services Inuulitsivik Health Center	2018-11-20
Martin Prud'homme	Directeur général Sûreté du Québec	2018-10-26
Airo Qalingo	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1062)	2018-11-19
Jobie Qamugaaluk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1112)	2018-11-19
Johnny Court	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1113)	2018-11-19
Stéphanie Quesnel	Coordonnatrice des services d'accès à la justice Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	2018-12-10
Jessica Quijano	Coordinatrice du projet Iskweu Foyer pour femmes autochtones de Montréal	2018-02-21
Mina Quissa	Témoin citoyen Témoignage rapporté par un enquêteur	2018-03-23
Éliane Quitich	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-749)	2018-08-23
Jean-Marc Quitich	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1331)	2018-12-13
Valérie Quitich	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1084)	2018-11-19
Ali Qumaluk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-854)	2018-09-25
Mario Racette	Directeur adjoint au programme jeunesse, de pédiatrie, d'obstétrique et des services sages- femmes Centre intégré de Santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	2018-10-15
M ^e Gaétan Rancourt	Directeur général associé à la Direction des services de gestion et de l'administration judiciaire Ministère de la Justice du Québec	2018-10-26
Dominic Rankin	Aîné	2018-06-07
Jeannine Raphaël	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1342)	2018-12-13
Maudie Ratt	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1332)	2018-12-13
Daisy Ratt	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1343)	2018-12-13
Sylvie Raymond	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1344)	2018-12-13
Allison Reid	Coordonnatrice RÉSEAU Stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal	2018-02-14 2018-02-21
Martin Rhéaume	Directeur des affaires autochtones Ministère de la Santé et des Services sociaux	2018-10-22

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Faisca Richer	Médecin bénévole Médecins du Monde Canada	2018-02-23
Manon Richmond	Coordonnatrice Association des femmes cries	2017-10-20
Laurier Riel	Conseiller parajudiciaire et coordonnateur du programme d'aide aux victimes d'abus policiers Services parajudiciaires autochtones du Québec	2017-09-14
Roch Riendeau	Coordonnateur régional de Ma famille, ma communauté Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	2018-04-03
Marie Rinfret	Protectrice du citoyen	2018-03-14
M ^e Carmen Rioux	Procureure au Secrétariat général Directeur des poursuites criminelles et pénales	2018-10-26
Nancy Rioux	Infirmière clinicienne Clinique Acokan	2017-10-26 2017-10-27
Jaëlle Rivard	Infirmière de proximité Médecins du Monde Canada	2018-02-23
Jean-Yves Riverin	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-750)	2018-08-23
Jennifer Riverin Vachon	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-902)	2018-10-05
Daniel Robert	Témoin citoyen	2019-06-08
Wayne Robinson	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1345)	2018-12-13
Clément Rock	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1333)	2018-12-13
Sylvestre Rock	Trésorier Centre résidentiel communautaire Kapatakan Gilles Jourdain	2018-05-17
Mary-Louise Rodgers	Directrice École Golden Valley	2018-04-03
Mohsen Romdhani	Directeur général Boscoville	2018-09-10
Nathalie Rosebush	Directrice générale adjointe des services sociaux et des services aux aînés Ministère de la Santé et des Services sociaux	2018-10-23
Nicolas Kurt Rougier	Témoin citoyen	2018-04-09
Michèle Rouleau	Productrice	2018-12-05
M ^e Pierre Rousseau	Avocat	2018-01-25
Céline Rousselot	Témoin citoyen	2018-05-24
Françoise Roy	Consultante en prévention du suicide et en développement des compétences associées Association québécoise de prévention du suicide	2018-08-17

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Caroline Roy	Présidente-directrice générale adjointe Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	2018-08-20
M ^e Jonathan Rudin	Directeur des programmes Aboriginal Legal Services of Toronto	2018-02-14 2018-02-16
Margot Ruiz	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1122)	2018-11-19
Jennifer Russel	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1346)	2018-12-13
Joey Saganash	Témoin citoyen	2018-06-11
Melissa Saganash	Directrice relations Cris – Québec Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) Gouvernement de la Nation Crie	2017-06-14 2018-08-20 2018-12-14
Roméo Saganash	Député Abitibi-Baie James-Nunavik-Eeyou	2017-10-27
Daniel Salée	Professeure titulaire en sciences politiques Université de Concordia	2017-06-12
Elijassie Sallualuk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1115)	2018-11-19
M ^e Nathalie Samson	Directrice générale Centre communautaire juridique de l'Abitibi- Témiscamingue	2018-11-13
Lucy Sandy	Témoin citoyen	2018-05-11
Brian Sarwer-Foner	Agent de liaison communautaire Centre de guérison Waseskun	2018-09-07
Donat Savoie	Conseiller aux affaires inuit, arctiques et circumpolaires Société Makivik	2017-11-24
Martin Scott	Administrator Tumiapiit Justice Committee of Aupaluk	2018-11-16
Ginette Séguin	Inspecteur-chef Sûreté du Québec	2018-10-02 2018-10-26
Mylène Sénéchal	Travailleuse sociale Protection de la jeunesse Lac Simon et de Kitcisakik	2018-01-22
Silasie Sequaluk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-855)	2018-09-25
D ^r Samir Shaheen-Hussain	Pédiatre urgentiste, Centre hospitalier universitaire McGill et professeur adjoint, Faculté de médecine, Université McGill	2018-03-21 2018-10-19
Sharon Shecanapish-Tardif	Interprète Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord	2018-05-22

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Charlo Shecapio	Coodinator, Youth Healing Services Cree Health Board	2018-09-10
Isaac Shecapio	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1334)	2018-12-13
Linda L. Shecapio	Présidente Association des femmes crie	2017-10-20
Colleen Shepard	Professeure titulaire à la Faculté de droit Université McGill	2018-06-07
M ^e Matthew Sherrard	Spécialiste de la gouvernance et du droit autochtones	2018-06-19
Dora Sheshamush	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1347)	2018-12-13
Phillip Sheshamush	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1348)	2018-12-13
Vandna Sinha	Professeure associée et chercheure à l'École de travail social Université McGill	2018-03-14 2018-09-04
M ^e Hélène Sioui Trudel	Directrice générale et conseillère juridique principale Fondation du Dr Julien	2018-09-26
Konrad Sioui	Grand-chef Nation huronne-wendat	2017-09-28
Marjolaine Sioui	Directrice générale Commission de la santé et des services sociaux des Premières nations du Québec et du Labrador	2017-09-21
Yves Sioui	Coordonnateur Programme de facultés de médecine des Premières Nations et Inuits du Québec	2018-03-16
Daniel Sirois	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-825)	2018-09-14
Louise Sirois	Enquêtrice Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	2018-03-12
Tanya Sirois	Directrice générale Centres d'amitié autochtones du Québec	2017-06-08
Daniel Sivuarapik	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-751)	2018-08-23
Hilda Snowball	Co-founder Quarmaapik Family House	2018-11-23
Daniel St-Amour	Directeur exécutif Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James	2017-09-29 2018-09-27 2018-12-14
Pierre St-Antoine	Directeur des affaires institutionnelles et des communications École nationale de police du Québec	2017-12-08

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Bernard St-Jacques	Directeur général Clinique Droits Devant	2017-11-13 2017-11-14
Lyne St-Louis	Directrice de Taïga Vision, organisme consultant et de formation sur le Justice autochtone Nunavik Justice Officer, Société Makivik	2018-06-05
Evelyne St-Onge	Témoin citoyen / aînée	2018-05-07
Danielle St-Onge	Témoin citoyen	2018-05-16
Omer St-Onge	Aîné	2017-09-11
M ^e David Sultan	Vice-président Commission québécoises des libérations conditionnelles	2018-09-12
Noah Swappie	Chief Kawawachikamach, Naskapi Nation	2017-06-16
M ^e Marie-Ève Sylvestre	Vice-doyenne à la recherche et aux communications et professeur titulaire, Faculté de droit, Université d'Ottawa	2017-09-19 2017-09-20 2018-02-22 2018-12-12
Rock Sylvestre	Trésorier du conseil d'administration Centre résidentiel communautaire Kapatakan Gilles Jourdain	2018-05-17
William Tagoona	Directeur des communications Société Makivik	2017-06-13 2018-11-23
Mark Tassé	Témoin citoyen	2018-11-23
Samantha Tenasco	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-752)	2018-08-23
Alfred Tenegan	Témoin citoyen	2018-05-10
Jean-François Tessier	Intervention worker Open Door	2018-02-20
Fabienne Théorêt	Animatrice Centre d'amitié Autochtone de Val-d'Or	2018-12-05
Carl Thériault	Sergent-détective Service de Police de la Ville de Montréal	2018-08-21
Tamara Thermitus	Présidente Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	2017-06-12
Caroline Thibault	Conseillère à la direction des programmes Ministère de la Sécurité publique	2018-09-22
Jesse A. Thistle	Candidat au doctorat / Chercheur en résidence York University / Observatoire canadien sur l'itinérance	2018-08-22

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
M ^e Marie-José Thomas	Secrétaire générale associée Secrétariat aux affaires autochtones	2018-09-13 2018-12-12
Joseph Tokwiro Norton	Grand chef Conseil mohawk de Kahnawà: ke	2017-09-28
Bridget Tolley	Témoin citoyen	2018-09-26
Judy Tookalook	Éducatrice	2018-11-16
Perty Tookalook	Témoin citoyen	2018-11-12
Jimmy Tooktoo	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1116)	2018-11-19
Michel Tooktoo	Témoin citoyen	2018-02-20
Anne Tremblay	Directrice du programme jeunesse Centre intégré de Santé et de Services sociaux de la Côte-Nord	2018-09-11
M ^e Serge Tremblay	Président du conseil d'administration Centre de justice des Premiers peuples de Montréal	2018-02-20
Nico Trocmé	Directeur et professeur École de travail social et Chaire Philip Fisher en travail social Université McGill	2018-03-14
Josée Trottier	Directrice régionale Services judiciaires de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec et du palais de justice d'Amos	2018-10-05
Pierre Trudel	Antropologue	2017-11-22
Sarah Tuckatuck	Témoin citoyen	2018-11-13
Qalingo Tukulak	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1117)	2018-11-19
Elisapi Tukulak	Étudiante Puvirnituk maternity	2018-11-20
Yolande Tukulak-Mount	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1335)	2018-12-13
Jobie Tukkiapik	Président Société Makavik	2017-06-13
Kitty Tukkiapik	Témoin citoyen	2018-11-21
Willie Tumic	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1118)	2018-11-19
Jacques Turcot	Sergent-détective Service de Police de la Ville de Montréal	2018-06-08 2018-08-21
D ^r Frédéric Turgeon	Médecin et président du Collège des médecins et médecins de famille Département de santé de Pikogan	2017-11-17

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Paul Turmel	Ex-directeur général Services parajudiciaires autochtones du Commissaire Commission des libérations conditionnelles du Canada et Commission Québécoise des libérations conditionnelles	2018-06-12
Anna Uitangak	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-857)	2018-09-25
Elisapi Uitangak	Présidente Régie régionale de la Santé et des Services sociaux du Nunavik	2017-09-28
Leah Unaluk	Témoin citoyen	2018-11-14
Christian Vachon	Agent de liaison Centre résidentiel communautaire Kapatakan Gilles Jourdain	2018-05-17
Denis Vachon	Administrateur Centre résidentiel communautaire Kapatakan Gilles Jourdainn	2018-05-17
Simon Vanier	Chef Sécurité publique de Mashteuiatsh	2017-11-16
Béatrice Vaugrante	Directrice générale Amnistie internationale pour le Canada francophone	2017-09-29
Jean Vicaire	Directeur Service de police de Lac Simon	2018-08-23
Annie Vienney	Répondante des dossiers autochtones Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	2018-10-01
M ^e Kateri Vincent	Avocate Nation Huronne-Wendat	2017-09-28
Constance Vollant	Témoin citoyen	2018-09-05
Jason Vollant	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1349)	2018-12-13
Jessica Vollant	Coordonnatrice de l'équipe santé mentale, dépendance et mieux-être Centre de santé de Wemotaci	2018-09-05 2018-09-04
Jessy-James Vollant Pinette	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-856)	2018-09-25
Jocelyn Vollant	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1350)	2018-12-13
Nadine Vollant	Directrice des services sociaux Takuaihan Uashat mak Mani-Utenam	2017-10-20
D ^r Stanley Vollant	Médecin	2017-11-17
Dominic Wabanonik	Témoin citoyen	2018-04-05

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Georges Wabanonik	Aîné	2017-09-11
Ginette Wabanonik	Témoin citoyen	2018-04-13
Lucien Wabanonik	Conseiller Lac Simon	2018-04-18
Marlène Wabanonik	Témoin citoyen	2018-04-06
Nathaniel Wabanonik	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Annick Wylde	2018-04-12
Yvette Wabanonik	Témoins citoyen	2018-08-23
Dale Walker	Conseiller-cadre à la liaison autochtone Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord	2018-05-10 2018-09-11 2017-06-14
Bertie Wapachee	Témoin citoyen	2018-06-14
Marjorie Wapachee	Intervenante en éducation Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	2018-12-11
Nancy Wapachee Sr.	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-903)	2018-10-05
Nellie Wapachee	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-662)	2018-06-20
Raoul Wapistan	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1120)	2018-11-19
Rock Wapistan	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1121)	2018-11-19
Rodrigue Wapistan	Chef Nation innue de Nutaskuan	2017-06-12
Denis-Damée Warowik	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-687)	2018-08-15
Charlie Watt	Président Société Makivik	2018-11-23
Robert Watt	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1336)	2018-12-13
Alexis-James Wawanoloath	Étudiant abénaquis en droit Université de Sherbrooke	2018-12-07
Alexis-James Wawatie	Témoin citoyen	2018-04-12
Jeanette Wawatie	Community Heath Representative and Elected Councillor Algonquins of Barriere Lake	2017-09-14
Clive Lee Weighill	Ancien chef de police Ville de Saskatoon	2017-10-19
Kelly Weizineau	Témoin citoyen	2018-06-15
Martine Weizineau	Témoin citoyen	2018-02-13
Paul-Yves Weizineau	Président et guide spirituel Comité de justice sociale d'Opitciwan	2018-06-18
Gilbert W. Whiteduck	Coordinateur de Traitement Centre Wanaki	2018-08-24

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
Elizabeth Williams	Témoin citoyen rapporté par l'enquêtrice Marie-Hélène Francoeur-Malouin	2018-11-13
Kathleen J. Wooton	Présidente Commission scolaire Crie	2018-01-24
Linda Wukpuk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1351)	2018-12-13
Shoona Wukpuk	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1351)	2018-12-13
Dwayne Zacharie	Président, Association des chefs de police des Premières Nations Chef, Peacekeepers de Kahnawà: ke	2018-06-19
# 138 HC-01	Témoin citoyen	2018-01-18
# 139 HC-01	Témoin citoyen	2018-01-18
# 143 HC-02	Témoin citoyen	2018-01-22
# 187 HC-03	Témoin citoyen	2018-02-21
# 188 HC-03	Témoin citoyen	2018-02-21
# 189 HC-03	Témoin citoyen	2018-02-21
# 190 HC-03	Témoin citoyen	2018-02-21
# 200 HC-04	Témoin citoyen	2018-02-23
# 201 HC-04	Témoin citoyen	2018-02-23
# 207 HC-05	Témoin citoyen	2018-03-13
# 208 HC-05	Témoin citoyen	2018-03-13
# 209 HC-06	Témoin citoyen	2018-03-13
# 210 HC-07	Témoin citoyen	2018-03-13
# 211 HC-08	Témoin citoyen	2018-03-13
# 212 HC-09	Témoin citoyen	2018-03-13
# 213 HC-09	Témoin citoyen	2018-03-13
# 214 HC-10	Témoin citoyen	2018-03-13
# 215 HC-10	Témoin citoyen	2018-03-13
# 216 HC-11	Témoin citoyen	2018-03-13
# 222 HC-12	Témoin citoyen	2018-03-14
# 223 HC-13	Témoin citoyen	2018-03-15
# 224 HC-14	Témoin citoyen	2018-03-15
# 225 HC-15	Témoin citoyen	2018-03-15
# 226 HC-16	Témoin citoyen	2018-03-15
# 234 HC-17	Témoin citoyen	2018-03-16
# 235 HC-17	Témoin citoyen	2018-03-16
# 277 HC-18	Témoin citoyen	2018-04-03
# 278 HC-19	Témoin citoyen	2018-04-03
# 288 HC-20	Témoin citoyen	2018-04-05

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
# 289 HC-21	Témoin citoyen	2018-04-05
# 304 HC-22	Témoin citoyen	2018-04-10
# 305 HC-23	Témoin citoyen	2018-04-10
# 317 HC-24	Témoin citoyen	2018-04-13
# 321 HC-25	Témoin citoyen	2018-04-16
# 322 HC-25	Témoin citoyen	2018-04-16
# 323 HC-26	Témoin citoyen	2018-04-17
# 324 HC-27	Témoin citoyen	2018-04-17
# 325 HC-28	Témoin citoyen	2018-04-17
# 342 HC-31	Témoin citoyen	2018-04-20
# 343 HC-31	Témoin citoyen	2018-04-20
# 360 HC-32	Témoin citoyen	2018-05-10
# 361 HC-32	Témoin citoyen	2018-05-10
# 368 HC-33	Témoin citoyen	2018-05-14
# 369 HC-34	Témoin citoyen	2018-05-14
# 374 HC-35	Témoin citoyen	2018-05-15
# 375 HC-36	Témoin citoyen	2018-05-15
# 378 HC-37	Témoin citoyen	2018-05-16
# 379 HC-38	Témoin citoyen	2018-05-16
# 380 HC-39	Témoin citoyen	2018-05-16
# 381 HC-40	Témoin citoyen	2018-05-17
# 391 HC-41	Témoin citoyen	2018-05-17
# 398 HC-42	Témoin citoyen	2018-05-18
# 400 HC-43	Témoin citoyen	2018-05-22
# 401 HC-44	Témoin citoyen	2018-05-22
# 402 HC-45	Témoin citoyen	2018-05-22
# 404 HC-46	Témoin citoyen	2018-05-23
# 405 HC-46	Témoin citoyen	2018-05-23
# 406 HC-47	Témoin citoyen	2018-05-23
# 407 HC-48	Témoin citoyen	2018-05-23
# 408 HC-48	Témoin citoyen	2018-05-23
# 412 HC-49	Témoin citoyen	2018-05-23
# 413 HC-50	Témoin citoyen	2018-05-23
# 415 HC-51	Témoin citoyen	2018-05-24
# 416 HC-51	Témoin citoyen	2018-05-24
# 417 HC-51	Témoin citoyen	2018-05-24
# 423 HC-52	Témoin citoyen	2018-05-25

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
# 425 HC-53	Témoin citoyen	2018-05-25
# 426 HC-53	Témoin citoyen	2018-05-25
# 440 HC-54	Témoin citoyen	2018-06-08
# 441 HC-54	Témoin citoyen	2018-06-08
# 443 HC-55	Témoin citoyen	2018-06-08
# 449 HC-56	Témoin citoyen	2018-06-12
# 450 HC-56	Témoin citoyen	2018-06-12
# 453 HC-57	Témoin citoyen	2018-06-13
# 454 HC-57	Témoin citoyen	2018-06-13
# 456 HC-58	Témoin citoyen	2018-06-13
# 457 HC-59	Témoin citoyen	2018-06-13
# 458 HC-60	Témoin citoyen	2018-06-14
# 459 HC-61	Témoin citoyen	2018-06-14
# 476 HC-62	Témoin citoyen	2018-06-19
# 547 HC-63	Témoin citoyen	2018-08-20
# 548 HC-63	Témoin citoyen	2018-08-20
# 565 HC-64	Témoin citoyen	2018-08-22
# 582 HC-65	Témoin citoyen	2018-08-23
# 583 HC-66 et PI-34	Témoin citoyen	2018-08-23
# 584 HC-67	Témoin citoyen	2018-06-23
# 598 HC-68	Témoin citoyen	2018-09-05
# 605 HC-69	Témoin citoyen	2018-09-05
# 606 HC-69	Témoin citoyen	2018-09-05
# 613 HC-70	Témoin citoyen	2018-09-07
# 615 HC-71	Témoin citoyen	2018-09-07
# 630 HC-72	Témoin citoyen	2018-09-11
# 634 HC-73	Témoin citoyen	2018-09-12
# 638 HC-75	Témoin citoyen	2018-09-13
# 639 HC-76	Témoin citoyen	2018-09-13
# 764 HC-77	Témoin citoyen	2018-10-23
# 799 HC-78	Témoin citoyen	2018-11-14
# 807 HC-79	Témoin citoyen	2018-11-15
# 808 HC-79	Témoin citoyen	2018-11-15
# 809 HC-80	Témoin citoyen	2018-11-15
# 820 HC-81	Témoin citoyen	2018-11-16
# 821 HC-81	Témoin citoyen	2018-11-16
# 996 HC-82	Témoin citoyen	2018-11-19

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
# 1007 HC-83	Témoin citoyen	2018-11-20
# 1025 HC-84	Témoin citoyen	2018-11-22
# 1026 HC-84	Témoin citoyen	2018-11-22
PI-1	Témoin citoyen	2018-03-22
PI-2	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Annick Wylde	2018-04-12
PI-3	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-532)	2018-04-18
PI-4	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-540)	2018-04-18
PI-5, HC-30	Témoin citoyen	2018-04-20
PI-6	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Benoit Théorêt	2018-04-20
PI-7, HC-29	Témoin citoyen	2018-04-20
PI-8	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-565)	2018-05-09
PI-9	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-566)	2018-05-09
PI-10	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Alexandra Ambroise	2018-05-18
PI-11	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Alexandra Ambroise	2018-05-24
PI-12	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Alexandra Ambroise	2018-05-24
PI-13	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Annie Duciaume	2018-06-08
PI-14	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-650)	2018-06-20
PI-15	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-654)	2018-06-20
PI-16	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-656)	2018-06-20
PI-17	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-660)	2018-06-20
PI-18	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Michelle De Champlain	2018-06-20
PI-19	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Michelle De Champlain	2018-06-20
PI-20	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Michelle De Champlain	2018-06-20
PI-21	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Michelle De Champlain	2018-06-20
PI-22	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-649)	2018-06-20
PI-23	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-651)	2018-06-20
PI-24	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-652)	2018-06-20
PI-25	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-653)	2018-06-20
PI-26	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-658)	2018-06-20

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
PI-27	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-689)	2018-08-15
PI-28	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-697)	2018-08-15
PI-29	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-701)	2018-08-15
PI-30	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-702)	2018-08-15
PI-31	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-703)	2018-08-15
PI-32	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-704)	2018-08-15
PI-33	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-741)	2018-08-23
PI-35, HC-74	Témoin citoyen	2018-09-12
PI-36	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-807)	2018-09-14
PI-37	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-811)	2018-09-14
PI-38	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-812)	2018-09-14
PI-39	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-814)	2018-09-14
PI-40	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-816)	2018-09-14
PI-41	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-817)	2018-09-14
PI-42	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-818)	2018-09-14
PI-43	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-819)	2018-09-14
PI-45	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-822)	2018-09-14
PI-46	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-823)	2018-09-14
PI-47	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-844)	2018-09-25
PI-48	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-853)	2018-09-25
PI-49	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Annie Duciaume	2018-09-25
PI-50	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Marie-Andrée Roy	2018-09-25
PI-51	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-847)	2018-09-25
PI-52	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-882)	2018-10-05
PI-53	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-884)	2018-10-05
PI-54	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-890)	2018-10-05
PI-55	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-892)	2018-10-05
PI-56	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-894)	2018-10-05
PI-57	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-895)	2018-10-05
PI-58	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-896)	2018-10-05
PI-59	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-899)	2018-10-05
PI-60	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-901)	2018-10-05
PI-61	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Annie Duciaume (P-683)	2018-10-25
PI-62	Témoin citoyen Témoignage rapporté par Annie Duciaume	2018-10-25

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
PI-63	Témoin citoyen	2018-11-14
PI-65	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-956)	2018-11-16
PI-66	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-957)	2018-11-16
PI-67	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-958)	2018-11-16
PI-68	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-959)	2018-11-16
PI-70	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-961)	2018-11-16
PI-71	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-962)	2018-11-16
PI-72	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-963)	2018-11-16
PI-73	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-964)	2018-11-16
PI-74	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-965)	2018-11-16
PI-75	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-966)	2018-11-16
PI-76	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-967)	2018-11-16
PI-77	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-968)	2018-11-16
PI-78	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-969)	2018-11-16
PI-79	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-970)	2018-11-16
PI-80	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-971)	2018-11-16
PI-81	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-972)	2018-11-16
PI-83	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-974)	2018-11-16
PI-84	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-975)	2018-11-16
PI-85	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-976)	2018-11-16
PI-86	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-977)	2018-11-16
PI-87	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-978)	2018-11-16
PI-88	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-979)	2018-11-16
PI-89	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-980)	2018-11-16
PI-90	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-981)	2018-11-16
PI-92	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-983)	2018-11-16
PI-93	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-984)	2018-11-16
PI-94	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-985)	2018-11-16
PI-95	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-986)	2018-11-16
PI-96	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-987)	2018-11-16
PI-97	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-988)	2018-11-16
PI-98	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-989)	2018-11-16
PI-99	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-990)	2018-11-16
PI-101	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-992)	2018-11-16
PI-102	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-993)	2018-11-16
PI-103	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-994)	2018-11-16
PI-104	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-995)	2018-11-16

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
PI-105	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-996)	2018-11-16
PI-106	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-997)	2018-11-16
PI-107	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-998)	2018-11-16
PI-108	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-999)	2018-11-16
PI-109	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1000)	2018-11-16
PI-110	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1001)	2018-11-16
PI-111	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1002)	2018-11-16
PI-112	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1003)	2018-11-16
PI-113	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1004)	2018-11-16
PI-114	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1005)	2018-11-16
PI-115	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1006)	2018-11-16
PI-116	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1007)	2018-11-16
PI-117	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1008)	2018-11-16
PI-118	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1009)	2018-11-19
PI-119	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1010)	2018-11-19
PI-120	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1011)	2018-11-19
PI-121	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1012)	2018-11-19
PI-123	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1014)	2018-11-19
PI-124	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1015)	2018-11-19
PI-125	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1016)	2018-11-19
PI-126	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1017)	2018-11-19
PI-127	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1018)	2018-11-19
PI-128	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1019)	2018-11-19
PI-131	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1022)	2018-11-19
PI-132	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1023)	2018-11-19
PI-133	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1024)	2018-11-19
PI-135	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1026)	2018-11-19
PI-136	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1027)	2018-11-19
PI-137	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1028)	2018-11-19
PI-138	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1029)	2018-11-19
PI-139	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1030)	2018-11-19
PI-140	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1031)	2018-11-19
PI-141	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1032)	2018-11-19
PI-142	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1033)	2018-11-19
PI-143	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1034)	2018-11-19
PI-144	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1035)	2018-11-19
PI-145	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1036)	2018-11-19

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
PI-146	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1037)	2018-11-19
PI-147	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1038)	2018-11-19
PI-148	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1039)	2018-11-19
PI-149	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1040)	2018-11-19
PI-150	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1041)	2018-11-19
PI-151	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1042)	2018-11-19
PI-152	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1043)	2018-11-19
PI-153	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1044)	2018-11-19
PI-154	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1045)	2018-11-19
PI-155	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1046)	2018-11-19
PI-156	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1047)	2018-11-19
PI-157	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1048)	2018-11-19
PI-158	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1049)	2018-11-19
PI-159	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1050)	2018-11-19
PI-160	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1051)	2018-11-19
PI-161	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1052)	2018-11-19
PI-162	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1053)	2018-11-19
PI-163	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1054)	2018-11-19
PI-165	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1056)	2018-11-19
PI-166	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1057)	2018-11-19
PI-167	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1058)	2018-11-19
PI-168	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1059)	2018-11-19
PI-169	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1143)	2018-11-23
PI-170	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1187)	2018-12-13
PI-171	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1188)	2018-12-13
PI-172	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1189)	2018-12-13
PI-173	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1190)	2018-12-13
PI-174	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1191)	2018-12-13
PI-175	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1192)	2018-12-13
PI-176	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1193)	2018-12-13
PI-177	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1194)	2018-12-13
PI-178	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1195)	2018-12-13
PI-179	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1196)	2018-12-13
PI-180	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1197)	2018-12-13
PI-181	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1198)	2018-12-13
PI-182	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1199)	2018-12-13
PI-183	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1200)	2018-12-13

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
PI-184	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1201)	2018-12-13
PI-185	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1202)	2018-12-13
PI-186	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1203)	2018-12-13
PI-187	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1204)	2018-12-13
PI-188	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1205)	2018-12-13
PI-189	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1206)	2018-12-13
PI-190	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1207)	2018-12-13
PI-191	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1208)	2018-12-13
PI-192	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1209)	2018-12-13
PI-193	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1210)	2018-12-13
PI-194	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1211)	2018-12-13
PI-195	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1212)	2018-12-13
PI-196	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1213)	2018-12-13
PI-197	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1214)	2018-12-13
PI-198	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1215)	2018-12-13
PI-199	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1216)	2018-12-13
PI-200	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1217)	2018-12-13
PI-201	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1218)	2018-12-13
PI-202	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1219)	2018-12-13
PI-203	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1220)	2018-12-13
PI-204	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1221)	2018-12-13
PI-205	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1222)	2018-12-13
PI-206	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1223)	2018-12-13
PI-207	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1224)	2018-12-13
PI-208	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1225)	2018-12-13
PI-209	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1226)	2018-12-13
PI-210	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1227)	2018-12-13
PI-211	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1228)	2018-12-13
PI-212	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1229)	2018-12-13
PI-213	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1230)	2018-12-13
PI-214	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1231)	2018-12-13
PI-215	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1232)	2018-12-13
PI-216	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1233)	2018-12-13
PI-217	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1234)	2018-12-13
PI-218	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1235)	2018-12-13
PI-219	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1236)	2018-12-13
PI-220	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1237)	2018-12-13

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
PI-221	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1238)	2018-12-13
PI-222	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1239)	2018-12-13
PI-223	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1240)	2018-12-13
PI-224	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1241)	2018-12-13
PI-225	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1242)	2018-12-13
PI-226	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1243)	2018-12-13
PI-227	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1244)	2018-12-13
PI-228	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1245)	2018-12-13
PI-229	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1246)	2018-12-13
PI-230	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1247)	2018-12-13
PI-231	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1248)	2018-12-13
PI-232	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1249)	2018-12-13
PI-233	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1250)	2018-12-13
PI-234	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1251)	2018-12-13
PI-235	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1252)	2018-12-13
PI-236	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1253)	2018-12-13
PI-237	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1254)	2018-12-13
PI-238	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1255)	2018-12-13
PI-239	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1256)	2018-12-13
PI-240	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1257)	2018-12-13
PI-241	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1258)	2018-12-13
PI-242	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1259)	2018-12-13
PI-243	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1260)	2018-12-13
PI-244	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1261)	2018-12-13
PI-245	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1262)	2018-12-13
PI-246	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1263)	2018-12-13
PI-247	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1264)	2018-12-13
PI-248	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1265)	2018-12-13
PI-249	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1266)	2018-12-13
PI-250	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1267)	2018-12-13
PI-251	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1268)	2018-12-13
PI-252	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1269)	2018-12-13
PI-253	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1270)	2018-12-13
PI-254	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1271)	2018-12-13
PI-255	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1272)	2018-12-13
PI-256	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1273)	2018-12-13
PI-257	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1274)	2018-12-13

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
PI-258	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1275)	2018-12-13
PI-259	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1276)	2018-12-13
PI-260	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1277)	2018-12-13
PI-261	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1278)	2018-12-13
PI-262	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1279)	2018-12-13
PI-263	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1280)	2018-12-13
PI-264	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1281)	2018-12-13
PI-265	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1282)	2018-12-13
PI-266	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1283)	2018-12-13
PI-267	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1284)	2018-12-13
PI-268	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1285)	2018-12-13
PI-269	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1286)	2018-12-13
PI-271	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1288)	2018-12-13
PI-272	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1289)	2018-12-13
PI-273	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1290)	2018-12-13
PI-274	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1291)	2018-12-13
PI-275	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1292)	2018-12-13
PI-276	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1293)	2018-12-13
PI-277	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1294)	2018-12-13
PI-278	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1295)	2018-12-13
PI-279	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1296)	2018-12-13
PI-280	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1297)	2018-12-13
PI-281	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1298)	2018-12-13
PI-282	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1299)	2018-12-13
PI-283	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1300)	2018-12-13
PI-284	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1301)	2018-12-13
PI-285	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1302)	2018-12-13
PI-286	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1303)	2018-12-13
PI-287	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1304)	2018-12-13
PI-288	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1305)	2018-12-13
PI-289	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1306)	2018-12-13
PI-290	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1307)	2018-12-13
PI-291	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1308)	2018-12-13
PI-292	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1309)	2018-12-13
PI-293	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1310)	2018-12-13
PI-294	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1311)	2018-12-13
PI-296	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1313)	2018-12-13

NOM	FONCTION (au moment du témoignage)	DATE
PI-297	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1314)	2018-12-13
PI-298	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1315)	2018-12-13
PI-299	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1360)	2019-01-31
PI-300	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1361)	2019-01-31
PI-301	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1362)	2019-01-31
PI-302	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1363)	2019-01-31
PI-303	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1364)	2019-01-31
PI-304	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1365)	2019-01-31
PI-305	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1366)	2019-01-31
PI-306	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1367)	2019-01-31
PI-307	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1061)	2018-11-19
PI-308	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1096)	2018-11-19
PI-309	Dépôt de déclaration de témoin citoyen (P-1368)	2018-10-05

NOTES

Les personnes ayant été amenées à témoigner plus d'une fois devant la Commission ne figurent qu'une seule fois sur cette liste. Les différentes dates auxquelles elles ont été entendues sont toutefois précisées.

ANNEXE 5

LISTE DES PIÈCES DÉPOSÉES EN PREUVE DEVANT LA COMMISSION

(ordre alphanumérique)

N°	Pièce
P-001	Algonquin Anishinabeg Nation Tribal Council (présentation)
P-002	Première Nation Abitibiwinini (présentation)
P-003	Communauté Anishnabe de Lac Simon (présentation)
P-003.1	Les pratiques provinciales et territoriales liées à l'arrêt Gladue (<i>Engagement sous côte E-003.1 contracté le 8 juin 2017</i>)
P-003.2	Kiskisik Awasisak: Remember the Children. Understanding the Overrepresentation of First Nation Children in the Child Welfare System (<i>Engagement sous côte E-003.2 contracté le 8 juin 2017</i>)
P-003.3	Copie de la statistique concernant la DPJ et les jeunes Autochtones pour le Québec (<i>Engagement sous côte E-003.3 contracté le 8 juin 2017</i>)
P-004	Nation Innue (présentation)
P-005	Présentation du Secrétariat aux affaires autochtones
P-006	Présentation du ministère de la Justice
P-007	Présentation du ministère de la Sécurité publique
P-008	Presentation of Makivik Corporation and Nunavik Inuit
P-009	Speaking notes of Grand Chief Dr. Matthew Coon Come for the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee), Cree Nation Government
P-010	Initial brief of the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee), Cree Nation Government
P-011	Présentation du ministère de la Santé et des Services sociaux
P-012	Présentation du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue par Yves Desjardins
P-013	Le réseau de la santé et des services sociaux – Organisation et offres de services à la population autochtone
P-014	Offre de service, Loi sur la protection de la jeunesse et Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents
P-015	Portrait de l'offre de service, Jeunes en difficultés auprès de la clientèle autochtone de l'Abitibi-Témiscamingue (Centre intégré de santé et de service sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue)
P-016	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord, liaison autochtone (présentation)

N°	Pièce
P-017	Services de santé et services sociaux: défis et enjeux de leur organisation pour une offre adaptée aux besoins de la clientèle des Terres-cries-de-la-Baie James (CCSSSJ)
P-018	Les dimensions multiples du racisme et de la discrimination envers les peuples autochtones
P-018A	Action Plan Against Racism and Discrimination Towards Aboriginal People (Consultation Paper), Secrétariat aux affaires autochtones (Annexe à P-018)
P-019	Aide-mémoire pour des domaines d'action précis
P-020	Un regard au-delà des chartes, Le racisme et la discrimination envers les peuples autochtones (article), Recherches amérindiennes au Québec, Vol.XXV, No.3, 1995
P-021	La méconnaissance et le racisme à l'égard des Autochtones (article), Bulletin de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations, Vol.2, No.2, Automne 2006
P-022	L'institution du Directeur des poursuites criminelles et pénales
P-022A	Directives DPCP Annexe à P-022, en liasse
P-023	Presentation of the Naskapi Nation of Kawawachikamach
P-024	Présentation communauté Ekuanitshit-Mingan
P-024A	Partenariat développement actions: Affaires autochtones / orientations du gouvernement du Québec (Annexe à P-024)
P-025	Allocution du Chef Jean-Charles Piétacho à l'occasion de la journée police des Premières Nations du Québec, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador le 18 mai 2005
P-026	Allocution de M. Jean-Charles Piétacho, Chef de la communauté montagnaise de Mingan, à l'occasion du Forum d'information, d'échange et de concertation sur les services policiers en milieu autochtone, le 8 décembre 1993
P-027	Apprendre à naviguer en eaux troubles, Réflexion soumise à la Commission royale sur les peuples autochtones au nom du Conseil des Montagnais de Mingan, Montréal le 25 mai 1993
P-028	Lettre de remerciements adressée à la Commissaire locale aux plaintes et à la qualité des services, hôpital Hôtel-Dieu de Québec, le 14 mai 2013
P-029	Photos (en liasse)
P-030	Données statistiques Loi sur la protection de la jeunesse Mamit-Innuat, Sept-Îles, 13 juin 2017
P-031	Les relations que les policiers et le centre hospitalier de Havre-Saint-Pierre entretiennent avec la communauté Ekuanitshit-Mingan

N°	Pièce
P-032	Voix visages paysages, Les Premiers Peuples et le XXI ^e siècle, sous la direction d'Élisabeth Kaine, PUL, 2016, 232 pages (livre)
P-033	Demande loi sur l'accès aux documents des organismes publics, coûts de la Sureté du Québec (Ekuanitshit), mai 2012
P-034	Atikamekw Nehirowisiw, présentation du Conseil de la Nation Atikamekw
P-035	Faits historiques et enjeux relatifs aux femmes autochtones
P-036	Éléments de réflexion et pistes d'action pour améliorer les conditions de vie des Autochtones, combattre le racisme et promouvoir la sécurisation culturelle au sein des services publics
P-037	Racisme systémique, sexisme, discrimination et paternalisme. Quels chemins pour la réconciliation? (Pièce présentée à l'audience et modifications de l'auteure (Carole Lévesque) en liasse)
P-038	La sécurisation culturelle : moteur de changement social. Pour l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de vie (Pièce présentée à l'audience et modifications de l'auteure (Carole Lévesque) en liasse)
P-039	Étude décrivant l'historique de l'encadrement législatif et réglementaire des paliers fédéral et provincial régissant les activités des peuples autochtones au Québec et la situation actuelle
P-040	Déclaration de Val-d'Or, décembre 2015
P-041	Aperçu de la situation du racisme à Val-d'Or, comité de lutte au racisme et à la discrimination de la Ville de Val-d'Or, avril 2017
P-042	Engagement mutuel pour l'amélioration des conditions de vie des Autochtones en milieu urbain
P-043	Résolution 2017-306: Résolution du conseil adoptant la Déclaration des Nations Unies sur le droit des peuples autochtones et demandant au gouvernement fédéral d'harmoniser ses législations nationales à cette déclaration
P-044	Présentation des services Uapan Utshekatak
P-045	Présentation de la Sûreté du Québec (Services offerts par la Sûreté du Québec)
P-046	Desserte policière en territoire autochtone
P-047	Présentation du Secrétariat à la condition féminine
P-048	Algonquins of Barriere Lake
P-049	Spiritual Death Ceremony
P-050	La Nation Micmac de Gespeg
P-051	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
P-052	Cree Adult Criminal Justice General Process

N°	Pièce
P-053	Empowering Our Youth. A Way of Life
P-054	Working Together for Safer and Engaged Community
P-055	Brief of the Department of Justice and Correctional Services of the Cree Nation Government
P-056	Présentation à la Commission d'enquête
P-057	La judiciarisation de l'itinérance à Val-d'Or, The Judicialization of Homelessness in Val-d'Or
P-058	Ipeelee et le devoir de résistance
P-059	Une peine avant jugement? La mise en liberté provisoire et la réforme du droit pénal canadien
P-060	La judiciarisation de l'itinérance à Montréal: les dérives sécuritaires de la gestion pénale de la pauvreté
P-061	Document de réflexion: les Premières Nations et leurs relations avec le réseau québécois
P-062	Une gouvernance repensée et favorable à l'autodétermination
P-063	Projet de gouvernance en santé et en services sociaux des Premières Nations au Québec
P-064	Mémoire: Racisme et discrimination envers les Premières Nations – Portrait sommaire et recommandations, décembre 2013
P-065	Mémoire sur les ressources d'hébergement et de soins de longue durée
P-066	Portrait régional de la situation en matière de besoins spéciaux pour la clientèle âgée entre 0-6 ans des Premières Nations du Québec
P-067	Cadre du continuum du mieux-être mental des Premières Nations, rapport sommaire
P-068	Développement d'un modèle d'organisation des services en santé mentale chez les communautés
P-069	Analyse des trajectoires des jeunes des Premières Nations assujettis à la Loi sur la protection de la jeunesse
P-070	Guide pratique à l'intention des communautés et des organisations des Premières Nations qui souhaitent conclure une entente en vertu de l'article 37.5 de la Loi sur la protection de la jeunesse
P-071	Rapport de recherche sur l'itinérance
P-072	Initiative en prévention du suicide chez les Premières Nations du Québec. Analyse des décès par suicide 2000-2011
P-073	Portrait de la situation: le point de vue des acteurs terrain. Initiative en prévention du suicide chez les Premières Nations du Québec

N°	Pièce
P-074	Recommandations et éléments de réflexion dans le cadre de l'élaboration du plan d'action gouvernementale en matière de développement social du Québec
P-075	Un pas de plus vers l'autodétermination et le respect des droits des enfants et des familles des Premières Nations: Processus de consultation pour la réforme du Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières nations (SEFPN), juin 2017
P-076	Rapport régional intitulé Processus de mobilisation sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (<i>Engagement sous côte E-076 contracté le 21 septembre 2017</i>)
P-077	Rapport présenté aux ministres Charlebois et Kelly par le Groupe de travail intitulé: Des solutions adaptées aux communautés des Premières Nations et des Inuit pour soutenir l'application du projet de loi 21 (<i>Engagement sous côte E-076 contracté le 21 septembre 2017</i>)
P-078	Projet de gouvernance en santé et en services sociaux des Premières Nations du Québec. Modèles et initiatives à travers le Canada (<i>Engagement sous côte E-076 contracté le 21 septembre 2017</i>)
P-079	Portrait of the situation for English-speaking First Nations
P-080	Kebaowek First Nation Strategic plan
P-081	Presentation to the Viens Commission (<i>Engagement sous côte E-081 contracté le 22 septembre 2017</i>)
P-084	La protection de la jeunesse et les peuples autochtones
P-085	Lignes directrices permettant d'établir un régime particulier de protection de la jeunesse pour les Autochtones
P-086	Prestation et financement des services de santé et des services sociaux destinées aux Autochtones
P-087	Rapport de recherche programme actions concertées. Évaluation des impacts de la nouvelle loi sur la protection de la jeunesse au Québec. Rapport Turcotte
P-088	Les enfants autochtones en protection de la jeunesse au Québec: leur réalité comparée à celle des autres enfants
P-089	Les enjeux de l'application des régimes de protection de la jeunesse aux familles autochtones
P-090	La protection des enfants autochtones, se tourner vers l'expérience américaine pour contrer la surreprésentation
P-091	À l'écoute des peuples autochtones? Le processus d'adoption de la «loi 125»
P-092	Comprendre la normativité Innue en matière d'«adoption» et de garde coutumière

N°	Pièce
P-093	De la couleur des lois : Une histoire juridique du racisme au Canada entre 1900 et 1950
P-094	La situation des enfants autochtones âgés de moins de 14 ans dans leur ménage
P-095	Complément au Mémoire des Directions de la protection de la jeunesse Projet de loi n° 99, loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
P-096	The Indigenous Child Removal System in Canada: An examination of legal decision-making and racial bias
P-097	Kiskisik Awasisak: Remember the children, understanding the overrepresentation of First Nations children in the child welfare system
P-098	Accord Définitif Nisga'a
P-099	Anangosh, Manuel d'information juridique à l'intention des intervenants des maisons d'hébergement / Legal Information Manual for Shelter Workers
P-100	Alternative Report to the U.N. Committee on the Elimination of Racial Discrimination
P-101	La loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux et le droit de la famille au Québec : Comparaison et analyse constitutionnelle / Family Homes on Reserves and Matrimonial Interests and Rights and its Relationship to Québec Family Law: A Comparison and Constitutional Analysis
P-102	La Nation huronne-wendat
P-103	Saturviit, Association des femmes inuit du Nunavik
P-104	Report on the Inquiry into Missing or Murdered Nunavimmiut
P-105	Bring hope and restore peace, A study report on the life and concerns of Inuit women of Nunavik
P-106	Nunavik Health and Social Services perspective, September
P-107	Framework agreement between the Quebec government and The Long Point First Nation
P-108	Presentation by the Cree Board of Health and Social Services of James Bay
P-109	Presentation by the Cree Board of Health and Social Services of James Bay / Executive Director
P-110	Audit on Youth Protection Resources / Report
P-111	Audit on Youth Protection Resources / Presentation
P-112	Moving towards Cultural Safety and Reconciliation
P-113	Mémoire présenté par Amnistie internationale Canada francophone

N°	Pièce
P-114	Speaking Points for Presentation to the Québec Public Inquiry Commission Hearings
P-116	La condition itinérante parmi la population autochtone au Québec - Partie 1 (<i>Engagement sous côte E-076 contracté le 17 octobre 2017</i>)
P-117	La présence autochtone dans les villes du Québec : actions, tendances et enjeux
P-118	Peuples autochtones : La réconciliation passe d'abord par la reconnaissance
P-119	Pour l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de santé : Promouvoir la sécurisation culturelle
P-120	La condition itinérante au sein de la population autochtone au Québec. Éléments de compréhension et pistes d'analyse
P-121	Pistes pour améliorer les conditions de vie des femmes autochtones et rompre le cycle de la violence
P-122	Présentation Loi sur la protection de la jeunesse
P-123	Les ententes de collaboration avec les communautés autochtones
P-124	La formation dispensée au personnel
P-125	Statistiques sur les retraits du milieu familial
P-126	Les adaptations à la culture et aux traditions autochtones
P-127	Portrait au 5 octobre 2017 de l'hébergement en protection de la jeunesse - région de la Côte-Nord (<i>Engagement sous côte E-127 contracté le 18 octobre 2017</i>)
P-128	Cadre de référence – Les ressources intermédiaires et les ressources de type familial (<i>Engagement sous côte E-128 contracté le 18 octobre 2017</i>)
P-130	Saskatoon Police service
P-131	Statue of missing and murdered indigenous women and girls
P-132	Report of the Commission of Inquiry Into the Matters Relating to the Death of Neil Stonechild
P-133	Report-Committee on Strategic Renewal, from the Saskatoon board of Police Commissioners to the Saskatoon Police Commission
P-134	Progress report on Recommendations from the Committee for Strategic Renewal (June 11, 2007)
P-135	Progress report on the Strategic Renewal Process (September 10, 2007)
P-136	The Stonechild Effect: Ten years after the explosive inquiry, a look at how one teen's death changed a city

N°	Pièce
P-137	Cree Women of Eeyou Istchee Association / Statement presented to the Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Quebec
P-138	Cree Women of Eeyou Istchee Association Strategic plan 2016-2020
P-139	Cree Women of Eeyou Istchee Association: I am Eeyou/Eenou Woman
P-140	Kuukuminuwich uchiskuutimachaaniwaau iskwaauhititaau / Our Grandmothers' Teaching, let's practice the ways of the woman
P-141	Cultural Security
P-142	Ceremonies and rites of passage
P-143	Iiyiyuu-iyyinuu ayimun / Our cree language
P-144	Iskwaauhitaitau / Feminine Principle
P-145	Spirituality and connectedness
P-146	Quote from Ovide Mercredi
P-147	Notes personnelles d'Armand Mackenzie, engagement du 20 octobre 2017 (<i>Engagement sous côte E-147 contracté le 20 octobre 2017</i>)
P-148	Entre l'arbre et l'écorce. La pratique d'une travailleuse sociale autochtone en protection de la jeunesse
P-149	Le placement des enfants des Premières Nations
P-150	Lignes directrices permettant d'établir un régime particulier en protection de la jeunesse pour les Autochtones
P-151	Tableau pour la rencontre du 5 octobre 2011 entre les Services sociaux Uauitshitun et le Centre jeunesse de la Côte-Nord
P-152	Table des taux comparables et frais particuliers pour les familles d'accueil autochtones régulières et de proximité
P-153 (en liasse)	Procédure en matière de révision, 2 directives de la DPJ (2010)
P-154 (en liasse)	Directives et formulaires de la DPJ
P-155	Définition des termes et concepts utilisés dans la ventilation de la table des valeurs des articles 38 et 38.1 de la loi sur la protection de la jeunesse
P-156	Protéger les enfants à l'aide des durées maximales d'hébergement: qu'en pensent les acteurs des centres jeunesse
P-157 (en liasse)	Quand la raison du plus fort continue d'être la meilleure... De la domination d'une théorie à la violence institutionnelle: l'usage abusif des théories de l'attachement en protection de la jeunesse (2006)
P-158	La négligence envers les enfants: bilan des connaissances, Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociale (avril 2008)

N°	Pièce
P-159	Conclusion de l'enquête sur l'application de la Loi sur la protection de la jeunesse par le Centre de protection et de réadaptation de la Côte-Nord
P-160	Avis Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse sur l'obligation du Directeur de la protection de la jeunesse d'obtenir une nouvelle ordonnance du tribunal lorsqu'un enfant est transféré de ressource d'hébergement... (7 décembre 2012)
P-161	Avis Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse sur la détermination des modalités de contacts entre l'enfant et les membres de sa famille immédiate lorsqu'une ordonnance d'hébergement en vertu de l'article 91 de la Loi sur la protection de la jeunesse est émise (mars 2015)
P-162	Mémoire conjoint Femmes autochtones du Québec et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec concernant la révision de la Loi sur la protection de la jeunesse (juillet 2005)
P-163	Mémoire de l'Ordre professionnel des Travailleurs sociaux du Québec concernant le projet de loi 125
P-164	Mémoire Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador et Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador sur projet de loi 125 (décembre 2005)
P-165	Mémoire de Uauitshitun sur projet de loi 99 (24 septembre 2016)
P-166	Mémoire de Uauitshitun sur projet de loi 113 (21 novembre 2016)
P-167	L'application de la Loi sur la protection de la jeunesse en milieux autochtones
P-168	L'application de la LPJ : constats, enjeux et pistes de réflexion
P-169	Les Nations Autochtones et les services sociaux : vers une véritable autonomie. Mémoire de l'ACSSQ (octobre 1985)
P-170	Les services sociaux aux jeunes Autochtones en difficulté et à leurs familles. Une nécessaire appropriation
P-171	De la Loi sur la protection de la jeunesse au Système d'intervention d'autorité atikamekw (SIAA) - La prise en charge d'une nation pour assurer le bien-être de ses enfants
P-172	L'adoption coutumière autochtone au Québec : quête de reconnaissance et dépassement du monisme juridique (2011)
P-173	La situation des enfants autochtones du Canada en regard de la Convention relative aux droits de l'enfant (2014)
P-174	Bien-être des enfants autochtones - Rapport aux premiers ministres des provinces et territoires (juillet 2015)
P-175	Wen: De – We are Coming to the Light of the Day (2005)

N°	Pièce
P-176	Rôle et expérience de la répondante des dossiers Autochtones au Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
P-177	Programme des services de santé non assurés, livret d'information (Santé Canada)
P-178	Stratégie 2017-2021 pour les services à la clientèle autochtone
P-179	Mémoire sur l'état des relations entre le conseil de Lac Simon et le gouvernement du Québec, la négation de l'autonomie locale
P-180	Une école où tu réapprends à être fier de ce que tu es... L'institution Kiuna et le programme Sciences humaines - Premières Nations
P-181	Faire de son éducation une tradition. Kiuna, institution postsecondaire des Premières Nations
P-182	Mikinak - Guide de sensibilisation
P-183	La maîtrise indienne de l'éducation indienne
P-184	Kiuna, un collège unique qui s'inspire des aspirations des premières nations et qui les respecte
P-185	Revue de la persévérance de la réussite scolaire chez les premiers peuples
P-186	L'intégration des services psychosociaux au soutien pédagogique comme outil de persévérance scolaire chez les Premières Nations: la pratique de l'institution Kiuna
P-187	La sécurité culturelle au niveau postsecondaire, le cas de l'institution Kiuna
P-188	Commissaire à la déontologie policière, Présentation à la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics par Marc-André Dowd
P-189	Code de déontologie des policiers du Québec (dépliant)
P-190	Lettre et recommandations des 10 dernières années du Commissaire à la déontologie policière, en liasse (<i>Engagement sous côte E-190 contracté le 26 octobre 2017</i>)
P-192	Portrait sur l'accessibilité aux services publics en milieu urbain pour les autochtones (<i>Engagement sous côte E-192 contracté le 27 octobre 2017</i>)
P-193	Le Mouvement des Centres d'amitiés autochtones du Québec
P-194	Documents de référence portant sur le modèle Acokan du CAALT (en liasse)
P-195	Minowé 2.0
P-196	Documents de référence portant sur le modèle Minowé (en liasse)
P-197	Documents de référence portant sur le modèle Minowé 2.0 (en liasse)

N°	Pièce
P-198	Cadre de référence, Accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones
P-199	Faire plus, faire mieux. Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022
P-200	Projet de loi C-262, Loi visant à assurer l'harmonie des lois fédérales avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
P-201	Film; La société Makivik: Se tenir debout/So that you can stand
P-202	Parnasimautik consultation Report. On the Consultations Carried Out with Nunavik Inuit 2013
P-203	Compilation des données sur les conditions de vie des femmes autochtones qui subissent de la violence et des agressions sexuelles, par Elisabeth Papatie et Patricia Larivière du Centre de santé du Lac Simon
P-204	Documents portant sur le Programme Wigosiban (en liasse)
P-205	Resources for shelter workers providing services to First Nations women; Ressources à l'intention des intervenantes des centres d'hébergement destinés aux femmes des Premières Nations
P-206	NAVAFV Submission to the Universal Periodic Review / Soumission à l'Examen périodique universel (EPU) du CNACFV
P-207	Akwesasne a cultural portrait
P-208	2016-2017 Annual report, Cree women of Eeyou Istchee Association
P-209	Présentation des programmes sociaux de la Direction des poursuites pénales et criminelles (DPPC) de la cour municipale de la Ville de Montréal
P-210	Présentation des programmes sociaux de la Direction des poursuites pénales et criminelles (DPPC) de la cour municipale de la Ville de Montréal
P-211	Dépliants programmes sociaux de la DPPC de Montréal (en liasse)
P-212	Bilan annuel 2016-2017, clinique Droits Devant
P-213	Encore du profilage social des personnes en situation d'itinérance /16 juin 2017
P-214	Quelques chiffres sur la fréquentation de la Clinique et des programmes à la cour municipale
P-215	Le programme accompagnement Justice itinérance à la cour (PAJIC)
P-216	Examen public du Bilan général des actions de l'agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012-2016 et recommandations

N°	Pièce
P-217	Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017 Parce que la rue est une impasse (<i>Engagement sous côte E-217 contracté le 14 novembre 2017</i>)
P-218	Réalisations du SPVM en matière autochtone
P-219	Article Presse Plus. L'itinérance coûte cher aux canadiens
P-220	Répertoire des ressources communautaires pour les personnes itinérantes dans le Grand Montréal (2016) / Directory of Community Services for Homeless People in the Greater Montréal area (<i>Engagement sous côte E-220 contracté le 14 novembre 2017</i>)
P-221	Video Ullivik et le Service de Police de la Ville de Montréal
P-222	Mémoire de Pekuakamiulnuatsh Takuhikan
P-223	Plan d'action pour la médecine rurale. Faire avancer la médecine familiale rurale : Groupe de travail collaboratif canadien
P-224	Loi sur la police
P-225	Extrait d'un rapport de vérification interne pages 5 et 6
P-226	2 lettres datées du 12 juin 2017
P-227	Réponse à la lettre datée du 26 septembre 2017
P-228	Jusqu'à quatre-vingts nations autochtones au Canada?
P-229	Médias et Autochtones, pour une information équilibrée et dépourvue de préjugés
P-230	De la négation de l'autre dans les discours nationalistes des Québécois et des Autochtones
P-231	Services publics et peuples autochtones : pour une instance permanente et bilatérale
P-232	Ghislain Picard entretiens
P-233	Développement des compétences sur les questions autochtones
P-234	Résolution #2011-07 adoptée lors de l'Assemblée générale annuelle de l'Algonquin Nation Programs and Services Secretariat (ANPSSS)
P-235	Project Piwaseha: Final Evaluation Report, March 31, 2000, of the ANPSSS
P-236	Partners for Culturally Adapted Health Care: Final Evaluation Report 2014-2015 of the ANPSS
P-237	Mise à jour des statistiques des 2 formations (Piwaseha et Wedokodadowiin), engagement pris par Janet Mark le 24 novembre 2017 (<i>Engagement sous côte E-237 contracté le 24 novembre 2017</i>)
P-238	Les processus de socialisation professionnelle des recrues policières québécoises : éthique et contingences de l'intervention au quotidien
P-239	Comportements dérogatoires et niveaux d'intégrité : les policiers québécois en 2001-2002

N°	Pièce
P-240	Regards croisés sur les processus de construction d'une identité professionnelle policière en France et au Québec
P-241	Can ethics survive the shock of the job? Quebec's police recruits reality in Policing and Society
P-242	L'itinérance des Inuit à Montréal – du Nord du Québec à l'itinérance
P-243	Les Inuit de Montréal
P-244	Low-income and homeless Inuit in Montreal (updated version September 2016)
P-245	Low income and homeless Inuit of Montreal, Province of Quebec, Canada – List of references
P-246	Rapport de l'Atelier national des Inuit vivant en milieu urbain Une voix – Octobre 2005
P-247	National Urban Inuit Community Dialogue – Supporting Local Champions
P-248	Mémoire de la Société Makivik «Itinérance des Inuit du Québec» et lettre du Président de la Société Makivik à Geoff Kelley (17 octobre 2008)
P-249	National Urban Inuit Strategy, Presentation by Montreal Inuit at National session held in Ottawa November 5-6, 2015
P-250	Deux présentations Powerpoint: Indigenous Laws as a Cornerstone for Concrete, Effective and Lasting Reconciliation
P-251	Bibliographie divisée par thèmes préparée pour la Commission, listant tous les documents qui seront déposés en preuve
P-252	John Borrows, Canada's Indigenous Constitution (Toronto: University of Toronto Press, 2010) at 6-58
P-253	The Duty to Learn: Taking Account of Indigenous Legal Orders in Practice
P-254	Sébastien Grammond, "Indigenous Law-Making", in Terms of Co-Existence: Indigenous Peoples and Canadian Law (Toronto: Carswells, 2013), at 367-391
P-255	Val Napoleon, "Thinking about Indigenous Legal Orders" (revised) in Colleen Shepard & Kirsten Anker, eds., Dialogues on Human Rights and Legal Pluralism, 2012 Springer Press' Seriesm, lus Gentium: Comparative Perspectives on Law and Justice
P-256	Val Napoleon and Hadley Friedland, "Indigenous Legal Traditions: Roots to Renaissance" in Markus Dubber & Tatjanie Hoernie, eds., The Oxford Handbook on Criminal Law (Oxford University Press, 2014)
P-257	Jeremy Webber, "The Grammar of Customary Law" (2009) 54 McGill LJ 579

N°	Pièce
P-258	Truth and Reconciliation Commission Final Report, Volume 6: Chapter 2 – Indigenous law: Truth, reconciliation, and access to justice, at 45-79
P-259	John Borrows, "Heroes, Tricksters, Monsters and Caretakers: Indigenous Laws and Legal Education" (2016) 61 McGill Law Journal.
P-260	Hadley Friedland and Val Napoleon, "Gathering the Threads: Developing a Methodology for Researching and Rebuilding Indigenous Legal Traditions." (2015) 1(1) Lakehead Law Journal 33
P-261	Sarah Morales, "Stl'ul nup: Legal Landscapes of the Hul'Qumi'um mustimuhw" (2016) 33 Windsor Y B Access Just 103
P-262	Val Napoleon and Hadley Friedland, "An Inside Job: Engaging with Indigenous Legal Traditions Through Stories" (2016) 61: 4 McGill Law Journal 1
P-263	Val Napoleon, Angela Cameron, Colette Arcand and Dahti Scott, "Where's the Law in Restorative Justice?" in Yale Belanger, ed., Aboriginal Self Government in Canada: Current Trends and Issues, 3rd edition (Saskatoon, Purich Publishing Press, 2008)
P-264	Nancy Sandy, "Stsqey'ulecw re St'exelcenc (St'exelmc Laws from the Lands)" (2016) 33 Windsor Y B Access Just 187.
P-265	Hannah Askew, The Accessing Justice and Reconciliation (AJR) Project Anishinabek Legal Traditions Report (May 2014), prepared for the Accessing Justice and Reconciliation Project, on file with the University of Victoria Indigenous Law Research Unit
P-266	Harold Cardinal, "Nation-Building: Reflections of a Niyhiyow (Cree)"(2007)
P-267	Hadley Friedland, The AJR Project Cree Legal Traditions Report (May 2014), prepared for the Accessing Justice and Reconciliation Project, on file with the University of Victoria Indigenous Law Research Unit.
P-268	Hadley Friedland, "Chapter 4: Wah-ko-to-win: Laws for a Society of Relationships" and "Chapter 5: Creating a Cree Justice Process using Cree Legal Principles" from: Reclaiming the Language of Law: The Contemporary Articulation and Application of Cree Legal Principles in Canada (PhD Dissertation, University of Alberta, 2016).
P-269	Sébastien Grammond and Christiane Guay, "Understanding Innu Normativity in Matters of Customary "Adoption" and Care (2016) 61(4) McGill LJ 885. Available in French and English. (version française déjà déposée en pièce P-092)
P-270	Napoleon, Val, Ayook: Gitksan Legal Order, Law, and Legal Theory (PhD Dissertation, University of Victoria, Faculty of Law, 2009).
P-271	Indigenous Legal Traditions Core Workshop Materials

N°	Pièce
P-272	Angela Cameron, "Stopping the Violence: Canadian Feminist Debates on Restorative Justice and Intimate Violence" (2006) 10(1) Theoretical Criminology.
P-273	Val Napoleon, "Aboriginal Discourse: Gender, Identity and Community" in Ben Richardson, Shin Imai and Kent McNeil, Eds., Indigenous Peoples and the Law (UK, Hart, 2009).
P-274	Val Napoleon, "Raven's Garden: A Discussion about Aboriginal Sexual Orientation and Transgender Issues» 2002 17: 2 Canadian Journal of Law and Society 149-71.
P-275	Emily Snyder, Val Napoleon and John Borrows, "Gender and Violence: Drawing on Indigenous Legal Resources" 48 UBC L Rev 593.
P-276	Marie-Andrée Denis-Boileau & Marie-Eve Sylvestre "Ipeelee and the Duty to Resist" (2017) 21 Canadian Criminal LR 73. Available in French and English. (version française déjà déposée en pièce P-058
P-277	Hadley Friedland, "Navigating through Narratives of Despair: Making Space for the Cree Reasonable Person in the Canadian Justice System." (2016) 67 University of New Brunswick Law Journal 269.
P-278	Hadley Friedland, "Tragic Choices and the Division of Sorrow: Speaking about Race, Culture and Community Traumatization in the Lives of Children" (2009) 25 (2) Canadian Journal of Family Law 223.
P-279	Naiomi Metallic, "Indian Act By-Laws: A Viable Means For First Nations to (Re)assert Control over Local Matters Now and Not Later" (2016) 67 UNBLJ 211.
P-280	Val Napoleon and Hadley Friedland, "Chapter 11: Accessing Tully: Political Philosophy for the Everyday and the Everyone", in Robert Nichols and Jakheet Singh, eds., Freedom and Democracy in an Imperial Context: Dialogues with James Tully (New York: Routledge, 2014)
P-281	Sherene H. Razak, "Gendered Racial Violence and Spatialized Justice: The Murder of Pamela George" in Sherene H. Razack, ed., Race, Space and the Law: Unmapping a White Settler Society (Toronto: Between the Lines, 2002)
P-282	Wrapping Our Ways Around Them: Aboriginal Communities and the CFCSA Guidebook
P-283	Geneviève Motard et Mathieu-Joffre Lainé, « Prendre le droit autochtone au sérieux: Entretien avec Hadley Friedland » (2016) 40: 2 Anthropologie et Sociétés 195
P-284	Val Napoleon, Jim Henshaw, Ken Steacy, Janine Johnston and Simon Roy, Mikomosis and the Wetiko
P-285	Mikomosis and the Wetiko, A Teaching Guide
P-286	Gender Inside Indigenous Law Casebook

N°	Pièce
P-287	A Toolkit for On-Reserve Matrimonial Real Property Dispute Resolution
P-288	Gender Inside Indigenous Law Toolkit
P-289	Course Outline: Indigenous Laws: Questions and Methods for Engagement / Reading List
P-290	Wahkotowin course syllabus from the Faculty of Native Study of the University of Alberta
P-291	Louise Otis et Eric H. Reiter, "Front Line Justice" 46.4 Virginia Journal of International Law 677
P-292	Matthew L.M. Fletcher, "Rethinking Customary Law in tribal Court Jurisprudence" (2007) 13 Mich. J. Race & L.57
P-293	Alan Edwards et Jennifer Haslett: Violence is not conflict: why it matters in restorative justice practice (2011) 48: 4 Alberta Law Review 894
P-294	Criminal Justice Syllabus / Criminal Justice Evolving reading list
P-295	Aperçu des régimes juridiques encadrant les relations entre les Autochtones et les gouvernements français, britannique, canadien et québécois - plan de présentation
P-296	Michel Morin, « Propriétés et territoires autochtones en Nouvelle-France: I- Contrôle territorial et reconnaissance de territoires nationaux » (2013) 43: 2-3 Recherche amérindienne au Québec 59
P-297	Michel Morin, « Propriétés et territoires autochtones en Nouvelle-France: II- La gestion des districts de chasse » (2014) 44: 1 Recherche amérindienne au Québec 129
P-298	Michel Morin, « Fraternité, souveraineté et autonomie des Autochtones en Nouvelle-France (2013) 43(2) Revue générale de droit 531
P-299	Michel Morin « L'usurpation de la souveraineté Autochtone – Le cas des peuples de la Nouvelle-France et des colonies anglaises de l'Amérique du Nord, Montréal, Boréal, 1997, 334 pages »
P-300	Michel Morin, « Les droits territoriaux des Autochtones sous le Régime français », Revue de la Faculté de droit de l'Université de Montréal à la p.21
P-301	Cinq cartes déposées en liasse
P-302	Portrait de la judiciarisation de Thomas Anichinapéo à la Cour municipale de Val-d'Or. Tableau produit par la Commission à partir de données transmises par la Cour municipale de Val-d'Or
P-303	Portrait détaillé – Situation des 20 personnes les plus judiciarisées à Val-d'Or pour des infractions à la réglementation municipale portant sur la paix et le bon ordre lors de la période du 1er janvier 2012 au 31 août 2017
P-304	Code de procédure pénale (à jour le 1er septembre 2017)

N°	Pièce
P-305	Règlement 2003-40 Ville de Val-d'Or, Règlement concernant les nuisances, la paix, le bon ordre et les endroits publics
P-306	Extrait du Code de procédure pénale Québec annoté 2016 Tableau schématique du cheminement d'une poursuite pénale / émission du mandat
P-307	Extrait du Code de procédure pénale Québec annoté 2016 Procédure d'exécution des jugements / exécution du mandat
P-308	Extrait du Code de procédure pénale Québec annoté 2016 Exécution du jugement lorsque le défendeur est introuvable / exécution des jugements au moyen de travaux compensatoires
P-309	Engagement: l'évolution des amendes, Cour municipale de Val-d'Or par Hélène Cyr le 7 décembre 2017 (<i>Engagement sous côte E-309 contracté le 7 décembre 2017</i>)
P-310	Tarif judiciaire en matière pénale en vigueur au 1er janvier 2017
P-311	Nature des constats d'infraction et des dossiers traités par la Cour municipale de Val-d'Or pour la période de 2012 à 2017
P-312	Inventaire des formations collégiales et École nationale de police du Québec favorisant l'ouverture à la diversité autochtone
P-312A	Survol de la formation sur les réalités autochtones / Les Autochtones - Portrait de communauté, Cégep de Sherbrooke, programme de Techniques policières
P-313	Vidéo corporative École nationale de police du Québec
P-314	Présentation de l'École nationale de police du Québec à la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec
P-315	Itinéraire de la formation d'un policier en lien avec l'ouverture à la diversité autochtone
P-316	SHÉ: KON-KUEI KUEI-KWE KWE-WACHIYA-BONJOUR-HI Decolonizing our Minds of the dysfunctional clutter and propaganda of Empire building
P-317	Ki' inaakonigewin: Reclaiming Space for the Indigenous Laws, Préparé pour la «Canadian Administration of Justice Conference Aboriginal Peoples and Law: «We are here to stay», 14 au 17 octobre 2015
P-318	Giving and receiving Life from Anishinaabe nibi inaakonigewin (our water law) research, dans Jocelyn Thorpe, Stephanie Rutherford et L. Anders Sandberg, dir. Methodological Challenges in Nature-Culture and Environmental History Research, New-York, Routledge, 2017, 105.
P-319	Living treaties, Breathing Research (2014)

N°	Pièce
P-320	Anishinaabe Nibi Inaakonigewin Report: Reflecting the Water Laws Research Gathering conducted with Anishinaabe Elders, June 20-23, 2013 at Roseau River, Manitoba Prepared by Aimée Craft (with the assistance of a group of gifted law students) – Revised spring 2014
P-321	Rapport provisoire de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées – Nos femmes et nos filles sont sacrées
P-322	Les traditions juridiques autochtones: réflexions et recommandations pour la CERP
P-323	Notes du procureur des poursuites criminelles et pénales
P-324	Avis juridique, 17 juillet 2017
P-325	Rapport produit par Dorothée Chrétien, intervenante au centre d'amitié autochtone de Val-D'Or
P-326	Articles de journaux, Echo abitibien, 2006 et 2007
P-327	Notes de service d'accès à la justice, Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or
P-328	Régime d'examen des plaintes / Bureau du commissaire aux plaintes et à la qualité des services
P-329	Dépliant régional intitulé « Guide sur le régime d'examen des plaintes » et formulaire de plainte (2 documents: français et anglais)
P-330	Rapport annuel sur l'application de la procédure d'examen des plaintes et de l'amélioration de la qualité des services du CISSSAT
P-331	Ensemble pour l'amélioration de la qualité des services - Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes Abitibi-Témiscamingue
P-332	Documents liés au projet pilote du CAAP-AT visant la création d'un poste de conseiller de milieu. En liasse: la lettre du 1er février adressée au ministre de la santé; le projet pilote intitulé «Conseiller de milieu en assistance et en accompagnement aux plaintes» et ses annexes
P-333	Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes Abitibi-Témiscamingue – Rapport d'activités 2016-2017
P-334	Un cours sur les traditions juridiques autochtones: l'ordre juridique innu Plan de la présentation de Jean-Paul Lacasse à la CERP: 19 janvier 2018
P-335	Document Word: Lien vers le reportage de Radio-Canada au sujet du cours sur l'Ordre juridique Innu
P-336	Recueil de textes, cours L'Ordre juridique innu
P-337	Plumitif criminel cause #705-01-033551-039 Jonathan Dubé
P-338	Présentation Conseil de bande des Innus de Pakua Shipu

N°	Pièce
P-339	Présentation Conseil des Innus d'Unamen Shipu
P-340	Presentation by the Cree School Board to the Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Québec: listening, reconciliation and progress
P-341	Brief of Kathleen Wootton, Chairperson, Cree School Board to the Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Québec: listening, reconciliation and progress
P-342	Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics – Guide des thèmes à aborder
P-343	First Nations and the Canadian Legal System: Conflict Management or Dispute Resolution?
P-344	Lettre en date du 22 octobre 2017 adressée au commissaire Viens
P-345	Les traditions liées au droit coutumier au Nunavik / Traditions Relating to Customary Law in Nunavik
P-346	Inuit Pirrusingit / The Inuit Ways
P-347	Présentation: Politique et pratique d'embauche des travailleurs de la Régie régionale des services sociaux du Nunavik
P-348	Présentation: Les services d'hébergement hors-Nunavik et la facturation inter-établissement, 13 février 2018
P-349	Circulaire 2014-012
P-350	3 documents en liasse: Lettre de la sous-ministre adjointe du 19 décembre 2016, Demandes d'hébergement inter-territoires- Principes directeurs, 30 mai 2006 et mise à jour du 29 novembre 2016
P-351	Rapport final sur l'audit au Centre de réadaptation de l'Ouest-de-l'Île-de Montréal (28 janvier 2016) (<i>Engagement sous côte E-351 contracté le 13 février 2018</i>)
P-352	Plan organisationnelle [sic] de la sécurité de Pakua Shipu en mars 2017
P-353	Indigenous Cultural Awareness Guide for the SPVM
P-354	Session de sensibilisation sur les communautés autochtones auprès des policiers de la section du métro – Évaluation de l'appréciation et des apprentissages
P-355	Accord de collaboration entre la SPVM et le Réseau pour la stratégie de la communauté autochtone urbaine de Montréal
P-356	Report of the Program Director (2017)
P-357	Evaluation of the Aboriginal Legal Services of Toronto Community Council Program (April 2000)

N°	Pièce
P-358	Report of the Interim Legal Advocacy Director on the program's activities for the 2016-17 fiscal year
P-359	Information au sujet du programme de déjudiciarisation d'ALST
P-360	Inquest into the death of Craig Vincent McDougall
P-361	Protocol between the department of justice and aboriginal legal services of Toronto
P-362	Protocol between aboriginal legal services of Toronto and the Toronto crown attorney's office
P-363	Protocol between aboriginal legal services of Toronto and the Toronto crown attorney's office with regards to the young offender community
P-364	A Review of Justice Services to Native People in Metropolitan Toronto
P-365	The court of Kahnawà: ke & Kahnawà: ke justice system (présentation powerpoint)
P-366	Entente sur l'administration de la justice entre le Québec et Kahnawà: ke
P-367	Kahnawà: ke Justice Act
P-368	Kahnawà: ke « Alternative dispute résolution » website (fichier word mentionnant l'adresse du site Internet)
P-369	Akwesasne Tekaia'torehthà: ke Kaianerénhsera (Akwesasne Court Law)
P-370	Annual Report 2016-2017 Akwesasne court
P-371	Type of Police Occurrences in 1992
P-372	Mohawk Council of Akwesasne Organization Chart
P-373	Akwesasne Legislative Enactment Regulation Flowchart
P-374	Training Curriculum for the Justices of the Akwesasne Mohawk Court
P-375	Akwesasne Community Justice Program Brochure
P-376	Akwesasne Justice Department Feb 8 2018 Fact Sheet update
P-377	Mohawk Council of Akwesasne, Akwesasne Justice Department, Administration of Justice (présentation powerpoint)
P-378	Joyce Tekahnawiiaks King « The Value of Water and the Meaning of Water Law for the Native Americans Known as the Haudenosaunee » in Cornell Journal of Law and Public Policy, volume 16, number 3, Summer 2007
P-379	Overview of Gladue Courts / Indigenous People's Courts in the Ontario Court of Justice (présentation powerpoint)
P-380	R v McGill
P-381	R v Francis-Simms
P-382	Evaluation of the Gladue Court, Old City Hall, Toronto, 2016

N°	Pièce
P-383	Evaluation of the Aboriginal Youth Court, Toronto, Rapport préparé pour Aboriginal Legal Services par Scott Clark, 2016
P-384	Yvon Dandurand et Annette Vogt, Documenting the Experience and the Successes of First Nations Courts in British Columbia, Rapport présenté au Bureau du Juge en Chef de la Cour provinciale de Colombie-Britannique et à la Legal Services Society de Colombie-Britannique, 25 juin 2017
P-385	Justice pénale et Autochtones (présentation powerpoint)
P-386	Mylène Jaccoud et Pascale Neuman, « La parentalité et la médiation familiale en contexte inuit au Nunavik », Rapport de recherche soumis au Ministère de la justice du Québec (27 mars 2015)
P-387	Mylène Jaccoud, « Projet de tribunal spécialisé au Nunavik », Document de réflexion soumis au Bureau aux Affaires Autochtones du Ministère de la Justice Québec (Mars 2013)
P-388	Mylène Jaccoud, « Reconstruire la régulation sociale en milieu inuit : Un nouveau champ d'action et de politiques publiques », Document de réflexion soumis au Groupe de travail sur la justice au Nunavik (Juillet 2010)
P-389	Marc Ouimet, Mylène Jaccoud et Mathieu Vanier, « Analyse descriptive et comparative des caractéristiques des personnes, des causes et des décisions prises par le tribunal itinérant au Nunavik entre 2002 et 2008 », Rapport soumis au Groupe de travail sur la Justice au Nunavik (mars 2010, seconde version)
P-390	Mylène Jaccoud, « Les services judiciaires permanents de Kuujuaq : Perspective des acteurs judiciaires », Rapport soumis au Groupe de travail sur la justice au Nunavik (Février 2010)
P-391	Mylène Jaccoud et Jenny Victoria Patino, « La place et la portée des services parajudiciaires autochtones du Québec selon les juges, les procureurs de la couronne et les avocats de la défense », Rapport soumis aux Ministère de la Justice du Canada et Ministère de la Justice Québec (Décembre 2008)
P-392	Mylène Jaccoud, « Rapport d'évaluation : Programme de justice réparatrice de Kahnawake » (Mars 2005)
P-393	Mylène Jaccoud, « Rapport d'évaluation : Comité de justice de Kuujuarapik » (Mars 2005)
P-394	Mylène Jaccoud, « Rapport d'évaluation : Comité de justice de Whapmagoostui » (Mars 2005)
P-395	Mylène Jaccoud et Lizzie Aloupa, « Plan de communication : Projet de reconstruction de la régulation sociale au Nunavik », Document de réflexion soumis au groupe de travail sur la justice au Nunavik (juillet 2001)

N°	Pièce
P-396	Mylène Jaccoud, « La portée réparatrice et réconciliatrice de la Commission de vérité et réconciliation du Canada » (2016) 46 : 2-3 Recherches amérindiennes au Québec 155
P-397	Mylène Jaccoud, « Peuples autochtones et pratiques d'accommodements en matière de justice pénale au Canada et au Québec » (2014) 1 : 36 Archives de politique criminelle 227
P-398	Laura Aubert et Mylène Jaccoud, « La Politique sur la Police des Premières Nations : une avancée en matière de gouvernance ? » (2012) 54 : 3 Canadian journal of criminology and criminal justice 265
P-399	Mylène Jaccoud, « Une pionnière des théories sur les prisons pour femmes : Entretien avec Marie-Andrée Bertrand » (2010) 43 : 2 Criminologie 31
P-400	Lyse Montminy et al, « Pour une meilleure compréhension des particularités de la violence familiale vécue par les femmes autochtones au Canada » (2010) 23 : 1 Nouvelles Pratiques Sociales 53
P-401	Laura Aubert et Mylène Jaccoud, « Genèse et développement des polices autochtones au Québec : sur la voie de l'autodétermination » (2009) 42 : 2 Criminologie 101
P-402	Patricia Bourque, Mylène Jaccoud et Ellen Gabriel, « Stratégies adoptées par les femmes autochtones dans un contexte de violence familiale au Québec » (2009) 42 : 2 Criminologie 173
P-403	Mylène Jaccoud, Renée Brassard « Savoirs criminologiques et autochtonie » (2008) 4 : 32 Déviance et Société 395
P-404	Mylène Jaccoud, « La justice pénale et les Autochtones : d'une justice imposée au transfert de pouvoirs » (2002) 17 : 2 Canadian Journal of Law and Society 107
P-405	René Brassard et Mylène Jaccoud, « L'enfermement des femmes autochtones : une reconstruction d'objet » (2002) 35 : 2 Criminologie 73
P-406	Mylène Jaccoud et Maritza Felices, « Ethnicization of the Police in Canada » (1999) 14 : 1 Canadian Journal of Law and Society 83
P-407	Mylène Jaccoud, « Les cercles de guérison et les cercles de sentence autochtones au Canada » (1999) 32 : 1 Criminologie 79
P-408	Mylène Jaccoud, « Le droit, l'exclusion et les Autochtones » (1996) 11 : 2 Canadian Journal of Law and Society 217
P-409	Mylène Jaccoud, « L'Histoire de l'imposition du processus pénal au Nunavik (Nouveau-Québec inuit) » (1995) 6 : 2 The journal of Human Justice 105
P-410	Mylène Jaccoud, « Processus pénal et identitaire : le cas des Inuit au Nouveau-Québec » (1992) 24 : 2 Sociologie et sociétés 25

N°	Pièce
P-411	Mylène Jaccoud, « Les femmes autochtones et la justice pénale » (1992) 25: 1 Criminologie 65
P-412	Mylène Jaccoud, Justice blanche au Nunavik, Éditions du Méridien, 1995
P-413	When Two Worlds Collide: Aboriginal Risk Management in Canadian Corrections
P-414	Justice et peuples autochtones au Québec: une autodétermination relative
P-415	Peuples autochtones et droit constitutionnel
P-416	Indigenous Peoples in the Context of Canada and Québec: Significance of UN Declaration and Other International Human Rights Law
P-417	Table of Authorities
P-418	Kenneth Deer Presentation
P-419	Procès-verbaux Michel Tooktoo
P-420	Point de rupture: La crise des suicides dans les communautés autochtones. Rapport du comité permanent des affaires autochtones et du Nord, juin 2017
P-421	Submission to the government of Canada. Police abuse of Indigenous women in Saskatchewan and failures to protect Indigenous women from violence. Human rights, June 2017
P-422	Mesure de la violence faite aux femmes: tendances statistiques. Document de 2013 de Statistiques Canada
P-423	Portrait des inégalités socioéconomiques touchant les Autochtones du Québec. Julia Posca, chercheure à l'IRIS, série Paul Bertrand, janvier 2018. (version française)
P-424	Présentation du Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal
P-426	First Peoples Justice Center of Montreal, Annual Report: April 1 2016 – March 31 2017
P-427	First Peoples Justice Center of Montreal, « Strategic Plan 2017 to 2021 »
P-428	Lyne St. Louis et Vivien Carli, « Justice committees in Nunavik: Promoting integration and restoring balance » (unpublished chapter in a forthcoming book)
P-429	Tonya Surman, « Constellation Collaboration: A model for multi-organizational partnership »
P-430	Boldness: the Winnipeg boldness project, « Strengthening a foundation for success and wellbeing: reflecting back in order to journey forward »

N°	Pièce
P-431	Barreau du Québec, "Mémoire: Entente de principe d'ordre général entre les Premières Nations de Mamuitun et de Mutashkuan et le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada"
P-432	Housing needs and preferences of Indigenous people using communities resources in Montreal (abridged version) Eric Latimer, Ph. D.
P-433	Incident Report for Outside Occurrences / Native Women's Shelter of Montreal
P-434	Cultural manual for foster and adoptive parents of Aboriginal children
P-435	Renforcer la gouvernance atikamekw (présentation powerpoint)
P-436	Renforcer la gouvernance atikamekw: vers un modèle atikamekw de prise en charge des conflits et problèmes liés à la violence conjugale et à la protection de la jeunesse
P-437	Renforcer la gouvernance atikamekw nehirowisiw: vers un modèle atikamekw de prise en charge des conflits et problèmes liés à la violence conjugale et à la protection de la jeunesse – Deuxième rapport portant sur les interactions entre les ordres juridiques
P-438	Le pluralisme juridique en contexte atikamekw nehirowisiw dans le secteur pénal et la protection de la jeunesse
P-439	La judiciarisation de la violence familiale: l'expérience des Atikamekw (<i>Engagement sous côte E-439 contracté le 22 février 2018</i>)
P-440	Saturviit - Regional Round Table on Justice - Priority Action Plan
P-441	Le système d'intervention d'autorité atikamekw (SIAA): ses origines, son implantation et son fonctionnement
P-442	Cadre de référence – stabilité des enfants
P-443	Système d'intervention d'autorité atikamekw dans les situations de jeunes délinquants
P-444	Règlement relatif au SIAA dans les situations d'enfants et de jeunes dont la sécurité ou le développement est ou peut être considéré comme compromis
P-445	Entente visant à établir un régime particulier de protection de la jeunesse pour les membres des communautés de Manawan et de Wemotaci (<i>Engagement sous côte E-445 contracté le 22 février 2018</i>)
P-446	Témoignage à la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics du Québec, par Médecins du Monde
P-447	Témoignages de Médecins du Monde
P-448	Médecins du Monde - Soigne aussi l'injustice: Rapport d'activités 2016-2017

N°	Pièce
P-449	Statistiques sur le portrait des personnes autochtones et inuit rencontrées depuis 2014 (<i>Engagement sous côte E-449 contracté le 23 février 2018</i>)
P-450	Enquête sur la situation de 102 enfants amérindiens de la région d'Abitibi-Témiscamingue, 15 décembre 1990
P-451	Rapport d'enquête sur les services de protection de la jeunesse en Abitibi-Témiscamingue, Octobre 2001
P-452	Rapport, conclusion d'enquête et recommandations, Janvier 2003 / Les services de protection offerts aux enfants algonquins dans les communautés du Lac Simon, de Pikogan et du Grand Lac-Victoria
P-453	Enquête portant sur les services de protection de la jeunesse dans la baie d'Ungava et la baie d'Hudson, Avril 2007
P-454	Rapport de suivi des recommandations de l'enquête portant sur les services de protection de la jeunesse dans la baie d'Ungava et la baie d'Hudson, Juin 2010
P-455	Enquête sur l'application de la Loi sur la protection de la jeunesse par le Centre de protection et de réadaptation de la Côte-Nord
P-456	Présentation de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, 12 mars 2018
P-457	Déclaration du conseil canadien des défenseurs des enfants et des jeunes concernant le bien-être des enfants autochtones, 31-01-2018
P-458	Commentaire de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse relatif au 6e examen du Canada dans le cadre du pacte international relatif aux droits civils et politiques, Mai 2015
P-459	Rapport spécial du Protecteur du citoyen / Les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik
P-460	Lettre sur le bilan aux ministères concernés (<i>Engagement sous côte E-460 contracté le 14 mars 2018</i>)
P-461	Power point / Trajectories of First Nations Youth subject to the Youth Protection Act
P-462	Volets 3 anglais
P-463	Résumé anglais et français en liasse
P-464	Mémos du document du témoignage de Moses Nutaraaluk du 15 mars 2018
P-465	Programme des facultés de médecine pour les Premières Nations et les Inuits au Québec (PFMPNIQ)
P-466	Les mini-écoles de la santé pour encourager la persévérance scolaire
P-467	Clip You-Tube Tous ensemble prendre soin de ce qui est semé

N°	Pièce
P-468	Réflexions sur le programme des facultés de médecine pour les Premières Nations et le Inuits du Québec
P-469	Race' matters : racialization and egalitarian discourses involving Aboriginal people in the Canadian health care context
P-470	The development of the First Nations, Inuit and Métis medical workforce
P-471	Improving aboriginal health
P-472	Présentation du Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal (CJPPM) (<i>Engagement sous côte E-425 contracté le 20 février 2018</i>)
P-473	The Embodiment of Inequity, Health Disparities in Aboriginal Canada
P-474	Notes personnelles de Lorraine Loranger
P-475	Mémoire du Conseil des Atikamekw de Manawan soumis à la CERP /Problématique concernant l'absence de services ambulanciers à Manawan dans un contexte de racisme systémique, 15 mars 2018
P-476	Bureau du coroner, Rapport d'investigation du coroner sur le décès de David Flamand
P-477	Bureau du coroner, Rapport d'investigation du coroner sur le décès de Jaylia Jacob
P-478	Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière, Plan de consolidation des services préhospitaliers d'urgence dans la région de Lanaudière, document de consultation, 19 avril 2000
P-479	Communiqué de presse, Déclaration : les maires de Saint-Zénon et de Saint-Michel-des-Saints appuient la communauté de Manawan pour l'obtention d'un service ambulancier, 9 juin 2017
P-480	Communiqué de presse, Rehaussement des services ambulanciers : le gouvernement oublie encore les besoins dans Lanaudière, 1er décembre 2017
P-481	Fiche technique 2e ambulance à Saint-Michel-des-Saints, intitulée « Zone 640 : Point de service de Saint-Michel-des-Saints »
P-482	Pétition pour l'ajout de ressources ambulancière; Assemblée Nationale
P-483	Processus d'intervention
P-484	Rapport du comité ayant procédé aux audiences concernant la consultation sur le plan de consolidation des services pré-hospitaliers d'urgence dans la région de Lanaudière, adopté par le conseil d'administration de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière le 20 juin 2000

N°	Pièce
P-485	Contrat de service déterminé par le ministre de la Santé et des Services sociaux en vertu de la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence / À conclure entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et le CISSS-CIUSSS et les titulaires de permis d'exploitation de services ambulanciers
P-486	Rapport du coroner
P-487	Document référentiel des infirmières de Manawan (<i>Engagement sous côte E-487 contracté le 19 mars 2018</i>)
P-488	Lettre adressée au chef Richard Shecapio datée du 29 juin 2016
P-489	Kahnawake Shakotia'takenhas Community Services
P-490	Lettre de Carol-Ann Poirier, datée du 1er août 2017
P-491	Les services policiers autochtones
P-492	First nation policing policy
P-493	Pouvoir de révision dans le cas d'un directeur de poste de police (<i>Engagement sous côte E-493 contracté le 21 mars 2018</i>)
P-494	Coût moyen d'un policier au Québec comparativement à un policier autochtone en 2017 (<i>Engagement sous côte E-494 contracté le 21 mars 2018</i>)
P-495	Entente bilatérale des 5 dernières années (<i>Engagement sous côte E-495 contracté le 21 mars 2018</i>)
P-496	Engagement sur le financement de la fermeture de sept postes de police (<i>Engagement sous côte E-496 contracté le 21 mars 2018</i>)
P-497	#TiensMaMain Une campagne en soutien aux enfants et familles autochtones durant les évacuations aéromédicales au Québec
P-498	Lettre du 7 juillet 2005 adressée au Ministre de la Santé, Philippe Couillard
P-499	Réponse de Philippe Couillard à Marc-André Dowd datée du 28 septembre 2005
P-499-1	Rapport du Comité sur la révision de la politique de non-accompagnement à bord de l'avion-hôpital
P-500	Lettre du 9 mars 2018 d'Antoine Groulx, sous-ministre adjoint du Ministère de la Santé et des Services sociaux
P-501	Lettre du 24 janvier 2018 de Pierre-Patrick Dupont, directeur de la Direction clientèle – Urgences, EVAQ au CHU de Québec – Université Laval
P-502	Lettre du 19 décembre 2017 des Dr Samir Shaheen-Hussain, Dr Harley Eisman et Dr Saleem Razack de l'Hôpital de Montréal pour enfants
P-503	Présentation Services de thérapie et de guérison pour les Inuits de Montréal en situation de dépendance: une analyse des besoins

N°	Pièce
P-504	The Qanuikkat Siqinirmiut Project A partnership with the Inuit Siqinirmiut Quebec Illaujuit
P-505	Présentation des résultats et des recommandations préliminaires / Services de thérapie et de guérison pour les Inuits de Montréal en situation de dépendance : une analyse des besoins
P-506	Droit fondamental à la sécurité – Autochtones et allochtones : deux poids deux mesures?
P-507	Lettre de Long Point First Nation du 1er mars 2006
P-508	Lettre du 20 mars 2018 au Conseil de la Première Nation Abitibiwinini de Pikogan
P-509	Rapport ministériel sur le rendement 2012-2013
P-510	Lettre anglaise et française adressée aux ministres Goodale et Coiteux datée du 9 mars 2018
P-511	Plan de présentation
P-512	Profil correctionnel des Autochtones confiés aux services correctionnels 2007-2008
P-513	Profil correctionnel des Autochtones confiés aux services correctionnels 2015-2016
P-514	Présentation « Portrait of the Situation for English-speaking First Nations: Accessing Health and Social Services in English in the Province of Quebec »
P-515	Présentation « Barriers to Access to Health and Social Services for English-speaking First Nations Communities in Quebec »
P-516	Written Submission of the Coalition of English Speaking First Nations Communities in Quebec
P-517	Lettre de M ^e Jean-Nicolas Loïselle datée du 21 mars 2018 adressée à M ^e Paul Crépeau
P-518	Ma Famille, Ma Communauté. Présentation à la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : Écoute, Réconciliation et Progrès
P-519	Capsule vidéo La trousse pédagogique Gabriel-Commanda
P-520	Trousse pédagogique Gabriel-Commanda
P-521	(en liasse) Politique de la réussite éducative / Tableau : politique de la réussite éducative
P-522	Projet de loi no. 56, Loi visant à prévenir et à combattre l'intimidation et la violence à l'école
P-523	Soutenir la persévérance scolaire et la réussite éducative des élèves autochtones
P-524	Requête DG-0074-DE

N°	Pièce
P-525	Réponse du MSSS à DG-0074-DE
P-526	Directive punaise de lit: mesures de prévention et de protection conseillées aux intervenants lors d'une consultation ponctuelle d'un usager au CISSS ou au CIUSSS, en ambulatoire.
P-528	Présentation Powerpoint: There is No Reconciliation without Justice
P-529	Notes personnelles de Vicky Chartrand
P-530	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-531	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-532	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-533	Extraits de rapports en liasse
P-534	Power Point intitulé: Justice d'avant et d'aujourd'hui chez les Anicinibek
P-535	Les miss et les reines de carnaval autochtones au Québec, défier les modèles et les normes
P-536	Les Anicinabek, du bois à l'asphalte
P-537	Régler ses conflits dans un cadre spirituel: pouvoir, réparation et systèmes religieux chez les Anicinabek du Québec
P-538	Suggestions de lecture
P-539	Raisons du congédiement de M. Juanasi Angiyou, buanderie de l'établissement de détention de Saint -Jérôme
P-540	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-541	Bulletin de perspectives autochtones, en liasse version française et anglaise
P-542	Les Premières Nations, les Métis et les Inuits au Canada, en liasse version française et anglaise
P-543	La violence familiale au Canada, en liasse version française et anglaise
P-544	Ressources policières au Canada, en liasse version française et anglaise
P-545	Article de journal: Influenza, overcrowding blamed for killing an infant, sending 14 relatives to hospital
P-546	Déclaration de Hellen Michel et complément d'enquête
P-547	Dossier medical
P-548	Power point Kwe!
P-549	Dossier DG-0062-F réponses aux documents en liasse
P-550	Dossier DG-066-F et DGP réponses aux documents en liasse
P-551	Programme Wigobisan Lac Simon
P-552	Power point

N°	Pièce
P-553	Intervention en milieu autochtone : comprendre le passé pour mieux agir aujourd'hui, par Dre Judith Morency et Richard Kistabish
P-554	L'agression sexuelle en milieu autochtone, par Dre Judith Morency
P-555	Psychothérapie et Premières Nations : contribution du psychologue à la guérison et à la réconciliation, par Dre Judith Morency
P-556	Mémoire du barreau du Québec
P-557	Rapport d'enquête du coroner
P-558	Enquête publique du coroner à Sept-Îles
P-559	Statistiques sur les décès par suicide depuis 1994
P-560	Uitetau – Collectif de prise de parole par les anciens élèves du pensionnat Notre-Dame de Sept-Îles [Mani-Utenam], mars 2010
P-561	Psychologie Québec, vol.35, no.1
P-563	Nom du chef de la police
P-564	Vidéo prise avec un téléphone cellulaire
P-565	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-566	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-567	Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones à Sept-Îles et autres initiatives
P-568	Guide de départ à la vie urbaine de Sept-Îles, Mémoire déposé par Danielle Descent, psychologue, 9 juin 2016
P-569	Recommandations formulées par Pierre Rousseau suite à son passage à la CERP
P-570	« Le système de justice criminelle au Groenland », article publié en 1996 suite à une Conférence à Kahnawake dont le thème était « Les modèles contemporains de justice autochtone : boucler la boucle »
P-571	Recension du livre « Crime, Law and Justice in Groenland » publié dans Étude Inuit, 1998, vol. 22(1)
P-572	Autonomie gouvernementale et justice pénale innue
P-573	Réponse à la DSP-0158-C des services de l'IVAC
P-574	Réponse à la DS-0158-C, Lettre du CAVAC
P-575	Réponse à la demande DG-0123-C, Langues de services du CAVAC
P-576	Sensibilisation sur les communautés autochtones du territoire de la Côte-Nord (<i>Engagement sous côte E-576 contracté le 15 mai 2018</i>)
P-577	Service d'accompagnement pour les personnes autochtones incarcérées et planification dans quel centre de détention (<i>Engagement sous côte E-577 contracté le 15 mai 2018</i>)
P-578	Présentation des services correctionnels

N°	Pièce
P-579	Ordonnance de probation et notes sténographiques en liasse – Dossier 650-01-021318-142
P-580	Présentation Commission Viens
P-581	Album photo pour la Commission Viens
P-582	Portage vers la liberté (dépliant du centre résidentiel communautaire Kapatakan Gilles-Jourdain)
P-583	Rapport d'investigation du coroner caviardé – Paul-Joseph Pinette
P-584	Extraits d'une réponse du Ministère de la sécurité publique datée du 27 mars 2018 à une demande faite par la CERP le 19 mars 2018
P-585	Lettre du 13 mai 2008 de Paul Girard, réponses aux recommandations du coroner
P-586	Lettre du 11 mai de Katia Petit adressée à M ^e Marie-Josée Barry-Gosselin
P-587	Demande DS-0165-B Instruction provinciale 43D «Soins de santé»
P-588	Pièce P7 Aide-Mémoire non-exhaustif «document de triage» du CISSS Côte-Nord
P-589	Health in Prison. A WHO Guide to the Essentials in Prison Health
P-590	Prisons and Health
P-591	Revue: Collaborer pour mieux servir, Article: Une simple présence est tout ce qu'il y a de plus important
P-592	Creating an Infrastructure of Good Practice in Child Welfare in the Community of Kawawachikamach
P-594	Politique informelle sur la prise de rendez-vous au CISSS de la Côte-Nord
P-595	Mémoire d'Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam (M-009)
P-596	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-597	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-598	PowerPoint: Chronologie et contexte de la création de la Commission
P-599	6 lettres en liasse
P-600	Émission «Enquête» du 22 octobre 2015
P-601	Émission «Enquête» du 30 mars 2016
P-602	Lettre du 1 ^{er} juin de Katia Petit
P-603	PowerPoint: Relations et services: Système de justice et autochtones
P-604	PowerPoint: Relations et services: Services correctionnels et autochtones
P-605	Rapport du groupe de travail sur la justice au Nunavik pour l'exercice 2008-2009 (en liasse version française et anglaise)

N°	Pièce
P-606	Rapport du groupe de travail sur la justice au Nunavik pour l'exercice d'avril 2009 à septembre 2010 (en liasse version française et anglaise)
P-607	Rapport du groupe de travail sur la justice au Nunavik pour les travaux d'octobre 2010 à octobre 2011 (en liasse version française et anglaise)
P-608	Article du quotidien Le Nouvelliste, datée du 1er février 2006, titré « Le juge Jacques Trudel a rendu un jugement unique dans les annales judiciaires québécoises et même canadiennes. »
P-609	Lettre datée du 31 octobre 2005 signée par Lyne St-Louis à l'intention du Juge Trudel, de M ^e Catherine Vincent, de M ^e Hugo Breton et de Mme Nancy Bourassa
P-610	Lettre datée du 30 juin 2005 signée par Lyne St-Louis à l'intention du Juge Trudel
P-611	Requête aux fins de constituer un cercle de sentence dans le cas R c Petiquay
P-612	Jugement R c Petiquay, 2006 QCCQ 506
P-613	Démarches entreprises avec le Conseil de Sages de Wemotaci concernant la tenue possible d'un cercle menant à une recommandation sur la sentence pour un événement impliquant Ken Jacques Petiquay: rapport rédigé par Lyne St-Louis
P-614	Cercle de sentence: document rédigé par Lyne St-Louis
P-615	Rapport du Cercle de mieux-être de Wemotaci; visant la recommandation sur la sentence de Ken Jacques Petiquay et le mieux-être des parties impliquées: rapport rédigé par Lyne St-Louis
P-616	Rapport de l'observation civile indépendante, Phase 1; le 15 novembre 2016
P-617	Indigenous Peoples and the Right to Equitable Public Services: Remediating Systemic Discrimination
P-618	Les Autochtones dans l'espace médiatique québécois
P-619	Lettre du Conseil des Atikamekw de Manawan, datée du 21 septembre 2015 au MSP re: propos de Richard Coleman
P-620	3 Communiqués de presse – Listuguj -19 et 21 mars et 3 avril 2018
P-621	Article du 18 août 2017 "Set up to fail? An analysis of self-administered indigenous Police services in Canada", par John Kiedrowski, Nicholas A. Jones & Rick Ruddell
P-622	Rapport final - Sécurité publique Canada - Évaluation du Programme des services de police des Premières nations 2014-2015 - 17 mars 2016

N°	Pièce
P-623	Réaction de l'Association des chefs de police des Premières nations (ACPPN) au Rapport du vérificateur général du Canada du printemps 2014, chapitre 5, Programme des services de police des Premières nations - Sécurité publique Canada
P-624	Modèles du Programme des services de police des Premières nations Études de cas représentatives par John Kiedrowski, Michael Petrunik et Rick Ruddell – RAPPORT DE RECHERCHE: 2016-R014, DIVISION DE LA RECHERCHE, www.securitepublique.gc.ca
P-625	Demande d'accès à l'information (11 juillet 2017) - Coût annuel de la couverture par la Sûreté du Québec des territoires des communautés autochtones de 2004 à 2014
P-626	Demande d'accès à l'information (8 mai 2017) - Coût annuel de la couverture par la Sûreté du Québec des territoires des communautés autochtones (année 2013-2014): La Romaine; Natashquan; Mingan; Lac-John (Matimekoshe); Kahnésatake; Winneway; Barrier Lake (Rapid Lake); Opitciwan
P-627	Rapport du vérificateur général du Canada (printemps 2014), Ch. 5 Le Programme des services de police des Premières nations Sécurité publique Canada
P-628	Échange de courriels entre Sécurité publique (QC et CAN) et Kebaowek re entente tripartite de police – 22 mars 2018
P-629	Article du 9 mars 2018: « Ontario takes big step towards First Nations policing with historic bill » http://aptnnews.ca/2018/03/09/ontario-takes-big-step-towards-first-nations-policing-historic-bill
P-630	Lettre (EN et FR) du 2018-03-09 de l'APNQL aux ministres Goodale et Coiteux re: ententes de police
P-631	Entente de police tripartite – Listuguj – 1er avril 2014 au 31 mars 2018
P-632	URL de la vidéo présentée lors de l'audience
P-633	Eeyou Eenu Police Force director David Bergeron presentation to the Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Québec: listening, reconciliation and progress
P-634	Présentation de Martin Papillon: La Convention de la Baie James et du Nord québécois: quel tableau?
P-635	The baby's first home is the mother's womb
P-636	Presentation of the Department of Justice and Correctional Services of the Cree Nation Government on the Cree Centres d'aide aux victimes criminelles (CAVAC) and the Community Justice
P-637	P-637: Working together for equity, justice and stronger communities
P-637(2)	Cree narratives, Richard J. Preston

N°	Pièce
P-638	Article du journal du Barreau « Écoles d'été en milieu cri et innu: à la découverte de l'ordre juridique autochtones », Février 2006
P-639	Présentation PowerPoint
P-640	Cree Hunting Law (<i>Engagement sous côte E-640 contracté le 18 juin 2018</i>)
P-641	Article de Mylène Jacoud, Marie-Ève Sylvestre, Anne Fournier, Christian Cocoo et autres « le pluralisme juridique en contexte Atikamekw Nehirowsiwok dans le secteur pénal et la protection de la jeunesse »
P-642	Mémoire de maîtrise d'Isabelle Picard, «Waskapiwin Nahitatowin ou comment résoudre les conflits internes d'une manière légitime dans la communauté des Atikamekw Nehirowisiwok d'Opitciwan »
P-643	« La justice communautaire comme projet d'autodétermination chez les Atikamekw Nehirowisiw d'Opitciwan » article publié dans les cahiers du CIÉRA 2017
P-644	Présentation PowerPoint
P-645	Agreement concerning the modalities relating to the provision of police services in the community of Kahnawàke
P-646	Calepins de notes en liasse
P-647	Présentation: Background and Perspectives on An Act to amend the Civil Code and other legislative provisions as regards adoption and the disclosure of information
P-648	Résolution de l'Assemblée Nationale, 1985 en liasse
P-649	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-650	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-651	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-652	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-653	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-654	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-655	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-656	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-657	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-657-1	Notes sténographiques Marcel Boivin
P-658	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-659	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-660	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-661	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-662	Dépôt de déclaration de témoin citoyen

N°	Pièce
P-663	Présentation
P-664	Statement by Grand Chief Dr. Abel Bosum of the Grand Council of The Crees (Eeyou Istchee)
P-665	Remarks of Grand Chief Dr. Abel Bosum
P-666	Ontario Human Rights Commission Presentation to the Quebec Inquiry on Relations between Indigenous Peoples and Certain Public Services
P-667	Enfances interrompues. Surreprésentation des enfants autochtones et noirs au sein du système de bien-être de l'enfance de l'Ontario, février 2018
P-668	Interrupted childhoods. Over-representation of Indigenous and Black children in Ontario child welfare, février 2018
P-669	Pris à partie. Rapport de recherche et de consultation sur le profilage racial en Ontario, avril 2017
P-670	Under Suspicion. Research and consultation report on racial profiling in Ontario, avril 2017
P-671	Politique sur la prévention de la discrimination fondée sur la croyance, 17 septembre 2015
P-672	Policy on preventing discrimination based on Creed, 17 septembre 2015
P-673	Droits de la personne et services policiers : créer un changement organisationnel, 2011
P-674	Human rights and policing : Creating and sustaining organizational change, 2011
P-675	Comptez-moi! Collecte de données relatives aux droits de la personne, 2010
P-676	Count Me in! Collecting Human Rights-Based Data, 2010.
P-677	Politique et directives sur le racisme et la discrimination raciale, juin 2005
P-678	Policy and guidelines on Racism and Racial Discrimination, juin 2005
P-679	Un prix trop élevé : les coûts humains du profilage racial, octobre 2003 (réimprimé en 2013)
P-680	Paying the Price: the Human Cost of Racial Profiling, octobre 2003 (réimprimé en 2013)
P-681	Résolution n° 1183430002
P-682	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-683	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-684	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-685	Dépôt de déclaration de témoin citoyen

N°	Pièce
P-686	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-687	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-688	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-689	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-690	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-691	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-692	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-693	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-694	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-695	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-696	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-697	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-698	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-699	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-700	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-701	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-702	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-703	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-704	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-705	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-706	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-707	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-708	« Enquête sociale à Val-d'Or et ses environs » Rapport de recherche février 2016 (SPVM) rattaché au témoignage de Yannick Parent-Samuel du 4 juin
P-710	PowerPoint «Le Coroner au Québec»
P-711	CERP: Témoignage du bureau du Coroner
P-712	Cartables, table des matières et 32 onglets en liasse
P-713	12 rapports du coroner caviardé en liasse
P-714	Déclaration Markusie Papigatuk et M ^e Arteau et demande de la CERP et réponse du coroner en liasse
P-715	Déclaration RRSSSN
P-716	Rapports traduits en langues autochtones (<i>Engagement sous côte E-716 contracté le 17 août 2018</i>)
P-717	Lettre type/lettre de condoléances, anglais français (<i>Engagement sous côte E-717 contracté le 17 août 2018</i>)

N°	Pièce
P-718	Naakitiwaayititaaup Pimaatisiun
P-719	Suicide in Eeyou Istchee, An overview of the deaths and hospitalization statistics, 1985-2007 August 2010
P-720	Report on Eutinahk awen upimaatisiwin ("Someone who takes his own life") July 26, 2005
P-721	Cree Mental Health Program Suicide Prevention Community Survey August 2007
P-722	Présentation de l'association québécoise de prévention du suicide devant la Commission Viens
P-723	Alcohol, Drugs and Inhalants: Portrait of Users and Consumption Patterns among First Nations in the Quebec Region, 2008
P-724	État de situation sommaire sur le suicide – Communautés des Premières Nations au Québec. Dans le cadre de l'enquête publique sur les causes probables et les circonstances de cinq suicides survenus en 2015 sur le territoire innu de Uashat mak Mani-Utenam, 2016
P-725	Bien-être individuel, santé mentale et maltraitance des aînés, en liasse français et anglais.
P-726	Implementing good practice in suicide prevention in Nunavik: Recommendations based on analysis of information from coroners' report from 2000 to 2013, 2016
P-727	Implementing good practice in suicide prevention in Nunavik - Assessment of the situation: perspective of people in the field, 2016
P-728	Mino Pimatisi8in
P-729	Mino Pimatisi8in – Mieux-être, Santé autochtone: Une réponse novatrice pour renouveler l'offre de soins, services de santé et services sociaux, accroître l'accessibilité à ces services, bâtir le mieux-être et améliorer l'état de santé et les conditions de vie des Autochtones en milieu urbain, juillet 2018
P-730	Fiches résumés: sommaire exécutif, services offerts, état de santé et conditions de vie des autochtones en milieu urbain
P-731	FASD Initiative
P-732	Resolution 2012-10 of the Grand Council of the Cree / Cree Regional Authority
P-733	Cree Neurodevelopmental Diagnostic Clinic
P-734	Article "Fetal alcohol spectrum disorder: a guideline for diagnosis across the life span" + Appendix 1, en liasse
P-735	Définition de l'itinérance chez les Autochtones au Canada, automne 2017, Observatoire canadien sur l'itinérance (française, anglaise en liasse)

N°	Pièce
P-737	Présentation de la preuve documentaire de la Commission d'enquête entre les Autochtones et certains services publics (CERP) relative à la judiciarisation de ces individus ainsi qu'à la notion d'emprisonnement pour non-paiement d'amende
P-738	Présentation de l'EMRII
P-739	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-740	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-741	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-742	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-743	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-745	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-746	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-747	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-748	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-749	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-750	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-751	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-752	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-753	Document nommé «DG-0211-A – Suicide en cellule à Lac Simon»
P-754	Curriculum vitae – Jean Vicaire
P-755	Rapport du coroner A-306576 - caviardé
P-756	Statistiques criminelles 2018 – Lac Simon
P-757	Plan quinquennal 2018-2023 Lac Simon
P-758	Évaluation nouveau poste de police
P-759	Entente de service SP Lac Simon
P-760	Entente bilatérale Québec – Lac Simon 2016-2018
P-761	Entente bilatérale Canada – Lac Simon 2016-2018
P-762	Entente tripartite entre Lac Simon, le Québec et le Canada 2014-2018
P-763	Budget 2018-2023 Sécurité publique Lac Simon
P-764	Tableau informatif sur les centres de thérapie pour traitement de dépendances pour personnes autochtones
P-765	MTESS, Directive 05.01.03.50 PS – Frais de séjour
P-766	DPCP, Directive TOX-1, Ressources en dépendances – Certification des organismes privés ou communautaires intervenant en toxicomanie et offrant de l'hébergement
P-767	Demande de renseignement de la CERP du 5 juillet 2018
P-768	Réponse du MSSS du 20 juillet 2018 à la demande de la CERP

N°	Pièce
P-769	Réponse du MTESS du 22 août 2018 à la demande de la CERP
P-770	Wanaki Center. A peaceful of place of healing. A place to connect to self. A place to be understood
P-771	Lettre de Nicolas Bédard du 19 septembre 2016
P-772	Bibliothèque de dépôt documentaire sur le Principe de Jordan
P-773	PowerPoint Do better for First Nations children because we know better
P-774	PowerPoint Jordan's Principle Implementation: Observations from Outside Quebec
P-775	Directive ministérielle ou communiqué de la DAA au RSSS concernant la Centralisation des informations des affaires autochtones au MSSS (<i>Engagement sous côte E-775 contracté le 4 septembre 2018</i>)
P-776	Document de réflexion, la santé publique sur les Premières Nations au Québec, une responsabilité partagée pour une action concertée
P-777	La liste des obstacles depuis 2012 aux démarches de la CSSS PNQL afin d'obtenir des données sur la santé publique sur les Premières Nations (<i>Engagement sous côte E-777 contracté le 4 septembre 2018</i>)
P-778	Présentation PowerPoint sur le programme Miroskamin Wemotaci
P-779	Dépliants du programme Miroskamin en liasse
P-780	Extrait d'un rapport policier
P-781	Directives INF-2 du DPCP
P-782	Correspondances diverses
P-783	Ordonnance de probation (caviardée)
P-784	Décision Suzie Jonas c. la Reine
P-785	Lettre de Millie Demitro du 23 juin 2015
P-786	PowerPoint Les tribunaux alternatifs, le cas du programme IMPAC
P-787	M-012: Les tribunaux alternatifs: Le cas du programme IMPAC, Observations et pistes de solutions
P-788	Pour une justice adaptée aux besoins spécifiques des personnes: Évaluation d'implantation du projet IMPAC à la Cour Municipale de la Ville de Québec
P-789	Lettre de plainte, Francine Moar et Louise Moar
P-790	Compassion en action
P-791	Table des matières de la bibliothèque de dépôt documentaire - Services de santé et de services sociaux, Services de protection de la jeunesse
P-792	Presentation to CERP (Boscoville)
P-793	Rapport annuel 2017-2018 Boscoville

N°	Pièce
P-794	PowerPoint, Regroupement Mamit Innuat, Un regroupement d'avenir
P-795	La nomenclature de la clé USB (Bus universel en série) de Nadine Vollant, témoin à la CERP le 20 octobre 2017
P-796	Documents sur les trajectoires de crise et cadre de référence
P-797	Commission québécoise des libérations conditionnelles - Présentation à la CERP
P-798	Table des matières de la bibliothèque Correctionnel
P-799	Profil de Compétences de la Commission québécoise des libérations conditionnelles
P-800	Exemple d'un dossier de formation CQLC
P-801	Présentation de Horacio Arruda – Ministère de la Santé et des Services sociaux
P-802	Le programme national de santé publique 2015-2025
P-803	Jugement de la Cour du Québec en 2014
P-804	Correspondance entre la DPJ d'Ungava et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
P-805	Table des matières de la bibliothèque de dépôt documentaire - SAA
P-806	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-807	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-808	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-809	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-810	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-811	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-812	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-813	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-814	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-815	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-816	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-817	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-818	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-819	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-820	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-822	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-823	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-825	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-827	Présentation du témoignage de Viviane Michel à la CERP

N°	Pièce
P-828	FAQ, L'approche» autochtone en violence familiale, utilisée par le Réseau des maisons d'hébergement autochtone, Livret d'information, 2011
P-829	FAQ, Projet Ussi-Iniun. Étude sur l'abus sexuel chez les Premières Nations du Québec. Rapport final. Préparé par Groupe de recherche et d'interventions psychosociales en milieu autochtone (GRIPMA), 2005
P-830	FAQ, Les femmes autochtones et l'exploitation sexuelle, dans le cadre de la consultation du comité interministériel du gouvernement du Québec sur l'exploitation sexuelle, Kahnawake, 3 avril 2014
P-831	FAQ et CSSPNQL, Plan d'action des Premières Nations contre les agressions sexuelles, Créé au Forum des Premières Nations sur les agressions sexuelles du 27-29 mars 2018
P-832	FAQ, Nānīawig Māmawe Nīnawind. Debout et solidaires. Femmes autochtones disparues ou assassinées au Québec, 2015
P-833	Statistiques Canada, La victimisation chez les autochtones au Canada, 2014, date de diffusion le 28 juin 2018
P-834	Gouvernement de l'Ontario, Ce n'est jamais acceptable, Plan d'action pour mettre fin à la violence et au harcèlement sexuels, rapport d'étape 2016-2017
P-835	Gouvernement de l'Ontario, Marcher ensemble, Stratégie à long terme de l'Ontario contre la violence envers les femmes autochtones 2018
P-836	Gouvernement de l'Ontario, Pas à pas ensemble, Stratégie à long terme de l'Ontario contre la violence envers les femmes autochtones 2017
P-837	APPQ, communiqué de Presse, 18 novembre 2016, «L'Association des policières et policiers provinciaux du Québec réagit aux décisions du DPCP sur 37 dossiers qui étaient sous enquête»
P-838	Présentation à la Commission Viens - Première Nation Malécites de Viger
P-839	Table des matières bibliothèques des pièces déposées - Services de Justice
P-840	Le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC) et l'aide aux personnes victimes autochtones
P-841	Présentation de Réseau des CAVAC sur les services offerts aux autochtones
P-842	Témoignages devant la CERP – IVAC
P-843	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-844	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-845	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-846	Dépôt de déclaration de témoin citoyen

N°	Pièce
P-847	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-848	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-849	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-850	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-851	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-852	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-853	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-854	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-855	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-856	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-857	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-858	Présentation PowerPoint de M ^e Hélène Sioui Trudel sur la pédiatrie sociale en communauté
P-859	Présentation PowerPoint de M. Deslauriers St-Jean sur le Centre de pédiatrie sociale de Manawan, Centre Mihawoso
P-860	Lettre d'appui, document du Dr. Julien, etc. en liasse
P-861	PowerPoint – La contribution d'un ex-commissaire aux plaintes et à la qualité des services à l'amélioration des services de santé et sociaux aux Premières Nations
P-862	Lettre du 10 octobre 2017 de M. Mayrand à la Présidente du Comité de vigilance
P-863	Suivi des recommandations de M. Mayrand (documents en liasse)
P-864	Politique sur l'accès aux renseignements personnels des usagers et leur protection et Politique des plans de services individualisés et des plans d'intervention en liasse
P-865	Demande de M ^e Joncas dans le dossier #51
P-866	Réponse de la SQ dans le dossier #51
P-867	Réponse du SPVM dans le dossier #51
P-868	Plainte SQ biffée du 17 février 2017 dans le dossier #64
P-869	Demande DS-0255-A et réponse caviardée
P-870	Provenance des signalements traités, année financière 2017-2018 en liasse
P-871	Table des matières Bibliothèque de dépôt documentaire - Service de police
P-872	Demande DS-0251-A
P-873	Réponse - Copie des extraits de la journalisation
P-874	Journalisation de la GRC - CIPC

N°	Pièce
P-875	Journal des transactions de Jean-Raphaël Drolet
P-876	Résumé des journaux de transactions
P-877	PowerPoint Escouade Centre-Ville, Présentation de la Sûreté du Québec
P-878	PowerPoint ÉMIPIC et PPCMA
P-879	Vidéo Redéfinir l'approche communautaire dans les interventions policières
P-880	Vidéo Travailler tous ensemble
P-881	Vidéo Poste de police communautaire mixte autochtone: Mamowi
P-882	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-883	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-884	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-885	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-886	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-887	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-888	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-889	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-890	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-892	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-893	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-894	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-895	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-896	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-897	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-898	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-899	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-900	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-901	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-902	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-903	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-904	PowerPoint Projet de justice communautaire atikamekw
P-905	Statistique sur les services correctionnels pour les jeunes au Canada – Statistique Canada 2016-2017
P-906	Rapport de Pro Bono Québec: Genèse et analyse du projet pilote de clinique juridique bénévole

N°	Pièce
P-907	Division de la recherche et de la statistique, Ministère de la Justice du Canada, « La lumière sur l'arrêt Gladue : défis, expériences et possibilités dans le système de justice pénale canadien », septembre 2017
P-908	Rapport du Jeune Barreau de Montréal sur le système d'aide juridique québécois, 16 juin 2016
P-909	Aboriginal Justice Strategy: Legal Aid Ontario
P-910	Plan d'action 2018-2020 du MJQ pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires
P-911	Rapport du groupe de travail sur l'adoption coutumière en milieu autochtone, 16 avril 2012
P-912	Mémoire du conseil de la Nation Atikamekw sur le projet de loi 113, 22 novembre 2016
P-913	Mémoire de FAQ sur le projet de loi 113, 24 novembre 2016
P-914	Mémoire de Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam sur le projet de loi 113, novembre 2016
P-915	Mémoire de FAQ sur l'adoption traditionnelle et/ou coutumière chez les autochtones, Février 2007
P-916	La justice en milieu autochtone : vers une plus grande synergie, Rapport du groupe de travail composé de représentants de la Cour du Québec, du Ministère de la justice, du DPCP et du SAA, Présenté au juge en chef de la Cour du Québec, l'honorable Guy Gagnon, Janvier 2008
P-917	Mesure de rechange au Canada 1998 – Statistique Canada
P-918	Programme de rechange Anne Fournier 2016
P-919	Historique des travaux du PJCA
P-920	Cadre de référence pour le déploiement des services de sage-femme au Québec, MSSS
P-921	Lettre du MSP en lien avec la 3e appel à l'action
P-922	Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2012-2017
P-923	Bilan du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2012-2017
P-924	Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023
P-925	Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle
P-926	Rapport sur la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle

N°	Pièce
P-927	Commission des relations avec les citoyens de l'Assemblée nationale, Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale (2018)
P-928	Note de Mme Marie-José Thomas, secrétaire générale associée du Secrétariat aux affaires autochtones du 10 octobre 2018
P-929	10 lettres pour confirmer la volonté du gouvernement du Québec de débiter des démarches de consultations collaboratives en matière de violence conjugale et familiale pour les PN et Inuit en liasse
P-930	PowerPoint SQ, Services des enquêtes internes et du processus disciplinaire dans le cadre de la CERP
P-931	Plaintes formulées entre 2001 et 2017, par une catégorie de plaignant interne ou inconnue, à l'égard des policiers de la SQ, sans égard à leur unité d'affectation, dans des dossiers d'enquête criminelle (<i>Engagement sous côte E-931 contracté le 16 novembre 2018</i>)
P-932	Plaintes formulées, entre 2001 et 2017, par toute catégorie de plaignant à l'égard de policiers de la SQ alors qu'ils étaient affectés aux numéros 6854, 6855, 7434 ou 7435 (<i>Engagement sous côte E-932 contracté le 16 novembre 2018</i>)
P-933	PowerPoint La campagne #Tienmamain, Garder les familles ensemble lors des évacuations aéromédicales au Québec en luttant contre le colonialisme médical et le racisme systémique
P-934	PowerPoint Bureau des enquêtes indépendantes
P-935	L'information sur la santé des Premières Nations, Document d'information complémentaire du CSSSPNQL
P-936	Power point de présentation de la Commission des services juridiques
P-937	ARAJ, Réponse de l'association des régimes d'aide juridique du Canada au rapport et aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada
P-938	Legal Aid Ontario, Aboriginal Justice Strategy
P-939	Legal Aid Ontario, The Development of Legal Aid Ontario's Aboriginal Strategy
P-940	Legal Aid Ontario, Aboriginal self-identification question
P-941	Legal Aid Ontario, Dépliant pourquoi est-il important d'annoncer à votre avocat que vous êtes autochtones?
P-942	Plan d'action de développement durable (PADD)
P-943	Planification stratégique 2017-2021
P-944	Rapport sur le cout de la vie au Nunavik
P-945	PowerPoint Information transmise aux personnes autochtones victimes d'actes criminels ayant dénoncé les gestes à un service de police

N°	Pièce
P-946	Politiques de gestions concernant les crimes à caractère sexuel, la violence familiale et les fugues, disparitions et enlèvements
P-947	Trois documents sur les mesures mises en place par la SQ pour répondre à certains problèmes de dossiers non résolus, d'assistance aux victimes, de comité de vérification et d'observation en matière sexuelle
P-949	Lettre de Jessica Paradis du 4 octobre 2018
P-950	Courriel de Sylvie Simoneau concernant une plainte de la SQ
P-951	Rédaction de 5 pages caviardées du dossier de Juliette-Lesbeth Jérôme
P-953	PowerPoint Minnie's Hope Social Pediatric Centre in Kuujjuaraapik - Whapmagoostui
P-954	Report to the Commission d'enquête par Martin Scott
P-955	Additional comments for the report of Martin Scott
P-956	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-957	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-958	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-959	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-961	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-962	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-963	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-964	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-965	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-966	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-967	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-968	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-969	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-970	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-971	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-972	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-974	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-975	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-976	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-977	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-978	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-979	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-980	Dépôt de déclaration de témoin citoyen

N°	Pièce
P-981	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-983	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-984	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-985	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-986	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-987	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-988	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-989	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-990	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-992	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-993	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-994	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-995	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-996	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-997	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-998	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-999	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1000	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1001	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1002	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1003	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1004	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1005	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1006	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1007	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1008	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1009	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1010	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1011	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1012	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1014	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1015	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1016	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1017	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1018	Dépôt de déclaration de témoin citoyen

N°	Pièce
P-1019	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1022	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1023	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1024	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1026	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1027	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1028	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1029	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1030	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1031	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1032	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1033	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1034	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1035	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1036	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1037	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1038	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1039	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1040	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1041	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1042	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1043	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1044	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1045	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1046	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1047	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1048	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1049	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1050	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1051	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1052	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1053	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1054	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1056	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1057	Dépôt de déclaration de témoin citoyen

N°	Pièce
P-1058	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1059	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1060	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1061	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1062	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1063	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1064	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1065	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1066	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1067	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1068	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1069	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1071	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1072	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1073	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1074	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1076	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1079	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1080	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1081	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1082	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1083	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1084	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1085	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1086	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1087	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1088	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1089	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1090	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1091	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1092	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1093	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1094	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1096	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1097	Dépôt de déclaration de témoin citoyen

N°	Pièce
P-1098	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1099	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1100	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1101	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1102	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1103	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1104	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1106	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1108	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1111	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1112	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1113	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1115	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1116	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1117	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1118	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1120	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1121	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1122	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1124	Saqijjuq en liasse français, anglais et Innukitut
P-1125	PowerPoint Kativik Regional Government, Novembre 2018
P-1126	PowerPoint Kativik Regional Government, Mai 2016
P-1127	PowerPoint Nunavik's Youth in difficulty services program and issues 2001–2008 (Version anglaise et française)
P-1128	PowerPoint de présentation à la CERP, DPJDP
P-1129	PowerPoint de présentation à la CERP par Leigh Johnston, Interim director, Direction of regional rehabilitation services for young persons with adjustment problems
P-1130	Mandat de réorganisation de la Protection de la jeunesse et de la réhabilitation au Nunavik, Bilan de l'expérience : juin 2008 à mars 2010
P-1131	Making a difference in remote Inuit communities: The Innulitsivik Midwifery Service
P-1131-1	Important actions needed for the midwifery education program
P-1132	PowerPoint Nunavik suicide prevention Status report
P-1133	PowerPoint FASD in Nunavik
P-1134	PowerPoint L'application du PL-21 au Nunavik

N°	Pièce
P-1135	PowerPoint Nunavik Life Plan committee
P-1136	PowerPoint Nunavimmi Ilagiit Papatauvunga en liasse anglais Inuktitut
P-1137	M-023: Mémoire de la RRSSN, Une vision intégrée de la sécurisation culturelle du réseau de la santé et des services sociaux du Nunavik en liasse français Anglais Inuktitut
P-1138	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1139	PowerPoint Corps de police régional Kativik de Jean-Pierre Larose
P-1140	PowerPoint Corps de police régional Kativik de Michel Martin
P-1141	Ouvrir la piste vers un meilleur avenir, Rapport final du groupe de travail inuit sur la justice
P-1142	PowerPoint Substance Abuse in Nunavik and Isuarsivik Regional Recovery Centre
P-1143	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1144	PowerPoint Qarmaapik
P-1145	Article Qarmaapik House: A multi-use and safe place for families in Kangiqsualujjuaq
P-1146	Lettre Paul Charbonneau, SQ
P-1147	Courriel de Monsieur David Chapman de l'organisme Open Door du 3 décembre 2018
P-1148	Portrait de la situation judiciaire de Lizzie Putayuk à la cour municipale de Montréal
P-1149	Montreal Gazette. «She's got \$25,000\$ in fines and she was homeless. How will she clear the slate?
P-1150	SPVM, Des Valeurs partagées, un intérêt mutuel: Plan stratégique en matière de profilage racial et social (2012-2014)
P-1151	SPVM. Rapport annuel 2017 du service de police de la Ville de Montréal, section Statistiques
P-1152	Ville de Montréal, Bilan du Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017: Parce que la rue est une impasse (2018)
P-1153	Sondage sur la satisfaction du travail des policiers de la Ville de Val-d'Or et réponses en liasse
P-1154	Plan stratégique pour soutenir le personnel du SPVM en matière de prévention du profilage racial et social
P-1155	M-013: Restorative Conferences in Nunavik: Potential Collaboration with School Board Trained Facilitators
P-1156	M-014: Mémoire de la Ligue des droits et libertés
P-1158	M-016: Mémoire présenté FSSS-CSN / Défis et perspectives en matière de services sociaux et de santé offerts aux Premières Nations du nord du Québec

N°	Pièce
P-1159	M-017: Mémoire présenté par le SAPSCQ-CSN / Réalités autochtones en milieu carcéral québécois: Un système juste et équitable pour toutes et tous?
P-1160	M-018: La surveillance des iniquités de santé au sein des populations autochtones au Québec
P-1161	M-019: Dossier autochtone – Sûreté du Québec suivi de Plan quinquennal – document préliminaire
P-1162	M-020: Mémoire portant sur améliorer l'accessibilité, la qualité, la continuité et la sécurisation culturelle des services offerts aux autochtones
P-1163	M-021: Les femmes autochtones en situation d'itinérance ou de précarité en milieu urbain: Surveillance et violence
P-1164	M-022: Recommandations pour améliorer et maintenir de bonne relation avec les services gouvernementaux, services de police, justice, santé, DPJ, centre de détention
P-1165	M-024: Rapport, Projet de partenariat essentiel
P-1166	M-025: Mémoire de l'Association des Policières et Policiers Provinciaux du Québec
P-1167	M-026: Mémoire du Conseil de la Nation Atikamekw
P-1168	M-027: Mémoire présenté par le Directeur des Poursuites Criminelles et Pénales
P-1169	M-028: Mémoire des directeurs et directrices de la protection de la jeunesse du Québec
P-1170	M-029: Mémoire du Gouvernement du Québec / Living together, acting together en liasse anglais, français
P-1171	M-030: Mémoire de l'APNQL
P-1172	M-031: Mémoire de Femmes autochtones du Québec (FAQ)
P-1173	M-032: Brief of the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) / Cree Nation Government and Cree Board of Health and Social Services of James Bay
P-1174	M-033: Mémoire d'Innu Takuaitkan Uashat mak Mani-Utenam
P-1175	M-034: Mémoire du Regroupement Mamit Innuat inc.
P-1176	M-035: Memorandum of The Naskapi Nation of Kawawachikamach
P-1177	M-036: Mémoire du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
P-1178	Lettre du 20 novembre 2018 du directeur national de santé publique et sous-ministre adjoint, Horacio Arruda
P-1179	Truth-Gathering Process – Part II Institutional Hearings "Police Policies and Practices" Volume 6 à 10

N°	Pièce
P-1180	Protocole du Anwatan-Pajic Val-d'Or
P-1181	Présentation PowerPoint de la Cour du Québec, en liasse
P-1182	Formulaires Cree et Inuit
P-1183	PowerPoint Réseau jeunesse des Premières Nations Québec – Labrador
P-1184	PowerPoint Les autochtones en milieu urbain et l'accès aux services publics, Portrait de la situation au Québec
P-1185	Représentativité et formation à l'Assemblée nationale
P-1186	PowerPoint La judiciarisation des Premières Nations du Québec
P-1187	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1188	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1189	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1190	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1191	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1192	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1193	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1194	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1195	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1196	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1197	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1198	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1199	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1200	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1201	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1202	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1203	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1204	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1205	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1206	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1207	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1208	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1209	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1210	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1211	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1212	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1213	Dépôt de déclaration de témoin citoyen

N°	Pièce
P-1214	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1215	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1216	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1217	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1218	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1219	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1220	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1221	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1222	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1223	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1224	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1225	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1226	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1227	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1228	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1229	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1230	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1231	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1232	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1233	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1234	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1235	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1236	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1237	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1238	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1239	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1240	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1241	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1242	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1243	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1244	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1245	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1246	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1247	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1248	Dépôt de déclaration de témoin citoyen

N°	Pièce
P-1249	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1250	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1251	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1252	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1253	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1254	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1255	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1256	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1257	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1258	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1259	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1260	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1261	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1262	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1263	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1264	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1265	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1266	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1267	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1268	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1269	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1270	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1271	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1272	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1273	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1274	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1275	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1276	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1277	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1278	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1279	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1280	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1281	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1282	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1283	Dépôt de déclaration de témoin citoyen

N°	Pièce
P-1284	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1285	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1286	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1288	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1289	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1290	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1291	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1292	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1293	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1294	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1295	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1296	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1297	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1298	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1299	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1300	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1301	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1302	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1303	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1304	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1305	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1306	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1307	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1308	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1309	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1310	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1311	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1313	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1314	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1315	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1316	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1317	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1318	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1319	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1320	Dépôt de déclaration de témoin citoyen

N°	Pièce
P-1321	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1322	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1323	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1324	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1325	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1326	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1327	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1328	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1329	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1330	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1331	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1332	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1333	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1334	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1335	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1336	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1337	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1338	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1339	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1341	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1342	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1343	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1344	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1345	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1346	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1347	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1348	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1349	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1350	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1351	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1352	Lettre du SAA à FAQ : Demande de financement octobre 2017
P-1354	Plan d'action 2016-2017, élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec
P-1355	Chambre des communes du Canada, projet de loi C-75
P-1356	Plan de transformation sur la justice
P-1357	PowerPoint Joint Final Presentation

N°	Pièce
P-1358	A Collective Impact, Interim report of the Inquiry into racial profiling and racial discrimination of Black persons by the Toronto police Service, Ontario Human rights Commission
P-1359	Broken trust. Indigenous People and the Thunder Bay Police Service, Gerry Mc Neilly, Independant Police Review Director
P-1360	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1361	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1362	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1363	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1364	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1365	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1366	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1367	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1368	Dépôt de déclaration de témoin citoyen
P-1369	DG-0007-C, Les plaintes reçues par le Protecteur du citoyen
PD-1	La collecte de données ethno-raciales par les services publics
PD-2	Étude statistique, descriptive et exploratoire de l'emprisonnement pour non-paiement de constats d'infraction à la réglementation municipale dans 10 villes québécoises
PD-3	Itinérance, judiciarisation et alternatives à l'emprisonnement
PD-4	L'emprisonnement pour le non-paiement d'amende (ENPA)
PD-5	Recension des écrits secteur Protection de la jeunesse rédigé par: Christiane Guay et Lisa Ellington dans le cadre de la CERP
PD-6	Les services policiers en contexte autochtone: une recension des écrits, Mylène Jaccoud, Myriam Spielvogel, En collaboration avec Céline Bellot, Marie-Ève Sylvestre, Jessica Gaouette, Miguel Gosselin-Dionne
PD-7	Revue de littérature SANTÉ Thème: état de santé de la population autochtone au Québec Préparée par Carole Lévesque, Ioana Radu, Nathalie Tran, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société
PD-8	Revue de littérature SANTÉ Thème: organisation des services de santé au Canada et au Québec Préparée par Carole Lévesque, Ioana Radu, Nathalie Tran, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société
PD-9	Revue de littérature, SERVICES SOCIAUX, Thème: la santé mentale en contexte autochtone, Préparée par, Carole Lévesque, Ioana Radu, Nathalie Tran, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société

N°	Pièce
PD-10	Revue de littérature, SERVICES SOCIAUX, Thème : la violence en contexte autochtone - manifestations et perspectives Préparée par Carole Lévesque, Ioana Radu, Nathalie Tran, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société
PD-11	LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET LES SERVICES, DE JUSTICE DU QUEBEC : UNE RECENSION DES ECRITS, Rapport soumis à la, CERP, Marie-Eve Sylvestre et Jessica Gaouette, Avec la collaboration de Mylène Jaccoud et Céline Bellot
PD-12	Analyse de la représentativité autochtone dans les services publics
PD-13	Données populationnelles des Autochtones au Québec
PD-14	Recension des écrits, Prestation des services correctionnels auprès de la population autochtone au Québec
PD-15	Rapport sur l'offre de services linguistique par les services publics du Québec dont peuvent bénéficier les autochtones de la province
PD-16	Perspectives historiques autochtones : entrevues
PD-17	Analyse de Justine Collin-Santerre et Mylène Jaccoud du sondage réalisé par la CERP à l'intention des corps de police autochtones
PD-18	Portrait des renseignements transmis concernant les ordonnances d'hébergement, les ententes sur mesures volontaires en application de la loi sur la protection de la jeunesse et les adoptions des enfants autochtones au Québec entre 2001 et 2017, En réponse à l'E-129 et à la DG-0111-F
PD-19	Analyse effectuée de l'onglet P-871-2: Portrait des plaintes transmises par le Commissaire à la déontologie policière
PD-20	Analyse des sondages – Justice
PD-21	Revue de littérature, Services sociaux Thème : le suicide en milieu autochtone au Québec. Une réponse personnelle aux origines sociales. Préparée par Carole Lévesque, Ioana Radu et Nathalie Tran, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société
PD-22	Revue de littérature, Services sociaux Thème : les dépendances chez les Premières Nations et les Inuit. Préparée par Carole Lévesque, Ioana Radu et Nathalie Tran
PD-23	Revue de littérature, Santé Thème : la tuberculose. Aperçu de la situation au Nunavik. Préparée par Carole Lévesque, Ioana Radu et Nathalie Tran
PD-24	Revue de littérature Santé, Thèmes : L'alimentation, le diabète et les contaminants chez les Premières Nations et les Inuit au Québec.
C-1353	Plan d'action sociojudiciaire
C-527	Pièce confidentielle (nom de personne)

N°	Pièce
C-562	Nom de policiers
C-563	Nom du chef de la police
C-593	Plainte et correspondance caviardés
C-709	10 photos en liasse de la plaignante et papier de note du CAA
C-789	Lettre de plainte
C-798-39-A	Entente découlant des recommandations du regroupement des détenus inuit du Nunavik signée le 23 juillet 2018 – version française
C-798-39-B	Entente découlant des recommandations du regroupement des détenus inuit du Nunavik signée le 23 juillet 2018 – version anglaise
C-868	Plainte SQ biffée du 17 février 2017 dans le dossier #64
C-948	Courriel de Jean Vicaire
C-952	Mémoire de maîtrise de M ^e Chenette

Légende
C- Pièce confidentielle
E - Engagement
P- Pièce
PD - Preuve documentaire
PI - Protection de l'identité

ANNEXE 6

INITIATIVES PROMETTEUSES

La Commission a documenté des initiatives qui pourraient être qualifiées d'inspirantes, d'innovantes ou de prometteuses en lien avec les services sous son mandat. Les experts de la Commission et leurs équipes¹⁴ ont contribué à cette recension, basée sur les initiatives présentées en audience ou documentées par des sources extérieures autant au Québec qu'au Canada et à l'étranger. Bien qu'on ne dispose pas d'évaluation des impacts et des retombées pour chacune d'entre elles, la présente annexe permet au lecteur de connaître certains projets ou programmes qui s'éloignent des pratiques institutionnelles standards. Afin de faciliter la compréhension, ces initiatives ont été catégorisées sous deux trajectoires : 1) santé, services sociaux et protection de la jeunesse et 2) services policiers, de justice et correctionnels.

Santé, services sociaux et protection de la jeunesse

La Clinique Minowé de Val-d'Or

Services visés : santé et services sociaux

Description

La Clinique Minowé («être en santé» en anishnabe) a été fondée en 2011 à Val-d'Or, fruit d'un partenariat entre le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (CAAVD), le Centre de santé et de services sociaux et le Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue. L'offre de la clinique s'est ajoutée aux services de première ligne du CAAVD en enfance, famille, natalité et post-natalité. L'équipe compte trois postes financés respectivement par les partenaires : une coordonnatrice, une infirmière et un intervenant social accompagnant les familles et les parents, particulièrement en lien avec les services de protection de la jeunesse. En 2013, la présence de deux médecins une fois par mois a bonifié l'offre de services. Toutefois, le financement du fédéral s'est épuisé et a mené à une rupture de services. Minowé a pu reprendre ses activités en 2017, via une nouvelle stratégie 2.0. Celle-ci vise à aller au-delà des quatre murs de la clinique pour amener la sécurisation culturelle dans le continuum de services en santé et services sociaux.

¹⁴ Carole Lévesque, Marie-Ève Drouin Gagné, Priscylla Joca, Marie-Dominik Langlois, Nicolas Marzarte-Fricot, Kim Méthot et Lisa Van Campenhout (santé et services sociaux); Christiane Guay et Lisa Ellington (protection de la jeunesse); Marie-Eve Sylvestre et Julie Perreault (justice); Mylène Jaccoud, Céline Bellot et Myriam Spielvogel (police); Cindy Wylde et Mathieu Gagnon (correctionnel).

Impacts

Le Conseil canadien de la santé, qui aurait évalué de nombreux modèles à travers le Canada, a conclu que Minowé est une initiative des plus prometteuses au Canada en matière de sécurisation culturelle. Spécifiquement concernant le travail de l'intervenant social, le centre jeunesse a constaté que de 2011 à 2015, le nombre de signalements et de compromissions pour le territoire de la MRC en milieu urbain avait diminué de 40,0 %.

Sources: Témoignages de Jacinthe Poulin, Nancy Rioux, Jacques Boissonneault et Édith Cloutier, notes sténographiques du 26 octobre 2017, p. 100-225, lignes 6-23; témoignages de Stéphane Laroche, Yves Desjardins, Édith Cloutier, Jacinthe Poulin et Jacques Boissonneault, notes sténographiques du 27 octobre 2017, p. 8-102, lignes 2-25; *Minowé 2.0*, pièce P-195 (CERP), p. 1-19; *Documents de référence portant sur le modèle Minowé (en liasse)*, pièce P-196 (CERP), p. 1-175; *Documents de référence portant sur le modèle Minowé 2.0 (en liasse)*, pièce P-197 (CERP), p. 1-131.

La Clinique Acokan de La Tuque

Services visés: santé et services sociaux

Description

Le Centre d'amitié autochtone de La Tuque (CAALT) a mis sur pied en 2015 la Clinique Acokan («pont» en atikamekw nehirowisiw) en collaboration avec le Centre de santé et services sociaux du Haut-Saint-Maurice (CSSSHSM). Elle sert de pont entre le réseau local de services et les Autochtones du Haut-Saint-Maurice avec l'objectif d'améliorer la santé de la population autochtone urbaine et de faciliter l'accès aux soins de santé et de services sociaux. La clinique mise sur des approches culturellement sécurisantes dans la prestation des services de réception, d'évaluation, d'orientation, de suivi pour les maladies chroniques, de soins de routine, ainsi que des activités de santé publique, de même que de liaison avec les services de soins à domicile, le groupe de médecine familiale et les salles d'opération. Elle mise sur l'importance du rôle des peuples autochtones comme acteurs principaux de leur propre santé en misant sur les valeurs de respect, d'ouverture à l'autre, d'empathie, d'altérité, de diversité ainsi qu'une approche holistique de la santé qui inclut toutes les sphères (physique, mentale, émotionnelle et spirituelle). Autant la conception, le développement, le financement que les orientations d'Acokan sont partagés entre le CAALT et le CSSSHSM. Par exemple, le CAALT est en charge du salaire du coordinateur, alors que le CSSSHSM rémunère l'infirmière.

Impacts

Un sondage interne de satisfaction auprès des utilisateurs des services de la clinique indique une très bonne satisfaction de la clientèle.

Sources: Témoignages de Jacinthe Poulin, Nancy Rioux, Jacques Boissonneault et Édith Cloutier, notes sténographiques du 26 octobre 2017, p. 100-225, lignes 6-23; *Documents de référence portant sur le modèle Acokan du CAALT (en liasse)*, pièce P-194 (CERP), p. 1-109.

Le programme de guérison sur le territoire ancestral de Chisasibi

Services visés : santé, services sociaux et justice

Description

Le représentant en santé pour Chisasibi, Larry House, a organisé deux colloques sur la santé et les services sociaux ainsi que deux tables rondes sur la guérison eeyou (cries). De ces discussions a émergé en 2012 le programme de guérison sur le territoire, qui a été intégré aux services de santé et aux services sociaux, ainsi qu'au système judiciaire. Ouvert à tous les membres de la communauté, il vise plus particulièrement les jeunes hommes aiguillés par le comité de justice de Chisasibi. Les objectifs du programme sont de guérir les jeunes grâce à la culture, ainsi qu'aider les personnes en détresse à affronter la souffrance et l'autodestruction en passant par le territoire et les traditions culturelles. Les participants font des séjours de deux à trois semaines dans un camp de chasse à cinq cents kilomètres de Chisasibi où ils ont accès aux enseignements sur les compétences et valeurs liées au territoire (Indoh-hoh), lesquelles se basent sur la responsabilité personnelle et l'harmonie dans les relations. Des présentations et discussions sur le contexte historique et actuel de la communauté ont lieu, ainsi que des sessions de conseil individuel avec un aîné et des activités solitaires en forêt. Le but du programme est que les participants améliorent leur santé mentale et participent activement à la vie familiale et à celle de la communauté afin de veiller au développement collectif de la nation eeyou (crie).

Impacts

Depuis 2012, le programme de guérison a organisé huit voyages de groupes. Il a été formellement institutionnalisé et a servi de modèle pour d'autres communautés eeyou (cries). Les participants ont mentionné les impacts suivants: développement des forces et de la confiance en soi, responsabilisation face à leur propre vie et santé, baisse du stress, un plus grand équilibre physique, émotionnel, mental et spirituel, une meilleure compréhension de la culture eeyou (crie) et un niveau de bonheur plus élevé. Un sondage auprès de quinze jeunes de 16 à 34 ans souligne l'amélioration du mieux-être individuel, mais aussi de la famille, notamment en renforçant les relations familiales et en réduisant la violence.

Source : Radu, I., House, L. L. M. et Pashagumskum, E. (2014). Land, life, and knowledge in Chisasibi: Intergenerational healing in the bush. *Decolonization: Indigeneity, Education & Society*, 3(3), 86-105.

Les projets Ussenium / Mamuitun de Nutashkuan

Services visés : santé et services sociaux

Description

Le programme de thérapie communautaire intergénérationnel et mixte Ussenium («vie nouvelle» en innu) a opéré de 1999 à 2001 afin d'offrir des séjours de dix jours en forêt sur le territoire ancestral pour la communauté de Nutashkuan. Puis, un second projet appelé Mamuitun («s'unir» en innu) a pris le relais en 2003 jusqu'en 2010. Les méthodes thérapeutiques occidentales et les méthodes de guérison dites traditionnelles y sont utilisées. Trois objectifs sont visés: explorer en profondeur les blessures associées aux pensionnats et prendre conscience des problèmes liés, directement et indirectement, à

ceux-ci; faciliter la libération par la parole et le partage des émotions et des sentiments vécus et permettre la récupération d'un pouvoir d'être et d'agir (*empowerment*) afin d'acquérir de nouvelles pratiques de vie saine, mettant ainsi un terme à la transmission intergénérationnelle des traumatismes.

Impacts

Plus de 200 personnes ont participé au programme entre 1999 et 2005. Parmi les impacts positifs dans la communauté, on peut mentionner la baisse importante des demandes de services en urgence pour des lésions corporelles ou des états d'anxiété reliés à la violence familiale (passant de 110 en 1999 à 15 en 2002) et la diminution du nombre de signalements à la protection de la jeunesse. L'expérience des participants leur permet de retisser des liens intergénérationnels effrités par le régime des pensionnats. Les aînés avaient tendance à reprocher aux plus jeunes leur mode de vie plus moderne; ils font désormais preuve d'une plus grande ouverture et sont capables de mieux accueillir la souffrance des autres. Les jeunes, quant à eux, sont plus reconnaissants envers les aînés et sont plus ouverts à recevoir leurs enseignements.

Source : St-Arnaud, P. et Bélanger, P. (2005). Co-crédation d'un espace-temps de guérison en territoire ancestral par et pour les membres d'une communauté autochtone au Québec: appréciation clinique d'une approche émergeante et culturellement adaptée. *Drogues, santé et société*, 4(2), 141-176.

Le Kahnawá: ke School Diabetes prevention project

Services visés : *santé et services sociaux*

Description

Après sept ans de discussions et de demandes de financement, le *Kahnawá: ke School Diabetes prevention project* (KSDPP), un programme de prévention du diabète de type 2 auprès des jeunes, a été lancé en 1994. Ce projet avait deux objectifs: à long terme, la réduction de l'occurrence des diabètes de type 2 et à court terme, la réduction de la prévalence de l'obésité, des régimes riches en calories et en graisse et de l'inactivité physique chez les enfants de Kahnawá: ke âgés de 6 à 12 ans. L'initiative s'inscrivait également dans le principe autochtone des sept générations futures, qui fait référence à l'obligation des membres actuels de la communauté de considérer le futur de celle-ci. Le projet incluait entre autres un programme éducatif en santé ainsi que la mise en place d'un parcours santé et d'activités communautaires favorisant l'adoption de réflexes santé. C'est toute la communauté de Kahnawá: ke qui s'est approprié ce projet en s'impliquant dans le processus de pilotage. Ainsi, les multiples interventions dans les écoles se sont accompagnées d'initiatives ayant pour but de favoriser l'acquisition de réflexes de vie saine, tels que la « marche pour Sadie » pour la prévention du diabète de type 2, qui en est à sa 23^e édition en 2019. Le Centre KSDPP pour la recherche et la formation en prévention du diabète a été créé afin d'offrir des bourses de recherche dans le domaine de la prévention du diabète de type 2. Outre la création d'un comité consultatif communautaire, plus d'une cinquantaine d'articles scientifiques sur des recherches participatives ainsi qu'un protocole éthique de recherche en milieu autochtone ont été publiés.

Impacts

Sur une période de trois ans, un total de 63 interventions ont été menées dans la communauté pour promouvoir l'adoption de réflexes santé. Entre 1994 et 1998, les chercheurs ont noté une diminution de la fréquence de consommation de nourriture riche en gras et de la prévalence du diabète de type 2 à Kahnawá: ke.

Sources: Kahnawake Schools Diabetes Prevention Project. About KSDPP. Repéré à https://www.ksdpp.org/elder/about_ksdpp.php; Macaulay, A. C. et al. (2006). Community empowerment for the Primary Prevention of Type II diabetes: Kanien'kehá: ka (Mohawk) ways for the Kahnawake Schools Diabetes Prevention Project. Dans M. L. Ferreira et G. C. Lang (dir.), *Indigenous Peoples and Diabetes: Community Empowerment and Wellness* (p. 407-458). Durham, NC: Carolina Academic Press; Macaulay, A. C. et al. (1997). The Kahnawake Schools Diabetes Prevention Project: intervention, evaluation, and baseline results of a diabetes primary prevention program with a native community in Canada. *Preventive Medicine*, 26(6), 779-790; Nowgesic, E. (2003). Kahnawake Schools Diabetes Prevention Project. *International Journal of Circumpolar Health*, 62(3), 311-312.

La serre communautaire de Kuujjuaq

Services visés: santé et services sociaux

Description

Dans un contexte d'insécurité alimentaire au Nunavik, c'est-à-dire une difficulté d'accès physique et économique à de la nourriture de qualité, le village nordique de Kuujjuaq a mis en place plusieurs initiatives. Le projet de serre a été rendu possible grâce à un partenariat entre l'Université Laval, le Conseil québécois de l'horticulture, le village de Kuujjuaq, l'Administration régionale Kativik, le centre d'hébergement Ungava et une équipe de bénévoles de Kuujjuaq. Il consiste en deux bâtiments contenant 48 lots individuels attribués annuellement par tirage aux individus ou familles intéressés. Chaque serre a un potentiel de production de 300 kg de nourriture. Des projets de compostage et d'hortithérapie avec les personnes aux prises avec des enjeux de santé mentale ont été mis en place, en plus de programmes scolaires et de jardinage bénévole pour nourrir les aînés.

Impacts

Le projet permet la production de légumes frais de juin à septembre pour plus de quarante personnes et familles. Il a été identifié comme une pratique exemplaire répondant à la sécurité alimentaire par Inuit Tuttarvingat (section inuit de l'Organisation nationale de Santé autochtone) en 2012. La serre de Kuujjuaq a été considérée comme une solution compatible avec les normes culturelles inuit et répondant aux besoins locaux par certains auteurs.

Sources: Lamalice, A. et al. (2016). Soutenir la sécurité alimentaire dans le Grand Nord: projets communautaires d'agriculture sous serre au Nunavik et au Nunavut. *Études/Inuit/Studies*, 40(1), 147-169; Avar, E. (2015). *Northern Greenhouse: An Alternative Local Food Provisioning Strategy for Nunavik* (Thèse de doctorat en sciences géographiques). Université Laval; Inuit Tapiriit Kanatami. (2018). Nuluaq: Inuit Community-Based Food Initiatives Mapping Project. Repéré à <https://www.itk.ca/nuluaq-mapping-project/>.

L'Association des hommes inuit Unaaq d'Inukjuak

Services visés : santé et services sociaux

Description

En 2001, à la suite de trois suicides dans la communauté d'Inukjuak en quelques mois, l'Association Unaaq (« harpon » en inuktitut) a été fondée afin d'aider les jeunes hommes et d'appuyer leurs familles et leur communauté, et ce, en misant sur une approche intergénérationnelle de parrainage entre aînés et jeunes hommes. Les aînés accompagnent les jeunes à des activités de chasse, de pêche, ainsi que de construction de kayaks, d'igloos et de qamutiks (traîneaux pour motoneige). Des compétitions de construction d'igloos sont organisées, ainsi que des formations de secourisme, de navigation, de tourisme, de fabrication d'outils traditionnels, de survie dans la nature, d'installation d'abris d'urgence, de production d'accessoires de théâtre et de jouets en bois, ainsi que des activités de ramassage de pierres à savon pour les sculpteurs. Un atelier de réparation de petits moteurs a été mis sur pied. L'association vise à briser l'isolement et le déracinement en misant sur le renforcement de l'identité culturelle et la revalorisation du rôle traditionnel.

Sources : Association des hommes d'Inukjuak Unaaq. (2012). *Rapport 2012*. Repéré à http://www.unaaqmen.org/images/Docs/annual_report_2012_web.pdf; Association des hommes d'Inukjuak Unaaq. History. Repéré à <http://www.unaaqmen.org/index.php/en/history7823134>; Inspiration arctique. (2018, 24 mai). *Unaaq Men's Association of Inukjuak: ITPD - 2017 AIP Laureate - Final* [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://vimeo.com/271697963>.

Le projet Wasueg à Listuguj

Services visés : santé et services sociaux

Description

En réponse aux problématiques de violence familiale, la maison d'hébergement pour femmes autochtones victimes de violence familiale Haven House a démarré le projet Wasueg (« fleur » en mi'gmaq). L'objectif principal est d'engager les membres et les ressources de la communauté de Listuguj dans un dialogue ouvert, sûr et non évasif sur la violence contre les femmes et les filles par le biais de groupes de discussion et d'activités communautaires. Wasueg cherche à 1) explorer l'ampleur du problème dans la communauté, 2) identifier les lacunes dans les services et la prestation des programmes et 3) identifier les meilleures pratiques qui serviront de guide dans l'élaboration des plans de sécurité et des programmes de lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles de Listuguj. Le projet vise aussi à formuler des recommandations auprès des leaders communautaires et des administrateurs locaux. Le projet compte également sur l'engagement des hommes et garçons. L'équipe de Wasueg note dans son rapport de la phase 1 que la culture joue un rôle clé dans la guérison de la violence domestique et du trauma intergénérationnel à Listuguj. Dans le cadre de la phase 2 de Wasueg, on prévoit recentrer le dialogue autour de la culture mi'gmaq en organisant une retraite culturelle pour les jeunes ainsi qu'une retraite pour les aînés intitulée « Identifier notre culture ». La deuxième phase visera aussi à développer un outil quantitatif pour mesurer l'état des connaissances à propos de la violence familiale, des stratégies de sécurité et des pratiques culturelles favorisant des relations plus saines. La nécessité d'avoir un espace de guérison communautaire spécifiquement pour les hommes se trouvant dans une relation abusive, que ce soit en tant qu'abuseur ou que victime, a été soulevée.

Impacts

En avril 2016, Haven House a annoncé notamment les résultats suivants pour la première phase : 13 groupes de discussion ont été organisés auprès de 105 personnes et des rencontres avec des aînés, des membres du conseil de bande, du personnel de groupes communautaires (comme les infirmières), des conjoints allochtones de personnes mi'gmaq et avec des étudiants au niveau secondaire ont été organisées.

Sources : Listuguj Haven House. The Wasueg Project. Repéré à <http://www.listugujhavenhouse.ca/the-wasueg-project/>.

La maison communautaire Missinak

Services visés : *santé et services sociaux*

Description

Missinak débutait ses activités en 2010 dans le quartier de Charlesbourg à Québec à la suite d'un processus de validation sur le terrain des besoins des femmes autochtones à Matimekush-Lac John, Mashteuiatsh, Pessamit et dans les milieux urbains de Val-d'Or, Montréal et Québec. Alliant les approches conscientisante de Paulo Freire et holistique basée sur la spiritualité autochtone, elle vise à développer un milieu de référence pour toutes les femmes autochtones. La maison comporte neuf chambres qui peuvent accueillir jusqu'à 16 femmes accompagnées de leurs jeunes enfants pour des séjours de répit, de protection, de ressourcement et de guérison. Parallèlement à l'hébergement et au site de ressourcement, la maison Missinak offre d'autres services et activités. Missinak offre de l'accompagnement et de l'aiguillage médical, du soutien dans la recherche de logement, un programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques (PAPACUN) Missinakuss (halte-garderie, cuisine communautaire, sorties diverses), ainsi que des activités de renforcement du rôle parental (nutrition, santé, soutien social, langue/culture) et d'artisanat. Le Centre multi-services MAMUK offre un volet activités sportives et saines habitudes de vie, un volet emploi, de l'aide aux devoirs et du soutien aux parents et aux étudiants.

Impacts

À titre indicatif, en 2012, Missinak a accueilli 49 enfants et 50 femmes autochtones provenant de diverses régions ou communautés de même que de la ville de Québec.

Sources : Guay, P. et Guay, N. (2013). Maison communautaire Missinak. *Les comptes-rendus du CAPMO*, 240, 2-10. Repéré à <http://archive.capmo.org/CR-mars-2013.pdf>; Tremblay, C. (2012). Missinak, sur les pas de la tortue. Dans G. Ampleman, L. Denis et J.-Y. Desgagnés (dir.), *Théorie et pratique de conscientisation au Québec* (p. 42-69). Québec, Québec : Presses de l'Université du Québec.

Le programme Wigobisan à Lac Simon

Services visés : santé, services sociaux, justice

Description

Le programme Wigobisan («un arc-en-ciel sur la communauté» en anishnabe), mis en œuvre de 1999 à 2004, avait pour objectif de favoriser une approche communautaire et clinique afin de remédier aux problématiques sexuelles vécues par les jeunes de la communauté de Lac Simon. Fruit du travail collaboratif des membres de la communauté de Lac Simon et des services sociaux Minokin, le programme était financé par le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada. Ancré dans une optique de guérison communautaire qui reconnaît la complexité du trauma intergénérationnel des pensionnats autochtones et des dysfonctions relationnelles, il offrait des services spécialisés sur la problématique de la violence sexuelle infantile en travaillant au niveau de toute la communauté sur le long terme. Des interventions communautaires et cliniques, telles que le soutien psychosocial aux enfants et aux familles, ont été déployées dans la communauté, en plus d'activités de prévention, de sensibilisation communautaire et de formation continue des intervenants et des personnes qui offraient les services. L'objectif était de sensibiliser et d'intervenir auprès des enfants dès trois ans jusqu'à l'âge adulte. Pour sa part, le volet Mistodan s'adressait spécifiquement aux jeunes ayant engagé les agressions sexuelles. Il reposait sur des interventions de santé mentale en collaboration avec le milieu judiciaire. Ainsi, des services culturellement sensibles étaient dispensés, puisque développés directement au sein de la communauté. Cependant, la trajectoire de Wigobisan s'est rompue soudainement quand le gouvernement fédéral retira son financement en 2002. Le maintien des services a été assuré pendant deux ans par le budget de la santé du Conseil de la nation anishnabe du Lac Simon. Puis, l'équipe a réussi à obtenir un financement partiel et temporaire auprès de la Fondation autochtone de guérison. Lorsque le gouvernement fédéral n'a pas renouvelé le financement de la fondation, Wigobisan a dû mettre fin à la plupart de ses activités en 2004.

Impacts

Dans son étude de besoins en matière de services sociaux dans trois communautés autochtones de l'Abitibi-Témiscamingue en 2006, l'équipe du Laboratoire de recherche pour le soutien des communautés (LARESCO) a qualifié Wigobisan de précurseur dans la sphère d'intervention touchant les agressions sexuelles chez les enfants. En moins de quatre ans, Wigobisan a soutenu 120 enfants grâce à des activités de thérapie, de groupe et de sensibilisation dans la communauté. Pendant les années d'opération de Wigobisan, la communauté a connu une baisse de signalements et de placements en protection de la jeunesse. Par ailleurs, une nette diminution des suicides, voire leur absence complète, a été observée durant les activités de Wigobisan.

Sources : Témoignages d'Adrienne Jérôme, Judith Morency et Lucien Wabanonik, notes sténographiques du 18 avril 2018, p. 10-149, lignes 3-17; *Documents portant sur le Programme Wigobisan (en liasse)*, pièce P-204 (CERP), p. 1-103; *Programme Wigobisan Lac Simon*, pièce P-551 (CERP), p. 1-32; Laboratoire de recherche pour le soutien des communautés - LARESCO. (2006). Étude de besoins en matière de services sociaux dans trois communautés autochtones de l'Abitibi-Témiscamingue (*Kitcisakik, Lac Simon et Pikogan*). Rouyn-Noranda, Québec : Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.

Le logement social Kijaté à Val-d'Or

Services visés : santé, services sociaux

Description

Le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or a imaginé un projet de logement social pour familles autochtones à Val-d'Or dès 2009. Ce projet est une première au Québec. Il a été financé en partie par les gouvernements du Canada et du Québec, ainsi que par la ville de Val-d'Or, en plus d'autres contributions. Vingt-trois familles ont aménagé en mars 2018 à Kijaté (« plein de soleil » en anishnabe). Les familles à faibles revenus sont priorisées et des moyens sont mis en place pour les soutenir dans l'amélioration de leurs conditions. Le projet a été développé en prenant en compte les contextes et défis de la population autochtone en milieu urbain, reflétant les valeurs d'importance de la communauté, de l'identité et de la mobilisation culturelle et renforçant l'autonomie et la participation politique des Autochtones. L'immeuble, situé dans la ville, peut recevoir de grandes familles et contient des espaces communs comme une cuisine collective, une salle pour des activités communautaires et une salle de rencontre pour les travailleurs sociaux. En outre, Kijaté est une inspiration pour d'autres initiatives similaires, comme le projet de logement social de Montréal Autochtone.

Sources : Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or – CAAVD. (2014). *Kijaté « – Plein de Soleil »*. *Projet de logement sociaux*. Repéré à http://www.habitation.gouv.qc.ca/fileadmin/internet/documents/SHQ/acces_information/demandeacces-20162017-30.pdf; Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or – CAAVD. (2018). *Rapport Annuel 2017-2018*. Repéré à https://www.caavd.ca/uploads/2/7/8/7/27879591/rapport_annuel_2018web.pdf; Caron, J. (2018). *Logement Kijaté : 24 familles maintenant installées. La voix des premières nations*.

Le programme de guérison Charles J. Andrew au Labrador

Services visés : santé, services sociaux, protection de la jeunesse

Description

En réponse à l'abus de solvants par les jeunes, le centre Charles J. Andrew a ouvert ses portes dans la communauté innue de Natuashish au Labrador en 2000. Accrédité par Santé Canada depuis 2002, c'est un centre de guérison résidentiel de dix lits. Il s'adresse principalement aux jeunes Innus, Inuit et autres membres des Premières Nations du Canada. Le centre offre des programmes visant l'autonomisation par le biais de traitements holistiques qui renforcent et renouvellent la culture, les pratiques, les croyances et les valeurs autochtones en matière de respect, de confiance, de partage, d'acceptation et de coopération. S'adressant initialement seulement aux jeunes, le centre a élargi sa gamme de services dès 2013 en offrant son premier programme destiné aux familles, lequel comporte deux volets. Le premier volet clinique s'attarde aux impacts des traumatismes intergénérationnels, des abus sexuels, physiques et émotionnels, à l'établissement de compétences parentales saines ainsi qu'à l'abus d'alcool et de substances, y compris leurs répercussions sur la famille. Ce programme donne aux parents l'occasion de travailler pour récupérer la garde de leurs enfants pris en charge. Le deuxième volet sur le territoire, aussi appelé Nutshimit, repose sur la culture autochtone comme facteur de guérison qui permet de connecter le spirituel, la famille et la communauté.

Impacts

Depuis son ouverture le Centre Charles J. Andrew a traité plus de 300 Innus, Inuit et autres membres des Premières Nations. Les parents ayant suivi un programme au centre récupèrent la garde de leurs enfants. Une baisse de la criminalité dans la communauté a été notée, ainsi qu'une diminution du nombre de suicide.

Sources : Charles J Andrew Youth Treatment Centre. (2014). CJAY'S 7 Week Family Program Overview. Repéré à <http://www.cjay.org/home/programs.htm>; Charles J. Andrew Youth Treatment Centre. (2014). *Healing on the Land*. Sheshatshiu, NL : Charles J. Andrew Youth Treatment Centre, p. 36.

Les doulas autochtones

Services visés : santé, services sociaux

Description

Des femmes autochtones formées pour être doulas (accompagnatrices) donnent aux mères un soutien émotionnel, physique et spirituel selon les traditions autochtones durant la grossesse, la naissance et la période post-partum. Elles honorent les pratiques et croyances traditionnelles, permettant de briser les barrières culturelles et de langage avec le personnel médical en créant un espace sécurisant. En Colombie-Britannique, le *Tripartite Aboriginal Doula Initiative* est un projet pilote qui offre depuis 2008 une formation culturellement adaptée aux femmes autochtones pour devenir doulas. Par un partenariat entre l'Association des centres d'amitiés autochtones et l'Autorité de la Santé des Premières Nations, l'*Aboriginal Doula Support Program* permet de financer l'utilisation des services d'une doula pour toutes les familles autochtones qui en font la demande. Finalement, le réseau de doulas autochtones de Vancouver appelé *ekw'i7tl offre ce service en milieu urbain*. À Winnipeg, le *Wijiiji'idiwag Ikwewag – Manitoba Indigenous Doula Initiative* est un projet pilote créé en 2016 en collaboration entre Nanaandawewigamig (First Nations Health and Social Secretariat of Manitoba), l'Université de Winnipeg et l'Université du Manitoba afin de former des doulas autochtones.

Sources : Témoignage d'Aimée Craft, notes sténographiques du 15 janvier 2018, p. 182, lignes 9-24; Tripartite Aboriginal Doula Initiative – TADI. (2011). The art of birth, women supporting women in child birth. Repéré à <https://www.albernicchildrenfirst.ca/sites/default/files/Doula.pdf>; Tripartite Committee on First Nations Health – TCFNH. (2015). *Together in Wellness. Annual Report 2014-2015. A Report on the Fourth year of the B. C. Tripartite Framework Agreement on First Nation Health Governance implementation*. Repéré à <http://www.fnha.ca/Documents/2014-2015-Together-In-Wellness.pdf>; University of Winnipeg. (2017). CIHR grants fund Indigenous health research. Repéré à <http://news-centre.uwinnipeg.ca/all-posts/cihr-grants-fund-indigenous-health-research/>.

Le Elders Mentoring Program en Alberta

Services visés : santé, services sociaux

Description

Le *Elders Mentoring Program* a été créé en 2015 à Wetaskiwin en Alberta pour soutenir les femmes enceintes et les futurs pères de la communauté à la suite des consultations auprès des quatre Premières Nations de la communauté Maskwacis, située au sud d'Edmonton. Il est issu d'un partenariat entre la communauté et l'Université de l'Alberta, et est financé par le *Alberta Innovates Health Solutions*. L'initiative a pour but de créer un espace sécuritaire pour des femmes enceintes autochtones dans la salle d'attente de la clinique de soins de

Wetaskiwin. Des aînées eeyou (cries) les accompagnent durant l'attente avant leur rendez-vous avec un professionnel de la santé afin de leur offrir un soutien culturel, émotionnel et spirituel. L'accompagnement et la présence des aînées aident à briser la solitude des futures mères et restaurent le partage des traditions et des connaissances autour de la grossesse. Les futures mères renouent avec les traditions et les cérémonies autochtones, comme par exemple l'utilisation du tikinagan, un porte-bébé qui reproduit les effets berçants de l'utérus.

Sources: Women and Children Health Research Institute - WCHRI. (2018). Elders mentoring program strengthens community for maskwacis' expectant mothers. Repéré à <https://www.wchri.org/elders-mentoring-program-strengthens-community-maskwacis%E2%80%99-expectant-mothers>; Roquette, T. (2018, 25 juillet). Des aînées autochtones viennent en aide à de futures mères. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1114680/culture-premieres-nations-autochtone-sante-grossesse-soins>.

Le centre de guérison Mamisarvik à Ottawa

Services visés : santé, services sociaux, services correctionnels

Description

Le Centre de guérison Mamisarvik («un endroit où guérir» en inuktitut) pour le traitement des traumatismes et de la dépendance est une des deux seules initiatives proprement inuit visant ces problématiques au Canada, avec Isuarsivik à Kuujuaq. Il est administré par Tungasuvvingat Inuit, une organisation à but non lucratif prestataire de services pour les Inuit à Ottawa. Le centre traite les dépendances en abordant la violence structurelle et en y répondant par des approches de guérison qui prennent en compte les histoires personnelles, familiales, mais aussi collectives des clients, ce qui inclut les processus de colonisation et d'oppression culturelle. Initialement, le programme résidentiel était de huit semaines et permettait de recevoir 12 personnes à la fois. Il offrait une évaluation prétraitement et un suivi hebdomadaire après traitement pouvant aller jusqu'à deux ans et demi. À partir de 2010, Mamisarvik est devenu le seul prestataire de services des Services correctionnels du Canada pour les personnes inuit en probation nécessitant des traitements pour la dépendance et le trauma. Ayant perdu une bonne partie de son financement en 2013 avec la disparition de la Fondation autochtone de guérison, la proportion de clients venant du Nunavut ou des services correctionnels a augmenté, puisque leurs séjours sont payés par les gouvernements du Nunavut ou du Canada. Afin de maintenir des services pour la population inuit vivant à Ottawa, le centre leur offre maintenant le programme de façon non résidentielle. Finalement, depuis 2018, le centre offre par alternance des cycles de traitement seulement pour femmes ou pour hommes, en plus d'ajouter une flexibilité dans la durée des traitements sur la base des besoins individuels.

Impacts

En 2015, plus de 720 Inuit avaient participé au programme de traitement, qui affiche un taux de complétion de 80,0 %. Jusqu'à 85,0 % des clients de Mamisarvik montrent des symptômes de stress post-traumatique, lesquels ont significativement diminué ou disparus à la fin du programme. Les taux de suicide chez les gens qui ont suivi le programme ont diminué à 0,04 %.

Sources: Témoignage de Marie-Claude Lyonnais, notes sténographiques du 21 mars 2018, p. 277-278, lignes 10-1; témoignage de Donat Savoie, notes sténographiques du 24 novembre 2017, p. 220, lignes 3-8; *Services de thérapie et de guérison pour les Inuits de Montréal en situation de dépendance: une analyse des*

besoins, pièce P-505 (CERP), p. 10; Tungasuvvingat Inuit. (2016). Overview. Repéré à <http://tungasuvvingatinuit.ca/overview/>; Tungasuvvingat Inuit. (2016). Programs. Repéré à <http://tungasuvvingatinuit.ca/programs/>; Tungasuvvingat Inuit. (2007). *Mamisarviq Conference 2007. Inuitspecific Approaches to Healing from Addiction and Trauma*. Repéré à https://www.itk.ca/wp-content/uploads/2016/07/Inuit_Specific_Approach_to_healing_Trauma_Addiction.pdf.

Le programme Kwunatsustal à Vancouver

Services visés : santé et services sociaux

Description

Depuis 1996, un programme spécial de traitement des traumatismes (Kwunatsustal) est offert par le centre Tsow-Tun Le Lum à Vancouver. Il reçoit les femmes et hommes autochtones adultes qui ont cessé de consommer des substances psychoactives depuis au moins six mois. Ce programme fait souvent suite au programme de traitement en dépendances Thuy-Namut, pour lequel il faut avoir été abstinent durant les deux dernières semaines seulement. Pour être admis au centre, les clients doivent être envoyés par un professionnel, en plus d'avoir un suivi avant et après le programme. Ils doivent démontrer une détermination à s'attaquer aux problèmes non résolus liés à des abus physiques, émotionnels, sexuels, mentaux et psychologiques résultant de l'expérience des pensionnats et de leurs répercussions intergénérationnelles. Le programme est d'une durée de cinq semaines et dessert de dix à douze clients à la fois. Les méthodes pour amorcer la guérison sont issues autant des traditions autochtones que non autochtones.

Impacts

Un rapport de la Fondation autochtone de guérison de 2006 révèle que plus de 70,0 % des participants sondés ont affirmé que le programme les a aidés à retrouver leurs forces, à passer par-dessus leurs traumatismes antérieurs et a fait une différence dans leur vie, en plus de les préparer à affronter, soit entièrement ou très bien, les traumatismes éventuels.

Source : Fiske, J.-A. (2008). Rendre manifeste l'intangible : les pratiques de guérison du Qul-Aun Trauma Program. In Fondation autochtone de guérison, *La guérison autochtone au Canada : Étude sur la conception thérapeutique et la pratique*. 41-111. Fondation autochtone de guérison, Ottawa.

Le Centre Wabano à Ottawa

Services visés : santé, services sociaux

Description

Le Centre Wabano a ouvert ses portes à Ottawa en 1998 et a grandi pour compter aujourd'hui 90 employés et plus de 400 bénévoles. Le modèle de santé du Centre Wabano à Ottawa est reconnu pour son approche unique qui prend en compte la santé physique, mentale et spirituelle en offrant les services d'une clinique médicale complète, une clinique de santé mentale, des programmes culturels, d'engagement communautaire, alimentaire (cuisine communautaire, paniers alimentaires), de revenu (entrepreneuriat social), en itinérance (équipe d'intervention mobile) et en dépendance. Le modèle de soins offert à Wabano trouve sa fondation dans le respect et la promotion des cultures autochtones afin de créer un espace d'appartenance pour tous les clients. Les programmes sont toujours ancrés dans les savoirs et enseignements autochtones. Les services couvrent tous les cycles de vie, allant de la périnatalité aux aînés.

Impacts

Chaque année, Wabano offre des services à plus de 15 000 personnes, et le nombre de personnes desservies augmente chaque année.

Sources : Wabano Centre for Aboriginal Health - WCAH. (2013). *Celebrating new beginnings, together*, p. 24. Repéré à http://www.wabano.com/wp-content/uploads/2013/09/Wabano_AGM_2013_web.pdf; Wabano Centre for Aboriginal Health - WCAH. (2016). *Strength in Culture: A Year in Review*. Ottawa, Ontario: Wabano Centre for Aboriginal Health, p. 24; Wabano Centre for Aboriginal Health - WCAH. (2017). *Reciprocity: Sharing our gifts*. Ottawa, Ontario: Wabano Centre for Aboriginal Health, p. 23.

Le programme d'intervention auprès des enfants témoins de violence familiale en Ontario

Services visés : santé, services sociaux et protection de la jeunesse

Description

Offert dans les centres d'amitié autochtone de tout l'Ontario, le programme Children Who Witness Violence Program (CW/WV) favorise la guérison et le développement positif de l'enfant en intégrant un cadre culturel à même le programme. Les services offerts incluent des activités culturelles pour les enfants et leurs familles, des rencontres avec des aînés, des enseignements traditionnels et des cérémonies. Les objectifs sont d'atténuer les répercussions qu'entraîne chez les enfants le fait d'être témoins de violence, de réduire le nombre d'enfants pris en charge par les services de protection de la jeunesse et d'offrir aux enfants autochtones des outils pour un développement positif et pour les aider à faire de bons choix en grandissant.

Impacts

Des faits probants confirment que les familles qui participent au programme sont plus nombreuses à adopter des compétences parentales traditionnelles à la suite de leur participation. Les résultats scolaires des enfants s'améliorent et leurs comportements défavorables, tant à la maison qu'à l'école, diminuent. L'amélioration de l'estime de soi de l'enfant, de son sens du leadership, de sa confiance et de son respect ont été observés.

Source : *Bien-être des enfants autochtones, Rapport aux premiers ministres des provinces et des territoires (juillet 2015)*, pièce P-174 (CERP), p. 19.

Le programme PAX au Manitoba

Services visés : santé, services sociaux

Description

PAX est une stratégie de promotion de la santé mentale destinée aux enfants dans les classes de première année au Manitoba. Environ 40,0 % des élèves participant à ce programme sont autochtones. L'objectif est d'enseigner aux élèves à prendre leur vie en main et à collaborer afin qu'ils apprennent à demeurer en plein contrôle d'eux-mêmes et de leur environnement.

Impacts

L'évaluation de PAX a permis de conclure que sur le long terme le programme peut réduire le tabagisme et la consommation d'alcool et de drogues, les crimes violents, les pensées suicidaires et les tentatives de suicide. PAX favorise aussi la réussite du secondaire, des études postsecondaires et la participation au marché du travail. Les résultats initiaux de PAX au Manitoba (y compris avec les Premières Nations) révèlent qu'il a des « effets positifs sur la prévention de troubles affectifs précoce [sic], de problèmes de comportement, de l'hyperactivité et de problèmes relationnels avec les autres, en plus de favoriser les comportements socialisants dès le plus jeune âge. »

Source : *Bien-être des enfants autochtones, Rapport aux premiers ministres des provinces et des territoires (juillet 2015), pièce P-174 (CERP), p. 18.*

Le programme Enfants en santé au Manitoba

Services visés : *santé, services sociaux, protection de la jeunesse*

Description

Ce programme vise les femmes enceintes à faible revenu, notamment les femmes autochtones et les mamans d'enfants âgés d'un an et moins. Ses objectifs sont de favoriser une grossesse en santé pour les futures mamans, en plus de faire la promotion d'un développement sain de la petite enfance et de l'attachement mère-enfant. Les services principaux offerts sont un soutien communautaire avec une programmation axée sur la culture autochtone et un supplément de revenu dans le cadre du programme d'allocations prénatales du Manitoba.

Impacts positifs

En 2010, une évaluation indépendante a conclu que le programme a permis de « prévenir la naissance de bébés de faible poids ou prématurés et a accru l'initiation des nouvelles mamans à l'allaitement maternel, ce qui, en retour, peut réduire les risques de maltraitance des enfants et le retrait des enfants de leur milieu. »

Source : *Bien-être des enfants autochtones, Rapport aux premiers ministres des provinces et des territoires (juillet 2015), pièce P-174 (CERP), p. 17-18.*

L'outil SAVA

Service visé : *protection de la jeunesse*

Description

L'outil de Soutien et d'accompagnement à la vie adulte des jeunes autochtones (SAVA) a été élaboré pour faciliter l'accompagnement des jeunes autochtones âgés entre 16 et 24 ans dans leur processus de transition à la vie adulte. Disponible depuis 2012 en français et en anglais, celui-ci a été développé suivant un processus participatif et intersectoriel, où plusieurs intervenants des communautés de Pikogan, Kitcisakik et Lac Simon se sont joints aux intervenants du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue. Cet outil ne vise pas à évaluer le jeune, mais plutôt à dresser un portrait de sa situation et de ses besoins dans différentes sphères de sa vie de manière à l'accompagner dans les étapes de sa transition à la vie adulte. Le point de vue du jeune est pris en compte et ses besoins d'accompagnement et de soutien sont cernés et répondus.

L'outil se divise en sept domaines, soit : 1) identification et informations générales du jeune; 2) vie quotidienne et milieu de vie (besoins de base, santé, logement, etc.); 3) situation économique et gestion du budget (sources de revenus, obligations financières, avantages sociaux, etc.); 4) les ressources, le réseau social et de soutien du jeune; 5) les projets (école, travail, loisirs, etc.); 6) l'identité comme jeune et comme Autochtone (rapport à soi, lien à la culture et à la communauté, etc.) et 7) le cheminement vers la vie adulte (préoccupations, obstacles à la réalisation personnelle, perception de l'avenir, etc.).

Sources: Témoignage de Philippe Gagné, notes sténographiques du 18 octobre 2017, p. 106-108, lignes 2-8; *Les adaptations à la culture et aux traditions autochtones*, pièce P-126 (CERP), p. 113-151; Goyette, M. et al. (2012). *Outil SAVA: Soutien et accompagnement à la vie adulte des jeunes autochtones*. Montréal, Québec : Chaire de recherche du Canada sur l'évaluation des actions publiques à l'égard des jeunes et des populations vulnérables (CRÉVAJ).

Les conseils de famille ou de personnes significatives

Service visé: *protection de la jeunesse*

Description

Les conseils de famille ou de personnes significatives sont des exemples d'approches visant à concilier les exigences prévues à la *Loi sur la protection de la jeunesse* et les valeurs autochtones de respect, d'écoute, d'égalité, d'entraide et d'implication de la famille élargie et de la communauté. Le Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais a instauré des conseils de personnes significatives, notamment pour les communautés de Barrière Lake et de Kitigan Zibi. Un tel conseil a pour but de permettre aux parents de rassembler, avec le soutien des intervenants, des personnes significatives pour l'enfant dans le cadre d'une rencontre afin d'échanger et déterminer quel soutien celles-ci peuvent apporter lorsque l'enfant est à risque de retrait du milieu familial ou qu'il en a été récemment retiré. La démarche a été adaptée aux cultures des Premières Nations par l'intégration de symboles, de pratiques et d'objets culturels tels que la roue de médecine, le bâton de parole, le coquillage de purification, la plume d'aigle afin de promouvoir l'honnêteté et la force, les herbes médicinales traditionnelles, etc. Les participants au conseil établissent les règles de base et sont laissés seuls (c'est-à-dire sans les intervenants) pour échanger, trouver des solutions et faire des propositions aux intervenants par la suite. Le conseil a également comme mandat d'identifier la ou les personnes qui seront évaluées dans le but d'accueillir l'enfant lorsqu'il doit être retiré de son milieu familial. Le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue a aussi intégré le conseil de famille à son processus. Le milieu élargi est mobilisé pour évaluer la possibilité de ramener l'enfant dans sa communauté dès qu'un risque d'instabilité ou de discontinuité dans la situation familiale de l'enfant est déposé, ou lors d'un placement court terme. Chez les Atikamekw Nehirowisiw, des conseils de famille sont constitués pour toutes les situations pour lesquelles le directeur de la protection sociale a décidé d'intervenir, dans le cadre du Système d'intervention d'autorité atikamekw (SIAA). Le conseil de famille se définit comme une instance atikamekw nehirowisiw constituée d'un groupe de personnes directement concernées par la situation d'un enfant ou d'un jeune, ou aptes à lui venir en aide.

Sources: Témoignage de Philippe Gagné, notes sténographiques du 18 octobre 2017, p. 102-104, lignes 12-3; *Les adaptations à la culture et aux traditions autochtones*, pièce P-126 (CERP), p. 1-113; *Bien-être des enfants autochtones, Rapport aux premiers ministres des provinces et des territoires* (juillet 2015), pièce P-174, p. 37-39; *Le système d'intervention d'autorité atikamekw (SIAA): ses origines, son implantation et son fonctionnement*, pièce P-441 (CERP), p. 15.

Le programme Ma famille, Ma communauté

Services visés : protection de la jeunesse

Description

En Abitibi-Témiscamingue, le Centre intégré de santé et de services sociaux a décidé de mettre en œuvre le programme « Ma famille, Ma communauté » (MFMC) en 2014. Entre 2012 et 2015, deux centres jeunesse ont expérimenté un projet pilote du programme, soit Batshaw et Montérégie. Le but de MFMC est de mobiliser la communauté et l'associer de près à la protection des enfants qui y vivent en misant sur des stratégies novatrices mettant à profit ses ressources. Ce programme n'est pas utilisé pour toutes les familles autochtones assujetties à la LPJ, mais seulement pour les situations où l'enfant est à risque de placement, de déplacements ou lorsque l'enfant est déjà placé et que le retour en milieu familial est prévu. À ce moment, la famille élargie ou d'autres intervenants de la communauté se réunissent dans le but de trouver une solution afin que l'enfant puisse rester auprès de ses parents ou auprès d'une personne de sa famille (tantes, grands-parents, etc.) avec des mesures de protection. Quatre stratégies sont mises en œuvre : 1) le développement d'un partenariat avec la communauté; 2) le recrutement de familles d'accueil; 3) le processus décisionnel en équipe et 4) le soutien des familles d'accueil de proximité et l'auto-évaluation. Parmi ses multiples objectifs, le programme vise à diminuer le recours au placement, optimiser l'identification d'alternatives au placement, garder l'enfant au sein de sa communauté, éviter de séparer les fratries lorsqu'un placement est requis ainsi que favoriser la participation active des parents, de la communauté et des organismes dans la prise de décision et de solutions. En date d'avril 2018, le MFMC était implanté dans les communautés de Lac Simon, Kitcisakik, tandis que les communautés de Timiskaming et de Kebaowek venaient récemment d'adopter le projet. Des discussions étaient en cours avec les communautés de Pikogan et de Long Point.

Impacts

Selon un rapport de recherche de 2015, les retombées du programme sont positives. Notamment, il favorise une meilleure compréhension de la situation des parents et de la dynamique familiale, donc une vision commune, en plus d'avoir une plus grande variété et quantité de pistes de solutions pour l'enfant. Depuis 2013, 172 enfants ont bénéficié de celui-ci dans les communautés autochtones. Parmi ceux-ci, 96,0 % ont été maintenus dans leur communauté d'origine, auprès de leurs parents ou d'un membre significatif de la famille.

Sources : Témoignage de Sylvain Plouffe, notes sténographiques du 14 juin 2017, p. 138, lignes 5-23; témoignages de Roch Riendeau et Laurence Patenaude, notes sténographiques du 3 avril 2018, p. 110-211, lignes 19-17; *Ma famille, Ma Communauté. Présentation à la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : Écoute, Réconciliation et Progrès*, pièce P-518 (CERP), p. 1-47.

Le programme Mamouwechitutaau

Services visés : *santé, services sociaux et protection de la jeunesse*

Description

Le programme Mamouwechitutaau (« Let's all help each other » en Eeyou (Cris), né de la collaboration entre l'organisme Boscoville et le Youth Healing Services du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, consiste à développer de nouvelles pratiques d'intervention, d'outils de gestion et d'administration, ainsi qu'un modèle de psychoéducation basé sur les valeurs culturelles et modes d'apprentissages eeyou (cris). Dans une optique d'amélioration de la qualité des services de réadaptation jeunesse offerts dans les communautés autochtones eeyou (cris) de la Baie-James, l'offre de services développée combine les pratiques cliniques basées sur les notions de traumatismes complexes (trauma-informed care) avec les pratiques de guérison autochtone. La préservation de l'identité culturelle, l'acquisition des compétences sociales, ainsi que la transmission des savoirs historiques et culturels propres aux contextes des utilisateurs sont visées. Une entente d'ailleurs été conclue avec l'Université Concordia pour la certification d'un programme de formation basé sur ces nouveaux savoirs.

Source : Témoignages de Charlo Shecapio, Maria McLeod, Emma Kroeker et Mohsen Romdhani, notes sténographiques du 10 septembre 2018, p. 100-159, lignes 22-12; Rapport annuel 2017-2018 Boscoville, pièce P-793 (CERP), p. 28

Le Système d'intervention d'autorité atikamekw

Service visé : *protection de la jeunesse*

Description

Le Système d'intervention d'autorité atikamekw (SIAA) est un régime de protection de la jeunesse qui fonctionne différemment du régime général au Québec. La signature d'une entente intervenue le 29 janvier 2018 entre le Conseil de la Nation Atikamekw et le ministère de la Santé et des Services sociaux en vertu de l'article 37.5 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* prévoit les responsabilités assumées par les instances atikamekw nehirowisiw en matière de protection de la jeunesse, de tutelle, d'adoption et des mesures visant les jeunes délinquants. Le SIAA vise à favoriser la prise en charge des enfants dont la sécurité ou le développement sont compromis par la famille ou les membres de la communauté et ainsi à réduire le placement de ces enfants dans des familles non autochtones. Le SIAA privilégie la participation de la famille immédiate et de la famille élargie, ainsi que celle d'autres membres de la communauté. Le SIAA favorise aussi une plus grande participation des communautés atikamekw nehirowisiw dans l'organisation et la prestation de services de protection de la jeunesse et permet une meilleure adaptation des services aux valeurs, à la culture et au mode de vie des enfants atikamekw et de leur famille. Après réception d'une alerte (signalement), il est évalué si la famille a besoin de services ou s'il y a un besoin réel de protection pour l'enfant. Un processus d'évaluation et de décision est mis en branle pour déterminer si le développement de l'enfant est compromis. Dans l'affirmative, un conseil de famille, un conseil des sages ou un cercle d'aidants peuvent être organisés, chacun ayant un rôle et une composition bien définis. À toute étape, la situation peut être portée à l'attention du tribunal pour différents motifs.

Impacts

Au 31 mars 2017, 700 enfants avaient été confiés au SIAA parce que leur sécurité ou leur développement était compromis. De ce nombre, 80,0 % sont restés en milieu atikamekw nehirowisiw, soit dans leur milieu familial, leur famille élargie, une famille d'accueil atikamekw nehirowisiw ou au foyer Mamo situé à La Tuque. En moyenne pour les quatre dernières années, les enfants dont la situation a été prise en charge demeurent en milieu atikamekw nehirowisiw dans une proportion de 77,0 %. Une diminution de la judiciarisation des dossiers a par ailleurs été constatée.

Sources: Témoignages d'Anne Fournier et de Lucie Dubé, notes sténographiques du 22 février 2018, p. 138-194, lignes 16-7; *Le système d'intervention d'autorité atikamekw (SIAA): ses origines, son implantation et son fonctionnement*, pièce P-441 (CERP), p. 1-71; *Cadre de référence – Stabilité des enfants*, pièce P-442 (CERP), p. 1-15; *Système d'intervention d'autorité atikamekw dans les situations de jeunes délinquants*, pièce P-443 (CERP), p. 1-14; *Règlement relatif au SIAA dans les situations d'enfants et de jeunes dont la sécurité ou le développement est ou peut être considéré comme compromis*, pièce P-444 (CERP), p. 1-20; *Entente visant à établir un régime particulier de protection de la jeunesse pour les membres des communautés de Manawan et de Wemotaci*, pièce P-445 (CERP), p. 1-15.

Qarmaapik Family House à Kangiqsualujjuaq

Services visés: santé, services sociaux et protection de la jeunesse

Description

Située à Kangiqsualujjuaq, au Nunavik, la maison Qarmaapik est un organisme à but non lucratif qui aide les parents ou les tuteurs à mieux répondre aux besoins de leurs enfants, à améliorer le lien familial et à inculquer les valeurs inuit traditionnelles. Elle est le résultat d'une entente de collaboration entre trois partenaires: Qarmaapik, Ungava Tullatavik Health Centre et la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik. Les objectifs sont notamment de prévenir le placement des enfants inuit dans des familles d'accueil ou en dehors de la communauté, d'aider les familles et de renforcer les liens entre les jeunes, les adultes et la communauté avec l'assistance des aînés de façon culturellement appropriée. Qarmaapik offre par ailleurs un lieu sécurisant pour les enfants de la naissance à la majorité, ainsi que pour les familles qui souhaitent y séjourner. Des programmes de prévention y sont offerts, tels que des cuisines communautaires, des rassemblements d'aînés, des activités pour les jeunes à risque, des camps d'été pour les étudiants, etc. Qarmaapik a aussi une ligne téléphonique d'assistance disponible sept jours par semaine, 24 heures par jour. Un espace pédiatrique est également disponible.

Impacts

Qarmaapik est récipiendaire du prestigieux prix Arctic Inspiration, un prix annuel visant à soutenir des projets communautaires novateurs dans l'Arctique canadien. De mars 2017 à mai 2018, 35 personnes ont été aidées. Les témoignages des partenaires sont à l'effet que l'existence de Qarmaapik a permis d'améliorer les services, de diminuer les évacuations par Medevac pour idéation suicidaire, de résoudre de façon plus rapide et adaptée les situations de violence familiale, d'améliorer l'accompagnement des victimes d'actes criminels, etc.

Sources: Témoignage de Jobie Tukkiapik, notes sténographiques du 13 juin 2017, p. 172-173, lignes 6-13; témoignages de Maggie Emudluk et Hilda Snowball, notes sténographiques du 23 novembre 2018, p. 181-216, lignes 18-13; *PowerPoint Qarmaapik*, pièce P-1144 (CERP), p. 1-27; *Article Qarmaapik House: A multi-use and safe place for families in Kangiqsualujjuaq*, pièce P-1145 (CERP), p. 1-4.

Le projet Identité Uashat à Uashat mak Mani-Utenam

Service visé : protection de la jeunesse

Description

En fonction des besoins identifiés par divers acteurs de la communauté durant des consultations et des phases de validation, un programme d'intervention pour répondre au besoin identitaire des jeunes de Uashat mak Mani-Utenam en situation de placement a été développé entre 2016 et 2018. Ce programme s'accompagne de formations pour les intervenants en protection de la jeunesse afin qu'ils soutiennent la mise en place d'interventions basées sur les valeurs innues. Parmi les initiatives développées, des ateliers pour adolescents sont offerts, des formations aux intervenants et familles d'accueil sur la sécurisation culturelle, ainsi que « Mon livre de vie, Mon histoire à moi » (version innue). Les objectifs sont notamment d'impliquer la famille élargie dans les décisions concernant le jeune, de favoriser le contact du jeune avec sa culture, de réduire les placements à l'extérieur de la communauté, d'accompagner les adolescents placés à développer leur identité culturelle et leur estime d'eux-mêmes et de soutenir la mise en place d'interventions culturellement sécurisantes.

Les soins conformes aux traditions en Ontario

Service visé : protection de la jeunesse

Description

En Ontario, les soins conformes aux traditions consistent à offrir des soins à un enfant autochtone par une personne autre que ses parents selon les traditions de sa bande ou de sa communauté. L'esprit de cette disposition de la *Loi sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille* se fonde sur l'idée que les soins conformes aux traditions existent depuis très longtemps et qu'ils perdurent encore aujourd'hui au sein de plusieurs nations autochtones. Ils sont donc une option de placement culturellement approprié pour les enfants autochtones ayant besoin de protection. Une déclaration de la communauté établit le placement en soins structurés conformes aux traditions et les services de protection de l'enfance supervisent le placement. La personne qui prend l'enfant en charge a droit aux mêmes remboursements, programme de formation et système de soutien que les familles d'accueil. Dans tous les cas, les parents biologiques continuent de maintenir des liens significatifs avec leur enfant. Une des particularités de cette disposition est la reconnaissance que la guérison en contexte autochtone ne peut être circonscrite dans les délais précis prescrits par la loi. Ainsi, les enfants autochtones visés par ces soins ne sont pas soumis aux mêmes limites de temps, ce qui leur permet de rester en contact avec leurs parents qui entament un cheminement de guérison qui peut durer plus de 12 ou même 24 mois.

Impacts

Les services de protection de l'enfance rapportent une hausse du nombre d'enfants et d'adolescents autochtones désignés comme ayant besoin de protection qui obtiennent un placement de soins structurés conformes aux traditions. Cela suppose qu'un plus grand nombre d'enfants peuvent continuer de vivre dans des contextes communautaires et culturels appropriés. En 2013-2014, une moyenne de 1 388 enfants et adolescents (comparativement à 1 212 en 2011-2012) ont obtenu ce type d'arrangement.

Sources: *Loi sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille*, L.O. 2017, c. 14, art. 2(1) et 80; *Bien-être des enfants autochtones, Rapport aux premiers ministres des provinces et des territoires* (juillet 2015), pièce P-174 (CERP), p. 36-37; Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse. (2013). *Soins structurés conformes aux traditions: Guide des principes, méthodes et meilleures pratiques*. Repéré à <http://www.children.gov.on.ca/htdocs/French/documents/childremsaid/CustomaryCareGuide.pdf>.

La méthode autochtone de règlement extrajudiciaire des différends en Ontario

Service visé: *protection de la jeunesse*

Description

La méthode de règlement extrajudiciaire des différends est une stratégie utilisée en Ontario pour résoudre les différends concernant la protection de la jeunesse et faire en sorte qu'ils n'aboutissent pas devant les tribunaux. En plus de simplifier le processus judiciaire et de favoriser d'autres formes de règlements des différends, la démarche vise à encourager la participation de la famille, de la famille élargie et de la communauté dans la planification, la prise en charge des décisions liées aux enfants et l'élaboration d'un plan en ce sens. En vertu de la réglementation, les sociétés de protection de l'enfance de l'Ontario doivent utiliser une des méthodes de règlement suivantes: 1) services de médiation pour la protection de l'enfant; 2) conférences familiales ou 3) approches autochtones (cercle animé par des Autochtones formés et impartiaux).

Sources: *Bien-être des enfants autochtones, Rapport aux premiers ministres des provinces et des territoires* (juillet 2015), pièce P-174 (CERP), p. 36; *Loi sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille*, L.O. 2017, c. 14, art. 17.

Le programme *Family Development Response* en Colombie-Britannique

Service visé: *protection de la jeunesse*

Description

La politique de la Colombie-Britannique en matière de protection de l'enfance prévoit le recours au programme *Family Development Response* (FDR) dans tous les cas où il est possible et sécuritaire de le faire. Celui-ci prévoit des interventions et suivis de courte ou longue durée qui comprennent des discussions avec la famille sur les ressources communautaires et les services disponibles pour répondre à leurs besoins. Les familles sont aiguillées et envoyées vers des services de counseling, des programmes sur l'art d'être parent et d'autres formes d'aide. Les objectifs sont de se concentrer sur les moyens de garder l'enfant en sécurité dans sa propre famille, de miser sur ses forces, de soutenir les familles lorsque la protection de l'enfant pose problème, d'éviter les placements à

l'extérieur du milieu familial et de favoriser le recours à des pratiques d'apprentissage et de guérison traditionnelles.

Impacts

« L'utilisation de FDR est 20 fois plus importante qu'en 2007. Le nombre d'enfants confiés aux services de protection de l'enfance a également diminué de 10,0 % depuis ce temps. Cette diminution est perçue comme étant liée à l'utilisation accrue de solutions de rechange comme FDR. Les familles qui ont participé au programme FDR ont bénéficié d'un retour précoce de leur enfant à son domicile. Parmi les 21 familles qui ont participé avec succès au programme jusqu'à la fermeture de leur dossier, seul un cas a mené un enfant aux services sociaux ultérieurement. »

Source : *Bien-être des enfants autochtones, Rapport aux premiers ministres des provinces et des territoires (juillet 2015), pièce P-174 (CERP), p. 28-29.*

Le programme *Kwen'an'latel Intensive Parenting Program* à Victoria

Service visé : *protection de la jeunesse*

Description

Les Services à la famille et à la communauté de la nation Hulitan, à Victoria, assurent la gestion du *Kwen'an'latel Intensive Parenting Program*, qui est un programme de compétences parentales en trois étapes. Le projet a été conçu par des membres de la communauté autochtone locale à l'aide de groupes de consultation afin d'offrir un programme adapté aux considérations culturelles locales. Le soutien offert vise les parents et l'enfant de façon globale et culturellement appropriée. Les objectifs sont : la guérison des familles, le renforcement ou le maintien de l'identité culturelle des enfants autochtones, l'atténuation des effets intergénérationnels de la colonisation et des pensionnats et l'amélioration des compétences parentales.

Impacts

Le programme a permis de réduire efficacement le nombre d'enfants confiés aux services de protection de l'enfance. Plus de 85,0 % des participants au programme ont atteint les objectifs poursuivis et 55,0 % des enfants sont retournés dans leurs familles.

Source : *Bien-être des enfants autochtones, Rapport aux premiers ministres des provinces et des territoires (juillet 2015), pièce P-174 (CERP), p. 29.*

Le *Flexible Response Pilot Project* en Saskatchewan

Service visé : *protection de la jeunesse*

Description

Bien que le *Flexible Response Pilot Project* en Saskatchewan vise l'ensemble de la population, il a été développé par le gouvernement en collaboration avec les Premières Nations et les Métis. Par des services culturellement appropriés, ce programme vise à assurer la sécurité de l'enfant et à encourager la stabilité des liens de celui-ci avec sa famille et sa communauté. Il a pour objectif de soutenir l'évaluation des besoins des familles et d'offrir plus d'options aux familles qui interagissent avec les services d'aide à l'enfance.

Impacts

En comparant l'année où le projet a été mis en place avec l'année précédente, il a été constaté que 49 enfants de moins ont été pris en charge par la protection de la jeunesse. Le transfert d'enfants à des services de protection continus a diminué de plus de 50,0 %.

Source : *Bien-être des enfants autochtones, Rapport aux premiers ministres des provinces et des territoires (juillet 2015), pièce P-174 (CERP), p. 29-30.*

Isobel's Place au Manitoba

Service visé : *protection de la jeunesse*

Description

Isobel's Place est une initiative de *Ma Mawi Wi Chi Itata Centre Inc.*, un organisme autochtone de services sociaux au Manitoba qui met en œuvre des programmes et des services communautaires et de protection de l'enfance pour la communauté autochtone de Winnipeg et ses environs. Elle s'adresse aux jeunes mères autochtones adolescentes âgées de 14 à 17 ans. Un service d'hébergement de onze lits est disponible, en plus de programmes culturels, de formation, de santé, de nutrition et de compétences parentales. Les objectifs sont de permettre aux futures mères de recevoir de l'aide pour trouver des options qui leur permettent d'être autonomes, ainsi que de les soutenir pendant la grossesse et au moins un an après leur réinstallation.

Impacts

Bien que les mères soient toutes sous la tutelle du système des services à l'enfance et à la famille du Manitoba, leurs enfants sont rarement confiés aux services sociaux. Cela s'est produit pour une mère qui avait résidé à *Isobel's Place* et à une autre qui était passée à un cadre de vie autonome pour l'année 2014-2015.

Source : *Bien-être des enfants autochtones, Rapport aux premiers ministres des provinces et des territoires (juillet 2015), pièce P-174 (CERP), p. 30-31.*

Le processus de planification coopératif du Yukon

Service visé : *protection de la jeunesse*

Description

La loi de 2010 du Yukon sur les services à l'enfance et à la famille et le processus de planification coopératif (PPC) pour les services de protection de l'enfance et à la famille ont permis de conclure de nouveaux accords entre le territoire et les Premières Nations. Celles-ci obtiennent un plus grand contrôle sur les services à l'enfance et à la famille. Le PPC exige la participation des Premières Nations à tous les aspects de la planification et du processus décisionnel liés à l'enfance. En plus des procédures de prestation des services, l'entente établit des processus pour s'attaquer aux problèmes systémiques et concilier des points de vue différents. La culture et la communauté sont ainsi valorisées dans toutes les questions associées à l'enfance et à la famille. Un accent est mis sur le soutien aux familles proches et élargies dans la prestation des services, et le processus décisionnel se veut coopératif et inclusif de la famille élargie, des personnes qui apportent un soutien et des fournisseurs de services et professionnels.

Impacts

En 2013-2014, le nombre d'enfants autochtones confiés aux services sociaux a diminué de 30,0 % comparativement à 2007-2008.

Source : *Bien-être des enfants autochtones, Rapport aux premiers ministres des provinces et des territoires (juillet 2015), pièce P-174 (CERP), p. 31-32.*

Services policiers, de justice et correctionnels

Le Poste de police communautaire mixte autochtone (PPCMA) et l'Équipe mixte en itinérance – police et intervenants communautaires (ÉMIPIC) à Val-d'Or

Services visés : *services policiers, santé et services sociaux.*

Description

L'ÉMIPIC, mise en place par la Sûreté du Québec à Val-d'Or, a débuté ses activités en janvier 2016. Composée de patrouilleurs et d'intervenants sociaux, elle intervient en deuxième ligne lorsqu'une situation implique une personne vulnérable, intoxiquée ou itinérante avec risques pour elle-même. Les objectifs sont notamment de diminuer la judiciarisation, désamorcer les situations de crises et réduire les méfaits liés aux comportements perturbateurs.

La SQ a annoncé la création du PPCMA en novembre 2016. Celui-ci a le mandat d'assurer la paix publique et d'intervenir auprès de la clientèle autochtone en position de vulnérabilité momentanée ou permanente par une approche communautaire. Le PPCMA cible les personnes vulnérables, autochtones ou allochtones, vivant au centre-ville de Val-d'Or, faisant l'objet d'appels récurrents ou ayant une situation complexe. L'équipe de l'ÉMIPIC a été bonifiée et a été intégrée au PPCMA.

Impacts

Selon la SQ, le nombre d'appels en lien avec les troubles de la paix, les règlements municipaux et les personnes confuses en danger aurait diminué entre 2014 et 2017. Le nombre de constats d'infraction en ce sens aurait baissé de 81,0 % et le nombre d'incarcérations, de 43,0 %. Quant à l'ÉMIPIC, 62 personnes vulnérables nécessitant des suivis multiservices ont été accompagnées, dont 16 demeurant en suivi actif. La SQ souhaite, pour la deuxième année du PPCMA, impliquer davantage les Autochtones sur les comités et tables de travail, ainsi qu'intégrer des membres des corps de police autochtones à l'équipe.

Sources : *Témoignage de Ginette Séguin, notes sténographiques du 2 octobre 2018, p. 203-26, lignes 11-24; Itinérance, judiciarisation et alternatives à l'emprisonnement, pièce PD-3 (CERP), p. 26-28; DG-0185-A; Le contexte de création de l'ÉMIPIC, sa mission, sa composition, son approche, ses activités quotidiennes, ses relations avec les organismes communautaires de la région ainsi qu'avec le poste 144 de la Sûreté du Québec et la structure de surveillance des activités du poste, pièce P-871-30 (CERP), p. 1-374; PowerPoint EMIPIC et PPCMA, pièce P-878 (CERP), p. 1-17; Vidéo Redéfinir l'approche communautaire dans les interventions policières, pièce P-879 (CERP); Vidéo Travailler tous ensemble, pièce P-880 (CERP); Vidéo PPCMA: Mamowi, pièce P-881 (CERP).*

L'Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance (EMRII) à Montréal

Services visés : services policiers, santé et services sociaux.

Description

L'EMRII a été mise en place en 2009 par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) en collaboration avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. Elle est présentement composée de sept policiers du SPVM et de quatre intervenants du CIUSSS. Sa mission est de réaliser du travail de proximité de deuxième ligne pour rejoindre des personnes en situation d'itinérance ou à risque qui sont régulièrement l'objet d'interventions policières et qui présentent des facteurs de vulnérabilité. L'équipe offre suivi et accompagnement dans les différentes démarches, autant celles en santé que sociales ou judiciaires. L'EMRII prend en moyenne trente nouveaux cas par an. Depuis sa création, il y a eu 209 suivis intensifs, dont 3,0 % visant des personnes issues des Premières Nations et 2,0 % d'origine inuit.

Sources : Témoignage de Laurent Dyke, notes sténographiques du 22 août 2018, p. 213-281, lignes 17-19; *Présentation de l'EMRII*, pièce P-738 (CERP), p. 1-7; *Itinérance, judiciarisation et alternatives à l'emprisonnement*, pièce PD-3 (CERP), p. 18-26.

L'Équipe mobile d'intervention (EMI) à Puvirnituk

Services visés : services policiers, santé et services sociaux.

Description

Saqijjuq, qui signifie en inuktitut « changement de la direction du vent » est une initiative qui a cours actuellement dans la communauté de Puvirnituk (Nunavik). Le projet vise à diminuer le recours au système de justice en mettant l'accent sur le renforcement de la prise en charge communautaire par le biais d'initiatives de reconstruction de la régulation sociale dans la communauté. L'une de ses composantes est une équipe mobile d'intervention (EMI), composée de policiers et de travailleurs sociaux qui travaillent conjointement. Dans les cas de violence familiale et conjugale, l'EMI procédera à l'évaluation des besoins et problématiques lors des interventions de manière à aiguiller les personnes impliquées vers les ressources communautaires appropriées. Une formation de six agents du Corps de police régional de Kativik et de six travailleurs sociaux a eu lieu, et une deuxième formation est prévue pour 2019. L'EMI devrait débiter son travail d'ici la fin de 2018. À la suite de ce projet pilote, le projet pourrait être implanté à Kangirsuk, puis dans d'autres communautés du Nunavik.

Sources : Témoignages de Paulusi Beaulne et Aileen MacKinnon, notes sténographiques du 19 novembre 2018, p. 61-62, lignes 7-11 et p. 80-82, lignes 19-13; *Saqijjuq (en liasse : français, anglais, inuktitut)*, pièce P-1124 (CERP), p. 1-3.

Les patrouilles mixtes à Montréal

Services visés : services policiers, santé et services sociaux.

Description

Des patrouilles mixtes composées de policiers et d'intervenants d'organismes communautaires autochtones ont été formées afin d'aller à la rencontre des personnes autochtones qui fréquentent peu ou pas les ressources pour leur offrir services et conseils. Des intervenants de Chez Doris et du Centre d'amitié autochtone y participent.

Sources : *Réalisations du SPVM en matière autochtone*, pièce P-218 (CERP), p. 4; témoignages de Jacinthe Boucher et Carlos De Angelis, notes sténographiques du 14 novembre 2017, p. 64, lignes 4-20, p. 82-85, lignes 15-10, p. 140, lignes 3-12 et p.159, lignes 16-25.

Le Projet Iskweu à Montréal

Services visés : services policiers, santé et services sociaux.

Description

Un accord de collaboration entre le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et le RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone de Montréal a été signé en juin 2015. L'un des quatre objectifs visés est d'associer les communautés autochtones aux stratégies d'intervention quant aux femmes autochtones disparues, par la mise en œuvre d'un protocole, de procédures et de lignes directrices. Le projet Iskweu (qui signifie femme en Eeyou (Cris) a pour but de réduire et ultimement d'éradiquer le nombre de femmes et de filles autochtones disparues et assassinées au Québec. Démarré en mai 2017 à l'initiative du Foyer pour femmes autochtones de Montréal, il apporte du soutien émotionnel aux femmes, aux filles, à leurs proches et à la communauté dans leurs relations avec la police et vise à assurer que les institutions apportent une réponse adéquate aux disparitions. L'intervenante fait de la prévention et de l'intervention, notamment en faisant le pont vers les services policiers. Ce projet serait la seule initiative au Canada qui découle d'un accord avec les services policiers. Malgré la signature de l'accord avec le SPVM, le projet n'a pas obtenu de financement de la part de celui-ci. C'est finalement la Ville de Montréal et Justice Canada qui financent le projet.

Impacts

Six mois après le début du projet, quatorze cas de disparitions de femmes autochtones à Montréal ont été rapportés au projet Iskweu. Douze d'entre elles ont été retrouvées saines et sauvées et deux étaient décédées.

Sources : *Accord de collaboration entre le SPVM et le Réseau pour la stratégie de la communauté urbaine de Montréal*, pièce P-355 (CERP), p. 1-3; témoignages de Nakuset et Jessica Quijano, notes sténographiques du 21 février 2018, p. 76-117, lignes 14-9.

Le Hub Model

Services visés : services policiers, santé et services sociaux

Description

Le *Hub model*, difficilement traduisible en français (*hub* signifiant le centre, le pivot) consiste à regrouper et faire collaborer de multiples organisations et services en vue de déployer des stratégies de prévention et d'intervention auprès de personnes considérées comme étant à haut risque de se retrouver dans le système de justice. Selon le *Hub model*, les problèmes sociaux à l'origine de la criminalité doivent faire partie du travail policier, notamment l'identification des « facteurs de risque classiques », tels que : la surconsommation d'alcool et de drogue, les problèmes de santé mentale, le décrochage scolaire, les antécédents de violences et d'abus familiaux, etc. L'intervention est orientée vers la considération et la prise en charge des besoins avant que ces situations n'aboutissent en appels d'urgence dans les services de police. Le modèle a été initialement déployé dans la ville de Glasgow en Écosse. Il a été implanté au Canada par le chef de police Dale McFee et le conseiller en sécurité Norman Taylor à Prince Albert, Saskatchewan, en 2011. Sur la base du modèle de Prince Albert, une rencontre bihebdomadaire a lieu entre différents services (police, services sociaux, santé, éducation, représentants d'organismes autochtones) et organisations. Au cours de ces rencontres, les participants font état des situations et des interventions sont planifiées dans les 24 à 48 heures.

Impacts

Selon les données disponibles, Prince Albert aurait connu une diminution des crimes de violence de 37,0 % entre 2010 et 2013. Le *Hub model* est depuis implanté dans une centaine de collectivités au Canada, notamment dans des communautés autochtones.

Sources : Community Mobilization Prince Albert. 2015. *Report on the Hub Discussion 2013/2014: A Documentation of the Prince Albert Hub Discussion Study Period: September 1, 2013, to August 31, 2014*. Prince Albert, Saskatchewan : CMPA; *Rapport final – Sécurité publique Canada – Évaluation du programme des services des Premières nations 2014-2015*, pièce P-622 (CERP), p. v et p. 30.

Référence policière aux comités de justice

Services visés : services policiers et de justice

Description

Dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et au Groenland, les services de police peuvent renvoyer directement certaines infractions criminelles aux comités de justice autochtones, sans avoir à passer par un procureur. Les dossiers renvoyés sont évalués par les comités rapidement et ceux-ci déterminent s'ils peuvent les prendre en charge. Le cas échéant, le dossier de police est fermé et le comité est responsable de mener l'affaire jusqu'à sa disposition. Sinon, le dossier est renvoyé aux procureurs aux poursuites. Ce processus relève de la non-judiciarisation, c'est-à-dire que si le comité de justice prend en charge le dossier, l'infraction n'est pas prise en charge par le système judiciaire étatique.

Sources : *Recommandations formulées par Pierre Rousseau suite à son passage à la CERP*, pièce P-569 (CERP), p. 6 et p. 64-67; témoignage de Pierre Rousseau, notes sténographiques du 25 janvier 2018, p. 9-261, lignes 6-22.

La « méthode de Philadelphie »

Services visés : services policiers

Description

Le chef de police de Philadelphie, en collaboration avec l'organisme américain *Women's Law Project*, a mis en place un processus de révision des dossiers d'agressions sexuelles. Depuis, chaque année, une dizaine d'avocats et de travailleurs sociaux de plusieurs groupes de défense des droits des femmes et des enfants révisent de 400 à 500 cas en trois ou quatre jours. Différents corps de police canadiens, dont ceux d'Ottawa, Kingston, Stratford, Timmins, Peterborough, London et Calgary, ont développé des modèles similaires. En décembre 2017, la Sûreté du Québec s'est inspirée de ce modèle en créant un comité de révision des plaintes pour agressions sexuelles impliquant des organismes de défense des victimes. Le Service de police de la Ville de Québec a fait de même. En revanche, contrairement au modèle de Philadelphie, ce sont, au Québec, les victimes qui doivent faire une demande de révision.

Impacts

À Philadelphie, le taux de plaintes pour agressions sexuelles jugées non fondées par la police est passé de 18,0 % en 1998 à 6,0 % en 2016 et il semble que les enquêtes soient menées avec plus de sensibilité. Quant au processus de la SQ, selon des informations diffusées dans les médias, peu de dossiers ont été révisés. En date du 20 août 2018, seules deux plaintes auraient fait l'objet d'une révision.

Sources : Women's Law Project. 2013. *Advocacy to improve police response to sex crimes*. Repéré à https://www.womenslawproject.org/wp-content/uploads/2017/02/Policy_Brief_Improving_Police_Response_to_Sexual_Assault.pdf; Calgary Police Service. 2018. *Sexual offence strategy*. Repéré à <https://www.calgarypolicecommission.ca/doc/p-sos-2018.pdf>; Ville de Québec. Révision des enquêtes en matière d'agressions sexuelles (REMAS). Repéré à https://www.ville.quebec.qc.ca/citoyens/police/porter_plainte/revision-enquetes-remas.aspx; Lamontagne, K. (2018, 20 août). À peine deux plaintes jugées non fondées révisées. *Agence QMI*.

Le projet Saqijuq au Nunavik

Services visés : police, justice, santé, services sociaux et protection de la jeunesse

Description

Saqijuq, qui signifie en inuktitut « changement de la direction du vent » est une initiative qui a cours actuellement dans la communauté de Puvirnituk (Nunavik). Le projet est basé sur la volonté d'assurer les interventions en collaboration, de créer un réseau d'organismes et de services communautaires dans le secteur juridique, de modérer la consommation abusive d'alcool et de drogues dans une approche de réduction des méfaits, ainsi que de réduire la judiciarisation et l'incarcération des Inuit, et ce, par la régulation sociale inuit. Le projet a des composantes axées sur la santé et les services sociaux, telles que la bonification ou la création de cercles de soutien, d'un camp de ressourcement sur le territoire, de programmes de sensibilisation ainsi que de services de réadaptation, de désintoxication, et de dégrisement. La création d'une cour spécialisée au Nunavik, aussi appelée *Nunavik Wellness Court*, est également au cœur du projet. Une équipe mobile d'intervention (EMI) composée de policiers et d'intervenants est par ailleurs partie intégrante de Saqijuq. Les services de protection de la jeunesse peuvent également aiguiller des jeunes vers Saqijuq.

Sources : Témoignages de Paulusi Beaulne et Aileen MacKinnon, notes sténographiques du 19 novembre 2018, p. 54-89, lignes 5-2; témoignage de Mylène Jaccoud, notes sténographiques du 16 février 2018, p. 206-218, lignes 9-4; *Saqjuq en liasse français, anglais, Inuktitut*, pièce P-1124 (CERP), p. 1-3.

Le programme de justice communautaire atikamekw nehirowisiw

Service visé : *justice*

Description

Les Atikamekw Nehirowisiw ont amorcé un projet avec des chercheurs universitaires afin de documenter les savoirs traditionnels et les conceptions de la justice atikamekw nehirowisiw. Leur but est de soutenir le développement d'un modèle de prise en charge des conflits dans les domaines de la protection de la jeunesse et de la violence conjugale et familiale. Le projet a permis de documenter l'aspiration des communautés à une plus grande autonomie et de renforcer les structures et processus de justice, en plus de dessiner différentes pistes d'actions.

Sources : Témoignages de Marie-Ève Sylvestre, Mylène Jaccoud et Christian Cocoo, notes sténographiques du 22 février 2018, p. 10-125, lignes 14-18; *Renforcer la gouvernance atikamekw*, pièce P-435 (CERP), p. 1-28; *Renforcer la gouvernance atikamekw nehirowisiw : vers un modèle atikamekw de prise en charge des conflits et problèmes liés à la violence conjugale et à la protection de la jeunesse*, pièce P-436 (CERP), p. 1-81; *Renforcer la gouvernance atikamekw nehirowisiw : vers un modèle atikamekw de prise en charge des conflits et problèmes liés à la violence conjugale et à la protection de la jeunesse – Deuxième rapport portant sur les interactions entre les ordres juridiques*, pièce P-437 (CERP), p. 1-41; *Le pluralisme juridique en contexte atikamekw nehirowisiw dans le secteur pénal et la protection de la jeunesse*, pièce P-438 (CERP), p. 1-18.

Division de la justice de Kahnawá : ke

Service visé : *justice*

Description

La *Loi sur la justice de Kahnawá : ke* (*Kahnawá : ke Justice Act*) est une loi autonome couvrant les juridictions administratives, criminelles, civiles et pénales en vue d'assurer et de rétablir l'harmonie selon le droit souverain du peuple mohawk d'établir ses propres lois. Elle soutient quatre instances indépendantes, soit le programme de justice réparatrice, le tribunal administratif, la Cour de Kahnawá : ke et la Cour d'appel. La *Loi* fait du programme de justice réparatrice le premier recours pour la résolution de conflits. Celui-ci vise à mettre en œuvre les pratiques traditionnelles de médiation, de discussions facilitées et de cercles de paroles dans une approche non contradictoire, holistique, de responsabilité sociale et d'harmonie. La Cour de Kahnawá : ke est composée de deux juges de paix nommés en vertu de l'article 107 de la *Loi sur les Indiens*. Elle entend les infractions relatives à cette loi, ainsi que certaines infractions au *Code criminel* (excluant les actes criminels, la conduite avec facultés affaiblies et les poursuites sommaires en lien avec des actes violents). Le tribunal administratif consiste en un arbitre chargé de réviser les décisions de la branche administrative du gouvernement. Une procédure d'arbitrage communautaire permet par ailleurs aux parties privées de régler leurs disputes hors cour. Finalement, la Commission de la justice de Kahnawá : ke est responsable de surveiller l'administration de la justice sur le territoire.

Sources: Témoignages de Kevin Fleishcher, notes sténographiques du 15 février 2018, p. 8-48, lignes 16-5; *Présentation PowerPoint*, pièce P-365 (CERP), p. 1-38; *Entente sur l'administration de la justice entre le Québec et Kahnawá: ke*, 30 mars 1999, pièce P-366 (CERP), p. 1-6; *Kahnawá: ke Justice Act*, pièce P-367 (CERP), p. 1-17.

Division de la justice d'Akwesasne

Service visé: justice

Description

Akwesasne a développé un processus de ratification des lois intitulé *Law Enactment Procedural Regulation* qui consiste en cinq phases: le développement de la loi, l'acceptation du principe, la consultation de la communauté, l'adoption de la loi et la ratification ou le rejet de celle-ci par le Conseil Mohawk. La *Akwesasne Court Law* a été adoptée en 2016 pour reconnaître et structurer les pratiques déjà existantes et émergentes. La Cour d'Akwesasne a juridiction sur le territoire mohawk d'Akwesasne et applique les lois et règlements adoptés par Akwesasne, ce qui peut inclure des infractions punissables par procédure sommaire. Ses juges sont des personnes reconnues par la communauté pour leur intégrité, leurs connaissances et leurs valeurs et n'ont pas besoin d'être avocats. Les rôles de procureur et d'avocat de la défense sont prévus, mais il est également possible qu'un « représentant » soit présent pour parler au nom d'une personne. La *Court Law* est flexible afin de donner la liberté aux juges de trouver des solutions créatives aux conflits. Elle a aussi un service de médiation, notamment en matières familiales. La Commission de révision d'Akwesasne surveille les corps administratifs et l'indépendance judiciaire de la Cour. Le Programme de justice communautaire d'Akwesasne a été mis en place par la signature de protocoles en 2004. Le *Neh Ka'nikonri: io Council* est composé de membres reconnus de la communauté et vise à restaurer l'équilibre communautaire et la paix entre les familles. Les jeunes ou les adultes y sont aiguillés s'ils manifestent la volonté de prendre leurs responsabilités face aux événements.

Sources: Témoignages de Joyce King et Bonnie Cole, notes sténographiques du 15 février 2018, p. 52-137, lignes 22-12; *Akwesasne Takaia'torehthá: ke Kaianerénhséra (Akwesasne Court Law)*, pièce P-369 (CERP), p. 1-24; *2016-2017 Annual Report – Akwesasne Court*, pièce P-370 (CERP), p. 1; *Akwesasne Community Justice Program Brochure*, pièce P-375 (CERP), p. 1-2; *Akwesasne Justice Department, Feb. 8 2018, Fact Sheet update*, pièce P-376 (CERP), p. 1; *Mohawk Council of Akwesasne, Akwesasne Justice Department, Administration of Justice*, pièce P-377 (CERP), p. 1-37.

Le Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal

Services visés: justice, correctionnel, santé et services sociaux

Description

Le Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal (CJPP), créé en 2014, a le mandat de travailler avec la communauté autochtone de Montréal en vue de mettre un terme aux problèmes systémiques associés à la marginalisation, à la discrimination et à la victimisation de la population autochtone dans les systèmes de justice et correctionnel, au moyen de ressources et de services adaptés à leurs cultures. Les services du CJPP se divisent en trois volets. En matière de prévention et de déjudiciarisation, des programmes liés aux relations saines, à la gestion de la colère, à la toxicomanie et à la guérison sont offerts, ainsi que le mentorat des aînés. Dans son volet intervention et diversion, il offre information juridique, aiguillage, soutien et accompagnement, en plus de participer au programme

PAJIC à la Cour et au programme de travaux compensatoires avec le YMCA. Quant au volet sensibilisation et renforcement des capacités, le CJPP mise sur l'information, le plaidoyer, la sécurité culturelle et les réalités autochtones. En plus de consolider ces aspects, le CJPP visait en 2018 à créer un programme de mesures de rechange en matière criminelle au niveau du Palais de justice, ainsi qu'un programme de visites en prisons fédérales et provinciales.

Impacts

En date du 20 février 2018, le CJPP avait offert des services à 66 personnes, dont 50,0 % inuit et 50,0 % issues des Premières Nations.

Sources: Témoignages de Serge Tremblay et Vivien Carli, notes sténographiques du 20 février 2018, p. 54-116, lignes 13-14; *Présentation du Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal*, pièce P-424 (CERP), p. 1-23; *First Peoples Justice Center of Montreal Annual Report, April 1 2016 – March 21 2017*, pièce P-426 (CERP), p. 1-13; *First Peoples Justice Center of Montreal, Strategic Plan 2017 to 2021*, pièce P-427 (CERP), p. 1-21.

Aboriginal Legal Services en Ontario

Services visés : justice, protection de la jeunesse

Description

Aboriginal Legal Services (ALS) a été créé en 1990 pour combler les besoins en matière de justice pour les personnes autochtones vivant à Toronto. Aujourd'hui, ses activités s'étendent à 11 villes différentes en Ontario. ALS a quatre domaines d'interventions principaux: la clinique juridique, le programme de justice autochtone appelé le *Community Council*, les rapports Gladue et les travailleurs parajudiciaires. La clinique juridique offre information et conseils juridiques en matière de logement, d'aide sociale et de plaintes liées aux droits humains, en plus de s'impliquer dans les enjeux transfrontaliers, d'enregistrement de statut et en matière de litige stratégique pour faire avancer les droits des Autochtones devant les tribunaux, les investigations du coroner et les commissions d'enquête. Le *Community Council* d'ALS, qui a commencé ses activités en 1992, est le premier programme de justice autochtone en milieu urbain au Canada. Les objectifs du programme ont été établis avec des aînés et enseignants traditionnels, puis discutés en consultations communautaires. Les dossiers transmis par la Couronne au *Community Council* sont déjudiciarisés, c'est-à-dire que les accusations sont retirées ou suspendues dès le début et le dossier ne retourne plus à la Couronne. Tous types d'infractions peuvent être acceptés si la Couronne y consent, sauf en matière de violence sexuelle et conjugale. ALS a des travailleurs qui se consacrent à temps plein à la rédaction de rapports Gladue pour les accusés autochtones, ou de lettres Gladue plus courtes quand la sentence envisagée est de moins de 90 jours. Des *Gladue caseworker* accompagnent par ailleurs les personnes dans leurs démarches après la rédaction des rapports. Les cours Gladue de Toronto ont démarré en 2001 et consistent en des salles de cours réservées pour entendre les personnes autochtones. La salle de cour expose de l'art autochtone et chaque jour avant le début de l'audience, une séance de *smudging* a lieu. Des enquêtes sur la mise en liberté peuvent y être entendues et des ressources ont été mises en place en matière de logement et de support pour permettre aux personnes d'être libérées. Les rapports Gladue sont une part essentielle du processus et des cercles de sentence ont lieu dans la salle de cour. ALS a par ailleurs cinq travailleurs parajudiciaires en droit criminel ainsi qu'un travailleur en matière familiale à Toronto. Ceux-ci aiguillent les

accusés vers le *Community Council* ou accompagnent les personnes aux cours Gladue. Finalement, ALS a un programme intitulé *Giiwedín anang* qui vise à aider les individus à sortir du système de protection de l'enfance. Après avoir rencontré un aîné, des cercles de discussion comprenant un décideur des services de protection de l'enfance sont organisés. Les parents travaillent sur les enjeux identifiés avec un aîné ou un accompagnateur d'ALS et l'enfant, s'il est assez âgé, aura le soutien d'un « oncle » ou d'une « tante ».

Impacts

Le *Community Council* prend en charge plus de 200 accusés par année. Les évaluations du ministère de la Justice du Canada ont conclu que le taux de récidive des personnes qui complètent le programme a diminué de façon significative. ALS pour sa part évalue très positivement ses activités en raison de l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des clients, en plus de redonner du pouvoir à la communauté autochtone. Quant aux cours Gladue, les évaluations ainsi que l'expérience d'ALS révèlent que les personnes se sentent écoutées et s'approprient un processus qui leur semble plus légitime. *Giiwedín anang* prend de 60 à 70 dossiers par année et a un très haut taux de succès.

Sources: Témoignage de Jonathan Rudin, notes sténographiques du 14 février 2018, p. 141-279, lignes 2-20; témoignage de Jonathan Rudin et de Mara Green, notes sténographiques du 16 février 2018, p. 11-104, lignes 25-18 et p. 115-131, lignes 11-12; *Report of the Program Director (ALST 2017)*, pièce P-356 (CERP), p. 1-6; *Evaluation of the Aboriginal Legal Services of Toronto Community Council Program (April 2000)*, pièce P-357 (CERP), p. 1-8; *Report on the Interim Legal Advocacy Director on the Program's activities for the 2016-2017 fiscal year*, pièce P-358 (CERP), p. 1-6; *Information au sujet du programme de déjudiciarisation d'ALST*, pièce P-359 (CERP), p. 1-5.

Le Programme d'accompagnement justice itinérance à la Cour (PAJIC) à Montréal

Service visé: justice

Description

Né en 2009, le Programme d'accompagnement justice itinérance à la Cour (PAJIC) est un programme social volontaire de la Cour municipale de Montréal visant les personnes judiciairisées ayant vécu une situation d'itinérance et qui mènent des démarches pour sortir de la rue et améliorer leurs conditions de vie. Le volet régulier du PAJIC permet d'annuler la totalité ou une partie des constats d'infraction liés à la situation d'itinérance. Le volet portes ouvertes, quant à lui, vise à éviter l'emprisonnement et à imposer des sentences adaptées à la situation de la personne, incluant parfois le retrait des accusations. La Clinique Droits Devant, un organisme communautaire, est la porte d'entrée du programme et ses intervenants accompagnent les personnes du début à la fin. Une équipe attitrée de procureurs et de juges est assignée au programme. Les procureurs rencontrent le plus souvent possible les personnes à la Clinique Droits Devant plutôt qu'à la cour et une salle de cour est affectée au programme chaque semaine pour les suivis et pour les cas qui finalisent. Un volet autochtone adapté est en développement avec le Centre de Justice des Premiers Peuples depuis 2017. Le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or a amorcé avec la cour municipale de Val-d'Or en 2018 un programme similaire intitulé Anwatan-PAJIC, lequel est adapté aux besoins et spécificités autochtones à Val-d'Or.

Impacts

En date de leur témoignage, la Clinique Droits Devant comptait 1 181 personnes qui ont été intégrées au volet régulier du PAJIC, dont 696 qui ont finalisé par un retrait complet ou partiel de leur dette judiciaire. Ce sont ainsi près de 11 000 constats d'infraction qui ont été retirés dans le cadre du PAJIC.

Sources: Témoignage de Nicolas Mercier Lamarche, notes sténographiques du 13 novembre 2017, p. 79-128, lignes 7-1; témoignage de Jacinthe Poisson, notes sténographiques du 13 novembre 2017, p. 219-252, lignes 1-19; *Bilan annuel 2016-2017, Clinique Droits Devant*, pièce P-212 (CERP), p. 20-26; témoignage de Rachel Deutsch, notes sténographiques du 20 novembre 2017, p. 113-134, lignes 2-3; témoignages de Stéphanie Quesnel et Mylène Grondin, notes sténographiques du p. 19-66, lignes 16-21; *Protocole Anwatan-Pajic Val-d'Or*, pièce P-1180 (CERP), p. 1.

L'Indigenous Law Research Unit à Victoria

Service visé: justice

Description

L'*Indigenous Law Research Unit* (ILRU) a été créé au sein de la Faculté de droit de l'Université de Victoria, en Colombie-Britannique. L'ILRU a travaillé avec quarante communautés autochtones et a notamment publié de nombreux rapports portant sur les différentes questions légales identifiées par les communautés. Les projets de recherche complets durent normalement de huit à dix mois. Sur invitation par la communauté, l'unité offre un atelier de deux à trois jours pour expliquer sa méthodologie, puis un processus d'analyse en plusieurs phases est prévu: identification de la question spécifique de recherche, analyse de cas (histoires, récits descriptifs, entretiens, pratiques), création d'un cadre synthèse et finalement mise en œuvre, application et évaluation critique. L'objectif est de créer une ressource pour le futur processus de prise de décision, plutôt que de fixer pour toujours ce que devrait être le droit.

Sources: Témoignages de Val Napoleon et Hadley Freidland, notes sténographiques du 4 décembre 2017, p. 116-131, lignes 12-14; *Indigenous Laws as a Cornerstone for Concrete, Effective and Lasting Reconciliation*, pièce P-250 (CERP), p. 33-41 sur 63 (PDF en ligne).

La Peacemaker Court de la nation Tlingit de Teslin au Yukon

Service visé: justice

Description

À la suite de la signature en 2011 de l'*Administration of Justice Agreement* par les gouvernements du Canada et du Yukon, la *Peacemaker Court* de la nation Tlingit de Teslin a été instaurée. Elle se fonde sur le «Ha Kus Teyea» (*mode de vie*), soit le maintien des approches coutumières et des principes de respect, d'amour, d'harmonie, d'honnêteté, de confiance et de responsabilité, et applique le droit et les principes des Tlingit de Teslin. Des amendes allant jusqu'à 5 000 \$ ou un emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois peuvent être imposés, sauf pour les infractions environnementales qui peuvent être pénalisées jusqu'à hauteur de 300 000 \$. La cour a compétence notamment en matière d'adoption, de mariage, de testament, d'héritage, de chasse, de trappe et pêche, de zonage, de faune et flore, de ressources naturelles, mais pas en matière criminelle. En phase 1, la cour offre un mécanisme de règlement des différends avec le consentement

des parties. Elle pourra également conduire des procès et entendre des appels dans sa phase 2 (cette fonction est en suspens). Toutefois, les *Peacemakers* pourront agir quand un dossier criminel leur est confié en vertu d'un protocole d'entente de déjudiciarisation entre les gouvernements, la police et la Couronne.

Sources : Témoignage de Pierre Rousseau, notes sténographiques du 25 janvier 2018, p. 195, lignes 12-22: *Recommandations formulées par Pierre Rousseau suite à son passage à la CERP*, pièce P-569 (CERP), p. 8-9; Teslin Tlingit Council. 2015. *Justice Council & Peacemaker Court*. Repéré à <http://www.ttc-teslin.com/LiteratureRetrieve.aspx?ID=229753>; Teslin Tlingit Council. *Peacemaker Court*. Repéré à <http://www.ttc-teslin.com/peacemaker-court.html>

Le Cercle de guérison *Hollow Water* au Manitoba

Services visés : *police, justice, santé et services sociaux*

Description

Le cercle de *Hollow Water* est né en 1983 en réponse à des problèmes de violence familiale et sexuelle. L'équipe de guérison reçoit directement les dénonciations sans l'intermédiaire de la police (étape 1). Dès lors, l'équipe s'assure de la protection de la victime (étape 2). Autant la victime et sa famille que l'agresseur et la famille de ce dernier bénéficient d'équipes de soutien, mais l'agresseur sera confronté par son équipe (étape 3). Il peut alors décider d'être renvoyé au système de justice, mais s'il décide de s'engager dans le cercle, il doit alors reconnaître sa responsabilité et plaider coupable en cour. Sa sentence est suspendue pour environ quatre mois afin de lui permettre de participer au cercle de guérison. Pendant cette période, l'aide nécessaire est apportée au conjoint et à la famille de l'agresseur (étape 4), aux membres des familles respectives et à la collectivité en général (étape 5). L'équipe d'évaluation rencontre la Gendarmerie royale du Canada (étape 6) et il est possible que le dossier soit renvoyé au système judiciaire. Sinon, un « contrat de réconciliation » est établi pour l'agresseur et est présenté dans le cadre de cercles d'échange où l'agresseur et la victime sont séparés (étapes 7 et 8). Les personnes y sont amenées à reconnaître les faits et l'agresseur sa responsabilité, puis à suivre des séances de soutien thérapeutique (étapes 9 et 10). À mesure que la victime devient plus forte, le cercle s'agrandit jusqu'à la « rencontre spéciale » (étape 11). L'agresseur et la victime sont face à face, accompagnés de leurs familles et de membres de la communauté élargie. Un « contrat de guérison » contenant les mesures pour transformer les relations entre l'agresseur et la victime ou avec des membres de la communauté est signé par toutes les personnes présentes au cercle. Des cercles de sentence ont été intégrés au processus (étapes 11 et 12) afin de permettre à tous de faire part de leurs recommandations. Une cérémonie de purification marque symboliquement la fin du processus de guérison (étape 13).

Source : *Les cercles de guérison et les cercles de sentence autochtones au Canada*, pièce P-407 (CERP), p. 87-89.

Le Centre résidentiel Kapatakan Gilles Jourdain

Services visés : *justice, santé, services sociaux et correctionnels*

Description

Fondé en 2001, le centre résidentiel Kapatakan Gilles Jourdain est situé près de Sept-Îles. Il peut accueillir vingt résidents autochtones ayant eu des démêlés avec le système judiciaire pour des séjours de douze semaines dans une optique de réhabilitation, de guérison, de

responsabilisation, d'autonomie et de réconciliation de l'individu avec sa famille et sa communauté. L'objectif du centre est de prévenir les récidives criminelles pour réduire la détresse humaine et permettre aux détenus autochtones de retrouver leur dignité. Pendant le séjour, l'emphasis est mise sur la réidentification de l'identité, de la culture et des valeurs autochtones. Treize modules psychoéducatifs doivent être suivis par les résidents, ainsi que certains programmes adaptés répondant à leurs besoins spécifiques. Un plan de vie est développé avec l'agent de liaison. En plus de reposer sur les approches cliniques contemporaines, le programme repose sur la philosophie de guérison autochtone. Parmi les critères d'admission, mentionnons que les personnes doivent être ou avoir été incarcérées et jugées, et ainsi relever du Service correctionnel du Québec ou du Canada, en plus d'être volontaires. Leur financement repose presque entièrement sur la contribution du ministère de la Sécurité publique, ainsi que des services correctionnels canadiens. Le centre souhaite recevoir des personnes en détention préventive éventuellement dans le cadre de leur projet de caution. Une place sera réservée à la clientèle itinérante de Uashat mak Mani-Utenam. Le centre prévoit également participer au programme de traitement de la toxicomanie de la cour du Québec (PTTCQ).

Source : Témoignages de Brigitte Lalo Malec, Lise Malec, notes sténographiques du 17 mai 2018, p. 52-133, lignes 7-25.

Le système judiciaire du Groenland

Services visés : *services de justice et correctionnels*

Description

Le Groenland a intégré une forme de pluralisme juridique à son système judiciaire. Une expédition juridique s'est déplacée dans les années 1940 dans les villages pour documenter les connaissances et traditions des communautés inuit, qui composaient alors 88,0 % des habitants du Groenland. Le *Code pénal*, adopté en 1954, a alors été divisé en deux sections, l'une contenant les infractions criminelles et l'autre contenant les sanctions. Mis à part le meurtre, les infractions ne sont pas liées à des sanctions précises, afin de permettre la plus grande flexibilité possible. La cour de magistrats siège dans les villages avec un juge et deux assesseurs. Aucun d'entre eux n'est avocat et ce sont tous des gens reconnus par la communauté. Ils reçoivent une formation, puis les assesseurs peuvent éventuellement devenir juges. Il n'y a aucun avocat présent lors des audiences, la fonction de la poursuite étant assurée par des policiers formés en ce sens et celle de la défense par des *bystanders* pour aider et accompagner les accusés. La Cour du Groenland a compétence spécifique en certaines matières et peut entendre les causes transmises par la cour de magistrats, en plus de superviser et former les magistrats locaux. Puis, la Haute Cour du Groenland siège en appel. Pendant longtemps, le Groenland n'avait pas de prison, seulement un établissement mixte où les personnes pouvaient entrer et sortir librement. Elles devaient payer leur hébergement et donc travailler à proximité. Les détenus jugés dangereux étaient envoyés au Danemark. En 1994, une Commission sur l'administration de la justice a été établie. Celle-ci est venue visiter la cour itinérante au Québec et a choisi de ne pas implanter ce modèle au Groenland. Une prison a récemment ouvert ses portes dans la capitale, Nuuk.

Sources: Témoignage de Pierre Rousseau, notes sténographiques du 25 janvier 2018, p. 203-215, lignes 6-9; Article de Pierre Rousseau « *Le système de justice criminelle au Groenland* », article publié en 1996 suite à une Conférence à Kahnawake dont le thème était « *Les modèles contemporains de justice autochtone: boucler la boucle* », pièce P-570 (CERP), p. 1-27; Recension faite par Pierre Rousseau du livre « *Crime, Law and Justice in Groenland* » publié dans Étude/Inuit/Studies, 1998, vol. 22(1), pièce P-571 (CERP), p. 1-4.

Les tribunaux autochtones à travers le Canada

Service visé: *services de justice*

Description

En Nouvelle-Écosse, une cour ouvrira sous peu dans la communauté de Wagmatcook au Cap-Breton afin de desservir autant la population autochtone qu'allochtone, puisque la cour locale a été fermée. Des journées de cour y sont dédiées à des programmes en dépendance et en bien-être, et le *Mi'kmaw Legal Support Network* s'y implique. Au Nouveau-Brunswick, la *Elsipogtog Healing to Wellness Court*, située dans la communauté mi'gmaq d'Elsipogtog, accompagne les individus dans leurs défis, notamment en matière de violence ou de dépendance, afin de trouver des alternatives à l'emprisonnement. L'Ontario compte treize modèles de tribunaux autochtones différents, dont ceux pour lesquels *Aboriginal Legal Services* a aidé la mise en place, ainsi que deux spécialisés en protection de la jeunesse à Brantford et à Toronto. La cour de circuit eeyou (crie) de Saskatchewan se déplace dans les communautés. Le juge est eeyou (cri) et les procédures se déroulent dans cette langue. Deux tribunaux autochtones existent en Alberta. Le premier est situé dans la communauté de Siksika, où un juge parle siksika blackfoot et la plupart des procédures se déroulent dans cette langue. Le deuxième était situé dans la communauté Tsuu T'ina, mais a récemment déménagé à Calgary dans une nouvelle salle spécialement adaptée pour recevoir les personnes autochtones. En Colombie-Britannique, il y a cinq tribunaux autochtones, la plupart situés dans des petites villes près des communautés. Dans certains, des aînés sont assis avec le juge durant les audiences sur sentence. Plusieurs de ces cours peuvent transmettre des dossiers à des programmes de justice restauratrice. Il n'y a pas de tribunaux autochtones de ce type à Terre-Neuve-et-Labrador, sur l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec et au Manitoba.

Sources: Témoignage de Jonathan Rudin, notes sténographiques du 16 février 2018, p. 103-115, lignes 20-10; *Overview of Gladue Courts/Indigenous People's Courts in the Ontario Court of Justice*, pièce P-379 (CERP).

ANNEXE 7

NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS PAR PEUPLE AUTOCHTONE

Peuple ou nation	Nombre
Abénakis	5
Anishnabek (Algonquins)	127
Atikamekw Nehirowisiw	129
Eeyou (Cris)	144
Hurons-Wendat	9
Inuit	277
Innus	183
Malécites	1
Mi'gmaq	11
Mohawks	9
Naskapis	10
Autres	20
Nombre total de dossiers d'enquête ouverts	1 047

ANNEXE 8

LISTE DES VISITES EFFECTUÉES PAR L'ÉQUIPE DE RELATIONS AVEC LES AUTOCHTONES

(ordre chronologique)

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Québec	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (employés)	11 mai 2017	Multiple	X			X
Québec	Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (employés) et Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (employés)	11 mai 2017	Multiple		X	X	
Lac Simon	Conseil de la nation Anishnabe du Lac Simon	12 mai 2017	Anishnabek (Algonquins)	X		X	
Val-d'Or	Cree Women of Eeyou Istchee Association (CA)	20 mai 2017	Eeyou (Cris)	X		X	
Val-d'Or	Conseil Tribal de la Nation Algonquienne-Anishinabeg (Chefs)	25 mai 2017	Anishnabek (Algonquins)	X		X	
Laval	Femmes Autochtones du Québec – présentation au CA	28 mai 2017	Multiple	X		X	

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Pikogan	Conseil de la Première Nation Abitibiwinni (Chef, vice-chef, conseillers et directeurs)	1 ^{er} juin 2017	Anishnabek (Algonquins)	X		X	
Trois-Rivières	Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador	14 juin 2017	Multiple	X		X	
Lac Simon	Centre de santé (employés)	28 juin 2017	Anishnabek (Algonquins)	X		X	
Kitcisakik	Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	18 juil. 2017	Anishnabek (Algonquins)	X		X	
Kitigan Zibi	Assemblée générale annuelle du Conseil Tribal de la Nation Algonquine Anishinabeg	6 août 2017	Anishnabek (Algonquins)	X		X	
Kitigan Zibi	Kitigan Zibi Anishinabeg Band Council	9 août 2017	Anishnabek (Algonquins)	X		X	
Maniwaki	Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	9 août 2017	Anishnabek (Algonquins)	X			X
Kitigan Zibi	Centre Wanaki	10 août 2017	Anishnabek (Algonquins)	X		X	
Manawan	Conseil des Atikamekw Nehirowisiw de Manawan et Centre d'amitié autochtone de Joliette Lanaudière	15 août 2017	Atikamekw Nehirowisiw	X		X	X
Roberval	Centre d'amitié autochtone du Lac Saint-Jean	22 août 2017	Multiple	X			

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Mashteuiatsh	Centre de santé et radio communautaire (employés)	23 août 2018	Innus		X	X	
Chibougamau	Centre d'amitié Eenou de Chibougamau et la Ville de Chibougamau	23 août 2017	Autochtones et services publics	X			X
Lac Simon	Centre de santé	28 août 2017	Anishnabek (Algonquins)		X	X	
Pikogan	Conseil de la Première Nation Abitibiwinni	5 sept. 2017	Anishnabek (Algonquins)	X		X	
Waskaganish	Assemblée générale annuelle de l'Association des femmes crie d'Eeyou Istchee	9 sept. 2017	Eeyou (Cris)	X		X	
Kahnawà: ke	Mohawk Council of Kahnawà: ke - Chef et direction	11 sept. 2017	Mohawk	X		X	
Montréal	Montréal autochtone - Native Montreal (employés)	12 sept. 2017	Multiple	X			X
Montréal	RÉSEAU autochtone de Montréal – Montreal Aboriginal NETWORK	12 sept. 2017	Multiple		X		X
Montréal	Commission scolaire crie	13 sept. 2017	Eeyou (Cris)		X		X
Montréal	Centre de justice des Premiers peuples de Montréal	13 sept. 2017	Multiple		X		X

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Senneterre	Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	13 sept. 2017	Multiple	X			X
Montréal	Projets autochtones du Québec (employés)	14 sept. 2017	Multiple	X			X
Montréal	Foyer pour femmes autochtones de Montréal (employés)	14 sept. 2017	Multiple	X			X
Timiskaming	Timiskaming First Nation (dans le cadre d'une activité de réseautage)	18 sept. 2017	Anishnabek (Algonquins)	X		X	
Val-d'Or	Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	20 sept. 2017	Multiple	X			X
Val-d'Or	La Plaque de Val-d'Or Inc - Maison d'hébergement (employés et clientèle autochtone)	21 sept. 2017	Multiple	X			X
Val-d'Or	École aux adultes Kitci Amik (CRÉA - Centre régional d'éducation aux adultes)	26 sept. 2017	Anishnabek (Algonquins)	X		X	
Manawan	Rencontre des membres de la communauté	26 sept. 2017	Atikamekw Nehirowisiw	X		X	
Val-d'Or	Gouvernement de la Nation Crie (Eeyou Itschee), ENFFADA et une diffusion streaming sur le Web	5 oct. 2017	Eeyou (Cris)	X		X	
La Tuque	Centre d'amitié autochtone de La Tuque	10 oct. 2017	Multiple	X			X

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Barriere Lake (Lac Rapide)	Communauté Anishnabe de Rapid Lake	10 oct. 2017	Anishnabek (Algonquins)	X		X	
Wemotaci	Centre de santé	10 oct. 2017	Atikamekw Nehirowisiw		X	X	
Trois-Rivières	Point de services pour les Autochtones à Trois-Rivières	12 oct. 2017	Multiple	X			X
Mashteuiatsh	Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	16 oct. 2017	Innus	X		X	
Mashteuiatsh	Centre de santé (employés)	17 oct. 2017	Innus	X		X	
Opitciwan (Obedjiwan)	Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	18 oct. 2017	Atikamekw Nehirowisiw	X		X	
Montréal	Santé Canada - intervenants autochtones	25 oct. 2017	Multiple	X		x	
Val-d'Or	Collège Kiuna (étudiants se déplacent à VD)	26 oct. 2017	Multiple		X	X	
Val-d'Or	Dîner-conférence de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (étudiants, membres du personnel, citoyens, services publics via le système de vidéoconférence)	26 oct. 2017	Multiple	X			X
Akwesasne	Mohawk Council of Akwesasne	27 oct. 2017	Mohawks	X		X	

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Pessamit	Présentation à la population	7 nov. 2017	Innus	X		X	
Mistissini	Session d'information publique et la radio communautaire	7 nov. 2017	Eeyou (Cris)	X		X	
Sept-Îles	Présentation Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	8 nov. 2017	Innus	X			X
Uashat mak Mani-Utenam	Présentation à la population et une diffusion sur le Web	8 nov. 2017	Innus	X		X	
Oujé-Bougoumou	De passage dans la communauté pour afficher des posters (Conseil de bande, clinique, radio, hôtel, éducation aux adultes, etc.)	8 nov. 2017	Eeyou (Cris)		X	X	
Nutashkuan	Présentation à la population	9 nov. 2017	Innus	X		X	
Ekuanitshit (Mingan)	Conseil de bande	9 nov. 2017	Innus		X	X	

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Waswanipi	Cree Human Resources Development 10th Regional Career Fair (kiosque)	8 et 9 nov. 2017	Eeyou (Cris)		X	X	
Amos	Établissement de détention d'Amos	13, 14 et 18 nov. 2017	Multiple	X			X
Long Point (W'inneway)	Présentation à la population	14 nov. 2017	Anishnabek (Algonquins)	X		X	
Kuujuuaq	Kativik Regional Police Force	15 nov. 2017	Inuit		X	X	
Kuujuuaq	Bureau des Services juridiques	15 nov. 2017	Inuit		X	X	
Kuujuuaq	Services parajudiciaires autochtones du Québec (SPAQ)	15 nov. 2017	Inuit		X	X	
Kuujuuaq	Table ronde de l'organisme Saturviit	16 nov. 2017	Inuit		X	X	

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Kuujuuaq	Kativik Regional Government	16 nov. 2017	Inuit		X	X	
Kuujuuaq	Ville de Kuujuaq	16 nov. 2017	Inuit		X	X	
Kuujuuaq	Isuarsivik Regional Recovery Centre	17 nov. 2017	Inuit		X	X	
Val-d'Or	Rencontre avec un groupe d'étudiants autochtones Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue - Cours M ^e Louis Bigué	21 nov. 2017	Multiple	X			X
Saint-Jérôme	Centre de détention provinciale	21-23 nov. 2017	Multiple	X			X
Laval	Établissement de détention Leclerc	3 déc. 2017	Multiple	X			X
Val-d'Or	Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (Groupe Odabi)	4 déc. 2017	Multiple	X			X

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Trois-Rivières	Point de Services pour les Autochtones de Trois-Rivières	10 janv. 2018	Multiple		X		X
Nemaska	Nemaska Women's Gala	Semaine du 15 jan. 2018	Eeyou (Cris)		X	X	
Québec	Centre d'amitié autochtone de Québec	16 janv. 2018	Multiple		X		X
Montréal	Université Concordia (étudiants autochtones)	16 janv. 2018	Multiple		X		X
Montréal	Université McGill	16 janv. 2018	Multiple		X		X
Wôlinak	Grand conseil de la Nation Waban-Aki	17 janv. 2018	Abénakis		X	X	
Odanak	Collège Kiuna	17 janv. 2018	Multiple		X	X	
Montréal	Projets autochtones du Québec	18 janv. 2018	Multiple	X			X
Montréal	RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal	18 janv. 2018	Multiple	X			X
Montréal	Médecins du monde Canada (employés et bénévoles)	19 janv. 2018	Multiple	X			X

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Kawawachikamach	Visites de courtoisie et à la radio communautaire	Semaine du 22 janv. 2018	Naskapis		X	X	
Matimekush-Lac John et Schefferville	Visites de courtoisie et à la radio communautaire	Semaine du 22 janv. 2018	Innus		X	X	
Trois-Rivières	Cégep de Trois-Rivières	22 janv. 2018	Multiple		X		X
Mistissini	Rencontre avec les élus	23 janv. 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Mistissini	Session d'information publique	23 janv. 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Val-d'Or	Cree Justice Meeting	25 janv. 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Joliette	Présentation au Centre d'amitié autochtone de Lanaudière (CAAL)	28 janv. 2018	Multiple	X			X
Montréal	Chez Doris	29 au 31 janvier 2018	Multiple		X		X
Montréal	Native Montréal	29 au 31 janvier 2018	Multiple		X		X
Montréal	The Open Door	29 au 31 janvier 2018	Multiple		X		X

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Montréal	Projets autochtones du Québec	29 au 31 janvier 2018	Multiple		X		X
Montréal	Native Women's shelter of Montreal	29 au 31 janvier 2018	Multiple		X		X
Oujé-Bougoumou	Quebec Native Women	Semaine du 29 janv. 2018	Eeyou (Cris)		X	X	
Wemotaci	Communauté de Wemotaci (élus)	31 janv. 2018	Atikamekw Nehirowisiw	X		X	
Wemotaci	Communauté de Wemotaci (population)	31 janv. 2018	Atikamekw Nehirowisiw	X		X	
Oujé-Bougoumou	Cree Nation Government - Social Economy Regional Conference	Semaine du 5 février 2018	Eeyou (Cris)		X	X	
Chisasibi	Rencontre avec les élus	5 févr. 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Chisasibi	Présentation dans le cadre de leur assemblée spéciale des membres	6 févr. 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Odanak	Communautés d'Odanak et de Wôlinak	6 févr. 2018	Abénakis	X		X	
Montréal	Coalition of English Speaking First Nation Communities of Quebec	7 févr. 2018	Multiple	X			X

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Joliette	Centre d'amitié autochtone de Lanaudière (CAAL)	14 févr. 2018	Multiple	X			X
Uashat mak Mani-Utenam	Intervenants Services première ligne	16 févr. 2018	Innus	X		X	
Mistissini	LGB2QT: Mistissini Invitational 2-Spirited Conference	17 févr. 2018	Eeyou (Cris)		X	X	
Laval	Quebec Native Women, clarification on CERP's mandate and difference VS MMIW	18 févr. 2018	Multiple		X	X	
Pakua Shipu	Conseil des Innus de Pakua Shipu (élus et direction)	19 févr. 2018	Innus	X		X	
Pakua Shipu	Communauté de Pakua Shipu (population)	19 févr. 2018	Innus	X		X	
Unamen Shipu (La Romaine)	Conseil des Innus de Unamen Shipu (élus et direction)	22 févr. 2018	Innus	X		X	
Unamen Shipu (La Romaine)	Communauté d'Unamen-Shipu (population)	22 févr. 2018	Innus	X		X	
Kuujuuaq	Kativik Regional Police Force	27 févr. 2018	Inuit	X		X	
Kuujuuaq	Kativik Regional Government - Council Meeting	27 févr. 2018	Inuit	X		X	

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Montréal	Table locale sur l'accessibilité des services de santé et des services sociaux pour les autochtones de Montréal (autochtones et non autochtones)	28 févr. 2018	Multiple et non-Autochtones	X			X
Gatineau	Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador – Conseillères et femmes élues	1 ^{er} mars 2018	Multiple	X		X	
Montréal	Collège John Abbott (étudiants PN)	1 ^{er} mars 2018	Multiple	X			X
Montréal	Cercle des Premières Nations de l'UQAM	1 ^{er} mars 2018	Multiple	X			X
Val-d'Or	Mobilization of Algonquin and Cree Women	3 et 4 mars 2018	Multiple		X		X
Whapmagoostui	Rencontrer des membres de la communauté	Semaine du 5 mars 2018	Eeyou (Cris)		X	X	
Whapmagoostui	Rencontre avec les élus dans le cadre d'une visite éclair en communauté	7 mars 2018	Eeyou (Cris)		X	X	
Sainte-Adèle	Cree Women of Eeyou Istchee Association Leadership Forum	10 mars 2018	Eeyou (Cris)		X	X	
Waskaganish	Rencontre avec les élus dans le cadre d'une visite éclair en communauté	Semaine du 12 mars	Eeyou (Cris)		X	X	
Matimekush-Lac John	Communauté de Matimekush (présentation #1)	12 mars 2018	Innus	X		X	

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Matimekush-Lac John	Communauté de Matimekush (présentation #2)	12 mars 2018	Innus	X		X	
Kawawachikamach	Naskapis Nation of Kawawachikamach	13 mars 2018	Naskapis	X		X	
Montréal	Board of Compensation	14 mars 2018	Eeyou (Cris)		X		X
Kahnawà: ke	Communauté de Kahnawà: ke - Kahnawà: ke Regional Adult Education Center	15 mars 2018	Mohawks	X		X	
Listuguj	Conseil de bande	16 mars 2018	Mi'gmaq		X	X	
Nemaska	Présentation dans le cadre de leur assemblée spéciale des membres	Semaine du 19 mars	Eeyou (Cris)		X	X	
Québec	Centre d'amitié autochtone de Québec	20 mars 2018	Multiple		X		X
Wendake	Conseil de la Nation Huronne-Wendat	21 mars 2018	Hurons-Wendat		X	X	
Québec	Table de concertation : Projet jeunes autochtones	22 mars 2018	Multiple		X		X
Oujé-Bougoumou	Rencontre avec les élus	26 mars 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Oujé-Bougoumou	Rencontre avec les employés	26 mars 2018	Eeyou (Cris)	X		X	

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Oujé-Bougoumou	Session d'information publique	26 mars 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Gatineau	Cree Nation Government Meeting	27 mars 2018	Eeyou (Cris)	X			X
Québec	Maison Communautaire Missinak	27 mars 2018	Multiple		X		X
Gaspé	Cégep de la Gaspésie Îles-de-la-Madeleine (présentation #1)	27 mars 2018	Multiple		X		X
Gaspé	Cégep de la Gaspésie Îles-de-la-Madeleine (présentation #2)	27 mars 2018	Multiple		X		X
Québec	Forum sur les abus sexuels (FAQ) Kiosque	27 et 28 mars 2018	Multiple		X		X
Gaspé/Gespeg	Maison L'Aid'Elle	28 mars 2018	Multiple		X		X
Wendake	Conseil de Nation Huronne-Wendat	28 mars 2018	Hurons-Wendat		X	X	
Québec	Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre Huron-Wendat (CDFM)	28 mars 2018	Multiple		X		X
Québec	Corporation Waskahegen	28 mars 2018	Multiple		X		X
Waswanipi	Rencontre avec les employés	28 mars 2018	Eeyou (Cris)	X		X	

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Gesgapegiag	Walgan Center	28 mars 2018	Mi'gmaq		X	X	
Waswanipi	Session d'information publique	29 mars 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Wendake	Complexe sportif Wendake	29 mars 2018	Hurons-Wendat		X	X	
Sainte-Anne-des-Plaines	Établissement de détention Archambault	3-4 avril 2018	Multiple	X			X
Wendake	Services aux patients Mamit Innuat	4 avr. 2018	Innus		X	X	
Québec	Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre Huron-Wendat (CDFM) (6 groupes de classes)	4 avr. 2018	Multiple		X		X
Wendake	Centre de santé Marie-Paule-Sioui-Vincent	4 avr. 2018	Hurons-Wendat		X	X	
Laval	Centre fédéral de formation	5-6 avril 2018	Multiple	X			X
Québec	Maison d'hébergement Lueshun (Centre d'hébergement médical)	5 avr. 2018	Hurons-Wendat		X		X
Québec	Centre d'hébergement autochtone de Québec	6 avr. 2018	Multiple		X		X

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Val-d'Or	Centre d'amitié autochtone Val-d'Or (Groupe Odabi)	6 avr. 2018	Multiple	X			X
Kahnawà: ke	Kahnawà: ke Health Center (KSCS)	9 avr. 2018	Mohawks		X	X	
Ekuanitshit (Mingan)	Présentation au Conseil	9 avr. 2018	Innus	X		X	
Ekuanitshit (Mingan)	Présentation aux membres de la communauté	9 avr. 2018	Innus	X		X	
Whapmagoostui	Rencontre avec les élus	9 avr. 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Whapmagoostui	Rencontre avec les employés et des entrevues radio communautaire	10 avr. 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Uashat mak Mani-Utenam	Centre Katapatan Gilles Jourdain	10 avr. 2018	Innus	X		X	
Québec	Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre Huron-Wendat (CDFM) (kiosque)	10 avr. 2018	Multiple		X		X
Whapmagoostui	Session d'information publique	10 avr. 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Québec (Limoilou)	Maison d'hébergement Lueshun (Centre d'hébergement médical)	11 avr. 2018	Hurons-Wendat		X		X

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Québec (Neufchâtel)	Centre d'hébergement autochtone de Québec	11 avr. 2018	Multiple		X		X
Montréal	Collège Dawson	11 avr. 2018	Multiple		X		X
Sept-Îles	Centre de détention provinciale	11 avr. 2018	Multiple	X			X
Kuujuuarapik	Présentation à la population	11 avr. 2018	Inuit	X		X	
Gesgapegiag	Centre Walgwan	12 avr. 2018	Mi'gmaq		X	X	
Gespeg	Conseil de bande	12 avr. 2018	Mi'gmaq		X	X	
Gaspé	Pharmacies Jean Coutu et Uniprix (pharmaciens)	12 avr. 2018	Services publics		X		X
Wendake	Société de Communication Atikamekw Montagnais	12 avr. 2018	Innus		X	X	
Port-Cartier	Pénitencier de Port-Cartier	12 avr. 2018	Multiple	X			X
Kuujuuarapik	Northern Village Council	12 avr. 2018	Inuit	X		X	
Baie-Comeau	Centre de détention provinciale	13 avr. 2018	Innus	X			X

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Wemindji	Présentation dans le cadre de leur assemblée spéciale des membres	16-17 avril 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Wendake	Centre de formation et de développement de la main-d'œuvre	16 avr. 2018	Multiple	X			X
Québec	Corporation Waskahegen	16 avr. 2018	Multiple	X			X
Laval	Québec Native Women - Sexual Awareness Agent Trainees	17 avr. 2018	Multiple		X	X	
Québec	Centre d'amitié autochtone de Québec (employés)	17 avr. 2018	Multiple	X			X
Québec	Services aux patients MamitInnuat	17 avr. 2018	Innus	X			X
Québec	Centre d'amitié autochtone de Québec (publique)	17 avr. 2018	Multiple	X			X
Gesgapegiag	Conseil de bande/Services de communication	18 avr. 2018	Mi'gmaq		X	X	
Gesgapegiag	Conseil de bande/Services éducatifs	18 avr. 2018	Mi'gmaq		X	X	
Québec	Présentation Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador - Wendake (employés)	18 avr. 2018	Hurons-Wendat	X		X	

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Québec	Présentation Société de communication Atikamekw – Montagnais et employés de Tourisme autochtone du Québec	18 avr. 2018	Innus	X		X	
Québec	Maison communautaire Missinak	18 avr. 2018	Multiple	X			X
Chicoutimi	Présentation au Centre des Premières Nations Nikanite	19 avr. 2018	Multiple	X			X
Chicoutimi	Présentation publique au Centre d'amitié autochtone du Saguenay	19 avr. 2018	Multiple	X			X
Listuguj	Services parajudiciaires	20 avr. 2018	Mi'gmaq		X	X	
Alma	Présentation auprès des étudiants autochtones du Collège d'Alma (futurs policiers)	20 avr. 2018	Multiple	X			X
La Corne	Cree Women of Eeyou Istchee Association - Board of Directors	22 avr. 2018	Eeyou (Cris)		X	X	
La Macaza	Établissement de détention La Macaza	23 avr. 2018	Multiple	X			X
Salluit	Présentation aux gens de la classe politique	23 avr. 2018	Inuit	X		X	

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Salluit	Présentation aux employés de diverses organisations	23 avr. 2018	Inuit	X		X	
Oujé-Bougoumou	Cree Nation Government Planification group for Mistissini hearings Cree Nation Government Cree Health Board	24 avr. 2018	Eeyou (Cris)		X	X	
Québec (Centre-ville)	Alter-Justice	24 avr. 2018	Multiple		X		X
Montréal	Rencontre RÉSEAU (Stratégie urbaine de Montréal) Organismes présents : CDRHPNQ, Ville de Montréal, MTL Women Shelter, FAQNIW, Wapikoni Mobile et Rising Sun	24 avr. 2018	Multiple	X			X
Montréal	Collège Dawson (étudiants autochtones)	24 avr. 2018	Multiple	X			X
Salluit	Présentation à la population	24 avr. 2018	Inuit	X		X	
Montréal	Services aux patients Cris	25 avr. 2018	Eeyou (Cris)	X			X
Montréal	Centre Ullivik	25 avr. 2018	Inuit	X			X
Montréal	Makivik Corp	26 avr. 2018	Inuit	X			X

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Kaneshatàke	Kanesatake Health Center	26 avr. 2018	Mohawks	X			X
Montréal	Native Montréal (groupe des hommes)	26 avr. 2018	Multiple	X			X
Quaqtaq	Présentation aux gens de la classe politique	26 avr. 2018	Inuit	X		X	
Montréal	Services aux patients cris	27 avr. 2018	Eeyou (Cris)		X		X
Quaqtaq	Présentation à la population	27 avr. 2018	Inuit	X		X	
Kangiqsujaq	Présentation à la population	1 ^{er} mai 2018	Inuit	X		X	
Ivujivik	Présentation à la population et aux gens de la classe politique	2 mai 2018	Inuit	X		X	
Ivujivik	Présentation à la population et aux gens de la classe politique	2 mai 2018	Inuit		X	X	
Val-Morin	Femmes Autochtones du Québec – L'Assemblée des Femmes	26 mai 2018	Multiple	X		X	
Montréal	Journée culturelle des Mi'gmaq de Gespeg à Montréal	26 mai 2018	Mi'gmaq	X		X	
Wendake	Comptoir Agoshin (employés)	29 mai 2018	Hurons-Wendat	X		X	

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Wendake	Groupe Taqueimu	30 mai 2018	Multiple	X		X	
Wendake	Conseil de la Nation Huronne-Wendat	30 mai 2018	Hurons-Wendat		X	X	
Eastmain	Rencontre avec les élus	30 mai 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Eastmain	Session d'information publique	31 mai 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Nemaska	Rencontre avec les élus	7 juin 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Nemaska	Session d'information publique	8 juin 2018	Eeyou (Cris)	X		X	
Inukjuak	Présentation à la population et radio	12 juin 2018	Inuit	X		X	
Inukjuak	Présentation à la population et radio	12 juin 2018	Inuit	X		X	
Umiujaq	Présentation à la population et radio	18 juin 2018	Inuit	X		X	
Gesgapegiag	Rencontre avec directeurs et team leaders	3 juil. 2018	Mi'gmaq	X		X	
Gesgapegiag	Rencontre avec le conseil	3 juil. 2018	Mi'gmaq	X		X	

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Gesgapegiag	Session d'information publique	3 juil. 2018	Mi'gmaq	X		X	
Listuguj	Entrevue/présentation radio	4 juil. 2018	Mi'gmaq	X		X	
Listuguj	Session d'information publique	5 juil. 2018	Mi'gmaq	X		X	
Kangiqsualujjuaq	Présentation à la population et radio	4 juil. 2018	Inuit	X		X	
Kuujuuaq	Présentation à la population et radio	9 juil. 2018	Inuit	X		X	
Puvirnituq	Présentation à la population et radio	23 juil. 2018	Inuit	X		X	
Kangirsuk	Présentation à la population et radio	13 août 2018	Inuit	X		X	
Kangirsuk	Présentation à la population et radio	13 août 2018	Inuit	X		X	
Kangirsuk	Présentation à la population et radio	14 août 2018	Inuit	X		X	
Aupaluk	Présentation à la population et radio	16 août 2018	Inuit	X		X	
Aupaluk	Présentation à la population et radio	16 août 2018	Inuit	X		X	

Lieu	Organisation ou entité politique	Date	Nation	Visite officielle	Visite de courtoisie	Communauté	Milieu urbain
Tasiujaq	Présentation à la population et radio	20 août 2018	Inuit	X		X	
Tasiujaq	Présentation à la population et radio	20 août 2018	Inuit	X		X	
Akulivik	Présentation à la population et radio	22 août 2018	Inuit	X		X	
		Total		152	82	148	87

Légende
CDRHPNQ : Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec
CERP : Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics du Québec
ENFFADA : Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées
LGB2QT : lesbiennes, gais, bissexuels, queer et transgenres
MMIW : Missing and Murdered Indigenous Women

ANNEXE 9

LISTE DES MÉMOIRES REÇUS PAR LA COMMISSION

(ordre alphanumérique)

N°	NOM DE L'ORGANISME OU DE L'INDIVIDU
M-001 / pièce P-010	Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) / Cree Nation Government
M-002 / pièce P-055	Department of Justice and Correctional Services of the Cree Nation Government
M-003 / pièce P-113	Amnistie internationale Canada francophone
M-004 / pièce P-179	Lucien Wabanonik et Alex Cheezo, Conseil de la nation anishinabe de Lac Simon
M-005 / pièce P-222	Pekuakamiulnuatsh Takuhikan
M-006 / pièce P-341	Kathleen Wootton, chairperson of the Cree School Board
M-007 / pièce P-475	Conseil des Atikamekw de Manawan
M-008 / pièce P-556	Barreau du Québec
M-009 / pièce P-595	Innu Taikuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M-010 / pièce P-618	Éric Cardinal
M-011 / pièce P-647	James Bobbish, consultant of the Cree Board of Health and Social Services of James Bay
M-012 / pièce P-787	Clinique Droit de cité
M-013 / pièce P-1155	Brenda Linn
M-014 / pièce P-1156	Ligue des droits et libertés
M-016 / pièce P-1158	Fédération de la santé et des services sociaux
M-017 / pièce P-1159	Syndicat des agents de la paix en services correctionnels
M-018 / pièce P-1160	D ^{re} Faisca Richer
M-019 / pièce P-1161	Denis Lamothe
M-020 / pièce P-1162	Réseau universitaire intégré de santé McGill
M-021 / pièce P-1163	Stella
M-022 / pièce P-1164	Jeffrey Niquay et Pierre-Paul Niquay de Manawan
M-023 / pièce P-1137	Régie régionale de la Santé et des services sociaux du Nunavik
M-024 / pièce P-1165	Cree Women of Eeyou Istchee Association
M-025 / pièce P-1166	Association des policières et policiers provinciaux du Québec

N°	NOM DE L'ORGANISME OU DE L'INDIVIDU
M-026 / pièce P-1167	Conseil de la nation Atikamekw
M-027 / pièce P-1168	Directeur des poursuites criminelles et pénales
M-028 / pièce P-1169	Directeurs et directrices de la protection de la jeunesse du Québec
M-029 / pièce P-1170	Gouvernement du Québec Procureur général du Québec et Secrétariat aux affaires autochtones
M-030 / pièce P-1171	Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador
M-031 / pièce P-1172	Femmes autochtones du Québec
M-032 / pièce P-1173	Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) / Cree Nation Government and Cree Board of Health and Social Services of James Bay
M-033 / pièce P-1174	Innu Taikuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M-034 / pièce P-1175	Regroupement Mamit Innuat
M-035 / pièce P-1176	Naskapi Nation of Kawawachikamach
M-036 / pièce P-1177	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

ANNEXE 10

LISTE DES PARTICIPANTS À LA CONSULTATION EN VUE DE L'ÉLABORATION DU RAPPORT FINAL

Milieus autochtones

- Alexandre Bacon
- Nancy Crépeau
- Wanda Gabriel
- Kitty Gordon
- Nancy Gros-Louis McHugh
- Richard Kistabish
- Lisa Koperqualuk
- Tania Larivière
- Widia Larivière
- Véronique Rankin
- Dave Sergerie
- Denis Vollant

Services publics

- Claude Beaudet
- Anne-Marie Blanchard
- Joyce Chagnon
- Suzanne Lepage
- Paul-Antoine Martel
- Manon Perron
- Sally Rankin
- Vincent Rousson

ANNEXE 11

DÉCRET CONCERNANT LA PROLONGATION DE LA
COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE
LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS
AU QUÉBEC : ÉCOUTE, RÉCONCILIATION ET PROGRÈS



7 FÉVRIER 2018

DÉCRET

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

NUMÉRO 83-2018

CONCERNANT la prolongation du mandat de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

-----000000000-----

ATTENDU QUE, par le décret n° 1095-2016 du 21 décembre 2016, le gouvernement a constitué la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès, conformément à l'article 1 de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37);

ATTENDU QUE, conformément à ce décret, la Commission est tenue d'exécuter ses travaux et de soumettre au gouvernement son rapport, comprenant ses constatations, conclusions et recommandations, au plus tard le 30 novembre 2018;

ATTENDU QUE, le 25 janvier 2018, la Commission a demandé un délai additionnel de dix mois pour lui permettre de compléter ses travaux et soumettre son rapport;

ATTENDU QUE la Commission a été confrontée, dès sa constitution, à d'importants défis organisationnels liés notamment au fait de mener ses travaux en région éloignée;

ATTENDU QUE le nombre de dossiers actuellement sous étude et le besoin de poursuivre les rencontres dans certaines communautés et différentes régions du Québec amènent la Commission à la conclusion qu'il lui sera impossible de remplir son mandat à l'intérieur du délai prévu;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Justice et du ministre responsable des Affaires autochtones:

QUE le mandat de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès soit prolongé jusqu'au 30 septembre 2019;

QUE le décret n° 1095-2016 du 21 décembre 2016 soit modifié en conséquence.

Le greffier du Conseil exécutif



ANNEXE 12

LIMITES MÉTHODOLOGIQUES DU REGISTRE DES INDIENS, DU REGISTRE DES BÉNÉFICIAIRES CRIS ET NASKAPIS ET DU REGISTRE DES BÉNÉFICIAIRES INUITS

Registre des Indiens

Le Registre des Indiens est géré par le ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada¹⁵ (RCAANC). Il contient les données sociodémographiques des Autochtones assujettis à la *Loi sur les Indiens* au Canada¹⁶. Il présente toutefois plusieurs limites sur le plan méthodologique.

Tout d'abord, seuls les individus ayant fait leur demande d'inscription et dont les droits ont été reconnus y figurent, et non l'ensemble des personnes ayant le droit d'être inscrites en vertu de la *Loi sur les Indiens*. En d'autres termes, il ne constitue pas un relevé populationnel exhaustif des Premières Nations du Canada¹⁷.

Deuxièmement, le registre ne fait l'objet d'aucune mise à jour régulière par le RCAANC. Conséquemment, si aucun événement (naissance, décès, déménagement, etc.) n'est rapporté par les individus inscrits ou leurs familles, les informations inscrites demeurent telles quelles et peuvent éventuellement s'avérer désuètes ou incomplètes. Il a d'ores et déjà été établi par le RCAANC que la majorité des parents ne déclarent pas leur enfant au moment de la naissance, mais seulement quelques années plus tard, ce qui laisse croire au caractère incomplet du registre quant aux statistiques populationnelles¹⁸. Dans la même logique, le nombre élevé d'individus (2 386) inscrits au registre et dont l'âge déclaré oscille entre 100 et 151 ans permet de supposer que ce dernier contient un nombre important de personnes décédées. L'absence de mise à jour régulière du registre fait également en sorte que le lieu de résidence réel et celui inscrit dans le registre diffèrent régulièrement. Cette lacune rend difficile, voire impossible, l'établissement d'une cartographie résidentielle fiable des Premières Nations au Canada.

¹⁵ Auparavant Affaires autochtones et du Nord Canada.

¹⁶ *Loi sur les Indiens*, L.R.C. (1985), ch. I-5.

¹⁷ Babeux, Dominique (2011). Population indienne inscrite au Québec, 1998-2010. Faits saillants. *Chroniques DIALOG*, n° 2011-32, p. 1.

¹⁸ Babeux, Dominique (2011). Population indienne inscrite au Québec, 1998-2010. Faits saillants. *Chroniques DIALOG*, n° 2011-32, p. 1.

Troisièmement, bien que, de façon générale, le registre contienne le nom complet des individus inscrits, leur numéro de bande, leur date de naissance et leur communauté d'appartenance, pour 1 441 d'entre eux, une partie de ces informations (nom et date de naissance) sont manquantes.

Finalement, d'un point de vue strictement québécois, en raison de la situation géographique particulière de la communauté d'Akwesasne (à cheval entre le Québec, l'Ontario et les États-Unis), il est impossible d'obtenir un portrait exhaustif des peuples autochtones vivant dans la province.

Registre des bénéficiaires cris et naskapis

Le Registre des bénéficiaires cris et naskapis inclut les membres de la nation eeyou (crie) depuis 1975 et ceux de la nation naskapie depuis 1978. Il est géré par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et permet aux Eeyou (Cris) et aux Naskapis de bénéficier de certains droits et d'exercer certaines responsabilités en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et de la Convention du Nord-Est québécois¹⁹.

Comparativement au Registre des Indiens, le Registre des bénéficiaires cris et naskapis est mis à jour sur une base régulière. Selon la *Loi sur les autochtones cris, inuit et naskapis*²⁰, le secrétaire général doit modifier le registre et y inscrire les bénéficiaires. Par la suite, un agent local d'inscription est responsable de tenir la liste de sa communauté à jour et d'aviser le secrétaire général de tous les changements nécessitant des modifications au registre même. Le MSSS tient donc à jour le registre au nom du secrétaire général, et ce, en fonction des modifications transmises par les agents locaux d'inscription.

En ce qui concerne les personnes décédées, ce sont les agents locaux qui doivent informer le MSSS. Toutefois, depuis avril 2015, le MSSS et le Directeur de l'état civil collaborent afin de simplifier les démarches lors du traitement des décès et des naissances.

Il est possible qu'un individu soit inscrit à la fois au sein du Registre des Indiens et du Registre des bénéficiaires cris et naskapis. Pour cette raison, toute personne appartenant à une communauté eeyou (crie) ou naskapie a été retirée du Registre des Indiens aux fins de notre analyse afin d'éviter les doublons. Puisqu'une gestion sur une base régulière est réalisée au sein du Registre des bénéficiaires cris et naskapis, la marge d'erreur est plus petite.

¹⁹ Services Québec (2018). Registre des bénéficiaires cris et naskapis. Repéré à <http://www4.gouv.qc.ca/FR/Portail/Citoyens/Evenements/DevenirParent/Pages/registre-beneficiaires-cris-naskapis.aspx>.

²⁰ *Loi sur les autochtones cris, inuit et naskapis*, RLRQ, A-33.1.

Registre des bénéficiaires inuits

Depuis le 1^{er} avril 2006, les Inuit possèdent leur propre registre. Ce registre est géré par la Société Makivik²¹ et est mis à jour quotidiennement lorsque des naissances et des décès surviennent. Un changement peut aussi être effectué au registre lorsqu'un Inuk passe à une autre revendication territoriale pour être enregistré, soit par la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) ou à titre de bénéficiaire inuit en vertu de l'accord sur les revendications territoriales du Nunavut. Concernant la gestion des bénéficiaires inuit décédés, les archivistes de l'hôpital de Kuujjuaq envoient au responsable du registre l'avis de décès afin que le nom de la personne décédée puisse en être retiré. Lorsque la personne décède à l'extérieur du Nunavik, il faut cependant parfois compter jusqu'à un an avant que le bureau d'inscription reçoive le certificat de décès. Il est aussi parfois nécessaire que la famille doive envoyer le certificat de décès à la Société Makivik.

Le Registre des bénéficiaires inuits regroupe les données de quatorze villages nordiques situés le long de la baie d'Hudson et de la baie d'Ungava, incluant Puvirnituq qui n'a aucune corporation foncière. Il comprend deux listes, soit une liste des bénéficiaires inuit du Nunavik et une liste des bénéficiaires inuit résidant hors du territoire pendant dix années consécutives ou plus.

²¹ Services Québec (2018). Registre des bénéficiaires cris et naskapis. Repéré à <http://www4.gouv.qc.ca/FR/Portail/Citoyens/Evenements/DevenirParent/Pages/registre-beneficiaires-cris-naskapis.aspx>

ANNEXE 13

DONNÉES POPULATIONNELLES PAR NATION ET PAR COMMUNAUTÉ – PREMIÈRES NATIONS

Par nation

Nation	Nombre (N)	Pourcentage (%)
Abénakis	3 251	3,2 %
Anishnabek (Algonquins)	13 770	13,7 %
Atikamekw Nehirowisiw	8 820	8,8 %
Eeyou (Cris)	21 126	21,0 %
Hurons-Wendat	4 606	4,6 %
Innus	23 297	23,2 %
Malécites	1 315	1,3 %
Mi'gmaq	7 247	7,2 %
Mohawks	15 486	15,4 %
Naskapis	1 526	1,6 %
Total	100 444	100,0 %

Source : Données populationnelles des Autochtones au Québec, PD-13 (CERP), p. 8.

Par communauté

ABÉNAKIS

Communauté	Nombre (N)	Pourcentage (%)
Odanak	2 759	84,9 %
Wôlinak	492	15,1 %
Total	3 251	100,0 %

ANISHNABEK (ALGONQUINS)

Communauté	Nombre (N)	Pourcentage (%)
Barriere Lake (Lac Rapide)	897	6,5 %
Kebaowek (Kipawa)	1 152	8,4 %
Kitcisakik	588	4,3 %
Kitigan Zibi	3 798	27,6 %
Lac Simon	2 391	17,4 %
Long Point (Winneway)	1 053	7,6 %

Pikogan	1 238	9,0 %
Timiskaming	2 396	17,4 %
Wolf Lake (Hunter's Point)	257	1,9 %
Total	13 770	100,0 %

ATIKAMEKW NEHIROWISIW

Communauté	Nombre (N)	Pourcentage (%)
Manawan	3 255	36,9 %
Opitciwan (Obedjiwan)	3 392	38,5 %
Wemotaci	2 173	24,6 %
Total	8 820	100,0 %

EEYOU (CRIS)

Communauté	Nombre (N)	Pourcentage (%)
Chisasibi*	4 753	22,5 %
Eastmain	863	4,1 %
Mistissini	3 983	18,9 %
Nemaska	886	4,2 %
Oujé-Bougoumou	937	4,4 %
Waskaganish	3 021	14,3 %
Waswanipi	2 476	11,7 %
Wemindji	1 557	7,4 %
Whapmagoostui	1 032	4,9 %
Inconnue**	1 618	7,7 %
Total	21 126	100,0 %

*Un faible pourcentage de la population de cette communauté est inuit. Seules les personnes ayant déclaré une appartenance à la nation crie ont été comptabilisées ici.

** Cette donnée représente les Cris enregistrés au Registre des bénéficiaires cris et naskapis, mais ayant un statut inactif et dont la communauté d'appartenance demeure inconnue.

HURONS-WENDAT

Communauté	Nombre (N)	Pourcentage (%)
Wendake	4 606	100,0 %

INNUS

Communauté	Nombre (N)	Pourcentage (%)
Ekuanitshit (Mingan)	778	3,3 %
Essipit	872	3,7 %
Mashteuiatsh	7 616	32,7 %
Matimekush – Lac John	1 132	4,9 %
Nutashkuan	1 299	5,6 %
Pakua Shipu	443	1,9 %
Pessamit	4 524	19,4 %
Uashat mak Mani-Utenam	5 288	22,7 %
Unamen Shipu (La Romaine)	1 345	5,8 %
Total	23 297	100,0 %

MALÉCITES

Communauté	Nombre (N)	Pourcentage (%)
Malécites de Viger	1 315	100,0 %

MI'GMAQ

Communauté	Nombre (N)	Pourcentage (%)
Gespeg	914	12,6 %
Gesgapegiag	1 721	23,7 %
Listuguj	4 612	63,6 %
Total	7 247	100,0 %

MOHAWKS

Communauté	Nombre (N)	Pourcentage (%)
Akwesasne	--	--
Kahnawà: ke	12 657	81,7 %
Kahnesatà: ke	2 829	18,3 %
Total	15 486	100,0 %

Les données populationnelles associées à la communauté d'Akwesasne sont non disponibles.

NASKAPIS

Communauté	Nombre (N)	Pourcentage (%)
Kawawachikamach	1 526	100,0 %

Source : Données populationnelles des Autochtones au Québec, PD-13 (CERP), p. 8-10.

ANNEXE 14

DONNÉES POPULATIONNELLES PAR VILLAGE – INUIT

Village nordique	Nombre (N)	Pourcentage (%)
Akulivik	694	5,1 %
Aupaluk	215	1,6 %
Chisasibi*	86	0,6 %
Inukjuak	1 804	13,2 %
Ivujivik	400	2,9 %
Kangiqsualujuaq	908	6,7 %
Kangiqsujuaq	787	5,8 %
Kangirsuk	600	4,4 %
Killiniq**	37	0,3 %
Kuujuaq	2 170	15,9 %
Kuujuarapik	693	5,1 %
Puvirnituk	1 706	12,5 %
Quaqtaq	422	3,1 %
Salluit	1 546	11,3 %
Tasiujaq	335	2,5 %
Umiujaq	471	3,5 %
Autre/inconnue***	776	5,7 %
Total	13 650	100,0 %

* Bien que Chisasibi soit considérée comme une communauté crie, un faible pourcentage de sa population est inuit. Seules les personnes ayant déclaré une appartenance au peuple inuit ont été comptabilisées ici.

** Bien que Killiniq ne figure pas officiellement dans la liste des villages nordiques du Registre des bénéficiaires inuits, un certain nombre d'individus inscrits déclarent appartenir à ce village.

*** Cette donnée représente les Inuit enregistrés du Registre des bénéficiaires inuits, mais ayant un statut inactif et dont la communauté d'appartenance demeure inconnue.

Source : *Données populationnelles des Autochtones au Québec*, PD-13 (CERP), p. 11.

ANNEXE 15

ÂGE MOYEN ET MÉDIAN PAR PEUPLE AUTOCHTONE

Nation	Nombre (N)	Moyenne (M)	Médiane (Med)
Abénakis	3 225	49 ans	51 ans
Anishnabek (Algonquins)	13 590	39 ans	37 ans
Atikamekw Nehirowisiw	8 706	30 ans	26 ans
Eeyou (Cris)	21 126	31 ans	28 ans
Hurons-Wendat	4 549	47 ans	49 ans
Innus	22 984	39 ans	37 ans
Inuit	13 650	28 ans	25 ans
Malécites	1 313	50 ans	53 ans
Mi'gmaq	7 156	42 ans	42 ans
Mohawks	15 161	46 ans	47 ans
Naskapis	1 526	28 ans	25 ans
Total	112 986	37,3 ans	34 ans

Les personnes âgées de 100 ans et plus ont été exclues du calcul.

Source : *Données populationnelles des Autochtones au Québec*, PD-13 (CERP), p. 12.

DONNÉES RELATIVES AUX FAMILLES DES PREMIÈRES NATIONS*

ABÉNAKIS	Couples	Couple sans enfant	Couples avec enfants			Familles monoparentales			Taille moyenne des familles de recensement (Nbr. de personnes)	
			1	2	3 ou +	1	2	3 ou +		
Odanak	95	50	15	20	10	20	10	-	2,7	
Wôlinak	35	20	10	5	-	15	5	5	2,8	
Moyenne/Nation										2,75
ANISHNABEK (Algonquins) ²¹	Couples	Couple sans enfant	Couples avec enfants			Familles monoparentales			Taille moyenne des familles de recensement (Nbr. de personnes)	
			1	2	3 ou +	1	2	3 ou +		
Barriere Lake (Lac Rapide)	-	-	-	-	-	-	-	-		
Kebaowek (Kipawa)	155	100	25	25	10	10	-	-	2,6	
Kitcisakik	40	5	10	5	20	10	5	10	3,8	
Kitigan Zibi	175	80	35	20	40	80	50	25	3	
Lac Simon	210	65	40	35	75	45	25	35	3,7	
Long Point (Winneway)	20	15	-	-	-	-	5	-	2,2	
Pikogan	80	25	20	10	30	25	20	15	3,4	
Timiskaming	100	35	20	20	25	20	10	5	3,2	
Wolf Lake (Hunter's Point)	-	-	-	-	-	-	-	-		
Moyenne/Nation										N/A

ATIKamekw/ NEHIROWISIW	Couples	Couple sans enfant	Couples avec enfants			Familles monoparentales			Taille moyenne des familles de recensement (Nbr. de personnes)
			1	2	3 ou +	1	2	3 ou +	
Manawan	360	80	80	45	150	70	30	30	3,8
Opticiwan (Obedjiwan)	340	70	85	30	135	70	20	40	3,8
Wemotaci	215	70	30	50	65	55	25	25	3,4
Moyenne/Nation									3,67
EEYOU (CRIS)	Couples	Couple sans enfant	Couples avec enfants			Familles monoparentales			Taille moyenne des familles de recensement (Nbr. de personnes)
			1	2	3 ou +	1	2	3 ou +	
Chisasibi	750	150	160	150	290	185	125	115	3,8
Eastmain	120	25	20	20	55	40	30	15	3,8
Mistissini	675	160	130	155	230	115	40	45	3,6
Nemaska	140	30	35	30	45	30	20	15	3,6
Oujé-Bougoumou	155	50	30	40	40	20	15	10	3,4
Waskaganish	350	85	70	75	120	75	45	65	3,7
Waswanipi	325	75	85	60	110	50	20	25	3,7
Wemindji	235	50	55	55	70	75	30	30	3,5
Whapmagoostui	185	35	40	40	65	30	20	10	3,7
Moyenne/Nation									3,64

HURONS-WENDAT	Couples	Couple sans enfant	Couples avec enfants			Familles monoparentales			Taille moyenne des familles de recensement (Nbr. de personnes)
			1	2	3 ou +	1	2	3 ou +	
Wendake	520	285	110	75	50	95	40	5	2,7
Moyenne/Nation	2,7								
INNUS	Couples	Couple sans enfant	Couples avec enfants			Familles monoparentales			Taille moyenne des familles de recensement (Nbr. de personnes)
			1	2	3 ou +	1	2	3 ou +	
Ekuanitshit (Mingan)	80	15	20	20	25	30	15	10	3,3
Essipit	80	35	25	20	5	5	-	-	2,9
Mashteuiatsh	400	195	60	80	65	90	35	20	3
Matimekosh – Lac John	95	25	25	15	20	40	10	15	3,2
Nutashkuan	135	25	30	30	50	55	30	15	3,4
Pakua Shipu	45	10	10	15	15	15	5	-	3,3
Pessamit	270	70	75	60	55	185	105	65	3,1
Uashat mak Mani- Utenam	230	50	60	60	55	95	50	35	3,3
Unamen Shipu (La Romaine)	170	35	55	40	40	55	30	15	3,3
Moyenne/Nation	3,2								

MI'GMAQ ²²	Couples	Couple sans enfant	Couples avec enfants			Familles monoparentales			Taille moyenne des familles de recensement (Nbr. de personnes)
			1	2	3 ou +	1	2	3 ou +	
Gespeg	-	-	-	-	-	-	-	-	
Gesgapegiag	95	30	30	15	15	40	20	15	3,2
Listuguj	135	65	20	30	15	90	40	40	2,9
Moyenne/Nation									N/A
MOHAWKS ²³	Couples	Couple sans enfant	Couples avec enfants			Familles monoparentales			Taille moyenne des familles de recensement (Nbr. de personnes)
			1	2	3 ou +	1	2	3 ou +	
Akwesasne	205	65	30	45	65	50	30	15	3,5
Kahanawà: ke.	-	-	-	-	-	-	-	-	
Kanehsatà: ke	-	-	-	-	-	-	-	-	
Moyenne/Nation									N/A
NASKAPIS	Couples	Couple sans enfant	Couples avec enfants			Familles monoparentales			Taille moyenne des familles de recensement (Nbr. de personnes)
			1	2	3 ou +	1	2	3 ou +	
Kawawachikamach	100	25	25	20	30	30	25	5	3,4
Moyenne/Nation									3,4

Source : Statistique Canada. (2018). Profil du recensement. Recensement de 2016 [Données de recherche disponibles en ligne]. Repéré à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=E>

Aucune donnée disponible pour les communautés malécites.

²² Aucune donnée disponible pour les communautés de Barrière Lake et de Wolf Lake.

²³ Aucune donnée disponible pour la communauté de Gespeg.

²⁴ Aucune donnée disponible pour les communautés de Kanesatake et Kahanawà : ké.

ANNEXE 17

DONNÉES RELATIVES AUX FAMILLES INUIT

Village	Couples	Couple sans enfant	Couples avec enfants			Familles monoparentales			Taille moyenne des familles de recensement (Nbr. de personnes)
			1	2	3 ou +	1	2	3 ou +	
Akulivik	85	15	15	25	30	25	25	20	3,6
Aupaluk	25	5	5	10	10	10	5	5	3,6
Inukjuak	240	40	50	60	95	90	55	40	3,6
Ivujivik	70	15	20	15	25	15	5	15	3,9
Kangiqsualuujuaq	140	15	30	45	50	40	20	20	3,9
Kangiqsujuuaq	105	15	20	35	35	45	25	15	3,5
Kangirsuk	85	15	25	20	25	25	15	20	3,6
Kuujuuaq	485	145	115	105	110	95	60	35	3,3
Kuujuuarapik	100	20	20	20	35	30	25	10	3,5
Puvimittuq	225	50	50	45	80	90	40	65	3,6
Quaqtaq	70	10	20	15	30	15	5	10	3,9
Salluit	200	25	35	45	100	50	50	40	3,9
Tasiujaq	55	10	10	5	25	5	10	5	4
Umiujaq	65	10	15	10	30	25	20	5	3,6
Moyenne/Nation									3,68

Statistique Canada. (2018). Profil du recensement. Recensement de 2016 [Données de recherche disponibles en ligne]. Repéré à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>.

ANNEXE 18

LOCUTEURS EN LANGUES AUTOCHTONES AU QUÉBEC

Langue	Nombre de locuteurs
Abénakis	Aucun
Algonquin ²⁴	2 245
Atikamekw nehirowisiw	6 635
Eeyou (Cri)	17 175
Huron-wendat	Aucun
Innu	9 850
Inuktitut	12 490
Malécite	10
Mi'gmaq ²⁵	880
Mohawk ²⁶	690
Naskapi	770
TOTAL	50 745

Source : Statistique Canada. (2018, 16 janvier). Connaissance des langues autochtones. Recensement de 2016. [Données de recherche disponibles en ligne]. Repéré à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dt-td/Rp-fra.cfm?TABID=2&Lang=F&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&G-C=0&GID=1341679&GK=0&GRP=1&PID=110449&PRID=10&PTYPE=109445&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2017&THEme=122&VID=0&VNameE=&VNameF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>.

25 Aucune donnée n'est disponible pour les communautés de Barrière Lake (Lac Rapide) et de Wolf Lake (Hunter's Point).

26 Aucune donnée n'est disponible pour la communauté de Gespeg.

27 Aucune donnée n'est disponible pour les communautés de Kanehsatà : ke et de Kahnawà : ke.

ANNEXE 19

STATISTIQUES RELATIVES À LA LANGUE MATERNELLE ET À LA LANGUE D'USAGE DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET VILLAGES INUIT DU QUÉBEC

ABÉNAKIS		Langue maternelle			Langue parlée à la maison			Connaissance des langues officielles			
		Français	Anglais	Langue autochtone	Français	Anglais	Langue autochtone	Aucune	Français uniquement	Anglais uniquement	Français et anglais
Odanak		405	40		425	15		-	250	-	195
Wôlinak		200	5		205			-	150	-	50
TOTAL		605	45		630	15		-	400	-	245
ANISHNABEK (Algonquins) ²⁷											
		Langue maternelle			Langue parlée à la maison			Connaissance des langues officielles			
		Français	Anglais	Langue autochtone	Français	Anglais	Langue autochtone	Aucune	Français uniquement	Anglais uniquement	Français et anglais
Kebaowek (Kipawa)		25	245	5	5	265		-	-	215	60
Kitcisakik		140		105	185		40	10	240	-	20
Kitigan Zibi		185	765	220	100	1 040	40	-	35	725	460
Lac Simon		720	20	410	870	25	170	5	1 030	10	325
Long Point (Winneway)		5	95		5	100	-	-	-	45	55
Pikogan		230	85	235 ²⁸	325	80	55 ²⁹	5	190	25	320
Timiskaming		35	450	10	30	455		-	5	270	250
TOTAL		1 340	1 660	985 ³⁰	1 520	1 965	305 ³¹	20	1 500	1 290	1 490

ATIKAMEKW NEHIROWISIW										
	Langue maternelle			Langue parlée à la maison			Connaissance des langues officielles			
	Français	Anglais	Langue autochtone	Français	Anglais	Langue autochtone	Aucune	Français uniquement	Anglais uniquement	Français et anglais
Manawan	60		1 970	105		1 910	165	1 790	-	105
Opticiwan (Obedjiwan)	55		1 940	90		1 920	180	1 750	-	80
Wemotaci	70		1 110	95		1 085	85	1 055	-	75
TOTAL	185		5 020	290		4 915	430	4 595	-	260
EEYOU (CRIS)										
	Langue maternelle			Langue parlée à la maison			Connaissance des langues officielles			
	Français	Anglais	Langue autochtone	Français	Anglais	Langue autochtone	Aucune	Français uniquement	Anglais uniquement	Français et anglais
Chisasibi	205	260	4 245	170	460	4 165	180	-	3 265	1 380
Eastmain	10	95	745		160	700	45	-	665	155
Mistissini			3 180		415	2 975	215	-	2 455	830
Nemaska		45	680		90	660	40	-	530	190
Oujé-Bougoumou	60	115	540	40	325	360	20	-	435	270
Waskaganish		115	2 015		120	2 020	155	-	1 495	535
Waswanipi		240	1 420		480	1 225	70	-	985	690
Wemindji		150	1 255		265	1 160	70	-	1 285	85
Whapmagoostui			870	10	95	860	60	-	845	75
TOTAL	275	1 020	14 950	220	2 410	14 125	855	-	11 960	4 210

HURONS-WENDAT										
	Langue maternelle			Langue parlée à la maison			Connaissance des langues officielles			
	Français	Anglais	Langue autochtone	Français	Anglais	Langue autochtone	Aucune	Français uniquement	Anglais uniquement	Français et anglais
Wendake	1 910	35	130	1 975		90	10	1 335	5	780
TOTAL	1 910	35	130 ³²	1 975		90 ³³	10	1 335	5	780
INNUS										
	Langue maternelle			Langue parlée à la maison			Connaissance des langues officielles			
	Français	Anglais	Langue autochtone	Français	Anglais	Langue autochtone	Aucune	Français uniquement	Anglais uniquement	Français et anglais
Ekuanitshit (Mingan)	30		510	45		505	30	480	-	40
Essipit	295			300		-	-	270	-	25
Mashteuiatsh	1 690	15	150	1 795	5	65	-	1 645	5	290
Matimekush – Lac John	60	10	490	30	5	530	60	330	45	175
Nutashkuan	15		800	65		660	50	770	-	20
Pakua Shipu	15		205	15		205	10	125	15	85
Pessamit	75	5	1930	110		1 850	50	1 915	5	145
Uashat mak Mani-Utenam	620	30	2320	980	35	1 835	60	2 745	15	60
Unamen Shipu (La Romaine)	20		950	20		955	125	815	10	25
TOTAL	2 820	60	7 355	3 360	45	6 605	385	9 095	95	865

INUIT										
	Langue maternelle			Langue parlée à la maison			Connaissance des langues officielles			
	Français	Anglais	Langue autochtone	Français	Anglais	Langue autochtone	Aucun	Français uniquement	Anglais uniquement	Français et anglais
Akutivik			620			620	130	-	355	105
Aupaluk			205			205	40	-	115	45
Inukjuak			1 685			1 665	365	-	1 070	305
Ivujivik			400			395	60	-	220	100
Kangiqsualuujuaq			885			885	90	-	620	225
Kangiqsujuuaq			695			680	160	-	380	190
Kangirsuk			530			525	105	-	305	145
Kuujuuaq			1 855			1 690	165	-	1 440	1 050
Kuujuarapik			485		145	505 ³⁴	25	-	545	110
Puvirnituq	75	25	1 635	75	55	1 615	325	-	765	535
Quaqtaq			370			375	70	-	215	115
Salluit			1 420	20	25	1 425	250	-	735	390
Tasiujaq			345			345	80	-	190	95
Umiujaq			425			420	85	-	280	70
TOTAL	75	25	11 555	95	225	11 350³⁵	1 950	-	6 470	3 480
MI'GMAQ ³⁶										
	Langue maternelle			Langue parlée à la maison			Connaissance des langues officielles			
	Français	Anglais	Langue autochtone	Français	Anglais	Langue autochtone	Aucune	Français uniquement	Anglais uniquement	Français et anglais
Gesgapegiag	30	460	155	10	555	75	5	10	435	205
Listuguj	40	835	300	15	950	140	-	5	955	280
TOTAL	70	1 295	455	25	1 505	215	5	15	1 390	485

MOHAWKS ³⁷									
	Langue maternelle			Langue parlée à la maison			Connaissance des langues officielles		
	Français	Anglais	Langue autochtone	Français	Anglais	Langue autochtone	Aucune	Français uniquement	Anglais uniquement
Akwesasne		880	280		1 085	55	-	15	1 150
TOTAL		880	280		1 085	55	-	15	20
NASKAPI									
	Langue maternelle			Langue parlée à la maison			Connaissance des langues officielles		
	Français	Anglais	Langue autochtone	Français	Anglais	Langue autochtone	Aucune	Français uniquement	Anglais uniquement
Kawawachikamach			530		45	550	35	-	135
TOTAL			530 ³⁸		45	550 ³⁹	35	-	135
GRAND Total	7 280	5 020	41 260	8 115	7 295	38 210	3 690	16 955	22 785
									11 970

Source: Statistique Canada. (2018, 16 janvier). Connaissance des langues autochtones. Recensement de 2016. [Données de recherche disponibles en ligne]. Repéré à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dt-tid/Rp-fra.cfm?TABID=2&Lang=F&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&G-C=0&GID=1341679&GK=0&GRP=1&PID=110449&PRID=10&PTYPE=109445&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2017&THEme=122&VID=0&VNAME=F-&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>

Aucune donnée statistique sur la langue n'a été établie lors du dernier recensement en ce qui concerne les Matécites.

28 Aucune donnée n'est disponible pour les communautés de Barrière Lake (Lac Rapide) et de Wolf Lake (Hunter's Point).

29 De ce nombre, 175 personnes avaient l'algonquin comme langue maternelle.

30 De ce nombre, 30 personnes avaient l'algonquin comme langue d'usage.

31 De ce nombre, 925 personnes avaient l'algonquin comme langue maternelle.

32 De ce nombre, 280 personnes avaient l'algonquin comme langue d'usage.

33 Aucun n'a déclaré parler le huron-wendat.

34 Aucun n'a déclaré parler le huron-wendat.

35 De ce nombre, 400 personnes avaient l'inuktitut comme langue d'usage.

36 De ce nombre, 11 245 personnes avaient l'inuktitut comme langue d'usage.

37 Aucune donnée relative à la langue n'est disponible pour la communauté de Gespeg.

38 Aucune donnée relative à la langue n'est disponible pour les communautés de Kanehsatà: ke et Kahanawà: ke.

39 De ce nombre, 490 personnes auraient le naskapi comme langue maternelle.

40 De ce nombre, 530 personnes auraient le naskapi comme langue d'usage.

ANNEXE 20

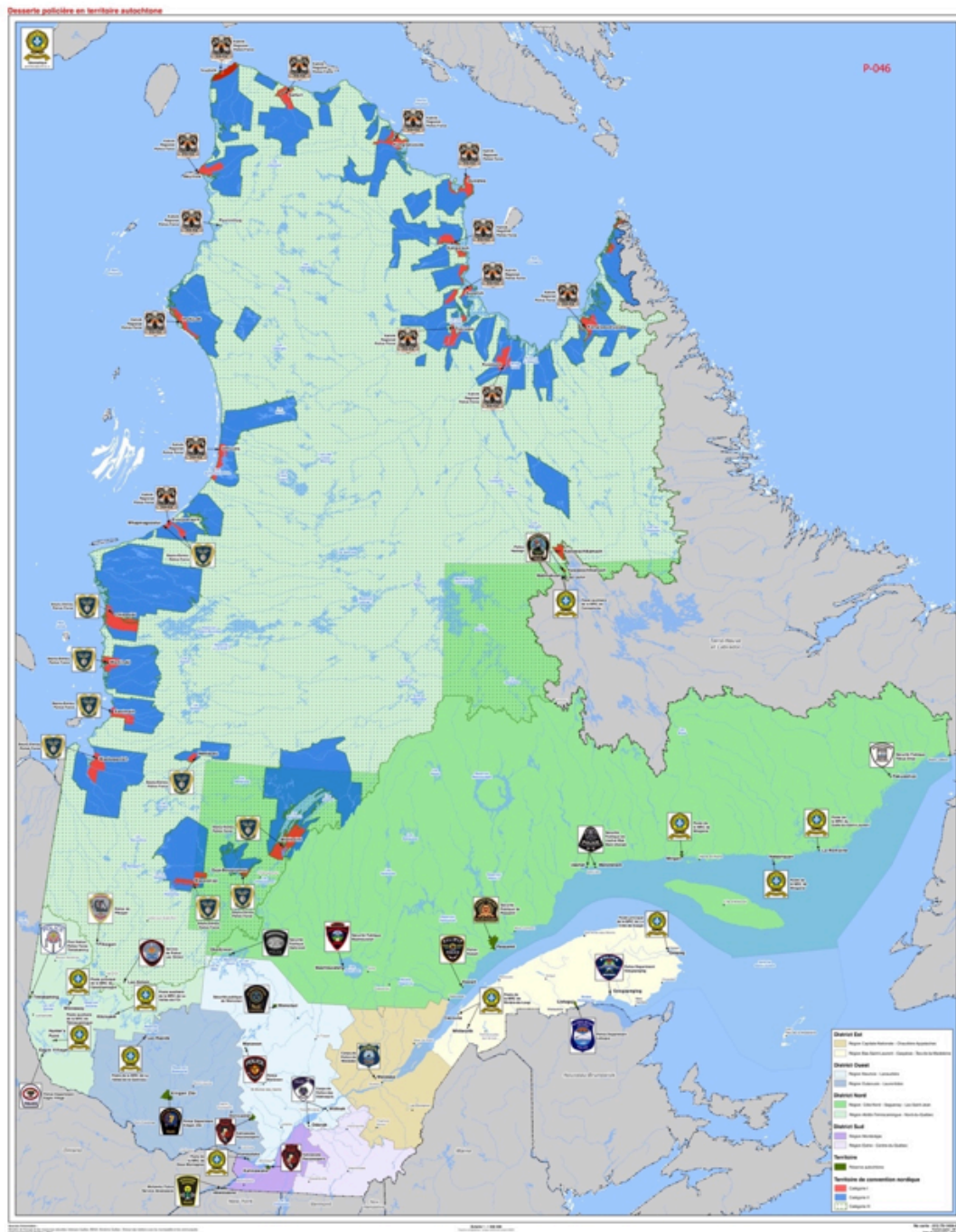
PROFIL DES POPULATIONS CARCÉRALES AUTOCHTONES DU QUÉBEC

Nation	Taux d'incarcération par 1 000 habitants	% PQMI autochtone	% des Autochtones incarcérés ou suivis dans la communauté	Durée moyenne des peines d'incarcération	Durée moyenne de séjour en établissement	Âge moyen
Inuit	64 : 1000	59,0 %	46,0 %	218 jours	96 jours	32,2 ans
Innus	56 : 1000	8,0 %	14,0 %	93 jours	33 jours	32,2 ans
Eeyou (Cris)	13 : 1000	14,0 %	12,0 %	101 jours	63 jours	34,5 ans
Anishnabek (Algonquins)	17 : 1000	9,0 %	12,0 %	124 jours	59 jours	35,8 ans
Atikamekw Nehirowisiw	20 : 1000	7,0 %	9,0 %	129 jours	58 jours	34,3 ans
Autres nations*	3 : 1000	5,0 %	5,0 %	111 jours	61 jours	37,9 ans

* Mi'gmaq, Naskapis, Mohawks, Hurons-Wendat, Abénakis, Malécites et Autochtones hors Québec.

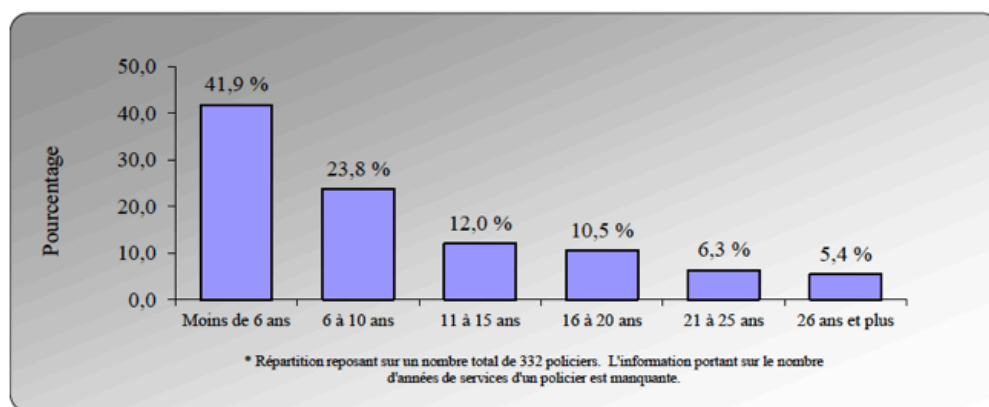
ANNEXE 21

CARTE DE LA DESSERTE POLICIÈRE EN MILIEU AUTOCHTONE



ANNEXE 22

NOMBRE D'ANNÉES DE SERVICES DES POLICIERS À L'EMPLOI D'UN CORPS DE POLICE AUTOCHTONE



ANNEXE 23

DÉTAIL DES FRAIS IMPOSÉS AUX CANDIDATS AUTOCHTONES ET ALLOCHTONES POUR LE PROGRAMME DE FORMATION EN PATROUILLE- GENDARMERIE

Frais	Allochtones	Autochtones
Scolarité	17 299\$	17 299\$
Contribution corps de police (1%)	(13 515\$)	N/A
Scolarité réelle	3 784\$	17 299\$
Admission au programme	170\$	170\$
Tests d'entrée	117\$	117\$
Épreuve standardisée d'aptitudes physiques	123.89\$	123.89\$
Inscription et matériel pédagogique	882\$	57\$
Hébergement et repas	2 972\$ (Dortoirs)	10 451\$ (Chambres)
Total	8 048.89\$	28 217.89\$

ANNEXE 24

DESSERTE DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET DES VILLAGES INUIT DU QUÉBEC EN MATIÈRE DE JUSTICE

NATION	COMMUNAUTÉS	PALAIS DE JUSTICE
Abénakis	Odanak Wôlinak	Sorel-Tracy
		Trois-Rivières
Anishnabek (Algonquins)	Barriere Lake (Lac Rapide) Kebaowek (Kipawa) Kitcisakik Kitigan Zibi Lac Simon Long Point (Winneway) Pikogan Timiskaming Wolf Lake (Hunter's Point)	Amos Val-d'Or Maniwaki Ville-Marie
Atikamekw Nehirowisiw	Manawan Opitciwan (Obedjiwan) Wemotaci	La Tuque Roberval Joliette
Eeyou (Cris)	Chisasibi Eastmain Mistissini Nemaska Oujé-Bougoumou Waskaganish Waswanipi Wemindji Whapmagoostui Washaw Sibi	Cour itinérante
Hurons-Wendat	Wendake	Québec
Innus	Ekuanitshit (Mingan) Essipit Mashteuiatsh Matimekush – Lac John Nutashkuan Pakua Shipu Pessamit Uashat mak Mani-Utenam Unamen Shipu (La Romaine)	Cour itinérante Roberval Baie-Comeau Sept-Îles

Malécites	Malécites de Viger	Rivière-du-Loup
Mi'gmaq	Gespeg Gesgapegiag Listuguj	New Carlisle Carleton-sur-Mer
Mohawks	Akwesasne Kahnawà: ke Kanehsatà: ke	Longueuil Salaberry-de-Valleyfield Saint-Jérôme
Naskapis	Kawawachikamach	Cour itinérante
Inuit	Akulivik Aupaluk Inukjuak Ivujivik Kangiqsualujjuaq Kangiqsujuaq Kangirsuk Kuujjuaq Kuujjuarapik Puvirnituq Quaqtaq Salluit Tasiujaq Umiujaq	Cour itinérante

Source : *Présentation du ministère de la Justice*, pièce P-006 (CERP), p. 24.

ANNEXE 25

RÉGIONS ADMINISTRATIVES DE DESSERTE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS ET ÉTABLISSEMENTS LIÉS AU QUÉBEC

Région administrative de desserte	Établissements sous responsabilité
DGA DE L'OUEST-DU-QUÉBEC	<ul style="list-style-type: none"> • DSC Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec, Établissement de détention d'Amos • Établissement de détention de St-Jérôme • DSC Outaouais, Établissement de détention de Gatineau • DSPC Laurentides • DSPC Laval-Lanaudière • DSC Estrie, Établissement de détention de Sherbrooke • DSC Montérégie, Établissement de détention de Sorel
DGA DE MONTRÉAL	<ul style="list-style-type: none"> • Établissement de détention de Rivière-des-Prairies • Établissement de détention de Montréal • DSPC Montréal Nord-Est • DSPC Montréal Sud-Ouest • DSC Laval et activités spécialisées, Établissement de détention Leclerc de Laval
DGA DE L'EST-DU-QUÉBEC	<ul style="list-style-type: none"> • Établissement de détention de Québec • DSC Bas-St-Laurent, Établissement de détention de Rimouski • DSPC Québec-Charlevoix • DSC Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine • DSPC Ste-Foy-Chaudière-Appalaches • DSC Côte-Nord, Établissement de détention de Baie-Comeau • DSC Mauricie-Centre-du-Québec, Établissement de détention de Trois-Rivières • DSC Saguenay-Lac-St-Jean, Établissement de détention de Roberval

Source : *Recension des écrits, Prestation des services correctionnels auprès de la population autochtone au Québec*, pièce PD-14 (CERP), p. 5-6.

Légende

DGA: Direction générale adjointe du réseau correctionnel

DSC: Direction des services correctionnels

DSPC: Direction des services professionnels correctionnels

ANNEXE 26

LOIS ET RÈGLEMENTS APPLICABLES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX AU QUÉBEC

Loi	Règlement afférent
<i>Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée (A-2.2)</i>	Aucun
<i>Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée (A-5.01)</i>	<i>Règlement sur les activités cliniques en matière de procréation assistée</i>
<i>Loi sur l'assurance-hospitalisation (A-28)</i>	<i>Règlement d'application de la Loi sur l'assurance-hospitalisation</i>
<i>Loi sur l'assurance maladie (A-29)</i>	<i>Règlements de la Loi sur l'assurance maladie</i> Arrêté numéro 2018003 du ministre de la Santé et des Services sociaux (PDF 221 Ko) Arrêté numéro 2018012 du ministre de la Santé et des Services sociaux (PDF 218 Ko) Arrêté numéro 2018013 du ministre de la Santé et des Services sociaux (PDF 214 Ko)
<i>Loi sur l'assurance médicaments (A-29.01)</i>	<i>Règlements de la Loi sur l'assurance médicaments</i>
<i>Loi sur les autochtones cris, inuit et naskapis (A-33.1)</i>	Aucun
<i>Loi visant à prévenir les cancers de la peau causés par le bronzage artificiel (C5.2)</i>	Aucun
<i>Loi sur les cimetières non catholiques (C-17)</i>	Aucun
<i>Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être (C-32.1.1)</i>	<i>Règlement sur la procédure de sélection des personnes aptes à composer le Forum de consultation</i>
<i>Loi sur l'équilibre budgétaire du réseau public de la santé et des services sociaux (E-12.0001)</i>	Aucun
<i>Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (E-20.1)</i>	<i>Règlement de l'Office des personnes handicapées du Québec</i>
<i>Loi sur Héma-Québec et sur le Comité de biovigilance (H-1.1)</i>	<i>Règlement sur les conditions relatives à l'indemnisation des victimes d'un produit distribué par Héma-Québec</i>

Loi	Règlement afférent
<i>Loi sur les inhumations et les exhumations (I-11)</i>	Aucun
<i>Loi sur l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (I-13.03)</i>	Aucun
<i>Loi sur l'Institut national de santé publique du Québec (I-13.1.1)</i>	Aucun
<i>Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes et des tissus et la disposition des cadavres (L0.2)</i>	<i>Règlements de la Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes, des tissus et la disposition des cadavres</i>
<i>Loi concernant la lutte contre le tabagisme (L-6.2)</i>	<i>Règlements de la Loi concernant la lutte contre le tabagisme</i>
<i>Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité (L-6.3)</i>	Aucun
<i>Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux (M1.1)</i>	Aucun
<i>Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (M-19.2)</i>	<i>Règlements de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux</i>
<i>Loi assurant la mise en œuvre de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (M-35.1.3)</i>	Aucun
<i>Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (O-7.2)</i>	<i>Règlements de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales</i>
<i>Loi concernant le partage de certains renseignements de santé (P-9.0001)</i>	<i>Règlement sur les autorisations d'accès et la durée d'utilisation des renseignements contenus dans une banque de renseignements de santé d'un domaine clinique</i>
<i>Loi sur la protection de la jeunesse (P-34.1)</i>	<i>Règlements de la Loi sur la protection de la jeunesse</i>
<i>Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (P-38.001)</i>	Aucun
<i>Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés au tabac (R2.2.0.0.1)</i>	Aucun

Loi	Règlement afférent
<i>Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec chapitre (R-5)</i>	<i>Règlements de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec</i>
<i>Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant (R-24.0.2)</i>	Aucun
<i>Loi sur la santé publique (S-2.2)</i>	<i>Règlements de la Loi sur la santé publique</i>
<i>Loi sur les services de santé et les services sociaux (S-4.2)</i>	<i>Règlements de la Loi sur les services de santé et les services sociaux</i>
<i>Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (S5)</i>	<i>Règlements de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris</i>
<i>Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (S-6.2)</i>	<i>Règlement sur les conditions d'inscription d'un technicien ambulancier au registre national de la main-d'œuvre</i>
<i>Loi concernant les soins de fin de vie (S-32.0001)</i>	<i>Règlements de la Loi concernant les soins de fin de vie</i>
<i>Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (U-0.1)</i>	Aucun
<i>Loi sur les activités funéraires (2016, chapitre 1)</i>	Aucun

Source : Gouvernement du Québec, <https://www.quebec.ca/gouv/ministere/sante-services-sociaux/lois-et-reglements/>

ANNEXE 27

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS DE SANTÉ DÉSIGNÉS COMME DEVANT OFFRIR DES SERVICES EN ANGLAIS À LEUR CLIENTÈLE

ÉTABLISSEMENTS ET INSTALLATIONS PUBLICS

Montréal

Le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal et ses installations et établissements regroupés suivants :

- Centre d'hébergement Denis-Benjamin-Viger
- CLSC de Pierrefonds
- CLSC du Lac-Saint-Louis
- Hôpital Catherine Booth
- Hôpital général du Lakeshore
- Centre de réadaptation de l'Ouest de Montréal
- Centre hospitalier St. Mary
- Institut universitaire en santé mentale Douglas
- Les centres de la jeunesse et de la famille Batshaw
- Centre de soins prolongés Grace Dart

Le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal et toutes ses installations et établissements regroupés :

- Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) Father-Dowd
- Centre d'hébergement St-Andrew
- Centre d'hébergement Henri-Bradet
- Centre d'hébergement St-Margaret
- CLSC de Benny Farm
- CLSC René-Cassin
- CLSC de Côte-des-Neiges
- CLSC de Parc-Extension
- CLSC Métro
- Hôpital Catherine Booth
- Hôpital Richardson
- Maison de naissance Côte-des-Neiges
- Centre de réadaptation Constance-Lethbridge
- Centre Miriam
- CHSLD Juif de Montréal
- Hôpital Mont Sinai Montréal

- La Corporation du Centre hospitalier gériatrique Maimonides
- L'hôpital général Juif Sir Mortimer B. Davis
- Centre Universitaire de Santé McGill

Montérégie

Les installations suivantes du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest :

- Centre d'hébergement d'Ormstown
- Centre d'hébergement du comté de Huntingdon
- CLSC Huntingdon
- Hôpital Barrie Memorial
- Centre de réadaptation en dépendance Foster (CRD Foster)

Estrie

Les établissements suivants regroupés au sein du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement de l'Estrie
- CSSS-IUGS – Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke

Outaouais

Les installations suivantes du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- Centre Hospitalier du Pontiac
- CLSC Chapeau
- CLSC Mansfield-et-Pontefract
- CLSC Otter Lake
- CLSC Quyon
- CLSC Rapides-des-Joachims
- CLSC Shawville
- L'Hôpital Mémorial de Wakefield
- Pavillon Centre d'accueil Pontiac
- Pavillon Manoir Sacré-Coeur

Côte-Nord

Les installations suivantes du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- Centre de santé de la Basse Côte-Nord (Blanc Sablon)
- CLSC de Chevery
- CLSC de Kegaska
- CLSC de Mutton Bay
- CLSC et CHSLD Donald-G.-Hodd (Harrington Harbour)
- CLSC de La Tabatière
- CLSC de Rivière-Saint-Paul
- CLSC de Tête-à-la-Baleine
- CLSC de Saint-Augustin

Capitale-Nationale

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

- Hôpital Jeffery Hale - Saint-Brigid's

Laval

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

- Hôpital Juif de réadaptation – Laval

Laurentides

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

- Résidence de Lachute – Laurentides

INSTALLATIONS ET ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

Montréal

- Centre d'accueil Héritage inc.
- Centre de réadaptation MAB-Mackay
- CHSLD Bayview inc.
- CHSLD Bussey (Québec) inc.
- CHSLD du Château sur le lac de Sainte-Geneviève inc.
- Havre-Jeunesse
- Hôpital Shriners pour enfants (Québec) inc.
- Maison Élisabeth
- Manoir Beaconsfield (88980 Canada Inc.)

Lanaudière

- CHSLD Heather inc.

Etrie

- Foyer Wales inc.

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux, <http://www.msss.gouv.qc.ca/ministere/saslacc/services-a-la-population-d-expression-anglaise/>

Légende

CLSC: Centre locaux de services communautaires

CHSLD: Centre d'hébergement de soins de longue durée

ANNEXE 28

SYNTHÈSE DES ENTENTES DE PARTAGE DE RESPONSABILITÉS PARTIEL AVEC LES COMMUNAUTÉS NON CONVENTIONNÉES EN PROTECTION DE LA JEUNESSE

Nation	Communauté/ Conseil de bande ou Conseil tribal	Établissement avec lequel il y a entente ⁴⁰	Autorisation en vertu de l'article 32 LPJ ⁴¹	Autorisation en vertu de l'article 33 LPJ	Gestion des familles d'accueil
Abénakis	Odanak et Wôlinak (Grand Conseil de la Nation Waban-Aki)	Centre jeunesse de la Mauricie et du Centre-du-Québec		X ^{*42}	
Anishnabek (Algonquins)	Kitigan Zibi	CISSS de l'Outaouais	X	X	X
Atikamekw Nehirowisiw	Opitciwan	Centre jeunesse de la Mauricie et du Centre-du-Québec	X	X	X
Hurons-Wendat	Wendake	Centre jeunesse de Québec – Institut universitaire		X [*]	
Innus	Essipit	CPRCN		X [*]	
	Mashteuiatsh	Centre jeunesse de Saguenay–Lac-Saint-Jean	X	X	X
	Matimekush–Lac John	CPRCN		X	X
	Nutashkuan	CPRCN		X	X
	Pakua Shipu, Unamen Shipu et Ekuanitshit (Mamit Innuat)	CPRCN		X	X
	Pessamit	CPRCN		X	X
	Uashat mak Mani-Utenam	CPRCN		X	X

Mi'gmaq	Listuguj	Centre jeunesse Gaspésie-Les-Îles	X	X	X
	Gesgapegiag	Centre jeunesse Gaspésie-Les-Îles	X	X	X
Mohawks	Kahnawà: ke	Centre jeunesse de la Montérégie	X	X	X
	Akwesasne ⁴³	Centre jeunesse de la Montérégie	X	X	X

Source: *Recension des écrits secteur Protection de la jeunesse rédigé par: Christiane Guay et Lisa Ellington dans le cadre de la CERP, pièce PD-5 (CERP), p. 8-9*

Légende

- CPRN: Centre de protection et de réadaptation de la Côte-Nord
- CISSS: Centre intégré de santé et de services sociaux

41 L'appellation CISSS n'a pas été utilisée puisque les ententes en vigueur ont été signées avant la fusion des établissements du réseau provincial.

42 Les responsabilités autorisées en vertu de l'article 32 LPJ peuvent être différentes d'une organisation autochtone à une autre. Par exemple, la communauté peut recevoir les signalements, décider de l'orientation de l'enfant, réviser la situation, de même qu'exercer la tutelle ou recevoir les consentements requis pour l'adoption. D'autres communautés, comme Kitigan Zibi, procèdent à l'évaluation de la situation de l'enfant, mais ne détiennent pas d'autres responsabilités autorisées par le DPJ en vertu de l'article 32 LPJ.

43 Bien que des responsabilités déléguées soient possibles dans l'entente bipartite en vigueur, au moment de la rédaction du rapport, le Grand Conseil de la Nation Waban-Aki et les communautés de Wendake et d'Essipit n'employaient pas de personnel pour les exercer.

44 Il est à noter que la communauté d'Akwesasne est divisée entre deux provinces canadiennes (Québec et Ontario) et l'État de New York aux États-Unis.

ANNEXE 29

TABLEAU SYNTHÈSE DES LANGUES AUTOCHTONES PARLÉES PAR LES INTERPRÈTES DES DIFFÉRENTES RÉGIONS EN MATIÈRE DE JUSTICE

Région	Langues disponibles
Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec	Inuktitut, cri, anishnabe
Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Aucun interprète utilisé
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	Innu, naskapi, inuktitut, atikamekw
Centre-du-Québec/Estrie	Aucun interprète utilisé
Côte-Nord	Naskapi, innu
Mauricie-Bois-Franc (La Tuque)	Atikamekw
Monterégie Est	Recours aux services d'interprètes de Montréal. Aucun interprète en langue autochtone n'a été sollicité dans les dernières années.
Outaouais	Cri, anishnabe
Saguenay—Lac-Saint-Jean	Atikamekw (2 à Roberval), Cri (Chibougamau)
Lanaudière	Atikamekw
Montréal	Ils utilisent les services du Centre d'amitié autochtone de Montréal pour les besoins de la cour, car ils ne disposent pas d'interprètes en langue autochtone dans leur répertoire.
Laval	Ils n'ont aucun interprète sous contrat. Lorsqu'ils ont besoin, ils font appel au Palais de justice de Montréal.

Source : Rapport sur l'offre de services linguistiques par les services publics du Québec dont peuvent bénéficier les autochtones de la province, pièce PD-15 (CERP), p. 94.

ANNEXE 30

ACCUSATIONS CRIMINELLES PORTÉES PAR PEUPLE AUTOCHTONE

Représentativité des accusations criminelles portées par peuple autochtone du Québec			Représentativité démographique de chaque nation par peuple autochtone du Québec	
	Nombre d'accusations (N)	Pourcentage ⁴⁴	Nombre de personnes (N)	Pourcentage ⁴⁵
Abénakis	517	0,2 %	3 251	2,9 %
Anishnabek (Algonquins)	16 762	8,6 %	13 770	12,4 %
Atikamekw Nehirowisiw	13 318	6,9 %	8 820	7,5 %
Eeyou (Cris)	31 180	16,0 %	21 126	19,0 %
Hurons Wendat	1 111	0,6 %	4 606	4,1 %
Innus	29 230	15,0 %	23 297	21,0 %
Inuit	84 298	43,2 %	13 650	12,3 %
Malécites	618	0,3 %	1 315	1,2 %
Mi'gmaq	5 047	2,6 %	7 247	6,5 %
Mohawks	10 303	5,3 %	15 486	13,9 %
Naskapis	2 661	1,4 %	1 526	1,4 %
Total	195 041	100,0 %	110 843	100,0 %

Source : *Portrait de la judiciarisation autochtone au Québec*, document de synthèse produit par la CERP en date du 12 décembre 2018, pièce P-839-115 (CERP), p. 15.

⁴⁵ Les pourcentages ont été arrondis, ce qui explique pourquoi le Total n'équivaut pas toujours à 100 %.

⁴⁶ Les pourcentages ont été arrondis, ce qui explique pourquoi le Total n'équivaut pas toujours à 100 %.

ANNEXE 31

INFRACTIONS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET À CARACTÈRE SEXUEL CONCERNANT LES AUTOCHTONES

Accusations liées à la violence conjugale (2001-2017)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL
Autochtone	444	534	595	570	539	667	590	638	698	775	713	618	663	774	778	746	674	11,016
Allochtone	9,067	8,497	8,641	8,311	9,229	8,156	7,412	7,925	8,079	7,894	8,438	9,011	9,223	9,973	10,523	10,739	11,239	152,357
Total	9,511	9,031	9,236	8,881	9,768	8,823	8,002	85,63	8,777	8,669	9,151	9,629	9,886	10,747	11,301	11,485	11,913	163,376

En moyenne de 2001 à 2017: **6,7%** des accusations ont été portées contre des personnes autochtones, alors qu'elles représentent environ **1,1%** de la population du Québec (Statistiques Canada)

Source: Annexe 1, Tableau Excel du ministère de la Justice du Québec en réponse à la demande d'information DG-0094-C de la CERP, reçue le 10 septembre 2018, document P-837-25.7.1 (Commission).

Accusations liées à la violence conjugale – Nord du Québec (2001-2017)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL
Cris	109	139	147	133	124	125	130	142	124	149	127	106	97	115	138	112	114	2,131
Inuit	158	222	249	231	243	317	277	252	364	368	338	295	325	411	390	409	331	5,180
Total	9,511	9,031	9,236	8,881	9,768	8,823	8,002	8,563	8,777	8,669	9,151	9,629	9,886	10,747	11,301	11,485	11,913	163,376

En moyenne de 2001 à 2017: **1,3%** et **3,2%** des accusations ont été portées respectivement contre des Cris et des Inuit, alors que ceux-ci représentent respectivement **0,25%** et **0,16%** de la population du Québec (Statistiques Canada)

Source: Annexe 1, Tableau Excel du ministère de la Justice du Québec en réponse à la demande d'information DG-0094-C de la CERP, reçue le 10 septembre 2018, document P-837-25.7.1 (Commission).

Accusations en matière d'agressions sexuelles (art. 151, 153(1), 155, 271, 272 et 273) (2001-2017)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL
Autochtone	160	166	154	139	157	159	138	179	197	249	227	248	207	216	278	239	272	3,385
Allochtone	2,272	2,598	2,499	2,348	2,515	2,563	2,234	2,153	1,962	2,066	2,098	2,002	2,310	2,000	2,227	1,921	2,065	37,833
Total	2,432	2,764	2,653	2,487	2,672	2,722	2,372	2,332	2,159	2,315	2,325	2,250	2,517	2,216	2,505	2,160	2,337	41,218

En moyenne de 2001 à 2017: **8.2%** des accusations ont été portées contre des personnes autochtones, alors qu'elles représentent environ **1,1%** de la population du Québec.

Source: Annexe 1, Tableau Excel du ministère de la Justice du Québec concernant les infractions à caractère sexuel en date du 28 septembre 2018, document P-837-25.9.1 (Commission).

Accusations en matière d'agressions sexuelles chez les Cris et les Inuit (art. 151, 153(1), 155, 271, 272 et 273) (2001-2017)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL
Cris	31	25	29	18	28	18	23	35	34	40	25	40	24	32	47	18	55	522
Inuit	67	71	73	79	74	78	76	69	114	151	145	144	136	144	179	170	160	1,930
Total	2,432	2,764	2,653	2,487	2,672	2,722	2,372	2,332	2,159	2,315	2,325	2,250	2,517	2,216	2,505	2,160	2,337	41,218

En moyenne de 2001 à 2017: **1.3%** et **4.7%** des accusations ont été portées respectivement contre des Cris et des Inuit, alors que ceux-ci représentent respectivement 0.25% et 0.16% de la population du Québec (Statistique Canada)

Source: Annexe 1, Tableau Excel du ministère de la Justice du Québec concernant les infractions à caractère sexuel en date du 28 septembre 2018, P-837-25.9.1 (CERP).

ANNEXE 32

BUDGETS ACCORDÉS AUX PROGRAMMES DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE⁴⁷

Année	Contribution du ministère de la Justice du Québec	Contribution du ministère de la Justice du Canada	Total
2008-2009	441 800 \$	615 254 \$ A (Inuit) : 136 173 \$	1 193 227 \$
2009-2010	441 800 \$	779 385 \$ A (Inuit) : 287 119 \$	1 508 304 \$
2010-2011	441 800 \$	683 950 \$ A (Inuit) : 270 360 \$	1 396 110 \$
2011-2012	451 800 \$	746 340 \$ A (Inuit) : 140 960 \$	1 339 100 \$
2012-2013	441 800 \$	883 300 \$ A (Inuit) : 588 968 \$	1 864 068 \$
2013-2014	441 800 \$	826 158 \$ A (Inuit) : 503 558 \$	1 741 516 \$
2014-2015	441 800 \$	840 425 \$ A (Inuit) : 429 820 \$	1 712 045 \$
2015-2016	435 800 \$	857 325 \$ A (Inuit) : 871 604 \$	2 164 729 \$
2016-2017	446 259 \$	857 325 \$ A (Inuit) : 620 215 \$	1 923 799 \$
2017-2018	734 500 \$	842 675 \$ A (Inuit) : 773 992 \$	2 351 167 \$
2018-2019	816 305 \$	855 995 \$ A (Inuit) : non disponible	Non disponible
2019-2020	1 410 000 \$	Non disponible	Non disponible

Source : *Le programme de mesures de rechange pour adultes en milieux autochtones et les comités de justice*, P-837-104 (CERP), p. 20-21.

⁴⁷ La nation eeyou (crie) est exclue de ces calculs.

ANNEXE 33

BUDGETS ACCORDÉS AUX COMITÉS DE JUSTICE DU NUNAVIK⁴⁸

Année	Contribution du ministère de la Justice du Québec	Contribution du ministère de la Justice du Canada	Makivik	Ungaluk	RRSS	Ministère de la Sécurité publique	Kativik	Total
2009-2010	125 000 \$	174 500 \$	20 000 \$	228 000 \$				547 500 \$
2010-2011	135 000 \$	244 500 \$	20 000 \$	140 451 \$				539 951 \$
2011-2012	125 000 \$	174 500 \$		111 257 \$				410 757 \$
2012-2013	50 000 \$	277 493 \$		549 265 \$				876 658 \$
2013-2014	50 000 \$	308 230 \$		462 385 \$				820 615 \$
2014-2015	75 000 \$	330 000 \$	60 647 \$	334 000 \$				799 647 \$
2015-2016	100 000 \$	285 373 \$	65 250 \$	675 024 \$	86 279 \$			1 211 926 \$
2016-2017	260 000 \$	338 830 \$	77 000 \$	402 303 \$	86 279 \$		110 000 \$	1 274 412 \$
2017-2018	263 000 \$	297 180 \$	85 000 \$	638 080 \$			65 000 \$	1 348 260 \$
2018-2019	300 000 \$	300 000 \$	90 000 \$	625 192 \$	100 000 \$	150 000 \$		1 565 192 \$

Source : Les comités de justice, document de synthèse produit par la CERP en date du 12 décembre 2018, pièce P-837-104 (CERP), p. 19-20.

48 La nation eeyou (crie) est exclue de ces calculs.

ANNEXE 34

NOMBRE DE DOSSIERS / PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE

Communauté ayant un protocole	Nombre de dossiers déjudiciarisés		Nombre d'accusations portées
	Programme de mesures de rechange		(Statistiques du M.J.Q.)
Aupaluk (2003)	2015-2016	1	2015 / 92
	2016-2017	N/D	2016 / 164 2017 / 86
Kangirsuk (2003)	2015-2016	1	2015 / 232
	2016-2017	1	2016 / 252 2017 / 229
Kuujjuarapik (2003)	2015-2016	1	2015 / 456
	2016-2017	N/D	2016 / 377 2017 / 408
Puvirnituq (2003)	2015-2016	1	2015 / 1 701
	2016-2017	11	2016 / 1 670 2017 / 1 065
Salluit (2003)	2015-2016	7	2015 / 838
	2016-2017	8	2016 / 943 2017 / 605
Quaqtaq (2003)	2015-2016	N/D	2015 / 131
	2016-2017	0	2016 / 147 2017 / 156
Kuujjuaq (2013)	2015-2016	6	2015 / 1 126
	2016-2017	6	2016 / 1 252 2017 / 1 103
Kangiqsualujjuaq (2013)	2015-2016	1	2015 / 386
	2016-2017	1	2016 / 450 2017 / 539
Inukjuak (2010)	2015-2016	7	2015 / 789
	2016-2017	N/D	2016 / 799 2017 / 618
Kangiqsujuaq (2017)	2016-2017	12	2015 / 259 2016 / 291 2017 / 353

TOTAL NUNAVIK	2015-2016	26	2015 / 7 059 2016 / 7 476 2017 / 6 053
	2016-2017	39	
Opitciwan (2012)	2015-2016	0	2015 / 40
	2016-2017	N/D	2016 / 19 2017 / 7
Manawan (2018)	N/D		2015 / 119 2016 / 174 2017 / 151
Wemotacti (2018)	N/D		2015 / 151 2016 / 131 2017 / 106
Kawawachikamach (2012)	2015-2016	4	2015 / 226
	2016-2017	0	2016 / 121 2017 / 131
Listuguj (2013)	2015-2016	4	2015 / 274
	2016-2017	N/D	2016 / 231 2017 / 213
Akwesasne (2004)	2005-2015	3	2015 / 92
	2016-2017	23	2016 / 82 2017 / 184

Source : PowerPoint de la CERP préparé pour le témoignage du ministère de la Justice des 3 et 5 octobre 2018, pièce P-839, Onglet 101 (CERP), p. 12.

ANNEXE 35

STATUT DES ACCUSÉS AUTOCHTONES LORS DE LEUR COMPARUTION EN POURSUITES CRIMINELLES

Statut	Autochtones		Allochtones		Inuit	
Détenu	43 160	23,2 %	236 914	10,5 %	27 282	30,0 %
En liberté	101 587	54,4 %	1 316 102	58,1 %	45 148	49,6 %
Non disponible	688	0,4 %	7 365	0,3 %	327	0,4 %
Sous arrestation	40 902	22,0 %	704 463	31,1 %	18 170	20,0 %
Total	186 337	100,0 %	2 226 847	100,0 %	90 927	100,0 %

Source : Enquêtes sur remise en liberté provisoire des personnes autochtones, document de synthèse produit par la CERP en date du 12 décembre 2018, pièce P-839-111 (CERP), p. 5.

ANNEXE 36

NOMBRE DE SÉJOURS EN DÉTENTION PROVISOIRE ET DURÉE / 2012-2016

Autochtones			Allochtones	
	Nombre de séjours	Moyenne en jours	Nombre de séjours	Moyenne en jours
2012-2013	1 595	21,8	33 723	23,5
2013-2014	1 593	24,9	33 553	25,1
2014-2015	1 837	31,5	32 947	25,4
2015-2016	1 847	32,8	31 845	26,9
Total	6 872	-	132 068	-

Source : *Les séjours en détention préventive, document de synthèse produit par la CERP en date du 12 décembre 2018, pièce P-839, Onglet 112 (CERP), p. 4.*

ANNEXE 37

CAUTIONNEMENT DES ACCUSÉS LORS DES ENQUÊTES SUR CAUTIONNEMENT EN MATIÈRE DE POURSUITES CRIMINELLES

Décisions	Autochtones		Allochtones		Inuit	
Accordé	5 811	75,1 %	186 860	68,0 %	1 062	54,1 %
Annulé	7	0,1 %	1 384	0,5 %	2	0,1 %
Modifié	10	0,1 %	503	0,2 %	2	0,1 %
Refusé	1 887	24,4 %	85 370	31,0 %	898	45,7 %
Rétabli	23	0,3 %	783	0,3 %	0	0,0 %
Total	7 738	100,0 %	274 900	100,0 %	1 964	100,0 %

Source : Enquêtes sur remise en liberté provisoire des personnes autochtones, document de synthèse produit par la CERP en date du 12 décembre 2018, pièce P-839, Onglet 111 (CERP), p. 7.

ANNEXE 38

INFRACTIONS CONTRE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE / 2010-2017

Année	Origine	Nombre d'infractions contre l'administration de la justice	Pourcentage du nombre total d'infractions	Pourcentage des accusations portées à l'encontre des Inuit
2010	Autochtones	5 623 (sur 15 709)	36,0 %	45,0 %
	Allochtones	53 346 (sur 237 850)	22,0 %	
2011	Autochtones	6 169 (sur 16 000)	39,0 %	51,0 %
	Allochtones	58 654 (sur 240 349)	24,0 %	
2012	Autochtones	5 695 (sur 15 701)	36,0 %	47,0 %
	Allochtones	62 771 (sur 248 451)	25,0 %	
2013	Autochtones	4 985 (sur 14 017)	36,0 %	47,0 %
	Allochtones	63 860 (sur 245 249)	26,0 %	
2014	Autochtones	4 918 (sur 14 835)	33,0 %	49,0 %
	Allochtones	62 062 (sur 231 097)	27,0 %	
2015	Autochtones	4 964 (sur 13 834)	36,0 %	50,0 %
	Allochtones	65 697 (sur 236 654)	28,0 %	
2016	Autochtones	4 774 (sur 13 705)	35,0 %	53,0 %
	Allochtones	62 639 (sur 222 787)	28,0 %	
2017	Autochtones	4 097 (sur 12 089)	34,0 %	50,0 %
	Allochtones	53 846 (sur 212 786)	25,0%	

Source : PowerPoint de la CERP préparé pour le témoignage du ministère de la Justice des 3 et 5 octobre 2018, pièce P-839, Onglet 101 (CERP), p. 26.

ANNEXE 39

NOMBRE DE RAPPORTS GLADUE PRODUITS PAR PEUPLE AUTOCHTONE

Nation	Nombre	%
Anishnabek (Algonquin)	26	7,1
Atikamekw Nehirowisw	19	5,2
Eeyou (Cris)	72	19,7
Innus	37	10,1
Inuit	148	40,5
Mi'gmaq	3	0,8
Mohawks	11	3,0
Naskapis	3	0,8
N.D.	46	12,6
Total	365	100,0

Source : Annexe 1 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec en réponse à la demande d'information DG-0093-C de la CERP, « Liste des rapports ordonnés et des informations complémentaires », reçue le 23 février 2018., P-837-24.1.1 (CERP).

ANNEXE 40

DÉLAIS D'ADMISSION DANS UN CENTRE D'INTERVENTION EN DÉPENDANCE EN MILIEU AUTOCHTONE

	Délais d'admission	Durée de la thérapie	Langue
Wakani Center	3-4 mois (selon la langue du demandeur)	5 semaines	Anglais et français
Centre de réadaptation Wapan	2 mois	5 semaines	Français
Centre de réadaptation Miam Uapukun	2 mois	3 semaines	Français et innu
Mawiomi Treatment Center	2 mois	6 semaines	Anglais et mig'mac
Onen'to: kon Healing Lodge	2 mois	6 semaines	Anglais

Source : Tableau informatif sur les centres de thérapie pour traitement de dépendances pour personnes autochtones, pièce P-764 (CERP).

ANNEXE 41

CAS DE SUICIDE AU NUNAVIK, 2001-2016

Communauté inuit	Période	Nombre total de suicides dans les communautés	Nbre de suicides associés à des vagues de suicides	Âge moyen lors du décès
Akulivik	2001 à 2015	12	3	19 ans (une vague de suicide)
Inukjuak	2001 à 2015	28	16	Entre 18 et 22 ans (5 vagues)
Kangiqsualujiaq	2001 à 2016	13	3	20 ans (une vague)
Kuujuaq	2003 à 2016	30	24	Entre 18 et 43 ans (6 vagues)
Kuujuarapik	2002 à 2014	16	14	Entre 18 et 25 ans (3 vagues)
Puvirnituq	2001 à 2016	23	4	16 ans (une vague)
Quaqtaq	2002 à 2008	9	6	19 ans (une vague)
Salluit	2001 à 2014	24	13	Entre 19 ans et 39 ans (4 vagues)

Source: Analyse des rapports d'investigation du Bureau du Coroner du Québec – Vagues de suicides, pièce P-712-31 (CERP), p. 2

ANNEXE 42

TRAITEMENT DIFFÉRENCIÉ / RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NUNAVIK

Type de personnel	Voyages annuels (MTL)	Prime cargaison	Prime éloignement	Hébergement	Entrepo sage	Déménagement	Véhicule de transport	Total des bénéfices
Personnel embauché (+ de 50 km)	Équivalent de 12 212 \$	2 912 \$	7 897 \$	Fourni	150 \$/mois	10 350 \$	5 000 \$	40 171 \$
Personnel embauché (- de 50 km)	Aucun	2 912 \$	7 897 \$	Aucun, à moins que la personne embauchée provienne d'une autre communauté	Aucun	Aucun	Aucun	10 809 \$

Source : Politique et politique d'embauche des travailleurs de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, pièce P-347 (CERP)

ANNEXE 43

TAUX D'OCCUPATION DES UNITÉS DE RÉADAPTATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE / NUNAVIK

Unité	Taux d'occupation 2017-2018	Taux d'occupation Premier trimestre 2018-2019 (avril-juin)
Kuujjuaq GH 6-12	136,0 %	145,0 %
Kuujjuaq GH 12-17	98,0 %	145,0 %
Kuujjuarapik GH 6-12	107,0 %	136,0 %
Puvirnituaq GH 12-17	98,0 %	131,0 %
Inukjuak Filles RC	96,0 %	102,0 %
Salluit RC 12-17 Garçons	99,0 %	141,0 %
Ulluriaq RC Garçons	82,0 %	86,0 %

Source : PowerPoint de présentation à la CERP par Leigh Johnston, Interim director, Direction of regional rehabilitation services for young persons with adjustment problems, pièce P-1129 (CERP), p. 8.

Québec

